LA
CARICATURE ET LA GUERRE

I

Si la caricature était, comme on l'a souvent prétendu, « l'art du rire, » la présente étude serait sans objet, et son titre même ne pourrait s'écrire de sang-froid. Les spectacles auxquels nous assistons, depuis vingt mois, ont éveillé ou surexcité en nous, jusqu'au paroxysme, tous les sentimens dont l'âme humaine est capable, sauf ceux dont le rire est l'expression. Même les neutres, même les habitans les plus lointains de ce globe, qui semble, d'ailleurs, s'être rapetissé comme une boule d'argile dans la fournaise, ont senti que l'humanité entière court un danger. Que l'on puisse, en plein xxe siècle, déchirer un traité, renier sa signature, préparer froidement et dans le plus grand détail l'assassinat d'un peuple, mutiler des enfans, noyer des familles entières d'émigrans, envoyer des infirmières au poteau d'exécution, c'est là une surprise tellement tragique, un réveil si brutal des longs songes de paix et de fraternité sociales, qu'à peine aujourd'hui même notre pensée peut les « réaliser. » On n'en pourrait rire que dans Sirius, à la condition encore que dans Sirius il y eût des hommes et qui fussent dépourvus de tout sentiment d'humanité. Les auteurs gais se sont donc tus, du moins ceux dont l'humour vise au plaisant et demande, pour être goûté, l'esprit paisible et détaché des dilettantes. Ils ne feraient pas leurs frais.

Mais la caricature, — on a essayé de le montrer, ici même, il y a déjà longtemps (1), — n'est pas nécessairement, ni essentiellement, l'art du rire. C'est seulement une de ses fonctions que de faire rire, — et ce n'est pas la plus haute. Les pages immortelles de la *Danse des Morts* de Holbein, des *Horreurs de la Guerre* de Callot, les plus belles pages de Hogarth, de Gillray, de Rowlandson, de Daumier, de Gavarni, de Grandville, de John Leech, et, plus près de nous, de M. Forain, de M. Willette, de M. Steinlen, de M. Grandjouan, n'ont jamais fait rire personne : elles ont fait penser. Plus d'une fois, elles auraient pu faire prévoir. « Tiens, tu m'fais mal avec tes ennemis les Anglais!... » disait, il y a quelque vingt ans, un terrassier de M. Forain, en montrant un obus que son camarade venait de déterrer dans un terrain vague, près de Paris. « Il est peut-être anglais, celui-là!... » et il n'était guère possible de résumer, avec plus de bon sens, la conduite à tenir dans les conseils de l'Europe. « Tiens! la bière, *aussi*, est allemande! » s'écriait un reporter de Caran d'Ache, admis à la table de l'État-major turc, pendant la première guerre gréco-turque, en considérant l'étrange allure des officiers du calife. Et, vers la même époque, le même prophète dessinait une double image de Guillaume II. Dans l'une, le Kaiser, debout devant sa fenêtre, montre au public tout le haut de son personnage, casqué, cuirassé, la main sur son sabre, en empereur de la guerre ; mais le reste de son accoutrement dément cet appareil belliqueux : c'est une robe de chambre, des pantoufles, les attributs du commerce et des arts libéraux. Dans l'autre, c'est le buste d'un négociant ou d'un artiste qu'on aperçoit par la fenêtre ; seulement, le reste du personnage dément ce décor pacifique : les hautes bottes, le sabre, les engins de la guerre sont là pour avertir celui qui pénètre dans l'intimité, regarde et réfléchit. Et l'on se demandait : « Lequel est le vrai? » Tandis que Jules Simon, revenant de Berlin, répondait sans hésiter : « C'est le pacifiste! » et que Déroulède affirmait : « C'est le guerrier! » Caran d'Ache laissait ouverte la porte du formidable inconnu.

Cet exemple du plus gai de nos caricaturistes modernes n'est pas unique. Elles fourniraient des volumes, les légendes

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1898.

profondes, suggestives, amères même, de Gavarni et de M. Forain. « Si « humour » voulait dire seulement « rire, » écrivait Thackeray, qui fut, lui aussi, un caricaturiste à ses heures, vous ne prendriez guère plus d'intérêt à l'histoire des écrivains humoristes qu'à la vie du pauvre Arlequin, qui partage avec eux la faculté de faire rire. Si la vie et l'histoire de ces hommes éveillent en vous une curiosité mêlée de sympathie, c'est qu'ils s'adressent à un grand nombre de facultés, outre le sens du ridicule. L'humoriste cherche à éveiller et à diriger votre amour, votre compassion, votre bonté, votre mépris du mensonge, de la prétention, de l'imposture, votre tendresse pour les faibles, pour les pauvres, pour les opprimés, les misérables... » Thackeray, qui ne prévoyait pas la guerre actuelle, explique ainsi pourquoi, sans rien abdiquer des sentimens de tristesse ou d'indignation qu'elle suscite, on a pu la mettre en caricatures.

Ce qu'on découvre, en les regardant, ce ne sont point des faits, comme dans les photographies ou les dessins des champs de bataille, mais les sentimens des peuples sur ces faits. Ce qu'on y saisit, ce ne sont point des réalités, mais l'image que les artistes et leur public se font des réalités et aussi des aspirations de leurs amis et de leurs adversaires. A ce point de vue, la caricature projette une plus vive lumière que la parole écrite sur le grouillement complexe et confus des passions, des espérances et des craintes, éparses dans la subconscience d'une nation. Et cela pour deux raisons.

D'abord, elle résume. En tirant de tous les traits qui composent une figure le seul trait qui marque sa dissemblance d'avec l'espèce, le caricaturiste nous découvre le caractère propre à l'individu et, par là, nous résume le visage. De même, en faisant tenir, dans le cadre étroit d'un dessin et le geste de deux ou trois personnages, tout un événement contemporain, ou une théorie sociale, ou un système politique, il nous les dégage de tout ce qui est accessoire et, même en les exagérant, nous en fait apparaître, à première vue, l'essentiel. C'est là, surtout quand il s'agit des idées et des sentimens d'un peuple étranger, lointain, ou dont nous ne pouvons pas aisément lire les journaux, un secours qu'il ne faut point dédaigner.

Ensuite, elle exprime très vraisemblablement, de ce peuple, le sentiment moyen et universel. Le trait caricatural est un

signe ou un « sigle. » Pour qu'il soit employé, il faut qu'il soit compris. La « légende » même est trop courte et trop resserrée pour évoquer ce qui ne serait pas, déjà, dans l'esprit du lecteur. La preuve en est que beaucoup de « légendes » de M. Forain, quoique bien modernes, sont déjà inintelligibles pour ceux qui n'ont pas assisté aux faits qu'elles résument ou qui, y ayant assisté, les ont oubliés. Quel homme d'État désignait chez nous un 7 gigantesque auquel on le figurait pendu? Quel autre, une ceinture dorée ou trente-six bêtes? Que voulait dire ce morceau de lard, accroché au chapeau d'un prince? Autant de signes qui seraient, dès maintenant, pour beaucoup d'entre nous, lettres mortes. Aujourd'hui même, quelle nation désigne le Dindon chez les Anglais, quel parti l'Éléphant chez les Américains? Lorsque le kangourou bondit dans une image politique, anglo-saxonne, quelle idée et quel pays traîne-t-il à sa suite? Le tigre, à New-York, a une signification complètement inconnue de ce côté de l'eau. C'est tout un langage presque hiéroglyphique à déchiffrer pour nous et cependant très clair pour le premier gamin qui passe dans le Strand ou Broadway.

Il y a donc conformité entre la caricature d'un homme ou d'une chose et l'idée que la foule se fait de cet homme ou de cette chose, du moins lorsque cette caricature circule, se répète, entre dans les habitudes et les moyens d'expression du public. Lorsqu'il s'agit d'un simple accessoire signalétique, cela n'a pas grande importance; mais s'il s'agit d'un trait moral ou physiologique, ce peut être très révélateur. Du temps de Gillray, c'est-à-dire sous la Révolution et l'Empire, la silhouette d'un homme maigre, efflanqué, mal rasé, sordidement vêtu de loques, dévorant des grenouilles ou jetant sur un roastbeef anglais des regards d'envie, désignait, sans plus de gloses, un Français. Cela ne prouve pas que les Français, à cette époque, fussent hâves et mourans de faim; mais cela prouve que les Anglais les croyaient tels. Il en va tout autrement d'un livre, un discours, même un article de journal, qui est un développement d'idées et peut ainsi exprimer une thèse tout individuelle, quitte à la développer, à la commenter et à la défendre, si elle ne répond pas, tout de suite, au sentiment moyen du lecteur. La caricature y répond, de toute nécessité. S'en servant en dehors et en dépit de l'assentiment public, le dessinateur ferait comme un écrivain qui emploierait de nouveaux signes

à la place des lettres accoutumées : il ne serait pas compris.

Puisqu'il l'est dans son pays, tâchons, nous aussi, de le comprendre et, par là, de comprendre mieux le sentiment populaire dont il est l'expression. Même exagérée, même fugitive, elle a son prix, parce que ce sentiment a sa force. Elle change comme il change, se fixe s'il se fixe, tourne à tous les vents. Il y a peu d'années encore, ce que la caricature, en Allemagne, raillait le plus, c'était le militarisme prussien. C'est le pacifisme qu'elle raille aujourd'hui. C'est donc une girouette. Mais il est bon de consulter les girouettes, — en temps d'orage surtout. Ne dédaignons pas ces légères annonciatrices, si grotesques parfois que soient leurs formes découpées sur le ciel. Regardons les inflexions qu'elles prennent sur nos toits, sur les toits de nos amis, sur les toits de nos adversaires. Elles nous indiqueront les grands souffles qui passent, en ce moment, sur l'Humanité.

I. — CHEZ LES ALLIÉS

La guerre, qui a surpris nos politiques, nos sociologues et nos financiers, a surpris également nos caricaturistes. Leur ironie n'était pas prête. Elle a, d'abord, été étouffée par l'indignation : l'indignation devant la mauvaise foi évidente des prétextes de guerre, la violation de la parole donnée, les cruautés inouïes de la première heure. Et l'indignation, dans son premier spasme, n'a pas d'esprit. Puis, l'événement nous prenait au dépourvu, non pas d'esprit critique, — c'est une vertu qui ne manque guère en France, — mais de notions nécessaires pour l'entretenir. Nous n'étions pourvus d'armes que contre nous-mêmes. Des anecdotes désobligeantes sur nos hommes d'État, sur leur passé, sur leurs familles, nous en possédions à revendre, et aussi des portraits si peu flattés que leurs moindres défauts, physiques ou moraux, en faisaient de purs grotesques. Mais, de traits contre l'Ennemi, qui, secrètement, minutieusement et de longue main, venait de perpétrer les moyens de nous assassiner, nous n'en possédions pas. A part le Kaiser, — que la satire, chez nous, a respecté infiniment plus qu'elle n'a fait nos propres hommes d'État, — et depuis quelque temps, le Kronprinz, les figures d'outre-Rhin nous étaient totalement inconnues. Ce fut une révélation que celles

de M. de Bethmann-Hollweg, de Bernhardi, de von der Goltz, de Tirpitz, de M. Helfferich, de Hindenbourg, du comte Zeppelin, de von Kluck. Ainsi, les actes, — des actes formidables, — précédèrent les visages, et l'Histoire universelle fut faite par des gens dont nous ignorions l'histoire individuelle, les antécédens, les mœurs, les ridicules, les manies; — bref, tout ce qui peut prêter à l'ironie et à la caricature. « On entendait le pas du cheval, mais sans voir le cavalier. » Dans ces conjonctures, l'ironie ne sait trop où se prendre. Il n'est pas nécessaire de connaître un homme pour lui tirer dessus, mais c'est indispensable pour le caricaturer, pour montrer ses défauts, ou seulement ses caractéristiques. De là, sans doute, le peu de satires mémorables que la guerre inspira, chez nous, contre l'Ennemi.

Une autre raison, tout à l'honneur de nos humoristes, est que beaucoup d'entre eux étaient aux armées. La plupart des journaux satiriques ont dû cesser brusquement leur publication. Le Français, dont c'est le métier d'être spirituel, devint subitement grave et résolu. Les « mots, » s'il en fit, furent entendus seulement de quelques camarades, bons juges de leur à-propos héroïque, et plus d'un les signa de son sang. Lorsque, la guerre se prolongeant, plusieurs purent reprendre leur crayon et les journaux satiriques leur publication, il semble que le désir de se détendre, de distraire, un instant, les yeux et l'esprit des horreurs du massacre, de l'ambulance et des mutilations, l'ait emporté sur le goût de stigmatiser l'envahisseur.

La matière n'était pas, non plus, excellente. La raillerie n'a de prise que sur la faiblesse ou ce qui est faible dans la force, jamais sur la force même. L'odieux est un bloc où l'ironie ne peut mordre. Ce qui prête, parfois, à l'erreur sur ce point, c'est qu'on confond le motif déterminant de l'attaque avec cette attaque même et ses moyens. Il est vrai que souvent des hommes d'esprit ont été déterminés à user de leur arme par l'indignation que leur a causée l'excès de la force. Mais ils ont senti leur arme s'émousser sur du granit, et l'on ne saurait citer un bon trait qui ait porté. Si, parfois, ils ont réussi à pousser leur pointe ironique, c'est que le granit avait un défaut, quelque fissure : par exemple, l'hypocrisie, — c'est-à-dire une faiblesse, ou l'infatuation, — c'est-à-dire une autre faiblesse. Et comme, souvent, en effet, le criminel a de ces faiblesses, qu'il se masque d'hypocrisie ou se drape d'infatuation, il est vulnérable et l'esprit

fait son œuvre. Mais la brutalité triomphante ne l'est point.

En fait, nos maîtres de la caricature ont produit des planches excellentes sur la guerre; mais, si l'on y prend garde, les meilleures ne sont pas sur les Allemands : elles sont sur nous-mêmes. La plus célèbre de toutes : *Pourvu qu'ils tiennent! — Qui ça? — Les Civils*, figurée par deux « poilus » exposés aux balles, au froid, à la faim dans les tranchées, n'est point destinée à ridiculiser l'Ennemi, mais à réconforter ceux qui ne risquent rien, ceux de l'arrière, par la vue de ceux qui, sans se plaindre, risquent tout. Et jamais, aux heures les plus brillantes du *Doux Pays*, M. Forain n'a été mieux inspiré.

Au même ordre d'idées appartiennent une foule de dessins comme celui de M. Roubille. « Je vous l'achète, votre casque ! » dit un monsieur quelconque, orné d'un brassard où on lit *Service-Publicité*, en s'adressant à un blessé, décoré de la médaille militaire. Celui-ci a rapporté un casque à pointe et le montre à un groupe de passans dans la rue. « Il n'est pas à vendre, répond le « poilu, » mais je puis vous donner l'adresse du magasin. » Et aussi, cette page excellente de M. Ricardo Florès. Ce sont encore les poilus de M. Forain. Un an a passé : ils sont toujours dans la tranchée, au froid, emmitouflés, le nouveau casque posé sur leur passe-montagne, et lisant le journal. « Ils ne crieraient pas si fort s'ils étaient ici ! » remarque l'un d'eux en fumant sa pipe. Voilà de quoi défrayer bien des mémoires à de savantes académies, si, un jour, les archéologues s'emparent de ce texte obscur. Il y aura bien des discussions pour savoir lequel des corps d'armée allemands, bulgares, turcs, avait coutume, au XXe siècle, de pousser des cris effroyables pour épouvanter l'adversaire. Mais nous, nous savons qu'il ne s'agit pas des Prussiens...

Si les civils, chez nous, en ont pris pour leur grade, les soldats ont été abondamment célébrés par les humoristes. L'heure de la justice a sonné pour eux, en même temps que l'heure du sacrifice. Et l'éloge décerné par un railleur de profession a une saveur que les autres n'ont pas. Il semble arraché, par l'évidence du mérite, à l'esprit critique défaillant sous l'émotion, mais demeurant l'esprit tout de même. En réalité, ceux qui savent le mieux couper sont aussi ceux qui savent le mieux coudre, qu'il s'agisse de réputations ou de dynasties, ou de lauriers. « Merci, père La Victoire ! » s'écrie une cantinière

de M. Willette, en se jetant au cou du général Joffre. C'est que le vieil homme de guerre lui apporte une statuette dorée, au soir d'une journée d'orage. Et cette statuette est celle de la Victoire avec les ailes, et elle semble être sortie des volutes de fumée d'un 75, et la cantinière a le bonnet de la République, et l'arc-en-ciel est aux couleurs de la France...

Le symboliste ému qu'a toujours été M. Willette, du temps où il conduisait la farandole de ses pierrots sous les moulins et la lune de Montmartre, a trouvé encore une très belle image pour figurer ce que la France doit à son armée. Elle parut en 1914 et elle s'appelait *Les Semailles*. Dans un vaste champ d'automne, un paysan demi-soldat pousse la charrue, tandis que la femme, tenant un poupon, d'un bras, guide de l'autre les bœufs lourds, attentifs à suivre la gaule. Du haut du ciel, un aigle immense, aux ailes écartelées, va fondre sur l'attelage, et son ombre déchiquetée blasonne déjà la morne plaine. C'est une aigle héraldique : sa tête est coiffée de la couronne impériale, elle tient dans une de ses serres non pas un globe, mais une bombe; dans l'autre, non pas un sceptre, mais un poignard. Mais elle ne fera pas de mal. Un guerrier antique, coiffé du bonnet phrygien, un géant, couvert de son bouclier, le glaive en main, veille sur l'humble attelage... Et le sillon commencé s'achève.

Toutefois, nos humoristes ne se sont pas occupés que de nous-mêmes. Ils se sont aussi, un peu, occupés de l'ennemi. Ils ont vite découvert son point faible. Le point faible du Teuton, c'est sa prétention à l'humanité, à la propreté morale, à la « culture. » S'il ne l'avait pas, la raillerie ne saurait où le mordre, mais il l'a, et très forte. Aussi, tout ce qui marquera le désaccord énorme entre cette prétention et ses actes portera. C'est la vertu de cet admirable dessin de M. Forain, digne d'être retenu par l'histoire, gravé sur l'Arc d'Infamie par où passeront, éternellement, les ombres des assassins de Miss Cavell. Une voiture d'ambulance est embourbée, sur le champ de bataille, par une journée grise d'hiver, et le conducteur s'efforce de la redresser. Le vent fait flotter sa Croix-Rouge sur fond blanc, au-dessus de la plaine nue et morne. « Cache donc ton drapeau ! Tu vas te faire tuer ! » crie une sentinelle, qui connaît les mœurs de l'ennemi. Raillerie des prétentions allemandes à la civilisation, raillerie aussi, peut-être, de cette naïveté

d'un ambulancier, qui croit encore aux conventions de Genève, le mot de M. Forain vise deux faiblesses, et, par là, il porte.

Une autre faiblesse de l'Allemand, ce fut sa prétention à une victoire foudroyante et à la rapide conquête de Paris. S'il ne l'avait pas affichée, ses succès dans le premier mois de la guerre eussent été suffisans pour que la raillerie ne sût où se prendre. Mais son infatuation fut plus grande que ses succès. On se souvient du dîner que l'Empereur devait offrir, à ses intimes, dans un restaurant célèbre, d'avance choisi, à Paris. La *Vie parisienne* s'en est souvenue, elle aussi. Elle a représenté une luxueuse salle à manger vide : la table mise, la nappe au chiffre impérial, les serviettes en bonnets d'évêque, le surtout en biscuit de Sèvres, les bouteilles de champagne et les coupes, tout annonce qu'on attend d'illustres hôtes. Mais ils ne viennent point... et, à leur place, des rats grignotent le linge et des araignées tendent leurs fils entre les chaises et le surtout. — « *Sire, votre potage refroidit...* » Jamais plus petit signe ne résuma plus grandes choses.

Enfin, c'est une infatuation que de s'imaginer terroriser Paris avec des Taubes et des Zeppelins. M. Albert Guillaume l'a bien fait voir dans le *Bystander*. C'est une délicieuse scène de genre, surprise dans quelque jardin de Paris, au Luxembourg, par exemple, à l'heure de la promenade. Tout le monde a le nez en l'air pour regarder ce qui se passe dans le ciel. Une joie sans mélange règne autour de ces nez levés par la curiosité : nez de l'étudiant de trentième année, le doigt pointé en l'air, nez de l'élégante à face-à-main et de son compagnon assis, jambes pendantes, sur la balustrade, nez du monsieur à la jumelle, nez du petit garçon arc-bouté sur son cerceau, nez du petit chien intrigué de ce qui se passe. C'est une scène de paix profonde, une des rares minutes où l'humanité oublie toutes ses misères pour s'attacher à une vision enchanteresse. C'est l'*Heure du Taube...*

Le *Punch* a traité, à peu près, le même problème psychologique, et la solution qu'il en a donnée marque une nuance du caractère anglais. Le Zeppelin a passé ; il a jeté sa bombe sur le village et, entre autres désastres, a mis en miettes la maison de l'épicier. Ce n'est plus qu'un risible et lamentable amas de décombres. Mais l'épicier, un vieil hommes à lunettes, n'est pas mort. Il prend donc un crayon et sur le dernier pan de mur

branlant il écrit avec application : « *Le magasin est ouvert, comme d'habitude, l'après-midi...* »

C'est que les Anglais et les Français, si différens en tout et en bien des choses si contradictoires, se ressemblent en un point : le mépris de la force brutale, le dédain du fait accompli, — dès lors que ce fait a blessé leur conscience. Nul peuple au monde n'est moins fataliste que ces deux peuples, moins disposé à s'incliner devant la conjuration des forces humaines ou la conjonction des astres. Nul n'a mieux entendu le *Tu, ne cede malis*... du poète latin. Le Français, auquel on montre une masse prête à l'écraser, s'en moque. L'Anglais ne l'aperçoit même pas. L'esprit, seul, qui anime cette masse les intéresse tous les deux, mais ils l'évoquent au tribunal de leur conscience individuelle, et si cet esprit leur paraît injuste ou faux, ils le méprisent, sans plus.

« *Say, old chap,* aurais-tu jamais cru, que *la Marseillaise* irait si bien avec le *God save the king?* » dit un grand diable de *piper* des Scots guards, orné du *kilt* et du béret national, en arpentant une route de France, pipe à la bouche, les rubans de son béret flottant au vent... « T'épate pas, mon vieux, » répond le tambour Bara qui file à ses côtés, sabots aux pieds et une rose à la bouche, en allongeant ses petites jambes pour rejoindre l'énorme compas de l'*English.* « T'épate pas, t'en verras bien d'autres. » On dirait, à voir ce dessin de M. Louis Vallet, qu'on aperçoit l'humoriste français et l'humoriste anglais, si différens qu'ils soient l'un de l'autre, cheminant du même pas.

Mais la caricature anglaise a quelque chose de plus tragique. Où que ce soit, dans le vieux *Punch* ou chez ses deux filleuls : le *Punch* de Melbourne et le *Hindi Punch* de Bombay, dans la *Westminster Gazette* ou le *Bystander*, ou même dans le *Cape Times* ou le *Bulletin*, de Sydney, sur les plages les plus lointaines et sous les latitudes les plus diverses, partout où un homme de race anglo-saxonne prend la plume pour tracer un symbole de la Germanie et de la guerre, on se sent au pays de William Blake et de Shakspeare. C'est un jet de lumière sur un charnier : il éclaire, il frappe; il ne scintille pas, ni ne joue.

Or, ce qui a frappé le plus l'humoriste anglais, dans toute cette affaire, c'est la faillite de la civilisation, la régression de tout un peuple vers les sauvageries et les perfidies animales. La guerre

lui fait horreur, mais moins la guerre que la façon dont on la fait. On ne se sent pas en présence d'un pacifiste convaincu, mais d'un loyaliste. Le Français caricature le manque d'élégance, le Hollandais le manque d'humanité, l'Anglais, surtout le manque de bonne foi. Le *business man*, en lui, ne comprendra jamais qu'un souverain ait pu protester sa signature au bas d'un traité, et le sportif qu'un général ait triché, pour y gagner, au jeu de la guerre. Si l'homme a fait quelques progrès, depuis l'âge de pierre, c'est qu'il s'est entraîné à tenir sa parole et à lutter, lorsque la lutte est inévitable, avec le moins de cruauté possible. S'il l'oublie, il retourne instantanément à la condition de l'anthropopithèque. Les progrès dont il se sert n'y font rien. Il ne sera pas moins un gorille parce qu'il connaîtra les propriétés de la nitroglycérine ou de la balistite qu'aux jours lointains où, pour assommer son rival, il se saisissait d'un quartier de roche ou emmanchait à quelque branche d'arbre un silex convenablement éclaté. La science, avec ses engins nouveaux de destruction, ne fera que surexciter ses instincts de gorille, en leur donnant toute liberté de s'épanouir.

C'est ce qu'a très fortement exprimé Will Dyson dans plusieurs de ses *Kultur Cartoons*. Il a imaginé un vieux savant, en pantoufles, un Ostwald ou un Guttman, malingre, souffreteux, tout en cerveau, flottant dans sa redingote et son châle, qui confère avec un anthropopithèque. Celui-ci a le front fuyant et les bras formidables. Et, à la lumière du laboratoire, le cerveau du XX[e] siècle montre à la brute des temps où les siècles n'étaient pas encore commencés, une fine éprouvette pleine d'une substance mystérieuse et lui dit : « Ensemble, mon cher habitant des Cavernes, nous serions irrésistibles ! » Il semble que la brute ait compris, car elle laisse tomber la hache de silex qui lui servait jusque là et passe affectueusement son bras sous le bras du professeur... Plus loin, nous voyons un chimpanzé, pendu par une patte à un Taube que dirige un autre singe et prêt à laisser tomber les bombes accrochées à ses trois autres pattes, sur une capitale moderne : sur ses dômes, ses écoles, ses hospices, ses églises, ses musées. Et les deux singes sont coiffés du casque à pointe, et c'est intitulé : *Merveilles de Science*... Que celle-ci ait fait ou non faillite, dans sa prétention d'améliorer, à elle seule, l'humanité, c'est ce qui n'est pas en question ici. Mais il semble bien que Will Dyson ait trouvé,

là, le symbole qui résume le monstrueux accouplement que nous offre l'Allemagne : la science la plus avancée unie à la plus ancienne barbarie.

Cette barbarie est un des thèmes les plus ordinaires du caricaturiste anglais. Il estime qu'il suffit de la montrer pour provoquer, dans le corps social, la réaction nécessaire. Le *Punch*, de Melbourne, emprunte à Frémiet sa saisissante vision d'un gorille de l'âge préhistorique enlevant une femme, et sur le bras du gorille il écrit : *Allemagne*, et sur le bras de la femme il écrit : *Civilisation*. Edmund Sullivan, dans son album *La guirlande du Kaiser*, montre un soldat allemand embrochant un enfant au bout de sa baïonnette et le Kaiser lui-même, donnant le bras à sa fiancée la Mort, qui est en voile de mariée. Des cynocéphales leur jettent des roses et cela s'appelle *Mariage de convenance*. Des femmes et des enfans viennent d'être massacrés : c'est l'Arménie; l'Allemand et le Turc tiennent encore le couteau sanglant à la main. Un troisième bandit s'approche : il porte les traits de Ferdinand de Cobourg : « Lorsque je suis venu en Bulgarie, je me résolus, s'il y avait des assassinats, à être du côté des assassins, » dit-il, dans le *Punch*. Pareillement, David Wilson, qui a fait toute une suite sur ce sujet, dans le *Graphic*, montre trois personnages : un Prussien, le fantôme du Brouillard et la Mort, qui vont de compagnie. Le Prussien quitte le continent et enfonce une de ses grosses bottes dans l'eau : il part pour quelque expédition. Le Brouillard le précède, le couvrant de ses voiles, la Mort le suit, en lui passant discrètement sa faucille. Il tient à la main une bombe pour les villes sans défense : c'est le raid sur la côte anglaise qui commence... Au loin, sur les plaines qu'il vient de quitter, disparaît la cathédrale de Reims. Et c'est intitulé : *la Réelle Triple-Alliance*.

La même horreur de la barbarie inspire les Alliés dans l'autre hémisphère. Dans le *Bulletin*, de Sydney, on voit le Kaiser trônant sur un amas de crânes desséchés, comme ceux que Veretschaguine peignait jadis, après la campagne de Plevna, pour inspirer l'horreur de la guerre. Derrière son trône, un squelette géant, armé du fusil et de la bombonne aux gaz asphyxians, le protège de son corps hideux. Devant lui, l'*Épidémie*, décharnée, couverte de pustules, suivie des figures mille et mille fois grossies des bacilles et des microbes, s'incline

respectueusement. Et la Maladie dit à l'Empereur : « Salut, maître ! J'en ai tué des dizaines, mais vous en avez tué des milliers ! » Enfin, le *Punch* de Melbourne montre une longue théorie de femmes en deuil, pleurant et priant, que leurs enfans, pendus à leurs voiles noirs, tâchent de consoler, et il intitule cela : « Veuves et orphelins *Made in Germany.* »

Voilà qui est net. Mais si l'horreur presque physique des cruautés germaniques a inspiré les symboles anglo-saxons, on sent pourtant que le coup brutal, tout seul, n'eût pas soulevé la conscience britannique, comme la déloyauté du prétexte d'abord et ensuite l'hypocrisie du but : c'est-à-dire le péché contre l'Esprit. L'assassinat de miss Cavell a moins blessé l'âme anglaise que le mot « ce chiffon de papier. » Des villes entières brûlées lui ont paru un spectacle moins monstrueux que le *Gott mit uns.* Dans le *Graphic,* Edmund Sullivan figure continuellement le Kaiser agitant le papier où la signature de l'Allemagne garantit la neutralité de la Belgique et y mettant le feu : le papier flambe et met le feu, à son tour, à une corbeille de papiers pleine d'autres traités qui incendient la mappemonde entière, — et le Kaiser et le kronprinz s'en vont, d'un pied léger, en fumant leur pipe allumée à l'incendie universel. Ou bien, encore, l'Homme au casque pointu patauge dans le sang de la Belgique, en agitant toujours le traité en flammes, comme une torche... David Wilson le montre en « Empereur de la Paix, » des ailes blanches attachées à ses épaules, des lys blancs sortant de son fusil : seulement, la colombe qu'il tient au bout du doigt, comme le fauconnier son gerfaut, prend insensiblement des airs de *Taube,* et de son bec dégoutte du sang, — tandis qu'à l'horizon des villes brûlent sous le ciel noir. Le même artiste évoque, auprès du Kaiser habillé en amiral, l'ombre de son modèle : l'écumeur de mer du temps de la reine Élisabeth. Et ce bandit, qui porte encore le serre-tête, les larges boucles d'oreilles, le pistolet du partisan, se croise les bras avec indignation, — car, au loin, une colonne d'eau fuse sous le chapelet de lumières qui annonce un paquebot dans la nuit : une torpille vient d'éclater, — et il dit : « On l'appelle un pirate ! On oublie que les pirates, eux-mêmes, jouaient selon les règles du jeu ! »

Et à cela pas d'excuse ! Le jeu a des règles, la civilisation a des lois : il se peut qu'elles soient conventionnelles, mais

sans elles il n'y a pas de match, pas de cricket possible, ni de vie en commun dans l'humanité. « Laissez-moi vous expliquer... » dit le Germain au moine qui écrit l'histoire de la Belgique sur le grand livre des siècles, en vue des villes détruites et des populations massacrées. — « Je n'écris pas les explications, mais les faits, » répond l'Histoire. Les explications seraient, d'ailleurs, pitoyables. Car si l'on peut violer une convention, sous prétexte que les circonstances ont changé depuis qu'on l'a signée, quel est non pas seulement le traité, mais le contrat, l'acte de vente, la promesse la plus banale et la plus ordinaire qu'on ne puisse, du matin au soir, répudier à plaisir? Et si c'est une guerre « préventive, » que celle qu'on déchaîne contre le monde entier, quand le monde entier incline au désarmement, est-il possible d'imaginer une seule agression que ce sophisme ne justifie? Caïn a tué Abel, préventivement : qui sait si Abel n'aurait pu inventer quelque arme perfectionnée, un nouveau « silex éclaté » qui lui aurait procuré quelque avantage? Le loup a tué l'agneau « préventivement : » l'agneau, sous couleur de se désaltérer, avait « repéré » la place du loup, près de l' « onde pure, » et allait, peut-être bien, prévenir les chiens du troupeau... Il faut se méfier d'un agneau qui se désaltère... Enfin, si l'on appelle « philanthropie » et « humanité » le massacre d'une population entière pour abréger la guerre et limiter ses horreurs, qu'est-ce qu'on appellera, dans la langue de Bernhardi, « barbarie » et « cruauté? » Mieux vaut, pour l'honneur de la raison humaine, avouer qu'on a frappé parce qu'on était le plus fort et qu'on a violé les règles du jeu parce qu'on a pensé que nul ne serait là, pour les faire respecter. Ainsi, on n'ajoutera pas un crime contre l'Esprit au crime contre l'humanité. Car le crime contre l'Esprit ne sera jamais pardonné. C'est ce que signifie une très belle planche de Will Dyson, dans ses *Kultur Cartoons*, intitulée : « La Voix du ciel. » Sous un haut portique de Ninive ou de Thèbes, un Kaiser, casqué, se courbe, se cache, se sauve ébloui : c'est qu'à travers le portique, apparaît un soleil aveuglant. Et ce soleil grandit, s'approche, éclate, entouré de millions d'anges, les anges à peine perceptibles, dans la lumière qu'on voit au *Paradis* de Gustave Doré : — et de toutes ces splendeurs, une voix, la voix du Ciel, répond au paradoxe de l'avorton chétif : « *Notre loi ne connaît pas de nécessité.* »

L'invoquer, au même instant qu'on transgresse sa loi, est une hypocrisie intolérable. Ce sentiment, que nous verrons admirablement exprimé chez les Neutres, notamment par Raemaekers, anime constamment l'artiste anglais ou australien. Le *Bulletin*, de Sydney, montre la horde allemande passant devant un crucifix, piétinant des cadavres de femmes, portant des corps d'enfans embrochés à ses baïonnettes, brandissant des bouteilles de champagne, jetant devant eux des gaz empoisonnés : « En avant, soldats chrétiens ! » dit la légende. Et, une autre fois, c'est le Christ qui paraît, au milieu d'eux, portant sa croix, sous les doubles étendards de l'aigle allemande et du croissant, conduit pour la seconde fois au Calvaire. « Jérusalem, Samarie et le mont des Oliviers sont transformés en champs d'exercice pour les soldats turcs sous la direction des Allemands et, au Golgotha, des cibles ont été dressées pour apprendre aux Turcs à tirer sur les chrétiens. » C'est pourtant dans une église que David Wilson représente toutes les fortes têtes de la Germanie, réunies, en foule compacte, chantant pieusement et comme une chose agréable à Dieu l'*hymne de haine*, le *Gott strafe England*, qui a remplacé, pour les théologiens de là-bas, pour les Deissmann et les Dryander, le *Pax in terris* des anges de Bethléem. Enfin, une image du *Cape Times* résume le crime, tous les crimes, dans une vision saisissante, — saisissante, au moins, pour les peuples anglo-saxons, à qui la *Chanson du vieux marin*, de Coleridge, est familière. Le pont d'un navire, sous le ciel noir; un albatros y gît, transpercé d'une flèche ; un marin, armé d'une arbalète, le regarde, épouvanté de ce qu'il a fait... « Et il a fait une chose infernale. Et cela *leur* portera malheur ! » Et l'albatros est la Paix de l'Europe, et la flèche est la Guerre et le marin est Guillaume II.

D'où viendra le châtiment ? — « Du Peuple, » répond Bernard Partridge, dans le *Punch*. C'est la vieille idée anglaise, qui est aussi bien française ou latine : en appeler du chef coupable au Peuple qui, nécessairement, est abusé et trahi. « Si le Peuple savait ! » dit-on aujourd'hui, dans les pays démocratiques, comme on disait jadis : « Si le Roi savait ! » car l'on ne doute pas que, sachant, il ne punisse les coupables. L'humanité n'a fait que changer de rêve... Le Kaiser est dans son cabinet, penché sur ses cartes de guerre ; il a entendu un léger bruit, il s'est redressé et regarde : une sombre figure de femme

est là, derrière le rideau, en haillons, coiffée du bonnet phrygien ; elle tient une torche, la main basse, et sur la fumée remontante de cette torche on lit : *Révolution*. Ou bien le Kaiser, toujours assis devant ses atlas, levait son verre pour boire : « Au jour... » mais avant qu'il ait pu achever son toast, une main, la main d'un spectre horrible, l'a saisi au poignet et lui montrant un gibet prêt, avec le bout de la corde qui s'y balance, le spectre termine ainsi le vœu : « ... du Jugement ! » Même sort attend Ferdinand de Cobourg, toujours d'après le *Punch*. Il s'avance, à pas prudens, le long d'une ruelle, le couteau à la main, pour entrer dans la rue de la Serbie et y faire son mauvais coup, mais il est inquiet, car dans l'ombre d'une voûte, sur ses traces, se glisse un homme armé d'un couteau semblable, et sur le manteau de cet homme qu'il ne voit pas, nous lisons ce mot : *Révolution*. En attendant que son propre peuple désavoue l'agresseur, la voix des Peuples le condamne, sur tout le globe, et le *Bulletin*, de Sydney, montre le Teuton, revenu à l'âge de bronze, nu, hagard, qui fuit, sa lance homicide à la main, lapidé par une foule furieuse : c'est une vision comme celles que nous donnait jadis M. Cormon. Voilà l'*Ismaël des Nations*, dit le journal australien, et il ajoute : « Et ce sera un homme sauvage et il sera l'ennemi de tout homme et tout homme sera son ennemi. »

Tel est le ton général de la caricature anglaise. Mais elle ne se tient pas toujours à cette hauteur biblique. Elle ne s'indigne pas toujours contre la force ; elle raille aussi la faiblesse : faiblesse militaire, faiblesse diplomatique. Que les légions du Kaiser n'aient pas pu triompher de la « misérable petite armée du général French, » et que cette armée soit devenue la grande armée de Kitchener, c'est un échec à commémorer. Et l'on a vu l'Empereur et son fils observant, à la lorgnette, le lion britannique, qui leur paraît gros comme un rat, — mais ils avaient regardé par le mauvais bout de la lorgnette et le lion bondit sur eux, formidable. Ils avaient cru pouvoir aller à Calais : ils n'y sont jamais parvenus. Et l'on voit, dans le *Punch*, le Kaiser en grand costume de général et gants blancs qui chante, au milieu de son état-major, un vieux refrain de music-hall, qu'il a ainsi rajeuni : « Y a-t-il quelqu'un qui aurait vu Calais ? » Et tous les autres généraux, appuyés sur leurs sabres, l'air dolent et désespéré, reprennent

en chœur : « Y a-t-il quelqu'un qui aurait vu Calais? » L'*Impérial Comique* (c'est le nom irrévérencieux que le *Punch* lui donne) se dédommage avec l'empereur François-Joseph. « Comme nos armes font de bonne besogne ! » lui dit le vieillard, un peu titubant, et l'autre, redressant furieusement les pointes de ses moustaches : « En effet ! A propos, j'apprends que vous êtes en guerre avec l'Italie. Avez-vous des nouvelles de ce front? » De même, le parti qu'a pris jusqu'ici la flotte allemande de ne point affronter la haute mer réjouit trop l'Angleterre pour que, dans le *Tattler*, le caricaturiste n'ait pas trouvé son symbole : c'est un bouledogue provocant d'une part, et, de l'autre, un chien enfoncé dans sa niche et qui n'ose sortir. Et le chien à la niche est l'Allemagne, et le bouledogue est l'Angleterre. Enfin, le sort des colonies allemandes est admirablement résumé dans ce dessin du *Passing Show :* nous sommes dans un bureau du ministère des Colonies, à Berlin ; la porte est fermée, le silence profond. Dans un fauteuil, dort paisiblement, la casquette enfoncée jusqu'aux oreilles, les mains jointes sur le ventre, un fonctionnaire sans fonction. Sur le mur, en effet, le planisphère, où l'araignée a suspendu son fil, porte de nombreuses étiquettes collées sur les colonies allemandes et portant ce mot : *perdu*. Il y a *perdu* sur Kiao-Tchéou, *perdu* sur le Togo, *perdu* sur la Nouvelle-Guinée et les îles de la mer du Sud, *perdu* sur le Cameroun, *perdu* sur le Sud-Ouest africain, *en train de se perdre* sur l'Est-Africain... Partout, les araignées tissent leur toile, les rats rongent le tapis et font cent tours, la tapisserie se décolle et pend lamentablement. Le fonctionnaire ne se réveille pas pour si peu : c'est le sommeil heureux du bureaucrate, dont le droit au repos est désormais incontesté.

Les échecs diplomatiques de l'Allemagne n'ont pas moins excité la verve des Anglais que ses échecs militaires. Deux dessins du *Punch*, surtout, sont admirables et méritent d'être retenus. Le premier a trait aux négociations avec l'Italie, avant l'entrée de celle-ci dans l'Entente. Un bersaglier, qui accuse une vague ressemblance avec le roi Victor-Emmanuel, écoute distraitement et d'un air fort détaché les propos que lui tient le Kaiser, en le tirant par la manche. Ce kaiser vieilli, insinuant, réalise un extraordinaire type de ruffian et de louche entremetteur. Tout bas, — pour ne pas être entendu par un oiseau cou-

ronné qu'on voit au loin sur son perchoir, — et l'œil fixé sur le plumet du bersaglier, le tentateur lui dit : « N'auriez-vous pas besoin encore de quelques plumes? Je connais un aigle à deux têtes... »

Si Bismarck était encore là, tout cela ne serait pas arrivé! se disent bien des gens en présence de ces erreurs. C'est le sujet du second dessin du *Punch* : le *Navire hanté*. Pour le comprendre, il faut se souvenir d'un autre dessin paru dans le même journal, vingt-cinq ans auparavant. C'était après le renvoi du chancelier de fer par le jeune Empereur. Le monde entier était surpris de ce qu'il considérait comme un acte d'ingratitude et d'imprudence. Alors, dans le *Punch* du 29 mars 1890, on vit ceci : un marin de haute stature, triste, vieux, mais vigoureux encore, descend, lentement, l'échelle d'un navire de haut bord, la main gauche tâtant encore la paroi du vaisseau qu'il a longtemps guidé, et ce marin a les traits de Bismarck. Penché au haut du bastingage, un jeune souverain le regarde partir. L'impression produite fut immense. Le *Punch* s'en est souvenu et, dans un de ses récens numéros, il a figuré le même navire et, sur le même bastingage, le même souverain, couronne en tête, mais vieilli, lui aussi, et les yeux grandis par la terreur. Que voit-il donc? Tout contre l'échelle que descendait Bismarck il y a vingt-cinq ans, un canot vient d'accoster, une ombre épaisse et lourde en est sortie et a gravi lentement les premières marches, et ce fantôme, qui a une casquette et de grosses bottes, ressemble étrangement au vieux pilote autrefois congédié, dans la présomptueuse insolence des jours de la jeunesse, et il murmure : « Cela m'étonnerait, s'il me chassait, maintenant!... »

Les ombres des morts reviennent parfois, dans les caricatures, pour raisonner sur ce que font, après eux, les vivans. Que diraient-ils s'ils voyaient ce que nous voyons? S'ils savaient où conduisait cette route qu'ils ont faite avec nous? Lequel d'entre eux serait sans surprise? Lequel, sans reproche? La *Westminster Gazette* a évoqué les ombres de lord Salisbury et de Gladstone, ces deux adversaires d'antan, unis dans le pays où il n'y a plus d'adversaires, ni de temps, et l'ombre de Salisbury demande à celle de Gladstone : « A quoi pensez-vous? » — « A la Bulgarie! répond Gladstone, et vous? » — « A Héligoland! » C'est un des rares exemples où les Anglais se caricaturent eux-

mêmes. Un autre, emprunté au *Bulletin*, de Sydney, est également saisissant. L'artiste a voulu stigmatiser l'attitude de ceux qui refusent le service obligatoire. Il a représenté une galère antique où rament de jeunes et robustes Anglais enchaînés. Un Teuton sauvage, aux longues tresses, leur laboure les épaules à coups de fouet et, sous le dessin, on lit ces mots : « La fin des indolens. Ils ont préféré l'esclavage à la conscription. »

Indignation contre le crime, raillerie des échecs de l'ennemi et de ses propres faiblesses, cela ne suffit pas au *Punch*, qui se souvient encore, au milieu des horreurs de la guerre, qu'il se doit à ses lecteurs de les faire rire, ou au moins sourire, et qu'il s'appelle le *Charivari* de Londres. Il a eu, pour son premier numéro de 1916, une idée fort ingénieuse. Il a imaginé qu'il était soumis à la censure impériale allemande et qu'ainsi texte et dessins devaient être modifiés selon l'humour germanique. La couverture même, fameuse depuis le temps de Lemon, a subi quelques améliorations. Le Polichinelle bossu et ventru, qui se grattait le nez, a été remplacé par le Kaiser qui redresse ses moustaches, le roquet anglais, par un basset allemand qui fait le beau ; le lion britannique, qui souriait sur le chevalet de Master Punch, tourne le dos et fuit honteusement devant son nouveau peintre ; la Bacchanale qui errait sur le soubassement ne montre plus le triomphe de Silène-Punch, mais du Kronprinz, le tambourin où frappe un petit génie et qui rend le son : *à Calais!* et l'ophicléide où souffle un génie ailé : *Gott strafe England!* — cependant que des cornes d'abondance, muées en gigantesques saucisses, sortent des légions de petits « boches » éperdument amusés par ce triomphe de l'esprit germanique.

Il a imaginé, ensuite, ce qui arriverait *Si le Kaiser devenait le directeur du Punch*, et notamment ce que serait le dîner des rédacteurs du journal. La scène est truculente et digne de Hogarth. C'est vraiment une belle fin de repas de corps. Les convives se tiennent assez bien : un seul a mis sa botte sur la table, mais tout le monde, comme il convient, parle à la fois : « Regardez ! des ballons ! » dit le comte Zeppelin en montrant les cercles de fumée qu'il tire de sa pipe. « Je suis un sous-marin : voyez mon périscope ! » dit l'amiral de Tirpitz, en sortant de dessous la table et en montrant un bock posé sur son crâne dénudé. Il rit, mais cela ne fait pas rire M. de Bethmann-Hollweg, qui a le vin triste et lui crie : « Cessez, Tirpitz, ce n'est pas drôle ! »

Dans un coin, le roi Ferdinand de Bulgarie tâche de réveiller le Sultan, endormi, par ses joyeux propos : « Courage, Mahomet, à nous deux, nous lancerons un *Punch* balkanique! » Le prince Henri de Prusse chante à tue-tête et l'Empereur, debout, les bras croisés, furieux, clame : « L'humour allemand au-dessus de tout! » — ce que, d'ailleurs, nul n'écoute, sauf le Dr Sven Hedin, qui applaudit, et s'écrie : « Oh! Guillaume, vous êtes un homme étonnant. Vous auriez dû être lama! » En vérité, quand on songe à tous les rôles qu'il joua, jadis, avant de débuter dans la tragédie, cela semble presque une satire des temps de paix.

Chez les autres pays alliés, la caricature a été moins active. Pourtant, la *Mucha*, de Varsovie, le *Novi Satirikon* de Petrograd, le *Numero*, le *Pasquino*, *l'Uomo di Pietra* et l'*Asino* en Italie, donnent fréquemment des images dignes d'être retenues. Telle, cette satire parue dans la *Mucha*, en 1914, lorsque les Allemands voulant déborder notre aile gauche, montèrent, montèrent indéfiniment vers le Nord. Nous sommes en Amérique, devant les chutes du Niagara. L'oncle Sam, gigantesque, avec sa queue de pie et ses gros souliers traditionnels, se penche, fort intrigué, sur une armée de myrmidons qui traverse le fleuve. Il reconnaît, soudain, le casque à pointe et s'écrie : « Qu'est-ce que c'est que tout ça? L'armée allemande? D'où sortez-vous? » Campé sur son cheval, le général de Dummerjahn lui répond : « Depuis trois semaines, nous faisons un mouvement enveloppant sur l'aile gauche des Alliés et cela nous a conduits ici. Maintenant, les Alliés ne nous échapperont sûrement pas. »

L'expédition d'Égypte inspire à la même *Mucha* une satire semblable. Tous les sphinx se mettent à rire, de toutes les fentes et les crevasses de leurs pierres millénaires, et les Arabes s'écrient : « O Allah! qu'est-ce qui est arrivé? — C'est, répond le Sphinx, que les Allemands veulent conquérir l'Égypte, à travers le désert de Libye. Il y a de quoi faire rire même les pierres! » De même, la campagne de Russie lui paraît un accès de folie. Elle représente un Napoléon regardant à la loupe un tout petit Guillaume II, lilliputien, qu'il a pris dans le creux de sa main : « Et ce pygmée a le toupet de prétendre me remplacer! » dit l'Empereur, « la seule ressemblance sera que son Waterloo arrivera juste un siècle après le mien. » L'ironie de l'artiste slave est parfois plus amère. Dans un de ses derniers dessins, il montre le Kronprinz, en déshabillé,

armé d'une loupe, lui aussi, afin de mieux examiner les objets d'art et les pendules dont il fait l'inventaire. Pourtant, c'est le jour où l'on célèbre l'anniversaire des Hohenzollern. « N'êtes-vous pas encore prêt? Les invités sont tous arrivés, » lui dit son père, en grande tenue, indigné. — « Laissez-moi seul, répond le jeune homme. Au lieu de me réjouir au cinquième centenaire des voleurs de notre famille, je préfère jouir de la collection que j'ai moi-même réunie, en une seule année, par ma propre industrie. » Ou bien encore, on voit Mars, dieu de la guerre, devenu un général allemand qui interpelle la Mort, un peu lasse de faucher sans cesse : « Dis donc, tas d'os, ne fais pas attention à ce que j'ai dit de mon intérêt pour les Polonais. Coupe-les, fauche-les, sans pitié. Je ne me soucie pas qu'il reste des gens vivans sur le sol, mais dans ce sol je dois préparer un terrain libre pour les immigrans qui arriveront du pays natal. »

En Italie, la caricature, d'abord neutre puis alliée, est beaucoup moins amère. Elle est aussi moins saisissante, du point de vue graphique. La légende y est toujours très supérieure au dessin. Le peuple le plus fin du monde n'est jamais à court d'esprit, mais son art, toujours orienté vers le Beau, n'a jamais condescendu à s'appliquer aux menues besognes de la catagraphie. C'était vrai déjà, du temps de Léonard, dont les caricatures sont de simples « charges » et n'ont rien de psychologique. Les peuples et les époques d'art hautement plastique et idéaliste ne connaissent point la caricature fine et nuancée : elle n'apparaît que chez les peuples et aux époques d'art « caractériste » et réaliste.

Toutefois, l'idée satirique suffit parfois pour rendre son signe précieux. Telle est celle des deux rats figurés par le *Pasquino*, de Turin, dans les premiers jours de la guerre. C'est *le Rat de Paris et le Rat de Berlin*, en face l'un de l'autre, des deux côtés du Rhin et songeant aux invasions et aux sièges futurs : « Lequel de nous aura l'honneur de servir de comestible? » — se demandent-ils. Lorsque, plus tard, il est question, pour l'Italie, de prendre part au conflit, le *Numero*, de Turin, résume ainsi l'attitude de l'Allemagne. Un Prussien tient dans sa main une marionnette qui a la tête d'un Turc et, de ses doigts cachés sous la figurine, lui fait manœuvrer un sabre de bois, le tout pour effrayer la pauvre petite Italie, encagée sur sa chaise, par la *neutralité*. L'enfant, apeurée par le pantin, serre craintivement

sa chère petite poupée Libye, sur son cœur. Et le Prussien lui dit : « Bu ! Bu ! Bu ! tu vois comme il est méchant ? Si tu n'es pas gentille, il mangera ta poupée. » Mais l'Italie n'a pas eu peur de la menaçante baudruche et tous ses crayons satiriques, maintenant, sont tournés contre l'Allemagne. Un des plus acérés est celui de l'*Asino*, de Rome. Il a parfaitement retracé, en quatre tableaux, la folie mégalomane qui a déchaîné cette guerre. Cela s'appelle *les Discours du Kaiser en 1915*. Dans le premier tableau, on voit un grand Kaiser et un tout petit Père Éternel, enchaîné à sa fortune, tenant dans sa main une petite boule, qui est le monde. Nous sommes au mois de janvier et l'Empereur, brandissant une épée gigantesque et sanglante, s'écrie : « A moi seul je déferai le monde ! » En mars, il ajoute : « Naturellement avec l'aide de Dieu » et son vieux Dieu allemand a un peu grandi. « Cela va mal : ce n'est pas ma faute ! » s'écrie-t-il, au mois de juin, en désignant le Père Éternel fort embarrassé du globe qu'il lui a mis sur les bras. Enfin, en décembre, le Kaiser est tout petit, estropié, le « vieux Dieu allemand » gigantesque et désolé : « C'est sa faute ! » crie le Kaiser... Hélas ! ce léger croquis de l'*Asino*, c'est l'éternelle attitude de l'homme en face de la Providence. Mais, ici, l'homme est si prodigieusement puissant et si manifestement coupable, qu'il ne peut se décharger sur la fatalité. Rien ne fut jamais moins fatal, rien ne fut plus délibéré, ni voulu, que cette guerre. Le hasard n'a aucune part dans cette régression vers la Barbarie. Les satires qu'on en a faites ne dépassent donc pas, d'un trait, la cruelle vérité. Elles resteront intercalées dans les pages de la grande Histoire. On y regrettera seulement l'absence de Goya, de Valdès Léal et de Daumier.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

LA MENDICITÉ ALLEMANDE
AUX TUILERIES

1852-1870

Le 21 octobre 1870, le comte de Bismarck posait à M. Rameau, maire de Versailles, cette question : « Connaissez-vous les documens trouvés aux Tuileries? — Non ; vous savez que nous sommes au secret depuis plus d'un mois. — Ces documens sont très curieux. Il y a là des coryphées du parti démocratique qui sont un peu compromis. Il faudra que je fasse paraître cela dans notre petit journal, le *Nouvelliste de Versailles...* » Ce journal, qui servait, pendant la guerre, de *Moniteur Officiel* à la Préfecture allemande de Seine-et-Oise, avait paru le 15 octobre sous les auspices du préfet, M. de Brauchitsch. Il publia de nombreux extraits des *Papiers des Tuileries* en guise de « Variétés. » Mais il est à remarquer qu'il ne donna que les textes favorables aux desseins de la Prusse et se garda bien de révéler aux lecteurs ce qui devait être désagréable à l'Allemagne. Or, c'est cette partie négligée que je veux étudier aujourd'hui.

En ces temps de vertu allemande, il me parait bon de rappeler aux Prussiens ce qu'ils ont volontairement oublié. On verra jusqu'à quel point ces hommes intègres, indépendans, désintéressés ont sollicité servilement les faveurs impériales. Depuis les plus hauts personnages et les savans les plus illustres, jusqu'à des êtres infimes, tous frappaient à la porte des Tuileries, sollicitant de l'or, des titres ou des faveurs. Jamais publication

n'aura été plus utile pour rabaisser la morgue et l'orgueil de nos ennemis. C'est par André Lavertujon, secrétaire de la Commission nommée le 4 septembre 1870 et ancien sénateur, que j'ai connu ces pièces, dont Henri Bordier, ancien bibliothécaire de la Bibliothèque nationale, avait le premier formé un dossier important, édité chez Beauvais en 1872.

Les dossiers contenaient plus de deux mille lettres, sans compter celles qui ont disparu dans l'incendie des Tuileries, et celles qui peuvent se trouver encore aux Affaires étrangères ou dans les Archives de chancellerie qui en dépendent. M. Bordier se félicitait d'offrir en bloc aux chercheurs et aux philosophes une abondante moisson d'élémens psychologiques sur l'Allemagne contemporaine. Il leur laissait le soin de les analyser, de les critiquer, d'en tirer parti, mais je puis affirmer, si étonnant que cela soit, que ces documens, publiés en dehors de l'édition officielle, passèrent presque inaperçus.

Je voudrais bien savoir si l'on pourrait trouver aux Archives de Berlin, impériales et royales, des lettres similaires de nos compatriotes qui, la main tendue pour réclamer de l'or et des faveurs, se seraient prosternés devant le roi de Prusse ou l'Empereur allemand? Si elles y étaient, il y a longtemps qu'elles seraient publiées. J'ai mis en œuvre avec soin les documens que nous devons aux recherches de Bordier et André Lavertujon et l'on verra ce qu'il faut penser des affirmations audacieuses de M. de Bismarck qui, le 7 décembre 1871, déclarait que le sentiment de la justice était éteint en France, tandis que celui du droit et de l'honneur restait incarné dans l'âme du peuple allemand.

*
* *

Commençons immédiatement notre étude par les petits quémandeurs, puis nous continuerons par ceux qui appartiennent à des classes plus élevées, et enfin nous arriverons aux sommités allemandes, comme bouquet de ce véritable feu d'artifice.

Et d'abord, voyons les inventeurs. Ceux-ci sont légion. Combien s'adressent à Napoléon III pour lui expliquer leurs systèmes, implorer ses critiques, demander des audiences et finalement son appui et surtout de l'argent! Combien lui écrivaient pour lui soumettre des idées nouvelles sur les canons et les fusils, les projectiles, les lance-feux, le coulage des balles, les fusées incendiaires, l'utilisation des miroirs d'Archimède,

de nouveaux explosifs, la mesure des distances en matière d'artillerie, la manière de faire sauter les villes à l'aide du gaz, le perfectionnement du fusil à aiguille, les incendies provoqués à longue distance!... Semmelmaier d'Augsbourg offre à l'Empereur un nouveau projectile, à l'aide duquel on pourrait porter la destruction la plus certaine sur n'importe quel point. Il ne s'expliquera entièrement à ce sujet qu'avec l'acquiescement de S. M. et une somme nécessaire pour expérimenter ses découvertes en grand. S'il réussissait, « ses prétentions s'élèveraient à une récompense de trois millions de florins. »

Braun et Sölme, fabricans d'acier à Schöndorf, envoient une cuirasse d'acier et une visière-blindage pour les canons se chargeant par la culasse, en réclamant les commandes du gouvernement français de 1861 à 1866. Le baron von Goeler de Ravensburg présente un système de canon-monstre avec un obus qui éclate au moindre choc et produit autant d'effet que plusieurs centaines de kilos de poudre. Otto von Grahl de Wülssdorf fait hommage d'un livre dans lequel il propose un nouveau canon, — système Lenk, — qui se tire avec le coton-poudre. Mais, obéré momentanément pour avoir secouru des amis, il sollicite un secours de 4000 francs et rappelle que son père est un ancien médaillé de Sainte-Hélène.

Le graveur Auguste Grimmer à Pforzheim a inventé une machine de guerre qui permettra à Napoléon de détruire la puissance russe, de même que les Romains, avec leurs éléphans, ont vaincu tous les peuples. Il rappelle la proposition faite par lui-même d'une sorte de locomobile militaire pour opérer sur les terrains raboteux. L'auteur de l'invention a vainement cherché à l'exploiter en Allemagne; il pense, à présent, qu'on pourrait l'utiliser au Mexique. En tout cas, il demandera un peu d'argent, si on le fait venir à Paris (mars 1863).

Le docteur Hahn, chimiste, propose une nouvelle poudre de guerre et exprime sa douleur de voir une telle invention rejetée après les expériences. « Étant étranger, avoue-t-il, je serais perdu si le cœur noble et bienveillant de V. M. ne m'inspirait pas le courage d'implorer votre grâce et de prier très humblement que V. M. veuille daigner m'accorder un secours pour poursuivre mon but et retourner dans mon pays. » Il se contentera de deux cents francs.

D'autres proposent des inventions nouvelles pour la marine,

des hélices, des gouvernails, des blindages perfectionnés. L'un d'eux, ancien oberleutenant prussien, Philippe Krüger, est venu de Silésie à Paris pour exhiber une lunette marine qui indique instantanément la distance à laquelle se trouve un objet éloigné. Il s'excuse de ne pouvoir se présenter à l'audience parce qu'il est malade. Il envoie sa photographie et y ajoute ces mots : « Monsieur le chef du Cabinet... *Aide-toi, le ciel t'aidera...* Ce sont ces mots qui forcent le soussigné de vous attaquer par les lignes suivantes. C'est hardi naturellement, mais je serais si heureux de pouvoir peindre clairement ma situation. Cela est difficile, car il n'est pas convenable d'écrire si longuement à de hautes personnes en mauvais français. Je n'étais pas préparé à un tel long séjour à Paris et, pour la première fois de ma vie, j'avais faim. Les sacrifices de ma noble sœur m'ont sauvé jusqu'ici. » Il ne se plaint cependant pas des difficultés qu'on lui oppose. « Le ministère français n'est pas obligé de faire parfaite une invention imparfaite, notamment pour un étranger... Si je m'adresse à vous, c'est parce que je sais que vous êtes un homme d'esprit qui ne vit pas pour son plaisir seulement. Aussi, j'ai fait une enquête sur votre personne, et ce que je dis est très franc. On m'a dit des deux parties le même mot : « C'est un brave homme. » Parce que nous avons en allemand l'expression *braver Mann*, j'ai lieu de croire que c'est la chose dont j'ai besoin. » En fin de compte, il reçoit et accepte cinquante francs... Combien lui succèdent et qui offrent de précieuses découvertes pour ferrer les chevaux, tripler les produits agricoles, augmenter la rapidité du tannage, clarifier l'eau, conserver la viande, sauver les vers à soie, fabriquer de la glace, faciliter la navigation aérienne, former une nouvelle pile voltaïque et un moteur à mouvement perpétuel !... Et c'est toujours la même antienne : des secours ou des fonds pour réaliser tous ces prodiges !

C'est à qui s'ingéniera ensuite en Allemagne à guérir l'Empereur, dès qu'on apprend qu'une maladie quelconque l'a frappé. L'un propose des bains aromatiques, aux feuilles de pin, aux feuilles de ronces, à la camomille et même aux œufs de fourmi; l'autre, la fleur de soufre, le savon blanc, la morphine; celui-ci le vin d'Ahr, celui-là un régime de grogs et enfin des moyens magiques. Est-ce tout ? Non. L'imagination allemande est plus étendue qu'on ne le croirait. Des limaçons en poudre, du raifort pilé, des gouttes de Harlem, des frictions de pétrole, que sais-

je?... On veut guérir à tout prix le malheureux souverain du rhume, du mal d'estomac, des douleurs de jambe, de la goutte, de la pierre, du diabète, du choléra, de maladies de cœur, de la sciatique et d'une foule d'horreurs dont il n'était heureusement pas affligé.

Voici l'une des plus étonnantes requêtes. Elle est du sieur Daniel Vogel de Kleinruckerwalt. Elle est datée du 26 septembre 1869. L'auteur prend la liberté « d'informer Sa Majesté qu'il a été favorisé d'un rêve tel qu'il doit l'écrire, afin de mettre sa conscience en repos, *Veranlassung dazu giebt mein Gewissen zu beruhigen*... Dans ce rêve, il a été conduit à travers des arcs de triomphe et des palais, jusqu'à la chambre du monarque. Un ami, auquel il en a fait la confidence, y a vu un avertissement du Ciel et lui a dit : « Toi, l'homme de la magie et de la sympathie, c'est Dieu qui te désigne évidemment pour la guérison des maladies incurables, et comme les journaux venaient d'annoncer que l'empereur Napoléon est malade, c'est manifestement toi qui dois le guérir. » De là cette lettre... Elle contient les prescriptions suivantes : « 1° Daigne Votre Majesté écrire le nom de son défunt père; 2° celui qni lui est propre; 3° envoyer une chemise sale portée par elle ; 4° faire une collection de rognures de cheveux, de poils et ongles, de toutes les parties du corps, envelopper le tout dans une sorte de saucisse; 5° appeler un chirurgien et faire extraire du pied quelques gouttes de sang, trois ou quatre, et en imbiber le linge en dessus ; 6° à partir de ce moment, garder sans faute la première urine et précieusement l'introduire dans la vessie d'un porc récemment tué et la suspendre ainsi dans une cheminée pendant deux mois. Enfin enterrer le tout ensemble dans un fumier. » Et ravi de sa trouvaille, Vogel prophétise : « Le remède est souverain !... » Je néglige encore les onguens particuliers, les bains sulfureux, les eaux minérales de Kœnigsdorf, Schwalbach, Burtscheid, Gastein, Weldungen, Franzensberg et autres, les fluides magnétiques, les spécifiques *Antirheuma*, etc. Des centaines de médecins, carabins, apothicaires, rebouteux, empiriques et charlatans tudesques croyaient pouvoir s'adresser en toute liberté à la naïveté et à la bourse de l'Empereur. C'était à qui offrirait des tisanes, des potions, des toniques, des philtres et des dictames... Rien de plus bouffon que ces lettres écrites généralement dans le style des Diafoirus de Molière !

Vient ensuite la séquelle des vendeurs de dessins, tableaux, sculptures, objets d'art variés, collections d'antiquités, pianos, harpes, bijoux, bois de lit chinois, papiers rares, manuscrits autographes, bois de chevreuils, défenses de rhinocéros et d'éléphans, etc.

Ce n'est pas tout. On s'adresse à l'Empereur lui-même et on cherche à obtenir ses faveurs en le louant d'abord dans son oncle sublime, puis dans sa propre personne. Le sculpteur prussien Hartung, qui a exécuté un important groupe en marbre pour une place publique de Coblentz, sa ville natale, et un *Philoctète*, dit que sa composition du héros grec a reporté sa pensée vers un héros plus grand des temps modernes et lui a fait concevoir un groupe de Napoléon Ier à Sainte-Hélène. Les suffrages du roi de Prusse et de l'illustre Alexandre de Humboldt lui ont inspiré le plus vif désir de soumettre son œuvre au digne successeur de Napoléon le Grand. « Personne en effet, écrit-il, ne pouvait s'identifier mieux avec la noblesse, la hauteur de vues et les sublimes pensées de votre oncle que Votre Majesté. Mon vœu le plus ardent a été d'être admis à l'insigne honneur de déposer mon travail au pied de son trône. Votre jugement seul, Sire, sera ma suprême loi ; soit qu'il condamne ma tentative comme au-dessous de la hauteur de mon sujet, soit qu'il l'approuve comme digne de traduire dans le marbre et le bronze la sublime grandeur de Napoléon enchaîné sur un rocher au milieu de l'Océan ! » Le sculpteur Hartung obtint une audience le 9 janvier 1853, mais le groupe projeté ne lui fut pas commandé. Théodore Hilgard de Heidelberg offre à l'Empereur un poème allemand : *Die Hundert Tage*. « En composant cette épopée des Cent Jours, dit-il, je me suis senti inspiré non seulement par la grandeur sans égale du sujet que je considère comme le plus sublime et le plus tragique que l'histoire puisse offrir à la poésie épique, mais encore par le désir de rendre pleinement justice à tous les beaux traits du génie et du cœur de Napoléon Ier et de combattre ainsi les préjugés aussi funestes que fortement enracinés chez la plupart de mes compatriotes contre ce grand homme et son illustre dynastie. »

Le docteur Kirsch de Wiesbaden envoie deux exemplaires de son poème, *Eine Ephenranke zur Sæcularfeier Napoleons*, comme témoignage de sa vénération à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Napoléon Ier, et le docteur Herz y

ajoute force notes laudatives. Joseph Marchener, journaliste à Ratisbonne, présente à l'Empereur le croquis de l'emplacement où s'arrêta Napoléon Ier quand il fut blessé à Ratisbonne, et demande un secours de 100 francs. On lui accorda 200 francs en 1867. Le major Niedermeyer dit qu'il est propriétaire de la colline Napoleons'höhe où Napoléon fut blessé le 25 avril 1809. Il a fait relever la pierre où s'était assis l'Empereur et planter trois érables autour. Dans le cas où Napoléon III voudrait faire ériger un monument en ce lieu, il met la colline à sa disposition. On remercia le major et on refusa. Sophie von Rauchgienegger, née von Speth, offre à l'Empereur sa brochure *La Papauté et l'Empire* et lui écrit pour le supplier de la lire et de ne pas se laisser effrayer par le titre de cet écrit fondé sur des principes inattaquables et sur des points vraiment importans pour la haute dynastie de l'Empereur. *Es ist im Interesse ihrer hohen Dynastie...*

Viennent ensuite les vers et poèmes écrits en l'honneur de Napoléon le Grand et ils sont nombreux. Celui de Harnish, premier lieutenant à Neisse, se dit l'interprète des sentimens de plusieurs millions d'habitans et dépose aux pieds de l'Empereur un poème intitulé *Protection* et un volume de poésies où il est question de son oncle illustre... *Wo von ihrem Grossen Onkel spricht.* Le libraire Meyer, de Hambourg, fait hommage d'un ouvrage intitulé *Les hauts faits de Napoléon* et ne demande rien. Aussi reçoit-il ce mot favorable : « Sa Majesté me charge de vous faire savoir qu'elle a été sensible à cette marque de votre dévouement et je vous envoie par ses ordres, comme témoignage de sa bienveillance, une médaille d'or à son effigie (février 1854). » Le baron Plessen von Tiesenhausen de Stuttgart présente un poème intitulé *Patkul* et sollicite l'autorisation de dédier à l'Empereur un autre poème qui portera pour titre : *La Mort de Napoléon.* L'Empereur fait remercier l'auteur et refuse la dédicace.

Le docteur Carl Vogt, de Munich, fait hommage à l'Empereur de plusieurs poèmes sur Napoléon Ier et Joséphine, et ajoute : « Le manque de moyens pécuniaires, parce qu'il est aveugle et paralysé du bras droit, est cause qu'il ne peut envoyer à Sa haute Majesté Impériale tous ses ouvrages imprimés. » Il sollicite, mais en vain, un secours. Certaines demandes sont motivées par leurs auteurs sur des faits bien singuliers. Celui-ci

se recommande à la générosité de l'Empereur parce qu'il a vu son oncle; celui-là, parce qu'il lui a porté une dépêche; l'un, parce qu'il lui a repassé un rasoir; l'autre, parce qu'il l'a rencontré à l'auberge du Bonnet-Blanc, à Leipzig. Les détenteurs d'objets ayant appartenu au grand Empereur sont légion. Ils offrent sa montre, son couvert, sa tasse, sa bague, son épingle, sa tabatière, son essuie-mains, son portefeuille, son nécessaire de toilette, le traîneau de la retraite de Russie, une lampe, un verre, des autographes, etc. Le pharmacien Friedrich Julling, de Münster, qui a écrit un drame intéressant sur William Penns, demande une audience impériale à titre sympathique, car il est tombé du haut d'un tilleul, le 5 mai 1821, à six heures du soir, au moment où mourait Napoléon Ier. Mais une telle chute n'a pu émouvoir l'impérial neveu.

Quant à Napoléon III lui-même, il est l'objet d'adulations interminables. Ce sont des vers sur son jour de naissance, des traits inoubliables de sa prime jeunesse, des complimens sur tout et à propos de tout. Il est pour les Allemands enthousiasmés « le prince le plus bienveillant de l'humanité, le héros *invinctissimus*, le monarque sublime, le plus grand prince de l'univers, l'arbitre du monde connu, l'homme le plus célèbre de l'Europe, le bras puissant élevé par Dieu pour la protection de l'Empire franco-atlantique, l'écrivain illustre et génial, le magnanime Protecteur des sciences, des lettres et des arts, le maître de la civilisation, l'esprit doué d'une sagesse magnanime et créatrice, l'auteur d'exploits incomparables et féconds pour le genre humain, l'étoile du bonheur, la lumière plus brillante que le diamant, le bouclier de l'ordre, l'âme essentielle du monde civilisé, la main puissante vers laquelle les nations tournent leurs regards et leurs espérances, le bienfaiteur de la France et du monde, le chef donné à son pays par la main divine, le grand Empereur du grand Peuple qui parle la langue la plus élégante de la terre, l'auteur d'une politique grandiose et divinatoire, l'homme de jugement, d'esprit cultivé, de génie et de science sans pareil, celui pour lequel on éprouve autant de sympathie que d'admiration, l'Humanité personnifiée tenant le trône et le sceptre, le Génie créé pour assurer le bonheur du peuple le plus noble et le plus glorieux de l'univers, le monarque le plus éclairé et le plus magnanime, le prince rempli de bénédictions divines, le père de l'Europe, l'Homme immortel, le direc-

teur des destins du monde civilisé... Et j'en passe! Tout cela exprimé dans des phrases amphigouriques, des éloges et complimens qui valent leur pesant d'or, si l'on en croit ces courtisans!

La sollicitation, la quémanderie, la mendicité allemandes se portent sur tout et utilisent tout pour arriver à leur but, c'est-à-dire pour obtenir des honneurs, des avantages, des titres et de l'argent. Toutes les classes de la société font l'assaut des Tuileries. Des tailleurs, des aubergistes, des musiciens, des peintres, des armuriers, des calligraphes, des chambellans, des directeurs de cirques, des coiffeurs, des conseillers auliques, des conseillers de gouvernement, des consuls, des dentistes, des médecins, des chirurgiens, des docteurs de toutes les sciences, — et Dieu sait s'il y en a en Allemagne, *in nostro docto corpore!* — des ébénistes, des céramistes, des inspecteurs ou des commissaires, des écrivains et des journalistes, des fabricans, des industriels, des commerçans, des fonctionnaires de tous les acabits, des fumeurs, des priseurs, des imprimeurs, des instituteurs, des jardiniers, des astronomes, des poètes, des juges, des libraires, des négocians, des barbiers, des brocanteurs et des gens de tous métiers, forgerons, pâtissiers, maçons, remouleurs, menuisiers, tonneliers, relieurs, selliers, potiers, chapeliers, vétérinaires, tous sollicitent l'Empereur ou son chef de cabinet ou son secrétaire. C'est une bande, une troupe, une légion, une foule qui se renouvelle sans cesse, les mains crochues et les dents longues. Il y a des solliciteurs qui envoient leur portrait à l'Empereur et demandent le sien en échange ou celui de la chère famille impériale. Quant au petit Prince, il est, lui aussi, assailli de complimens et de sollicitations ou de présens. On lui envoie force poèmes sur sa naissance, son baptême et sa première Communion. On lui offre des broderies, un ruban de cou, une grammaire, des bonbons, des pains d'épice, une boîte de soldats de plomb, une petite chaise, une paire de bottes, une Bible hébraïque imprimée à Amsterdam en 1723, formant quatre volumes de grandeur colossale, reliés en bois et en cuir et *du poids de cent kilos* (1). Que ne ferait-on pas pour l'enfant de France, le fils de France, le roi d'Algérie, le prince

(1) Ces présens ont bien la forme du goût allemand. Ainsi, je me rappelle avoir vu, au cent cinquantième anniversaire de Gœthe, à Francfort, des bustes du poète en saindoux chez les charcutiers et en chocolat chez les confiseurs, avec ces mots : *Feine Chocolade*.

de la Paix!... On prodigue aussi les conseils et les remèdes pour sa chère santé, un emplâtre indien, de l'eau contre les scrofules et des spécifiques secrets merveilleux. Les suppliques sont nombreuses, demandes de subventions, de secours particuliers, etc.

Les anciens condisciples du gymnase Sainte-Anne d'Augsbourg assaillent à leur tour l'Empereur. Le chirurgien Dodelbauer, le curé Filser, le docteur Hoff, Kiderle, Kolle, Hoffmann, Prazer, Wolf envoient leurs complimens en prose et en vers. Franck de Wurzbourg, qui se dit un très pauvre diable : *ganz armer Schlucker*, condamne les vues fausses de l'Allemagne sur le gouvernement français et se dit prêt à sacrifier sa vie pour Sa Majesté Impériale. « N'aurai-je point mérité, comme étant le plus grand fanatique de Votre Majesté, quarante francs d'or, et cela en récompense de mes sympathies? » Le docteur Lœwenstein ne peut faire la dépense de 1400 francs pour envoyer son fils compléter en France ses études médicales et obtient la somme demandée.

Adolf Reichenbach sollicite un exemplaire de l'Histoire de César comme signe du souvenir de leurs études communes « et quelques douzaines de ces fameux cigares que Sa Majesté daigne fumer. » Ce serait pour lui un amical supplément. *So wœre das eine freundliche Dreingabe.* Napoléon III a la bonté d'envoyer les cigares à cet indiscret fumeur bavarois. Le coiffeur Théodore Schneider désirerait une place quelconque. Il a cinquante-quatre ans et jouit d'une bonne réputation et, quoique évincé, renouvelle sa demande trois ou quatre fois.

Schratz, Stauer, Thaeter, Vincom, Wideman, demandent des secours en remerciant Sa Majesté de les avoir exaucés. Brolle, curé de Gronhausen, en Bavière, ancien condisciple du prince, devenu président de la République et souvent honoré de ses bienfaits, désirerait bien obtenir une esquisse de sa vie, car il n'a pas perdu le souvenir des intéressantes journées passées avec lui à Augsbourg, « où, dit-il, nous animions à table, et *inter pocula*, par des conversations intimes et tous les plaisirs de la jeunesse, les heures les plus heureuses de mon existence. »

Louis-Napoléon lui fit répondre par son chef de cabinet :

« Monsieur,

« Le président de la République voulait vous écrire lui-même. Il vous aurait exprimé combien vos sentimens le

touchent. Les affaires l'en empêchent sans cesse et il me charge de lui servir d'interprète. Il n'a oublié, monsieur, ni les élans dévoués de votre jeunesse, ni vos entretiens, ni vos inspirations prophétiques, et les nouveaux témoignages de votre attachement ont donné un nouveau prix à ces souvenirs. Parmi les graves sollicitudes du rang où la Providence l'a placé, il pensera avec plaisir qu'un ami vertueux et fidèle prie tous les jours pour lui au pied des autels. Ne doutez point, à votre tour, monsieur, dans votre pieuse retraite, et de sa reconnaissance affectueuse et de son désir de vous voir heureux. » Brolle mourut en 1855, comme l'annonça à Napoléon le curé d'Inchenhöfen.

La croix de la Légion d'honneur jouissait d'une renommée toute particulière en Allemagne. Aussi, les demandes de cette croix sont-elles au nombre de plus de quarante, et encore nous ne connaissons pas toutes celles qui sont demeurées dans les chancelleries. Il y en a de bien curieuses, comme celle du conseiller Bergmann, qui désirerait savoir s'il n'a pas le droit de porter la croix qu'il aurait reçue de la main d'un officier du général Regnier, mort en 1813, à deux milles de Berlin. Le chancelier Braun, rédacteur du *Haus und Familienbuch*, qui a écrit le roman historique de *Napoléon II*, puis *der Genius Menschheit* et *l'Étoile de la France*, *l'Impérialisme et l'idée du Congrès*, demande la croix de chevalier le 23 juin 1864. Il se vante d'avoir composé un « traité sur la Connaissance du Beau » dont le célèbre critique Menzel a dit que la définition du Beau faite par lui était « la plus remarquable depuis Aristote! » Le docteur Carus réclame la croix que Napoléon Ier lui avait, dit-il, promise la veille de la bataille de Leipzig. Un ancien capitaine de la Garde, Charles Grünholz, ayant secouru vingt-deux Français pendant le bombardement de Vienne en 1848, sollicite également la croix. On la lui refuse, parce qu'on a appris qu'il avait fait faillite comme limonadier et entrepreneur de concerts. Le lieutenant Ilzig envoie force vers à l'Empereur « qu'il adore de toute son âme » et demande la croix qui lui est aussi refusée. Le gardien du tombeau de Carnot à Magdebourg, Louis Lohrengel, présente trois feuilles de lierre à Sa Majesté comme symbole de la Foi, de la Charité et de l'Espérance, et sollicite la croix « pour les soins prodigués par lui à ce monument. » Le docteur Ludke la réclame aussi pour avoir conversé une journée à Lenzburg avec le

prince, futur Empereur. Le docteur Müller fait la même demande pour avoir offert un exemplaire de *Méditations* poétiques, religieuses et philosophiques, à Sa Majesté, « le plus ardent promoteur de toute inspiration scientifique. » Le chambellan du roi de Bavière, le baron Siegfried de Buttenheim, qui a adressé à l'Empereur des félicitations pour la naissance du prince impérial, serait très heureux d'obtenir cette décoration, et le docteur Weiss, ami de M. Acker, sollicite la même faveur pour son dévouement à la cause impériale. Le baron von Witzleben la demande comme simple savant et le docteur Zaillner invoque pour cette distinction des cahiers écrits par le duc de Reichstadt et offerts par lui à l'Empereur. Je laisse de côté bien d'autres sollicitations du même genre dont le dénombrement et l'analyse seraient fastidieux.

***

Arrivons aux savans. L'Empereur a écrit *la Vie de Jules César*, et cet ouvrage a attiré l'attention de toute l'Allemagne. Le philologue Dressel demande un secours pour les sources inédites qu'il a révélées à Sa Majesté sur la vie de César. Le docteur Kaltschmidt, établi à Versailles, propose un dictionnaire universel sous ce titre *Panglotte-Napoléon* et désirerait avoir une pension annuelle. Il offre de traduire le *Jules César* en latin. Il regrette de ne pas être membre de l'Institut, car le dictionnaire de l'Académie se ferait bientôt, grâce à lui, « d'une manière radicalement fondamentale. » Le consul Carl Lorck, qui a été chargé de traduire la *Vie de César* en danois, norvégien et suédois, réclame 10 000 francs pour son travail. On le renvoie à l'éditeur Plon, qui est chargé des détails matériels. Le docteur Ritschl, de Bonn, prépare une traduction allemande du *César*, et s'exprime en ces termes : « J'ai travaillé pour l'auteur impérial, non point parce qu'il est Empereur et que, sans aucun doute, aucun prince du monde n'en partage à un si haut degré que lui le jugement, l'esprit cultivé et le génie, sans parler de sa puissance et de son influence, mais parce qu'il s'est révélé comme un savant profond, intelligent, éloquent, pour lequel j'éprouve autant de sympathie que d'admiration, car je ne doute pas que l'*Histoire romaine* de Mommsen, *cet exposé mesquin et rempli de fiel*, ne soit immédiatement reléguée au second plan par l'œuvre de l'homme qui, tout en

régissant les destinées du monde, arrive au plus haut point de vue le plus grandiose et le plus équitable. » Le docteur Rudolf Schulze avoue que, depuis qu'il a lu *la Vie de Jules César*, « la meilleure partie de son être s'est absorbée dans la méditation de la vie et des actes de l'Empereur, » et que ces études sont devenues pour lui une vocation entraînante.

Le prince Guillaume de Bade remercie chaleureusement l'Empereur de l'avoir honoré de la *Vie de César*. Il dit que cet ouvrage est un gage des sentimens que Sa Majesté renferme dans son cœur pour toute l'humanité et une preuve d'affection dont lui, personnellement, est fier d'avoir été l'objet. Le curé Beck, de Stolpe, sollicite un exemplaire de la *Vie de César*. Sa lettre est écrite en latin. « *Scripsi autem has litteras sermone latino quo probarem Romanarum rerum me non prorsus ignarum esse.* » Le docteur Zumpt déclare que l'auteur de *Jules César* surpasse par le talent et l'ampleur de son génie tous ceux dont le métier est de s'adonner à la science et qu'un tel monument ne pouvait être élevé au plus grand des Romains que par un esprit aussi éclairé que celui de l'Empereur. Le docteur Helfferich, professeur à l'Université de Berlin, offre à Napoléon III une étude sur Jules César *Pontifex maximus*. Le docteur Bicking présente un drame sur *Caton et César* avec un poème en l'honneur de Sa Majesté. Le musicien Bœttcher s'extasie sur l'ouvrage de Sa Majesté, qui lui a inspiré la marche intitulée *Jules César* et destinée à l'armée française. Le *capellmeister* Hans von Bülow, gendre de Liszt, dédie à l'Empereur une ouverture à grand orchestre sur Jules César. Le docteur Heller envoie une étude sur *les Commentaires de César* au plus illustre de ses commentateurs.

C'est à qui, dans l'Allemagne savante, s'empressera de féliciter, de louer, de célébrer le monarque remarquable qui a su unir à une science profonde de la politique une érudition parfaite. Toutes les occasions sont saisies par ces docteurs, ces professeurs, ces écrivains, ces philosophes, ces publicistes, pour faire parvenir leurs écrits ou leurs louanges à l'Empereur. C'est ainsi que Henri Sybel, professeur à l'Université de Bonn, membre du Parlement de l'Allemagne du Nord, écrit au grand chambellan : « Monsieur le duc, S. M. l'Empereur a daigné me recevoir l'année dernière avec tant de bonté, et je lui suis tellement reconnaissant de m'avoir fait admettre à puiser aux dif-

ferentes Archives de l'Empire que je désire ardemment profiter de mon séjour à Paris pour présenter mes hommages à Sa Majesté. Je serais donc obligé à Votre Excellence si elle voulait avoir la gracieuseté de me faire obtenir une audience de l'Empereur. » (19 mai 1867.) — Le même écrit encore : « Monsieur le duc, j'ai trouvé aux archives de l'Empire une lettre inédite, jusqu'à présent, du général Bonaparte. Tout ce qui provient du grand Empereur est important pour l'histoire de France : j'ose donc prier Votre Excellence de bien vouloir présenter de ma part à S. M. l'Empereur la copie ci-incluse de cette lettre... Veuillez agréer, etc. » (Bonn, 18 juillet 1867.) Puis Henri Sybel s'adresse directement ainsi à l'Empereur : « Sire, au cours des recherches historiques que j'ai pu faire à Paris, grâce à la haute bienveillance de Votre Majesté, j'ai eu le bonheur de trouver une lettre du général Bonaparte, certainement inédite. Je l'ai rencontrée aux Archives de l'Empire, parmi la correspondance diplomatique du général Clarke. Écrite quelques jours avant la signature des préliminaires de Léoben, elle est très remarquable par plusieurs traits saillans et singulièrement caractéristiques. C'est Votre Majesté qui m'a mis à même de faire cette trouvaille intéressante. J'ose donc lui en présenter une copie, en faible témoignage de la profonde reconnaissance avec laquelle je suis, etc. »

Il faut remarquer que M. de Sybel, qui a écrit plus tard un important ouvrage sur *la Révolution française et l'Europe*, ne nous y a guère ménagés. Il est un exemple, avec Théodore Mommsen, de l'ingratitude des savans allemands. Tous deux ont eu, de préférence aux savans français, le privilège de voir s'ouvrir devant eux toutes nos Archives et de se faire communiquer librement nos trésors littéraires. Ils s'en sont servis, en Teutons grossiers, pour nous insulter et exciter à la haine et au mépris contre nous et nos savans.

En juin 1866, Mommsen, professeur à l'Université de Strasbourg, adressait à l'Empereur un exemplaire du commencement de sa nouvelle édition des *Pandectes*, en le remerciant de la faveur extraordinaire dont il avait été l'objet, relativement aux manuscrits de la grande Bibliothèque de Paris. Il ajoutait : « Si les sciences et les lettres, en général, ont un caractère international, et si tout le progrès du genre humain se résume dans le développement de cette belle internationalité, qui n'égalise pas les nations, mais qui leur enseigne de se

comprendre, c'est-à-dire de se respecter et de s'aimer, tout ce qui se rattache au peuple romain, source commune de la civilisation actuelle, porte éminemment ce caractère international. » En outre, Th. Mommsen reconnaissait avoir touché sur la cassette de l'Empereur 500 francs destinés à être remis par lui à M. Walter, de Berlin.

« Cet érudit, remarquait Henri Bordier, en publiant cette lettre, avait récemment écrit dans les journaux de son pays pour nier énergiquement qu'il eût jamais rien reçu, ne fût-ce qu'un franc, de l'ex-Empereur, et pour dire qu'il avait refusé l'indemnité offerte à raison de sa participation à l'édition des *Œuvres de Borghesi*, publiée aux frais de la cassette impériale. « Je n'aurais point donné cette explication, ajoutait Mommsen, si la presse allemande ne l'eût exigée de moi, car, pour les assertions de la presse française, je n'ai point de réponse à leur faire. Ce n'est pas seulement à cause de sa bêtise (*und nicht etwas bloss ihrer Albernheit wegen)*... mais une considération plus sérieuse m'impose le silence. Depuis la dernière guerre, le commérage parisien et la presse française, qui en est l'expression, se sont fait un système de donner cours à des faits mensongers et déshonorans s'ils étaient vrais, qu'on attribue aux savans allemands qui sont connus, et haïs en France. Pour ce qui me concerne, je pourrais, si je savais que cela en vaille la peine, mettre en avant d'édifians exemples de pasquinades de ce genre... *Une opinion publique de la France, à laquelle les savans allemands puissent en appeler, il n'en existe plus.* De même qu'il paraît méritoire en ce pays de frapper à mort les Allemands qui s'y trouvent, de même c'est un acte de patriotisme de porter atteinte à l'honneur de ceux qui ne s'y trouvent plus au moyen de calomnies qu'on élabore, soit en les inventant, soit en les répandant, soit en se taisant... » (3 janvier 1872.)

Déjà, avant cette lettre, parue dans la *Gazette de Voss*, un savant français avait cru devoir venir au secours de Th. Mommsen, en publiant, dans le *Moniteur universel* du 1er janvier, une lettre qui se terminait ainsi : « ... Je dois à la vérité de déclarer qu'il est à ma parfaite connaissance que M. Mommsen n'a jamais touché, sous une forme quelconque, aucune pension, indemnité ou subvention de l'empereur Napoléon III. »

« Ces déclarations, ajoutait Bordier, octroyaient à Th. Mommsen le bénéfice d'une confusion dans les mots. Ce savant ne

recevait aucune pension et n'avait touché aucune indemnité. Seulement, le caissier de l'Empereur lui remettait de temps à autre des sommes d'argent (environ 3 000 francs pour l'édition de Borghesi, par exemple) qu'il distribuait entre ses amis, élèves ou secrétaires berlinois, travaillant sous sa direction et au profit de sa gloire. Rien de plus légitime, de plus honorable, que de prendre part à une œuvre scientifique et d'en tirer un juste émolument. Rien même d'extrêmement incorrect à recevoir de l'Empereur (après l'avoir demandé) 500 francs pour quelque Allemand nommé Walter ou autre. Mais n'est-il pas odieux, lorsqu'on est dans de tels rapports de courtoisie et de solidarité avec les savans français, lorsqu'on a brigué auprès d'eux l'honneur de s'entretenir familièrement avec le souverain du pays, lorsqu'on a dîné à sa table, qu'on a savouré ses faveurs, de prendre la parole contre ceux dont, la veille, on serrait les mains, assis à leur foyer? Et quelle parole! Dire de ceux-là mêmes « que la belle Internationalité enseigne de respecter » qu'ils vont tomber « de la *blague* dans le désespoir; » dire que « la saleté de la littérature française n'est comparable qu'à la saleté des eaux de la Seine à Paris; » dire que « ce salon des Tuileries, » où l'on a été accueilli, « était comme un salon du demi-monde; » et ce ne sont là que les menus propos, les gaietés de cette haine germanique! Leur auteur était plus sérieux en signant les adresses de la municipalité de Berlin au roi Guillaume. Lui-même a bien senti le louche de la situation, lorsqu'il écrivait à l'un de nos académiciens, dans une lettre dont le journal *le Moniteur* (12 janvier 1872) n'a cité que quelques lignes : « Je demande si votre Académie veut continuer ses rapports avec la nôtre, ou plutôt, car il s'agira de cela, remplacer à cet égard l'Empereur, *et si le public le souffrira...* » Cette lettre est du 13 mars 1871. Ainsi, après tout ce qui s'était passé, à peine le siège de Paris levé, l'illustre Allemand nous revenait radouci et obséquieux.

Et j'ajoute à ces justes observations de Henri Bordier que le même Mommsen, après avoir insulté la France dans ses « deux lettres aux Italiens, » a supplié Renan de soutenir sa candidature à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, et que cette Académie a eu la faiblesse de l'élire. Cela ne se passerait pas ainsi aujourd'hui, et nous ferions à l'égard de Mommsen ce que nous avons fait à l'égard des signataires de l'odieux Manifeste des 93.

Au temps du règne de Napoléon III, savans et professeurs allemands se multipliaient en adulations et en flatteries de tous genres. Le professeur Buschmann, de Berlin, offrait huit volumes de ses œuvres à Sa Majesté sur les langues du Mexique et de l'Amérique du Sud, de l'Asie et des Aztèques. Il les mettait aux pieds du fondateur et protecteur de l'Empire mexicain et lui exprimait son admiration pour la régénération et le bonheur de ce pays. Il ajoutait à cet envoi le manuscrit du *Cosmos* de Humboldt et obtenait la croix de la Légion d'honneur. Le docteur Eysell présentait son *Histoire de Jeanne d'Arc*, en espérant que son livre ne serait pas indigne de l'approbation du glorieux représentant de la nation française que couronnait non seulement le diadème de la souveraineté, mais aussi le laurier de l'écrivain. Le docteur Hirschius, de Halle, présentait à l'Empereur son édition des *Décrétales*, pseudo-Didoriennes, composée d'après les plus précieux manuscrits des Bibliothèques de France et manifestait les plus vifs sentimens de reconnaissance envers notre patrie. Cet écrivain sincère fait un grand contraste avec ses autres confrères qui ne louent ni ne flattent que pour obtenir des faveurs spéciales. Le docteur Hüffer, de Bonn, envoyait son ouvrage sur « l'Autriche et la Prusse sous la Révolution. » — J'espère, écrivait-il à Napoléon III, que Sa Majesté lira avec quelque intérêt l'histoire des célèbres négociations de Léoben et Campo-Formio commencées et conduites jusqu'à la fin par son glorieux prédécesseur. Dans tout ce que j'ai dit de lui, je n'ai cherché que la vérité historique. Je suis sûr que l'ensemble des événemens le fera paraître à son grand avantage et j'espère que mon récit montrera l'admiration qu'on doit à son génie merveilleux. » On voit que pour M. Hüffer, Bonaparte n'était pas « le parvenu Corse » que raillait naguère Guillaume II le Grand. Le docteur Pyl adressait un document analogue sur la guerre qui eut lieu en 1425, entre le Danemark et le Schleswig, « lequel, disait-il, pourra intéresser Sa Majesté qui ne brille pas seulement entre les souverains de l'Europe par une politique grandiose et divinatoire, mais se place au premier rang par une intelligence scientifique remplie de génie. » Le docteur Scheerer faisait don de trois mémoires écrits à l'occasion du jubilé de l'Université de Freiberg. » La science, déclarait-il, fut toujours « un attribut des Napoléonides. » Il faut admirer ce qui suit : « La force profondément pénétrante des

sciences naturelles et la puissance terrestre du Napoléonisme, s'avancent simultanément dans l'Histoire. Il n'y a pas de hasard. Il y a une série obéissant à la loi d'un développement immatériel. Ces deux maîtres, le Matérialisme et le Républicanisme se rencontrent dans l'erreur et marchent ensemble dans la voie de l'illusion. Pour leur faire rebrousser chemin, avec la vérité réelle il était besoin de toute la plénitude du génie humain. Au Napoléonisme il a été donné de vaincre le Républicanisme ; aux sciences naturelles il appartient de vaincre le Matérialisme. » Le baron de Forth-Rouen, ministre de France à Dresde, ayant recommandé ces élucubrations bizarres, fit adresser par le cabinet impérial de vifs remerciemens à l'illustre professeur. Un autre, le docteur Stefanus, proposait un projet de *Pasigraphie* ou langue universelle. « Ruiné, disait-il, par la politique du comte de Bismarck, » il sollicitait en 1869 un emploi lucratif en France. Faut-il citer encore d'autres professeurs qui offrent leurs livres sur les guerres de Frédéric Barberousse en Italie, ou la traduction de la *Baguette Magique* de Davis, des œuvres musicales, des morceaux d'orgue, des poèmes, des manuscrits plus ou moins inédits, des compositions géniales et qui en retour demandent de l'argent pour venir en France ou pour continuer leurs recherches, ou pour avoir telles ou telles faveurs. La liste en est encore très étendue, mais ce que j'ai cité doit suffire.



L'Impératrice n'était pas plus ménagée que l'Empereur. Que de vers, de livres, de morceaux de musique, d'hommages, de complimens, de fadeurs, de demandes ou recommandations adressées à la souveraine ! Que de compassion aussi pour les souffrances de l'Empereur et de remèdes efficaces adressés à sa noble épouse pour soulager et guérir le grand, le sublime monarque ! Que de requêtes pour obtenir le nom d'Eugénie en faveur de petites filles allemandes avec l'honneur de l'avoir pour marraine ! Pour la naissance du Prince impérial, ce fils de France, c'est un déluge, un débordement, une avalanche de poèmes, de sonnets, de lettres pompeuses et enthousiastes. L'un des auteurs, le professeur Flecker, a fait imprimer, dans la *Gazette de Cologne*, une pièce « qui lui a valu, dit-il, les félicitations de presque toutes les parties du monde ! » Il ajoute

qu'il a d'autres poésies à offrir et qu'il est prêt à les publier, si on lui avance pour cela quelques milliers de francs. Ch. Gerichtsnige présente aussi des vers pour cette heureuse naissance et remercie l'Empereur de procurer à sa famille « un pain qu'elle abreuve tous les jours des larmes de sa reconnaissance! » L'ancien bottier du prince Eugène se joint à tous les admirateurs du jeune prince. Un ferblantier de Breslau, « disciple d'Apollon, » décrit sa joie en vers bien étamés; un télégraphiste de Dresde, « sentinelle avancée de la civilisation française, » envoie ses félicitations enthousiastes; un ouvrier israélite, né le même jour, à la même heure que le prince, écrit : « Dieu a fait ce jour, jubilons et réjouissons-nous à cause de lui. » Il commente, comme un chrétien, le *Hæc Dies quam fecit Dominus* de la fête de Pâques. Le négociant Lœwenstein se réjouit de constater qu'il lui est né une fille dans la même nuit que le petit Prince et il saisit cette occasion pour déposer ses vœux sur les marches du trône.

L'écrivain Sauter espère que l'enfant de France sera le prince de la Paix et il lui envoie un produit de sa Muse. Le baron von Buttenheim, filleul de Napoléon Ier, sollicite, à propos de cette heureuse naissance, la croix d'honneur. Le conseiller Weissgerber a écrit une petite pièce sur la naissance du Prince impérial, pièce où figure Vénus. Le poète allemand a soin d'indiquer en note que « Vénus était l'aïeule de César et aussi la mère des Grâces! » Il avoue enfin qu'un de ses amis littéraires et français lui a dit franchement que ce poème n'était pas digne d'être présenté à l'Empereur. Que ne l'a-t-il écouté?... Il y a encore des vers de la colonelle von Munsch, mais je crois que le lecteur ne les supporterait pas! La *Kultur* allemande n'est décidément pas favorable à l'éclosion de bons vers français.

Donnons maintenant quelques épîtres de hauts personnages et nous aurons montré avec quelle abondance les Allemands répandaient sur les Tuileries leurs requêtes, leurs invocations, leurs sollicitations, leurs instances, leurs prières et leurs importunités.

C'est une parente de Bismarck veuve d'un ancien officier allemand au service de la France, Mme von Bismarck, qui écrit à l'Empereur :

« Sire! La veuve d'un ancien officier de votre glorieux oncle Napoléon le Grand ose se prosterner aux pieds du trône de V. M.

pour y déposer un petit ouvrage contenant la biographie de son mari, décédé subitement par un coup d'apoplexie à l'âge de soixante-dix ans, qui l'a frappé dans un chemin de fer et qui l'a laissée dans un cruel dénuement. La haute réputation d'humanité et de grâce infinie que répand V. M. autour d'Elle, la fait espérer qu'Elle daignera accepter cet hommage rendu aux mânes du grand Empereur, *l'idole de son mari défunt*. Lorsqu'en 1805 le prince régnant d'Isenburg, colonel au service de la France, organisa des prisonniers de guerre autrichiens en un régiment d'infanterie pour le service de la France, son mari, oubliant qu'il était sujet prussien, sollicita du service auprès du maréchal Berthier qui le renvoya au prince d'Isenburg, lequel le fit premier lieutenant du 3e régiment d'étrangers pour le service de la France, avec la promesse qu'il serait nommé capitaine au bout de quatre semaines. Après la paix de Tilsitt, lorsque l'Empereur établit le royaume de Westphalie, il devint sujet du roi Jérôme et eut le bonheur d'assister à son entrée solennelle dans la ville de Cassel.

« Son mari, qui, par des malheurs inouïs, a perdu toute sa fortune, qui, à l'âge de 70 ans, aveugle, se trouva dans un dénûment complet et se vit réduit à dicter sa biographie pour avoir de quoi vivre, avait toujours manifesté le désir de la dédier à Sa Majesté Impériale. S. M. le roi de Prusse a également daigné accepter le susdit ouvrage et la pauvre veuve, sans nul moyen d'existence, sans pension, ose espérer que S. M. ne repoussera pas la prière de la plus infortunée des femmes. Elle formera des vœux pour la conservation des jours précieux de S. M. et de sa glorieuse famille et adressera au Ciel les prières les plus ferventes qui soient jamais sorties du cœur d'un être humain et elle a l'honneur de signer de V. M. I. la plus humble et obéissante servante :

MINNA DE BISMARCK. »

Rue de Schrosdorf, n° 4, à Magdebourg, le 14 juillet 1856.

Le Dr Boetticher, petit-neveu du baron Teodor de Neuhof, demande l'autorisation de porter les insignes de l'ordre de la Libération fondé par son grand-oncle et motive sa demande ainsi : « V. M. conçoit ce que c'est d'avoir un parent illustre. Mon oncle a développé un héroïsme et une énergie dignes d'un

meilleur sort, et le ministre anglais, lord Walpole, a dit de lui : *That his claims to the Kingdom were as great as any monarch's in modern Europe!* » Le baron Otto von Braunecker a composé un poème pour la glorieuse naissance du petit Prince et sollicite une audience pour le lire et pour faire entendre l'air de berceuse qui l'accompagne. Le savant F. Dübner est impatient de présenter à S. M. les hommages de son cœur reconnaissant pour la pension de 1 800 francs qui lui a été accordée en 1866 et qui sera la plus belle et la plus honorable récompense de sa vie. Le Dr Eichholz a écrit, de 1864 à 1870, vingt lettres à l'Empereur pour affirmer son dévouement à sa dynastie et solliciter en même temps sa générosité. Il espère que le souverain récompensera ainsi l'aîné de ses fidèles. Le baron de Eisendecker, frère d'un ministre de la Diète germanique, demande un emploi auprès de l'Empereur à Paris, car il est « habitué à vivre dans le meilleur monde! »

Mme von Erfurth désire se marier avec l'écrivain Alexandre Hirchfeld, mais sa famille refusant son consentement, parce que le fiancé n'est pas noble, elle supplie Sa Majesté de vouloir bien l'élever à l'état de noblesse. Le baron de Gablenz, député prussien, voudrait établir dans Paris des kiosques où l'on débiterait pendant l'été des boissons gazeuses glacées, afin de moraliser le peuple en l'éloignant du cabaret. Mme de Goeler-Ravensburg, fille d'une baronne qui adorait Napoléon Ier, sollicite 3 000 francs pour rétablir l'état précaire de ses finances. La comtesse B. von G..., née von X... au couvent de N... en Bavière, adresse, le 20 mars 1868, une supplique éplorée à l'Empereur. Elle est sœur de la duchesse de Z... Séparée du comte de G... son mari, elle s'est rendue d'une maison de charité à une autre, sans y trouver de satisfaction pour son esprit, ses goûts et le salut de son âme. Elle est entrée ensuite dans un cloître de Bavière comme surveillante d'infirmerie. Mais le découragement l'envahit de nouveau et le ton froid qui règne dans ce cloître fait souffrir son cœur. Elle désire en sortir au plus tôt et demande à l'Empereur une place d'intendante dans un de ses châteaux ou de directrice indépendante dans une maison de charité, ou comme femme de chambre de l'Impératrice. Elle serait heureuse de mettre ses hommages « aux pieds de Sa Majesté dont elle baise les mains. » La demande de l'humble comtesse B. von G... ne fut pas accueillie.

Le capitaine Hasselholdt von Stockeim adresse à l'Empe-

reur une étude historique sur les luttes politiques des Wittelsbach contre les Brandebourg de 1459 à 1465 et désire obtenir un secours pour achever son œuvre. Napoléon III fait répondre que, ne pouvant venir en aide à tous les auteurs français, autant qu'il le désirerait, il n'a pu exaucer sa requête. Le baron von Hermsdorf, très recommandé par le prince Charles de Prusse, désirerait être consul général d'Espagne, ou directeur général de l'émigration allemande en Algérie, puis avoir une concession de 90 000 hectares en ce pays. L'administration demande du temps pour faire un sérieux examen de cette requête... Le prince de Hohenlohe-Langenbourg remercie l'Empereur de sa bienveillante intervention en faveur du mariage du prince qui a été célébré le 21 février 1861. Hermann-Holtze, secrétaire de l'amirauté du royaume de Prusse, réclame un prêt de 500 thalers en échange de trois obligations de l'ancien royaume de Westphalie. C. Hambourg, rédacteur en chef des *Pariser Nachrichten,* sollicite l'appui impérial pour favoriser cette publication, dont le but est de rapprocher les deux nationalités allemande et française. Le capitaine von Hopper fils, décoré par Napoléon Ier pendant la campagne de Russie, sollicite le paiement des arrérages et le rétablissement de sa pension de légionnaire, supprimée par les Bourbons. Le comte Kalckreuth, directeur de l'Académie de Weimar, désirerait obtenir la commande d'un tableau. La comtesse Natalie von Kielmansegge, dame honoraire de l'ordre de Thérèse à Munich, rappelle à l'Empereur qu'elle l'avait vu à Rome pendant le carnaval et que sa calèche a été inondée de violettes et d'autres fleurs. Elle a conservé une amitié bien sincère au prince Louis, mais les tracasseries de société ont interrompu le commerce intime de sa mère avec la duchesse de Saint-Leu. « Pour vous parler de moi, Sire, ma vie aussi a été des plus agitées et traversée par des événemens bien tristes et pénibles. Née luthérienne, j'ai eu le grand bonheur d'entrer dans le sein de l'Église catholique. Depuis ce moment, ma fille m'a reniée. J'avais espéré avoir la vocation religieuse ; l'essai que j'en ai fait m'a convaincue décidément que non. » Elle en vient à sa requête, qui est de recommander à Sa Majesté 80 à 100 000 Allemands, jeunes et pauvres, qui sont venus à Paris chercher un morceau de pain par leur travail. Étrangers aux habitudes et à la langue du pays, luttant contre la misère, ils sont exposés à tomber en proie à la dépra-

vation et au communisme. Elle supplie l'Empereur de fonder une paroisse allemande et des écoles allemandes pour ces infortunés. Le sous-chef du cabinet de l'Empereur répond très courtoisement que le projet de fondation qu'elle recommande ne peut être accueilli.

Le docteur Kiefer, de l'Université d'Iéna, remercie le prince Napoléon, président de la République française, d'avoir contribué à l'érection du monument du célèbre nationaliste Oken, mais ce n'est point assez : « L'abeille qui sent le miel retourne aux sources du miel. Nous, académiciens allemands, nous sommes les abeilles qui récoltons le miel des sciences où ils en découvrent une source. Vous en possédez une dans le livre intitulé : *Collections orientales*, 1836-1841. L'Université d'Iéna n'a pas les fonds pour payer les frais de 628 francs, mais c'est la prérogative de la haute puissance d'écarter toutes les difficultés par un mot. Il ne vous coûterait que ce mot et la bibliothèque d'Iéna pourrait se vanter de posséder dans ses perles orientales un trésor. Veuillez prononcer ce mot et pardonnez aux abeilles mellifères la franchise de cette préparation que votre bienveillance pour la mémoire de M. Oken daignera excuser. Que Dieu vous protège ainsi que la belle France ! »

Friedrich Krupp, fabricant d'acier fondu à Essen, présente à l'Empereur, en avril 1863, un atlas qui contient une collection de dessins de divers objets exécutés dans ses usines. « Je me livre à l'espérance, dit F. Krupp, que les quatre dernières pages qui représentent les canons en acier fondu que j'ai exécutés pour les divers hauts gouvernemens de l'Europe, pourraient attirer l'attention de Votre Majesté et excuseront mon audace. » Lisez attentivement la réponse du cabinet impérial : « L'Empereur a reçu avec beaucoup d'intérêt l'atlas que vous lui avez adressé, et Sa Majesté a donné l'ordre de vous remercier de le lui avoir communiqué et de vous faire connaître *qu'Elle désire vivement le succès et l'extension d'une industrie destinée à rendre des services notables à l'Humanité!* »

On sait quels services rend à l'humanité l'usine Krupp... mais, ceci dit, comment ne pas s'étonner que les directeurs de l'artillerie française aient négligé les propositions de Frédéric Krupp ? En 1867, je me souviens d'avoir vu à l'Exposition les produits de la célèbre usine allemande et remarqué surtout un énorme canon d'acier se chargeant par la culasse. J'ai raconté,

dans mon ouvrage sur les *Causes et responsabilités de la guerre de 1870*, comment le Comité d'artillerie de la place Saint-Thomas-d'Aquin préféra le canon de bronze rayé se chargeant par la bouche au nouveau canon, et cela, malgré les désirs de l'Empereur, qui, sur sa cassette, avait remis une somme importante au colonel Reffye pour son canon se chargeant par la culasse. On sait aussi quelles conséquences fâcheuses amena le rejet de ce canon, et combien aussi nous avons eu à déplorer, au début de la guerre de 1914, l'absence d'artillerie lourde. Nous avons à présent réparé cet oubli ou cette erreur néfaste, mais il ne faudrait pas toujours attendre le péril pour savoir ce qu'il convient de faire utilement, ainsi que le disait récemment un de nos meilleurs généraux.

Le baron von Rathen, inventeur d'une machine à air comprimé, convaincu qu'il est le seul homme à qui Dieu ait confié le secret de faire les habitans du monde prospères et heureux, demande, pour lui permettre de vivre et de terminer son invention pour le bonheur de la France, une avance de 20 000 francs. Le poète Belmontet appuie cette demande et affirme que M. de Rathen a une tête géniale. « On dirait Galilée regardant le Ciel ! » Joseph Rawicz de Zdebinski sollicite un emploi quelconque à la Cour impériale. Mlle Fledwije von Reithlin-Maldegi pourrait assurer son bonheur et son avenir par son mariage avec le comte de Reischuch si elle avait une somme de 18 000 francs à lui apporter. La comtesse von Rothstein sollicite une allocation de 500 francs; la baronne von Rüpplin expose sa triste situation. La mort de sa mère l'a laissée pauvre et sans appui. Le publiciste badois Gustave von Sandken désirerait obtenir la protection de Sa Majesté pour sa femme, ses deux fils et la patrie allemande. « Ce n'est pas légèrement que j'ajoute ce dernier mot, dit-il; je crois en effet que ma patrie allemande ainsi que moi-même (peut-être que nous avons été trop longtemps un peu trop idéals) nous avons tous les deux un peu besoin de la protection réelle de Votre Majesté. » Ainsi, c'est non seulement pour les siens, mais pour la patrie allemande, que von Sandken sollicitait la protection française !... On était loin alors de la mégalomanie qu'affectent les pangermanistes actuels.

La princesse de Sayn-Wittgenstein implore une avance de mille écus pour cinq ou dix années. « C'est la première fois,

dit-elle, dans toute ma vie, que je demande quelque chose pour moi et il n'y a pas de monarque dans le monde auquel j'aime à m'adresser qu'à vous, Monseigneur, qui êtes aussi noble que chevaleresque... » Elle réitère cette demande plusieurs fois, mais sans aucun succès. Martin-Schmidt se dit « fils naturel de Napoléon Ier » et, en sa qualité de Napoléonide, réclame la permission d'être admis une heure auprès du Prince impérial et celle de visiter le *tombeau de son père!...* Le baron von Spilcker-Schauenbourg saisit l'occasion de la naissance du Prince impérial pour rappeler qu'il appartient à l'une des premières familles de Hanovre et qu'il a servi sous le premier Empire dans les armées impériales. Il sollicite les moyens d'acheter un petit ameublement pour ne plus être la victime d'une hôtesse qui tient des chambres garnies. Le prince Erich de Waldeck et Pyrmont vient de faire la connaissance de la jeune baronne Constance de Falkener, fille aînée du prince François de Hesse-Philippstahl. « La jeune dame, dit-il naïvement, m'a fait une impression si agréable que je regarderais comme un bonheur pour moi et d'une grande importance si Votre Majesté Impériale daignait ordonner que le nom de baron et de baronne Falkener fût assuré authentiquement, afin que mon cousin le prince régnant de Waldeck et Pyrmont puisse donner son consentement à mon mariage. » Il est répondu au pétitionnaire qu'il ait à procéder par voie de requête au Conseil d'État.

La baronne Élisa von Welden sollicite divers secours de l'Empereur et obtient successivement des sommes allant de 500 à 1 000 francs. Une autre baronne, Olga von Wessemberg, dont la famille a connu le prince Louis-Napoléon au château d'Arenenberg, réclame 7 500 francs pour payer une dette urgente, puis rabaisse ses prétentions à un secours immédiat de 3 à 4 000 francs. Le major Carl von Wellinger, directeur de l'arsenal de Gemersheim, sollicite un secours pour acheter une petite terre et, afin de motiver sa requête, envoie au Prince impérial un petit poème où il l'appelle : « Ange précieux d'une liaison tendre et sublime ! » La colonelle Cecilia envoie à l'Empereur un exemplaire de sa triste biographie et, rappelant que sa grand'tante était au service de Joséphine, implore un don de 3 000 francs. Un ancien député de l'ordre des chevaliers de Bramberg, Louis Wustemberg, rappelle que, le 6 juin 1812, l'empereur Napoléon, se rendant à Danzig, s'arrêta quelque

temps dans sa propriété. Wustemberg a fait élever en 1835 un obélisque à cet endroit. Ce monument a besoin de réparation et le coût s'en élève à 100 thalers. Après quinze demandes, il obtient deux fois la somme de 600 francs. Enfin la baronne Zollner von Brand, de Culm, restée veuve avec trois enfans, sollicite un don qui lui permette de payer ses dettes... S'il fallait mentionner ici les demandes de tous ces barons et baronnes d'Allemagne, on soumettrait la patience du lecteur à une trop rude épreuve.

***

Finissons par quelques lettres curieuses de la famille princière des Hohenzollern, la famille régnante, aujourd'hui impériale. La princesse Joséphine de Hohenzollern écrit de Dusseldorf, le 18 juin 1866 à l'Empereur, pour le remercier d'avoir facilité à son fils l'accès de la principauté de Roumanie, malgré la Russie et l'Angleterre.

« Mon cher cousin, j'ai été longtemps combattue entre le désir de Vous écrire et la crainte de Vous importuner en Vous parlant de tout ce qui m'a si profondément agitée, troublée même dans ces derniers mois. Tout en me sentant pressée de recourir à Vous, de recommander mon fils Charles à Votre bienveillant intérêt, j'ai dû céder à un sentiment de délicatesse et me résigner à garder le silence. Je comprenais qu'en principe, Vous ne pouviez donner un encouragement direct à la résolution qu'il a prise. Mais si j'ai pu le laisser partir sans trop de craintes, c'est que j'étais soutenue par l'intime conviction que nous pouvions compter sur Votre bienveillance et que Votre sympathie était acquise à une résolution qui partait d'un élan généreux, et que soutenait et fortifiait la pensée de la protection que Vous avez toujours donnée à la cause de la Roumanie. Maintenant que, grâce à cette auguste protection, les Puissances garantes ne sont plus aussi hostiles à mon fils, je viens Vous en remercier, mon cher cousin, et solliciter pour lui Vos conseils, Votre appui. Daignez l'aider, le soutenir dans la tâche sans doute bien difficile à laquelle il s'est voué avec toute la chaleur de son jeune cœur.

« Permettez-moi d'ajouter à cette prière l'assurance que jamais il n'aurait pris cette décision, s'il n'avait été intimement convaincu qu'elle ne Vous déplairait pas. Cette conviction était

celle des Roumains eux-mêmes. Ils Vous doivent trop de reconnaissance pour avoir persisté, ainsi qu'ils l'ont fait, dans leur résolution, s'ils avaient pu craindre qu'elle dût encourir Votre désapprobation. Pendant longtemps, je m'étais flattée de l'espoir de venir à Paris et de Vous remercier plus vivement que je saurais le faire en Vous écrivant. J'avais tant à cœur d'offrir mes hommages à Sa Majesté l'Impératrice et la remercier de toutes les bontés dont Elle a daigné, comme Vous, combler Antoinette et Léopold pendant leur séjour aux Tuileries. En Vous offrant l'expression de ma vive, de ma profonde reconnaissance, j'aurais pu Vous parler de mes sollicitudes maternelles, des espérances que nous mettons en Vous, en Vos constantes bontés. Malheureusement, je dois renoncer à ce qui m'eût rendue si heureuse ! Nous voici au milieu d'une guerre dont nous ne pouvons mesurer les dimensions. Charles a la triste tâche de devoir défendre les provinces du Rhin et de la Westphalie contre l'Allemagne du Midi. Il se joint à moi pour Vous prier de trouver dans ces lignes l'assurance de tous les sentimens qui nous pénètrent et de daigner en faire agréer l'hommage à Sa Majesté l'Impératrice. Nous osons espérer qu'Elle appuiera ma prière auprès de Vous. C'est avec le plus tendre attachement que je suis pour toujours, mon cher Cousin, Votre bien dévouée cousine Joséphine. »

Il semble inutile de revenir sur des faits historiques que tout le monde connaît et de redire combien l'intervention de Napoléon III fut utile au futur roi de Roumanie, mais il est piquant de rappeler avec quelle humilité ces Hohenzollern imploraient les faveurs et l'appui de l'Empire dont ils complotaient la ruine.

Le prince Léopold saisissait, lui aussi, tous les prétextes pour offrir à l'Empereur l'expression de son dévouement absolu. C'est ainsi qu'il écrivait de Dusseldorf, le 11 juin 1866 : « Votre Majesté a daigné accepter, il y a quelques années, l'ouvrage de M. Tahne sur « les Dynasties westphaliennes, » et vient d'honorer l'auteur d'une lettre flatteuse qui l'autorise à offrir à Votre Majesté le résultat de ses recherches sur l'étendue des lignes Romaines (*Grenzwälle*) dans les contrées du Bas-Rhin dont il a donné le tracé sur la carte actuelle des provinces rhénanes. M. Tahne m'a demandé de faire parvenir ce travail à Votre Majesté. Je m'en acquitte en prenant la liberté

de vous rappeler, Antoinette et moi, ainsi que notre famille, au gracieux et bienveillant souvenir de Vos Majestés et de rester avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très obéissant serviteur et neveu, Léopold de Hohenzollern. »

Certains critiques pourraient ne voir ici qu'un hommage officiel, mais il y a plus. Les Hohenzollern ne manquaient alors aucune occasion de se rappeler aux bontés de l'Empereur, tant ils avaient besoin de son appui. Enfin, un membre d'une branche collatérale, Rossignol d'Astorg, oncle du prince de Hohenzollern-Sigmaringen, premier ministre de Prusse, sans fortune et père de cinq enfans, présenté en 1852 à l'Empereur et nommé commissaire de surveillance administrative des chemins de fer français, déclare ne s'être élevé au commissariat de 1re classe que par ses bons services. Les appointemens étant insuffisans, il sollicite, le 13 mars 1859, Sa Majesté pour obtenir le grade d'inspecteur.

On voit bien que les Hohenzollern n'avaient pas encore les ambitions excessives qui amenèrent cette famille à seconder les desseins perfides de M. de Bismarck et du roi Guillaume. Tant que l'Empereur paraît jouir en France et en Europe d'une situation privilégiée, ils s'inclinent devant sa puissance, lui prodiguent leurs fades complimens et l'assurent de leur respect, de leur dévouement, de leur attachement même. Ils rappellent leur parenté avec la dynastie impériale et s'en enorgueillissent devant toute l'Europe, jusqu'au jour où ils pourront être ingrats sans danger.

Que de princes, que de hauts seigneurs, de comtes, de barons, de grands personnages ont, de 1852 à 1869, offert ainsi à l'Empereur leurs hommages, leurs éloges, leurs adulations ! C'était presque une tradition, car un de nos plus féroces ennemis, l'historien Heinrich von Treitschke, remarquait lui-même que déjà, sous le premier Empire, ses compatriotes rivalisaient de courtisanerie à l'égard de Napoléon Ier et de la France. Il avait trouvé dans un cabinet d'autographes, à Cologne, des lettres extraordinaires de l'Électeur de Bade et du landgrave de Fürstenberg et de Hesse, du prince d'Isenburg, du duc Friedrich de Mecklembourg, de la princesse régente de Œttingen-Wallerstein, du Sénat des villes libres de Brême, Lubeck et Augsbourg qui faisaient assaut de respect, de vénération, d'admiration, de reconnaissance et d'attachement envers le

grand Empereur. Le prince de Hohenzollern-Hechingen, entre autres, priait le Ciel « de prolonger à Sa Majesté Impériale des jours aussi brillans de gloire que précieux pour l'Empire français, pour les gouvernemens voisins et particulièrement pour les États germaniques! »

Le farouche Treitschke s'indignait, en 1872, de toutes ces flagorneries. « N'est-il pas certain, disait-il, que toute l'Europe (y compris la Prusse) a contribué à créer cette fameuse vanité du peuple français? Inutile d'insister. La vieille honte est désormais lavée et expiée. Le temps où de braves Allemands, comme Karl Friedrich de Baden et le vieux Lampe, bourgmestre de Brême, pouvaient mettre leurs noms au bas de pareilles lettres, nous apparaît aujourd'hui comme un mauvais rêve! »

Eh bien! dussions-nous troubler le repos des historiens qui ont succédé à l'austère et impitoyable Treitschke, nous nous flattons, grâce au formidable dossier réuni par la Commission d'enquête sur les papiers des Tuileries et par Henri Bordier en 1872, d'avoir remis en leur vraie lumière les flatteries, les adulations, les supplications, les requêtes et les demandes incessantes d'argent, d'honneurs, de titres, de faveurs de toute sorte adressées à Napoléon III par les plus humbles citoyens de la Prusse comme par ses plus hauts personnages. L'Allemand n'est pas seulement, ainsi que le démontre cette affreuse guerre, un être menteur, perfide et barbare ; c'est aussi, quand son intérêt l'y pousse, un être plat et servile. « Sous un régime sans honneur, disait je ne sais quel écrivain, tout le monde tend la main; les villes comme les individus sollicitent. » Mais il vaut mieux finir par le mot terrible de Montalembert qui s'applique à cette race affamée et insatiable, honte et calamité du monde entier: « Un peuple de solliciteurs est le dernier des peuples. »

HENRI WELSCHINGER.

LE CHEMIN SANS BUT[1]

DEUXIÈME PARTIE (2)

VII

On était à la fin de février, en pleine fièvre de vie parisienne. Les Lemire dînaient ce jour-là chez le sculpteur Périer. Périer recevait des gens de toutes les paroisses, rarement des gens ennuyeux, presque toujours des hommes intéressans. On parlait librement de toutes choses. Florence avait comme voisin de table Claude Herpin, le jeune socialiste, déjà célèbre à vingt-cinq ans par deux ou trois écrits qu'il avait publiés sur les questions les plus troublantes de l'heure actuelle. Brun de cheveux, mais de teint blond, des yeux profonds ombragés de longs cils, le front plus haut que large, la mâchoire volontaire, des dents admirables que découvrait un large sourire, il ne portait pas ses vingt-cinq ans. Au premier abord, on se disait : « C'est un enfant ! » mais dès qu'il parlait, avec son léger accent de la Guyenne, — il était du Midi passionné où le fanatisme espagnol se fait déjà sentir, — sa personnalité s'imposait, et l'on comprenait aussitôt qu'aucune de ses opinions n'était négligeable.

Orphelin, fils d'avocat, il avait toujours eu assez de fortune pour être indépendant. Il venait de passer deux ans, tour à tour en Allemagne, en Russie, en Angleterre. Depuis qu'il était

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai 1916.

rentré à Paris, il habitait un quartier populeux, menait une vie austère, dépensait très peu pour lui-même, employant ses revenus presque en entier à des œuvres de propagande socialiste. Il ne frayait pas avec les hommes politiques du parti, dont il méprisait les compromissions à la Chambre. Il avait de la jeunesse convaincue et orgueilleuse toutes les intransigeances. On le voyait très rarement dans d'autres milieux que les milieux socialistes; mais Périer était en train de faire une allégorie pour le tombeau de Manceaux, le syndicaliste tué au cours d'une récente bagarre : Herpin n'avait pu refuser son invitation.

Comme on parlait de choses d'art, Florence remarqua que son voisin se taisait.

— Vous n'avez pas vu la dernière exposition de Monet et de Pissarro? demanda-t-elle.

— Non, dit-il simplement. Je suis un profane en peinture; je n'ai pas le temps de m'en occuper.

— Votre vie est prise tout entière par vos travaux?

— Oui... et elle passe... passe... c'est effrayant.

— Vous n'allez pas souvent dans le monde, j'imagine?

— Jamais. Il a fallu Périer pour m'y décider ce soir.

— « Car les emplois de feu demandent toute l'âme! » dit Vivien, qui avait entendu les dernières phrases d'Herpin.

— Oui, toute, répondit celui-ci avec passion. Mais on est bien récompensé de se donner à son œuvre, sans réserve; à son tour, elle nous communique une vie que rien ne peut égaler.

— Vous êtes jeune, dit Florence avec un sourire.

Il se redressa, car il était assez jeune en effet pour ne pas aimer qu'on le lui dit.

— J'ai vingt-cinq ans.

Florence sourit de nouveau : cette protestation si spontanée l'amusait.

— C'est l'âge de la bataille et des beaux coups, continua-t-il d'une voix joyeuse.

Elle le regardait pensivement.

— Vous devez être très heureux...

— Je le suis, dit-il, parce que je vis et que je sens que d'autres vies s'alimentent à la mienne. Vous ne pouvez comprendre la joie qu'on éprouve lorsqu'on voit ses idées, celles qu'on a enfantées dans le silence de la réflexion, pénétrer dans

d'autres âmes, les réveiller, les mettre en branle à leur tour.

Vivien Lemire regardait le jeune homme, de bas en haut, en clignant imperceptiblement des paupières. Ce type nouveau pour lui l'intéressait. Il eut envie de le faire jaillir tout entier de sa gaine pour en étudier la psychologie.

— Et où les menez-vous, ces hommes, demanda-t-il, après les avoir mis en mouvement ?

— Je fais naître en eux le sentiment de leur individualité; ils savent ce qu'ils valent, à quoi ils peuvent prétendre.

— Quand on met un groupe d'hommes en branle, généralement il marche contre quelque chose ou contre quelqu'un?

— Contre la société telle qu'elle est constituée, c'est-à-dire contre la forteresse de l'injustice : excusez-moi de parler en « vieille barbe. »

— Vous voulez détruire ?

— Ce n'est pas le mot que j'emploie. Je ne me préoccupe pas du passé. Nous sommes l'avenir; il faut que nous arrivions, sans nous soucier de ce que nous écrasons sur notre passage.

Lemire hocha la tête :

— Et cependant, votre avenir sort du passé, votre jeunesse de l'âge mûr qui l'a précédée. Le monde est composé de plus de morts que de vivans, a dit un penseur.

— Ce sont des réflexions de moraliste que vous exprimez, bonnes pour occuper des spectateurs. Les apôtres ne voient que la vérité.

— Avec un grand V, remarqua Vivien en ricanant légèrement. Je serais tenté de vous demander comme Ponce Pilate : « Qu'est-ce que la vérité? » si toutefois vous admettez que je vous compare au Christ.

— Je n'y fais nulle objection, répondit Herpin, riant à son tour. Le Christ, en son temps, a fait une œuvre salutaire; il a jeté dans l'ordre romain du monde des fermens de décomposition, qui ont merveilleusement réussi. Mais il y avait dans sa doctrine une illusion : la croyance à une vie future. Nous travaillons à l'extirper de la conscience humaine, afin de neutraliser le venin des doctrines secondaires qui en sont la conséquence : le rachat par le sacrifice et l'amour de Dieu comme suprême perfection. Le renoncement, le détachement, voilà nos ennemis.

— Pourtant, vous êtes prêt à vous sacrifier à votre cause ?

— Oui, elle est ma vie. Mais moi, je veux le bonheur de l'humanité dès maintenant.

— Les chrétiens aussi le veulent dès aujourd'hui, quoiqu'ils ne parlent que de la vie future, et par des moyens que, pour ma part, je juge moins problématiques que les vôtres. Le renoncement, le sacrifice, les disciples de Jésus vous diraient que tout homme venant en ce monde peut trouver en soi ces deux principes de bonheur, tandis que le bonheur que vous prêchez dépend pour chacun de nous des autres hommes, et je ne crois pas, mais pas du tout, à la bonté innée de mes semblables.

— C'est que vous êtes un chrétien désaffecté, dit Florence à son tour, tandis que M. Herpin, tandis que moi, cela se sent tout de suite, nous ne sommes pas arrêtés dans notre élan par les souvenirs attendris d'une croyance abandonnée.

— C'est vrai, dit Herpin. Moi, j'ai une foi si vivante qu'elle ne laisse place à aucun regret. Et vous?

Il s'adressait à Florence seule.

— Moi, dit-elle lentement, moi, jusqu'ici, je n'avais eu besoin pour aimer la vie que de vivre, c'est-à-dire de jouir de ce qui m'entourait, mais il y a en vous une allégresse que je n'avais encore vue chez personne et dont je vous envie la source.

Elle avait baissé la voix. Vivien n'avait pas entendu la réponse de sa femme; son voisin de table venait de lui adresser une question qui l'obligeait à tourner ailleurs son attention.

Herpin reprit d'une voix atténuée, lui aussi :

— Croyez! je vous assure, vous êtes faites pour croire. Je voudrais vous persuader.

Il la regardait. Elle fixait les yeux droit devant elle. Son attitude était pensive, non pas rêveuse, et il s'aperçut seulement alors qu'elle était jolie.

— Croire!... C'est bientôt dit!... Mais je m'intéresse à ces idées qui sont l'avenir. Je m'y intéresse, ne les connaissant d'ailleurs que très superficiellement, je vous l'avoue.

— Vous aurez vite fait d'apprendre leur histoire. Les femmes comme vous doivent venir à nous.

Elle sourit. Il la regarda. L'admiration qu'elle devinait dans la voix du jeune homme, elle la lut dans ses regards : une joie orgueilleuse activa le cours du sang dans ses veines.

— J'aurais grand plaisir à faire plus ample connaissance

avec vous, dit-elle; je vous assure que ce n'est pas par banale curiosité mondaine. Venez me voir.

Herpin répondait toujours à ces sortes d'invitations par un refus poli. Cette fois, il ne se défendit même pas.

— Moi aussi, je serai heureux de vous connaître davantage, mais je ne suis pas un homme à « jours. » Me permettrez-vous de me présenter chez vous à d'autres heures que celles où vous recevez?

— Vous me trouverez tous les jours au commencement de l'après-midi. Je ne sors pas avant trois heures.

— Herpin, demanda le maître de la maison, votre petit garçon est-il tout à fait remis de sa chute?

— Il n'y paraît plus, heureusement. Nous en avons été quittes pour la peur.

— Vous êtes marié? demanda Florence avec un rien d'étonnement.

— Oui, j'ai deux petits garçons.

— Comment, dit Vivien, que le long aparté de sa femme et du jeune socialiste avait agacé, vous vous êtes servi de l'antique institution du mariage?

— Oui, répondit simplement Herpin, parce que, dans l'état actuel de la société, c'était le seul moyen d'assurer l'avenir de ma femme et de mes enfans, si je venais à mourir. Je n'avais pas le droit d'en faire volontairement des victimes.

La réponse avait sa valeur, on ne pouvait le contester; Vivien n'insista pas.

Herpin se retira de bonne heure. Les Lemire s'entretinrent de lui avec leur hôte après son départ.

— Sa femme, dit Périer, est une fille de prolétaire conscient, comme ils disent dans les réunions publiques que préside notre jeune ami, un de ces ouvriers parisiens intelligens, autodidactes, avec des trous à jamais béans dans leur culture. Elle, une élève de lycée de filles, qui se destinait à l'enseignement quand elle connut Herpin. Elle avait dix-huit ans et s'enflamma comme un punch, dès qu'elle entendit parler cet apôtre à la figure de demoiselle : il avait vingt ans. On s'est marié et il y a deux enfans.

— Intelligente? demanda Florence.

— Ma foi, je n'en sais rien, je la connais fort peu.

— Jolie? demanda Vivien.

— Elle l'a été. Une de ces frimousses chiffonnées de parigote, mais avec deux yeux profonds, sombres, ardens. Ces fraîcheurs de grisette, cela ne tient pas plus que le pollen sur les ailes d'un papillon. La première maternité a tout fané. Elle n'est plus jolie, mais elle a toujours ses grands yeux brillans qui font qu'elle ne sera jamais laide. D'ailleurs aucune science de la toilette. On dit qu'elle aime trop son mari pour songer à le séduire.

— Et lui? demanda Florence.

— Lui, il est celui qui est aimé. Ça n'est jamais égal, ces choses-là. N'est-ce pas qu'il est curieux à observer, mon jeune ami? Son ardeur, sa foi en son œuvre ravissent un vieux blasé comme moi. Il est prêt à se faire casser la tête pour ses convictions et à casser celle des autres.

— Évidemment, dit Vivien, cet heureux mortel ne se fait pas à soi-même d'objections; ses bonnes méthodes critiques ne jouent pas pour lui le rôle d'avocat du diable... L'esprit souffle où il veut, finit-il, trouvant aussitôt des expressions empruntées au langage des chrétiens, dès qu'il voulait définir un sentiment religieux.

VIII

Trois jours plus tard, Herpin se rendait à l'invitation de Florence...

— Vous voyez, lui dit-elle; j'ai déjà étudié vos idées. Et elle lui montrait les livres de Karl Marx, de Bebel, de Georges Sorel qui étaient sur sa table.

Il sourit.

— Je suis heureux de vous avoir inspiré tant de sympathie pour elles...

— Sympathie, peut-être plus encore curiosité. Mais ne me croyez pas tellement ignorante des questions que traitent ces livres. J'en avais lu des extraits ou des analyses.

— Cela suffit presque; l'essentiel est de connaître, dans leurs grandes lignes, les théories qui nous ont préparés; mais plus encore il faut nous connaître, nous, nous entendre, nous voir agir, nous comprendre; nous sommes des livres vivans. L'écrit ne vaut pas la parole, lorsqu'on entreprend de faire partager ses idées aux autres hommes.

— En général. Mais ne pensez-vous pas que les convictions que nous prenons dans les livres ont quelque chose de plus profond? La parole, quand elle est harmonieuse, a une magie qui peut égarer notre esprit en séduisant notre oreille.

— Le style aussi est une magie.

— C'est vrai.

— N'analysez pas tant vos sentimens. Si c'est la parole qui vous convainc, abandonnez-vous à la parole ; si c'est le livre, lisez. Pourvu que nous soyons vainqueurs, qu'importent les armes? Ce que nous voulons, c'est être plus forts, plus persuasifs que nos adversaires. Nous ne redoutons pas la lutte; au contraire nous la désirons comme ceux qui sont sûrs de la victoire.

— Sûrs? Est-on jamais certain de vaincre?

— Nous le sommes. Et savez-vous pourquoi?... C'est que la plupart de nos adversaires sont comme vous, sont comme votre mari, quand ils sont intelligens : — ils n'ont pas la foi. — Ils disent : « peut-être?... qui sait?... » Au fond, tout leur est égal; leur défense n'est faite que de leur égoïsme et de l'égoïsme de la société. Ils donnent les raisons de leurs résistances et philosophent sur ce qu'ils veulent conserver, c'est tout ce qui distingue cette élite de la masse épaisse des bourgeois, — j'entends par là ceux qui ont intérêt à ce que l'état de choses actuel dure. — Un bloc qui ne doit sa cohésion qu'à la réunion d'intérêts communs, quelle résistance peut-il opposer à cette force une, simple, vivante, enflammée : la Foi?

— La Foi! — Mais vous raisonnez comme les chrétiens?

— J'ai la Foi comme ceux qui sont dignes de ce nom de chrétiens que tant d'entre eux ne doivent qu'à leur baptême. Aussi les chrétiens véritables seraient-ils les seuls adversaires que je craindrais dans la lutte, s'ils entraient dans l'arène, à forces égales : mais ils ne sont qu'une poignée de combattans. L'ardeur de mes convictions vous étonne?... En vous-même, vous me traitez de naïf. Qu'importe? Oui, je crois que ma foi est la seule vraie, je crois qu'elle triomphera. Pourquoi le croyez-vous? telle est la question que vous allez me poser. J'y crois parce qu'elle est victorieuse; j'y crois parce que j'y crois, il faut toujours en arriver là avec nos affirmations. Votre intelligence, vos analyses, vos pourquoi, vos parce que, en fin de compte, se heurtent aux mêmes barrières. On ne les franchit qu'avec des ailes. Ah! que je voudrais vous faire partager ma foi!

Il dit cela spontanément parce qu'il regarde ce visage de femme que la réflexion embellit, tandis que pour la plupart des visages féminins, elle ne semble qu'une fatigue qui, en les tendant, ôte à leurs lignes toute grâce.

Une ardeur de convertir enflamme Claude, le rend plus pressant.

— Croire à son œuvre! Ah! si vous saviez quelle vie en nos veines, quelle source sans cesse renaissante de joie en nous! et ne sommes-nous pas nés pour la joie? L'univers en est transformé à nos yeux. Nous ne sommes plus « agis, » nous sommes des maîtres, des créateurs. Tandis que : je sais... je ne sais pas... à quoi cela vous mène-t-il, si ce n'est au découragement, puisque vous aboutissez toujours à ce « je ne sais pas, » final?

Elle demeurait rêveuse et ne répondait pas.

Elle leva enfin les yeux vers ceux de Claude et elle y vit briller tant d'enthousiaste audace qu'elle sourit à ce jeune conquérant, sa jeunesse attirée par cet ardent foyer.

A ce moment, Jacqueline entra dans le salon.

— M. Claude Herpin, dit Florence, présentant le jeune homme; Mme Jacques de Mirville, ma sœur.

Claude s'inclinait et prenait congé en même temps.

— Que je ne vous fasse pas fuir, dit Jacqueline, je connais votre nom, monsieur, il ne m'effarouche pas...

— Il est bien, ce révolutionnaire, remarqua la sœur de Florence, lorsque Claude se fut éloigné. Amène-le à l'un de mes lundis.

— Il ne voudra pas; il ne fait pas de visites, il ne va pas dans le monde.

— Alors, cette exception en ta faveur?... C'est qu'il en tient pour toi.

— Quelle idée! Je l'ai rencontré l'autre jour pour la première fois chez Périer, le sculpteur.

— D'autant plus significatif. Et l'on peut flirter même en faisant de belles théories sur la société. Pendant qu'il te dit un tas de mots sans grâce : capital, salaires, retraites ouvrières, prolétariat, il n'a pas les yeux dans sa poche, cet homme! Tu es jolie, il est jeune...

— Tais-toi donc! dit Florence en haussant les épaules. Je ne suis pas comme toi, je ne pense pas constamment à l'effet que je produis sur les hommes.

— Merci. Je n'y pense pas tout le temps non plus. Seulement, ces choses-là, cela se sent, et moi, il n'y a que cela qui m'amuse... Chacun prend son plaisir où il le trouve. N'est-ce pas, Vivien, dit-elle à son beau-frère qui entrait au même moment, n'est-ce pas, que c'est votre théorie à vous aussi, qu'il ne faut faire dans la vie que ce qui vous amuse!

— Je n'ai pas dit exactement cela, répond Lemire en riant.

— Pas exactement, mais cela ressort si clairement de ce que vous écrivez. Votre conclusion, c'est qu'il faut tuer le temps parce que tout effort est vain.

— Tresser de la paille, murmure Vivien pour lui-même.

— Moi, continue Jacqueline, je le tue gaiement. Florence s'adonne au marivaudage philosophique; vous, vous coupez des cheveux en quatre dans la pose de l'âne de Buridan. Au fond, tout ça, c'est bien la même chose.

Vivien riait.

— Vous êtes une petite bête de joie, dernier cri, tout à fait réjouissante, dit-il.

— A propos de bête, s'écrie Jacqueline, mon premier mari me donne des ennuis. Imaginez-vous qu'il veut que mon petit garçon appelle sa femme actuelle « maman, » sous prétexte qu'elle vient d'avoir un enfant et que Pouf est le frère de ce nouveau-né!...

— C'est inadmissible! dit Florence, on n'a qu'une mère.

— C'est aussi ce que je dis. Voyons, Vivien, vous qui par profession trouvez des titres exacts, comment Pouf peut-il appeler cette femme-là?

— Mon Dieu, dit Vivien sérieux, mais avec une indéfinissable ironie, je n'ai pas assez réfléchi à la question. Madame, c'est trop Louis XIV; ma tante, ne rime à rien; marraine, le baptême joue un rôle si insignifiant dans tout cela! La meilleure solution est qu'il vous appelle chacune : maman, en faisant suivre ce mot de votre prénom : Maman Jacqueline, maman X...

— Non, cent fois non, dit la jeune femme avec véhémence; il n'est qu'à moi, moi seule suis sa maman. J'irai demander conseil à mon avocat.

— C'est amusant, dit Vivien, lorsque sa belle-sœur fut repartie, ces parodies des mères de Salomon. Le divorce n'est pas encore épuisé comme mine d'effets comiques.

— C'est bien pourquoi, comme je vous l'ai dit souvent, remarque Florence, l'union libre est la seule solution logique.

— Cela ne vous donnera pas une solution pour les enfans...

— Les circonstances modifient l'individu ; l'amour paternel et maternel, tout en subsistant, pourra se modifier par l'union libre. Et l'union précédant la naissance de l'enfant, c'est à elle qu'il faut d'abord penser, c'est-à-dire au bonheur des deux êtres qui ont joint leurs destinées. Réellement, trouvez-vous que nous soyons liés surtout par les paroles qu'a prononcées, devant nous, cet officier de l'état civil?

— Nullement, dit Vivien, avec cette nuance d'ironie que Florence ne saisissait pas lorsque l'ironie prenait sa source dans les sentimens intimes de son mari.

— Nous sommes des amans légaux, dit la jeune femme.

Vivien se boucha les oreilles.

— Vous avez des mots qui hurlent d'être ensemble.

— Votre exclamation me donne raison, s'écria Florence triomphante, nous sommes bien réellement des amans qui n'ont d'autre lien que leur amour. Demain, si nous ne nous aimions plus...

Elle s'arrêta, gênée subitement par le regard que Vivien attacha sur elle. Il dit avec tristesse :

— C'est donc une possibilité que vous avez quelquefois envisagée?

— N'y a-t-il pas des heures où nous envisageons tout, tout ce qui pourrait arriver?

— Oui, mais ces pensées involontaires, nous ne consentons même pas à les exprimer, comme si nous craignions de rompre un charme.

— Comme vous restez naïvement amoureux, vous le pénétrant psychologue! Je crois que vous savez beaucoup mieux analyser les sentimens des autres que vos propres sentimens.

— Vous vous trompez; je me rends aussi bien compte de ce que vous êtes pour moi, que je vois ce que je suis pour vous. Mais la clairvoyance ne nous préserve pas plus de souffrir qu'elle ne nous garde d'aimer.

— Elle ne nous empêche peut-être que d'être heureux, dit Florence pensivement. Je suis sûre, continue-t-elle en changeant de ton, que Claude Herpin n'a pas le quart de votre perspicacité, qu'il ne connaît pas le cœur humain comme vous, lui qui électrise tant de cœurs! Comme il est heureux, celui-là!

Il sort d'ici. Très curieux, cette espèce de nabi du xxe siècle.

Elle parlait à présent comme Vivien lui-même. L'écho des paroles de Claude s'était éteint peu à peu dans son âme.

— Voulez-vous m'accompagner à sa prochaine réunion salle Wagram? dit-elle. Cela m'intéresserait de l'entendre et pour vous ce serait peut-être un type à étudier...

Et ils allèrent à la réunion de Claude Herpin.

Vivien, bien qu'il s'en défendît tout d'abord, fut pris comme les autres par la parole du jeune homme. A moins d'être mis en garde par de fortes convictions contraires, on ne pouvait pas ne pas être séduit par tant de juvénile ardeur. Vivien jouit des dons oratoires de Claude, de l'harmonie de sa phrase, tantôt passionnée, tantôt persuasive, toujours vibrante de la conviction qui l'animait. Vivien admirait en artiste; il ne discutait pas le fond du discours de Claude; il accueillait ses idées avec bienveillance dans son intelligente curiosité, comme on observe des étrangers qui sont représentatifs des qualités de leur nation. Puis la personne même de Claude lui plaisait, son apparence extérieure, l'accent victorieux de sa voix, la franchise de son regard. Du moment que les hommes d'action ne blessaient pas son vif sentiment du goût, qu'ils étaient de bonne foi, Vivien se laissait aisément entraîner vers eux; il jouissait de les regarder vivre, comme si un peu de cette flamme s'était communiquée à lui; il ne devait retrouver la clairvoyance de son jugement que plus tard, lorsque l'impression était émoussée.

Il félicita chaleureusement le conférencier à la sortie de la réunion. Claude sentit que ses complimens étaient sincères; il s'en étonna.

— Je pensais que j'aurais choqué beaucoup de vos idées...

— Mais non, mais non, dit Vivien avec vivacité. D'abord, vous avez une façon de dire les choses si pleine d'entraînante conviction que nous ne chicanons pas sur la nature du plaisir que nous prenons. Et puis, après tout, vous pouvez avoir raison. Il vous est peut-être réservé de résoudre la question sociale; je ne sais pas, je ne demande pas mieux; vous voyez que je suis un homme de bonne volonté. Vous êtes jeune; vous vous adressez à des jeunes, j'entends par là à des hommes nouveaux, il serait assez logique que le salut de cette génération lui vînt par vous, qui avez ses idées, ses manières de sentir et de s'exprimer. Si j'ai fait mes réserves, l'autre jour, sur vos moyens de sauver les

hommes, c'est parce que je doute de leur efficacité et non parce que j'en ai de meilleurs à vous proposer.

Claude, les yeux brillans, écoutait avec plaisir ce que lui disait Vivien, mais sans y attacher un prix particulier; ce qu'il cherchait en ce moment, c'étaient les mains tendues vers lui, les sourires émus et joyeux; mais le sourire et la main qu'il désirait entre tous, c'était le sourire et la main de Florence.

Elle n'avait rien dit, elle écoutait ce que disait son mari. Claude lui demanda :

— Vous êtes contente?

Elle lui répondit :

— Oui, parce que je sens une partie de ce que vous avez exprimé. Je ne connais pas encore assez à fond les moyens que vous proposez pour faire le bonheur de l'humanité, mais ce sont tous des moyens de liberté, c'est pourquoi je les aime. Je ne puis souscrire qu'à ce qui rend cette liberté plus complète, il y a en moi une invincible répugnance contre tout ce qui l'entrave. Mon mari a raison, vous êtes de votre temps : quand on ne marche pas avec son temps, il vous entraîne en passant par-dessus vous, tandis que, lorsqu'on marche en avant, on est le chef.

— Hum! dit Vivien, son sens critique reprenant le dessus, liberté absolue... chef... qui dit chef dit maître.

Claude n'avait que vaguement entendu la réflexion du romancier; d'autres auditeurs l'entouraient pour le féliciter. Florence eut un haussement d'épaules agacé, et ne répondit rien non plus, mais elle sentit en elle-même une sourde irritation contre cette parole qui venait rabattre vers la terre l'essor de son enthousiasme. Car elle ne résistait plus à l'élan qui portait son être vers des doctrines dans lesquelles elle trouvait la formule de ce besoin inné de liberté que son éducation sans discipline avait développé.

Sans qu'elle s'en rendît compte, c'était sa sensibilité qui commandait à son intelligence. Elle raisonnait encore, mais sa raison suivait son instinct. Elle sentait naître en elle une foi, ce fluide qui aimante nos facultés, qui reste mystérieux dans son essence, même si l'on peut en définir les manifestations.

Et cette foi naissante, elle la devait à Claude. Elle lui en était reconnaissante avec attendrissement, comme le disciple envers l'apôtre qui lui a montré la lumière. Et désormais elle

recherchà toutes les occasions d'entendre la parole qui l'avait appelée sur la route.

Son mari, par son attitude, par la sincérité de son intérêt, l'encourageait dans sa voie nouvelle. Il ne manquait pas une des réunions de Claude, il prenait un plaisir extrême aux découvertes qu'il faisait dans ce milieu nouveau pour lui. La jeunesse fougueuse de ces combattans le revivifiait. Lui qui, jusqu'ici, fréquentait surtout par profession des désabusés ou des roublards, lui aussi semblait pris du zèle des néophytes. Vivien en était à ce moment de curiosité passionnée qui était pour lui un plaisir presque comparable à celui de la création littéraire. Mais bientôt son imagination et son art d'écrivain l'entraînèrent au delà du désir de connaître. Il ne s'était pas contenté longtemps d'écouter Claude et ses amis; sollicité par eux, il avait mis sa plume au service de leurs idées. Il avait écrit dans leurs journaux, dans certaines revues, des articles qui avaient fait sensation. Il soutint des polémiques où il déployait toutes ses qualités d'écrivain et aussi toutes ses habiletés. Ses paradoxes étaient étayés par les raisonnemens les plus logiques. Pour défendre les doctrines socialistes, il se découvrait, plume en main, un tempérament d'avocat dans son argumentation, mais dans son argumentation seulement; il restait vrai dans sa bonne volonté et se convainquait lui-même en cherchant à persuader les autres. Par momens il avait l'illusion qu'une foi commune l'unissait à ceux dont il défendait les doctrines. Il s'imaginait être sincère lorsqu'il exaltait, au cours de quelque polémique où l'intolérance et la mauvaise foi de l'adversaire l'avaient aiguillonné, les moyens préconisés par ses nouveaux amis pour amener une diminution de souffrance dans le monde; son besoin de justice était satisfait momentanément.

Mais ce qu'il ne voulait pas s'avouer à soi-même, c'est qu'en réalité, il suivait Florence dans ce chemin où elle s'engageait avec tant de joyeuse ardeur. C'était l'amour de sa femme qu'il espérait y rencontrer, c'était elle qu'il voulait séduire en lui montrant une nouvelle forme de son talent et presque une nouvelle forme de sa nature. Elle le verrait dans la force, dans la véhémence et dans la flamme. La pose du conquérant séduit plus les femmes que ne les touche l'attitude implorante du vaincu. Inconsciemment, il voulait que Florence détournât sur

lui les regards admirateurs qu'elle fixait sur Herpin. Elle était de celles qui ne donnent leur amour que si elles sont prises par leur orgueil.

Vivien entra en relations avec les principaux chefs du parti, devint membre de leurs comités; on lui demanda de prendre la parole; après quelques hésitations, car il comprenait qu'il serait obligé d'employer certains effets oratoires auxquels répugnait son bon goût, il accepta. Il voulait connaître l'ivresse des applaudissemens directs. Il ne résistait plus au flot qui l'entraînait; il n'entrait pas dans la lutte, il s'y jetait; c'est le mouvement des faibles, c'est aussi celui des scrupuleux qui ne veulent plus écouter ni la voix de leur conscience, ni les objections de leur critique.

Dans le « parti, » les gens pratiques s'applaudirent de compter cette recrue de marque, venue d'un milieu si différent et dont on ne pouvait prendre en défaut la culture. Les âmes évangéliques se réjouissaient avec simplicité de cette conversion, les fanatiques la négligeaient, sentant bien que Vivien ne descendrait jamais en personne dans la rue, et, un théoricien de plus, à quoi bon?

Pour Claude, il n'éprouvait aucune sympathie à l'égard de Vivien. Il avait l'intuition que, seules, leurs paroles s'accordaient, que jamais leurs sentimens ne seraient à l'unisson.

Claude Herpin était un visionnaire à l'ardeur concentrée, tel que la Révolution en donna plus d'un à la France. Sa jolie figure rappelait celle de Saint-Just. Il croyait à sa mission et sa foi réelle servait son besoin de domination, son orgueil; car, ce qui distingue l'apôtre révolutionnaire de l'apôtre évangélique, c'est que celui-ci vient au nom de son maître, tandis que celui-là ne tient les maîtres dont il fut le disciple que pour ses précurseurs. Le charmant visage, la voix prenante servaient une âme autoritaire très maîtresse d'elle-même, malgré de subites violences. Claude était le révolutionnaire de son temps, sans niaiseries sentimentales, mais chez lequel le naïf optimisme des vieilles barbes de 48 était remplacé par une crédulité aveugle en la science humaine, ou du moins dans ses manifestations actuelles, car il n'avait pas le sens historique. Les facultés oratoires de Claude s'étaient développées de très bonne heure, dès l'enfance, aux dépens des facultés de réflexion. On pouvait dire qu'il parlait plus ses idées qu'il ne les pensait.

Sa jeunesse avait rencontré tout de suite le succès; il avait aimé cette parole qui le lui valait et ainsi il avait été entraîné à n'envisager les idées que comme de la matière oratoire.

La parole, c'était aussi son instrument de domination; s'il en avait l'orgueil, en même temps, il s'y asservissait et, pour le polir et l'aiguiser, lui sacrifiait la réflexion qui concentre la pensée sur elle-même et l'isole des ornemens dont la revêt la parole. Le cerveau de Claude était à vingt-cinq ans ce qu'il serait à trente; au fur et à mesure, il déversait au dehors tout ce qui y prenait naissance, sans rien réserver pour son propre développement.

Claude avait le mépris de la femme, non pas exprimé, mais instinctif et logique. La femme, c'était pour lui le piège tendu à la sensibilité de l'homme. S'il s'était marié, ç'avait été dans l'entraînement de ses vingt ans, volontairement chastes, mais aussi par raison; il ne voulait pas être tenté par des amours plus hasardeuses. Il appelait les femmes au travail pour l'élaboration de la cité future : il était préférable de les avoir pour soi que contre soi; mais il n'acceptait ces auxiliaires que parce qu'il ne pouvait pas faire autrement. Il craignait toujours qu'elles ne vinssent à rabaisser les questions à leur taille au lieu de se hausser jusqu'à elles; aussi n'aurait-il pu expliquer pourquoi il avait dit à Florence, quand il l'avait vue pour la première fois : « Les femmes comme vous doivent venir à nous. » Les femmes comme vous, cela voulait dire simplement « vous. »

IX

Les Lemire dînent chez les Herpin pour la première fois.

Outre Vivien et sa femme, il y a six autres convives. Deux jeunes gens, les disciples de Claude, qui le suivent partout comme son ombre; le journaliste Rabaud, un gros homme accueillant, une bonne tête de terre-neuve mâtiné qui ne ferait pas de mal à une mouche, comme on dit, et qui sept fois la semaine, dans son journal, envoie les bourgeois à la lanterne; le médecin Bernier qui parle peu et mange solidement, et le ménage Delpierre. Mme Delpierre est une ancienne collègue de Mathilde Herpin; elle occupe un poste important dans l'enseignement primaire. Quoiqu'elle ait d'assez jolis traits, son visage

inspire l'ennui, quand on le regarde durant quelques instans. Mère elle-même d'un enfant, et par profession voyant de claires et joyeuses figures, il n'est resté dans ses prunelles nul reflet de ces sourires innocens. M. Delpierre est le mari de Mme Delpierre; aucun autre signe distinctif.

Vivien a Mme Delpierre comme voisine de table.

— Comme ils sont gentils, les petits garçons d'Herpin! dit-il pour entrer en matière.

— Très gentils. Ne faites-vous pas trop travailler la cervelle de l'aîné? demande-t-elle à Mathilde.

— Nullement; mais c'est un enfant qui est très intelligent et qui réfléchit.

— A quatre ans! Il faut l'en empêcher. Son cerveau se déformera.

— L'homme qui réfléchit est un animal dépravé, dit Vivien en riant.

— Rousseau avait bien raison, monsieur, reprend gravement Mme Delpierre. Aussi mon enfant est-il élevé en vrai sauvage. Je ne veux pas qu'il ait une seule idée générale dans la tête; l'idée générale, ce serait l'idée fausse, puisqu'elle lui serait inculquée par autrui.

— Et quels sont les jeux de ce jeune sauvage?

— Il joue à courir, il fait des pâtés dans le sable, il élève des constructions, il traîne une brouette; mais il n'a pas de chevaux. Il imiterait les cochers et apprendrait à frapper les animaux.

— Et il n'a pas de soldats de plomb? Puis-je vous avouer que j'ai beaucoup aimé les soldats de plomb, sans vous inspirer un peu de mépris?

Le sourire condescendant de Mme Delpierre prouve à Vivien qu'elle ne le prend pas très au sérieux.

— Mon Jacquot ne se contenterait pas de faire des pâtés de sable, dit Mme Herpin. Ses pourquoi me poursuivent du matin au soir. Et il faut que je lui raconte des histoires, dès qu'il ne joue plus.

— Vous ne lui racontez pas, j'imagine, ces absurdités dont on a bercé notre enfance?

— Comment! s'écrie Vivien qui s'amuse beaucoup, vous prohibez jusqu'au Petit Chaperon Rouge et à Cendrillon!

— Des mensonges! des mensonges! qui faussent le cerveau des enfans, dès le berceau.

— Des mensonges, mais qui contiennent un sens si vrai de l'homme et de la vie! Croyez-moi, les enfans ne sont pas si bêtes. Ils ont vite fait de démêler cette vérité, cachée sous la fiction qui l'enveloppe et l'embellit.

— Idées générales! Je ne veux pas que ce petit ait autre chose que des réalités dans la cervelle.

— Pauvre petit! murmure Vivien sincèrement. Et il voit tout d'un coup les livres d'images de son enfance, sur lesquels il rêvait des heures, et le sourire de sa mère penchée au-dessus de sa tête attentive. Comme elle contait joliment le Petit Poucet, sa maman! quel doux nid ses mains pieuses faisaient à l'âme du petit garçon sensible qu'il était!

On parle d'autre chose. Mathilde, qui est silencieuse, distraite, regarde ses invités et tout à coup une contraction douloureuse saisit son cœur. Elle a vu les regards de Claude et de Florence se croiser. Qu'y avait-il dans ces regards qui échangeaient leur clarté? Elle ne saurait le dire, mais elle souffre. Et pendant tout le reste de la soirée, elle sent en elle une détresse inexprimable; les larmes qu'elle ne répand pas semblent refluer dans tout son être. Ce qui l'accable de tristesse, c'est la joie triomphante qui illumine le visage de son mari; il ne parle pas beaucoup : ses paroles, dirait-on, ne sont qu'un tremplin qu'il tend aux paroles de Florence. Celle-ci est très à l'aise; elle a été habituée presque dès l'adolescence à se sentir écoutée et admirée, cela lui semble dans l'ordre. Mais ce soir, elle éprouve en outre que Claude est fier d'elle. Cela pique son orgueil et excite sa verve joyeuse.

Vivien ne s'aperçoit pas de ce que Mme Herpin a tout de suite deviné avec sa sensibilité de femme amoureuse : Vivien a dans le cœur trop de généreuse naïveté pour soupçonner le mal chez celle qu'il aime. D'ailleurs, le mot de trahison ne conviendrait pas à l'élan qui porte l'une vers l'autre l'âme de Florence et l'âme de Claude. Ils n'analysent pas leurs sentimens, ils se livrent à ce flot sans penser aux conséquences futures de leur rencontre.

Après sa conversation avec Mme Delpierre, Vivien est demeuré silencieux : il porte les yeux sur Florence. De même qu'il ne pouvait autrefois mettre en regard l'image de sa mère et celle de sa fiancée, il ne se figure pas aujourd'hui sa femme penchée sur un berceau. Non pas qu'il lui fasse l'injure de

croire que la fibre maternelle n'existe pas chez elle, — Florence n'est pas une anormale, — mais Florence, mère de ses enfans à lui, voilà ce qu'il ne voit pas. Comme tous les fils très aimés par leur mère, il ne peut s'imaginer que la tendresse maternelle ait une autre forme que celle qui, jadis, entoura son enfance. Et Vivien sent plus encore tout ce qui les séparerait autour de ce berceau, malgré l'apparente concorde de leurs idées actuelles.

Vivien veut empêcher ce réveil d'un mal qui s'engourdissait; il sort subitement de son mutisme et se lance dans la conversation avec un brio qu'on lui connaît rarement, une verve qui ne flambe que sous l'empire d'une excitation nerveuse. Et l'ironie qui veille toujours à l'arrière-plan de ses discours reparaît aussitôt. Il l'exerce aux dépens des ennemis de ses convictions nouvelles.

Les convives de Claude, Claude lui-même y applaudissent, la goûtent comme quelque mets plus agréable au palais que profitable à l'organisme. Florence, seule, écoute avec indifférence. Cette parole, qu'elle a admirée naguère pour elle-même, n'a plus à présent l'attrait de la nouveauté.

Les hôtes de Claude se retirent vers minuit. Lorsqu'ils sont partis, Mathilde dit à son mari :

— Crois-tu que Mme Lemire s'intéresse vraiment aux questions sociales ?

Claude, qui pensait en lui-même qu'il ne reverrait Florence que huit jours plus tard et que le temps serait long jusque-là, demande :

— Pourquoi?

— Parce que... je ne sais pas... avec son élégance, cela ne va pas.

La pauvre Mathilde ignore l'art de manier les aiguillons dont certaines femmes jalouses savent si savamment piquer leurs rivales.

Claude hausse les épaules.

— Alors, tu crois qu'une femme doit être nécessairement fagotée pour s'occuper de questions sociales, comme tu dis?

Mathilde a compris la maladresse de son attaque. Elle a senti surtout une douleur lui traverser le cœur, en rencontrant le regard dont son mari vient d'envelopper toute sa personne. Il se fait un silence.

— Si nous allions nous coucher, dit Claude qui bâille longuement.

— Allons....

Avant de se déshabiller, Mathilde passe par la chambre de ses petits garçons, pour voir s'ils sont bien bordés, si leur sommeil est paisible. Ce soir, elle s'attarde à les contempler, l'un après l'autre. Si l'un d'eux se réveillait et nouait ses petits bras autour de son cou, Mathilde sangloterait dans une détente bienfaisante, mais les deux petits dorment sans même tressaillir à l'approche de l'angoisse maternelle. Elle est seule, elle n'a pas de refuge pour sa peine. Elle n'avait que lui; il était tout pour elle, sa patrie et son Dieu, et c'est par lui qu'elle souffre. Lui dire le chagrin qu'il lui cause, non. Les paroles par lesquelles il la rassurerait la repousseraient en même temps. Elle a l'intuition que nul n'est plus cruel pour la femme qu'il n'aime plus, que l'homme dont le cœur vient de se prendre à un nouvel amour : la pitié qu'il manifeste, il ne la ressent pas.

Par avance, Mathilde souffre de tout ce qu'elle va souffrir par la suite, et, dans la nuit, ses yeux restent grands ouverts, et la fièvre martelle ses tempes... Son mari ne se doute pas de l'agonie de ce cœur qui bat à ses côtés; il la trouverait absurde, s'il la soupçonnait...

Claude doit partir le lendemain matin pour Saint-Étienne, où se tient le grand Congrès socialiste international. Il parlera le soir même dans le *meeting* d'ouverture. A la même heure, Vivien prendra la parole à Paris, dans une réunion organisée par un groupe de jeunes intellectuels du parti.

Tandis que celui-ci, nerveux, agité, cherche en vain le sommeil, tout préoccupé qu'il est de son prochain discours, Claude dort comme un enfant, parce qu'il a voulu dormir. La journée du lendemain étant la première d'un combat dont l'issue sera pour lui d'une importance capitale, cette pensée l'ayant saisi, il n'y a plus eu en lui qu'un jeune chef qui veut vaincre. L'image de Florence ne revint s'interposer entre le souci de son œuvre et lui que le lendemain soir, quand les mains d'une foule enthousiaste se tendirent vers lui, après qu'il eut quitté l'estrade où il venait de parler une heure durant. Instinctivement, ses yeux cherchaient les regards qui reflétaient si joyeusement ses victoires... Plus d'une fois, il avait parlé à

Paris sans que Florence fût dans la salle, elle ne lui avait pas manqué; mais, ce soir, il sentait son absence jusqu'au fond du cœur. Il avait besoin d'elle auprès de son triomphe...

Tandis qu'il rentrait seul à l'hôtel, il ne songeait plus à la victoire remportée, à l'ardeur de la lutte, à tout ce qui venait de faire bouillonner sa pensée, et vibrer ses nerfs; il se répétait ces seuls mots : « Je l'aime, je l'aime!... »

Un Vivien eût saisi la plume aussitôt et aurait crié son amour, plus éloquent, plus sincère presque, dans ce monologue éperdu. Claude ignorait la timidité de la parole; il traduisait mieux ses sentimens par la parole que par la plume. Sa décision fut prise : dès qu'il arriverait à Paris, il irait chez elle et il lui avouerait qu'il l'aimait. Et, à partir de ce moment, la fièvre de l'attente rendit ses discours plus vibrans encore; son éloquence bénéficia de son amour.

X

Vivien avait préparé particulièrement la conférence qu'il faisait ce soir-là. Elle était importante, parce qu'elle inaugurait à Paris une série de *meetings* socialistes qui devaient tenir le parti en haleine durant la période électorale. Elle avait lieu à la salle Charras. Il l'avait écrite, empoigné par son sujet, mais ne perdant pas une seconde de vue la forme. Quelle que fût l'émotion que traduisait sa plume, sa raison était maîtresse de son style.

Avant qu'il parût sur l'estrade, on entendait la salle bruire d'un murmure de joyeuse impatience : c'était comme la vibration de l'atmosphère un jour de canicule. Vivien, le cœur battant, la fièvre aux tempes, parut. Et aussitôt, une houle d'acclamations le porta jusqu'à sa place, tandis qu'un frisson lui saisissait le cœur, aimantait jusqu'à la pointe de ses cheveux.

Ce n'était pas la première fois qu'il jouissait directement de l'applaudissement des hommes; il ne se lassait pas de ressentir cette griserie spéciale qui fait bourdonner le cerveau du bruit des acclamations, de goûter l'ivresse de l'unanimité des sentimens, ce courant qui s'établit entre l'orateur et son auditoire, mais l'âme de l'orateur ne subjuguant l'auditoire que lorsque l'auditoire a donné à l'orateur une âme de foule vibrante, passionnée, sublime ou absurde. L'accent de Vivien était si

convaincu qu'il entraîna le public, beaucoup plus que ses paroles mêmes. Les intellectuels qui composaient la salle en majorité, professaient le mépris du style, incapables qu'ils étaient de l'apprécier, et cela parce que beaucoup d'entre eux n'étaient pas Français d'origine. Mais Vivien s'était pris lui-même à l'accent de ses propres paroles; il ne se rendait pas compte de la qualité de l'admiration que provoquait son discours. Quand, après lui, un autre orateur, véhément de gestes et fort en gueule, improvisa une variation bruyante sur le « Aux armes! » et prêcha le recours à la violence, Vivien ne fut pas choqué que les mêmes cris d'enthousiasme eussent salué l'une et l'autre péroraison.

Il avait rappelé, en finissant son discours, qu'au même instant, à Saint-Étienne, le jeune apôtre Claude Herpin pulvérisait leurs adversaires. Ces paroles avaient été accueillies par un tonnerre d'applaudissemens. Seule, parmi les auditeurs, Florence n'avait pas applaudi. Elle n'avait pas attendu que son mari évoquât le souvenir de Claude, pour le rejoindre par la pensée, et ce geste bruyant lui avait semblé trop vulgaire pour exprimer ses sentimens intimes. Quant au discours de Vivien, elle l'avait goûté en connaisseuse; elle avait apprécié la beauté des paroles, sans se laisser toucher par l'accent. Elle ne pouvait s'empêcher de le trouver d'emprunt, tant cette véhémence, cette vibration continue lui semblaient contraires à ce qu'elle croyait connaître de la nature de son mari. Mais Vivien était encore si trépidant des acclamations entendues, qu'il ne remarqua pas ce qu'il y avait de voulu dans les félicitations que Florence lui adressa lorsqu'ils se retrouvèrent à la sortie de la réunion.

Quel autre élan eut le : « Eh bien? » dont elle salua l'arrivée de Claude, huit jours plus tard! Il était venu directement de la gare chez elle; il lui tendait les mains, les regards ravis.

— Cela a marché au delà de mes espérances; j'ai fait des conversions.

— Ah! que je suis heureuse! dit-elle joyeusement. Ma pensée vous a suivi constamment là-bas.

— Et moi!... Mes yeux vous cherchaient parmi tous ces indifférens. Florence, dit-il d'une voix plus basse et toute tremblante, vous l'avez compris que je vous aime, mais vous?... vous?...

Il lui avait saisi les mains. Elle ne les retirait pas ; un trouble inexprimable l'avait envahie.

— Et moi aussi je vous aime, dit-elle enfin, résolument, les yeux grands ouverts fixés sur les yeux du jeune homme.

— Oh ! que je suis heureux ! que je suis heureux ! balbutiait-il en l'attirant vers lui.

Elle se dégagea doucement.

— Oui, nous allons être très heureux, Claude, murmura-t-elle plus bas, prononçant ce nom avec ferveur.

Il voulait la reprendre dans ses bras.

— Non, dit-elle. Ne me parlez plus, je vous en prie, partez... J'ai besoin d'être seule avec mon bonheur.

— Florence ! implora-t-il.

— Non... non... demain, redit-elle troublée. Et puis Vivien peut entrer d'une minute à l'autre... Partez !

Elle avait besoin d'être seule en effet pour voir clair en elle-même, tant il lui semblait que son cœur avait été surpris par un courant auquel il n'avait pu résister. Elle en était tout étourdie. Elle aimait Claude ; de cela elle était certaine. L'image de Vivien se présenta à son esprit ; elle comprit à ce moment qu'elle ne l'aimait plus depuis longtemps. Elle ne comparait pas l'amour qui prenait son cœur au sentiment qui l'avait occupé jadis ; ce rapprochement n'aurait pu naître que dans une conscience tourmentée qui se cherche des excuses. Son amour d'aujourd'hui et son inclination d'autrefois étaient si différens !

Elle était subjuguée ; jadis elle avait conquis. Elle avait connu l'orgueil d'être aimée, elle connaissait l'enchantement inexprimable de se donner. Son cœur, sa pensée ne cherchaient plus dans le cœur et dans l'esprit de l'autre des parures, mais un aliment.

Pendant quinze jours, Florence et Claude vécurent dans la même félicité triomphante et juvénile. Ils se voyaient rarement, Claude menant de front une campagne en province et ses réunions à Paris ; mais il était si fier d'être aimé d'elle qu'il voulait lui donner surtout l'orgueil de son amour. C'était le réciproque orgueil qui refrénait momentanément l'ardeur de leur passion et leur permettait de demeurer naturels devant Vivien et de l'abuser sans recourir au mensonge.

Puis le mari de Florence se donnait corps et âme au parti ;

il vivait dans l'excitation perpétuelle des combats et des escarmouches. A chaque instant, il prenait la parole. Il lui arrivait bien, lorsqu'il préparait ses discours dans la solitude, de trouver qu'il se répétait, mais une fois qu'il était plongé dans l'atmosphère des réunions, il était repris par les acclamations, par les rires vainqueurs de ces conquérans joyeux. Et il ne trouvait pas exagérés les comptes rendus des journaux amis, qui transformaient les moindres avantages en triomphes.

Et cependant, par momens, il lui semblait ne pas se reconnaître, lorsqu'il regardait en lui-même. Il se faisait l'effet d'être en voyage dans un pays dont les curiosités l'enchantaient momentanément; mais il était loin de son logis, l'habituelle demeure de ses idées, il ne la reconnaissait pas. Qu'étaient devenus son goût inné pour les nuances de la pensée, cette loi de son esprit de ne se livrer à une opinion qu'après l'avoir examinée sous toutes ses faces, ce respect de la conviction du contradicteur, qu'il n'éprouvait pas par simple courtoisie, mais à la fois par intelligence et par humilité? Il n'avait plus l'emploi de ses dons de finesse, et cependant il sentait, quand, par hasard, il se servait des délicats instrumens de son analyse, que c'était dans leur maniement qu'il excellait. Un regret le prenait alors, qu'il chassait aussitôt comme une tentation mauvaise.

Mais si de fugitives nostalgies de sa vie intellectuelle de jadis l'inquiétaient parfois, il se retrouvait encore moins dans le fond le plus intime de sa pensée. Jamais plus il ne rencontrait les traditions dans lesquelles il avait été élevé, qu'il avait vénérées, en aimant ceux qui lui en avaient révélé tout le prix.

Dans ces momens d'inquiétude qui passaient sur son âme comme les signes avant-coureurs du désenchantement, il se raccrochait à cette pensée que Florence partageait ses enthousiasmes, qu'ils étaient unis par des convictions communes. Il ne s'apercevait pas que le cœur de sa femme brûlait d'une autre flamme; il trouvait en elle une allégresse croissante et ne s'en étonnait pas, l'attribuant à l'atmosphère de lutte fiévreuse dans laquelle ils vivaient tous.

Et ce fut un soir que leurs destinées se décidèrent.

Il y avait eu une réunion fort houleuse dans une salle populaire. Vivien n'avait pas pris la parole. Il faisait partie du bureau. Claude avait tenu tête aux contradicteurs, des dissidens du parti. L'orateur avait à parler contre quelque chose, cela

avait surexcité sa verve. Il se ramassait devant l'obstacle; il s'élançait à l'assaut, frappant d'estoc et de taille. Et il était resté maître de la place, au milieu des acclamations frénétiques de tout l'auditoire. Florence l'écoutait, émue comme jamais elle ne l'avait été. Ils n'avaient pu échanger que de brèves paroles à la sortie.

— Claude, avait-elle murmuré, vous êtes ma fierté et mon amour!

Et lui :

— Florence! Florence! Je ne puis plus vivre sans vous!

Elle rentra chez elle avec son mari. Elle resta muette durant le trajet, les joues en feu, une fébrilité dans la poitrine et dans la gorge. La voix de Vivien l'agaçait.

Quand ils furent arrivés, elle se laissa tomber dans un fauteuil, tandis qu'il roulait une cigarette.

— Je meurs de soif, avait-elle dit, sonnant pour qu'on lui apportât de l'eau.

— Les grandes émotions altèrent, dit Vivien avec un sourire. Ah! il a été superbe, l'ami Claude!

Sans savoir pourquoi, le ton de Vivien déplut à sa femme; elle ne dit rien.

— N'est-ce pas votre avis? demanda-t-il étonné de ce mutisme.

— Certainement.

— Mais, continua Vivien, — qui avait pris l'attitude pensive dont il avait eu jadis l'habitude et qu'il ne retrouvait d'ordinaire que dans la solitude, — mais, quand on y réfléchit, on se dit qu'on pourrait réfuter aisément une grande partie de nos discours. C'est avec sa tirade finale d'un si beau mouvement contre les appétits bourgeois, qu'Herpin a rallié les dissidens. Tout de même... tout de même, les appétits de ceux qui sont du même côté que nous de la barricade sont peut-être plus inquiétans? Les uns sont engendrés par l'égoïsme, les autres par l'envie, tous mettent la bête en liberté. Le problème social est terriblement complexe...

— Il est évident, dit Florence avec ironie, que ce n'est pas auprès de vous que l'on trouverait une solution; vous ne parvenez pas à rompre avec votre manie des dissertations stériles.

— Vous vous trompez. Je vois les réalités présentes, cela ne m'empêche pas de jeter un coup d'œil sur l'avenir. Vous,

Claude, vous semblez certains que l'avenir sera tel que vous l'organisez dans le présent. Moi, je ne puis me défendre de voir cet avenir entouré d'ennemis nouveaux, créés par des circonstances imprévues et de nouveaux besoins. Vous détruisez la société, vous ne changez pas les hommes. Les affamés d'aujourd'hui seront les repus de demain.

— Alors pourquoi venez-vous avec nous? dit Florence, puisque vous gardez au fond de vous-même votre éternel : à quoi bon?

— Parce que je cherche...

— Vous cherchez... quoi? Vous passez votre vie à tourner dans le même cercle. Avec votre façon de raisonner, rien d'étonnant si, un beau jour, on vous retrouve dans le camp adverse.

— Je ne le crois pas, dit Vivien tranquillement, cela se ressemblerait trop. Tous, républicains, royalistes, socialistes, finissent par en venir à l'argument du coup de poing; chacun fait appel à l'arbitraire, chacun se sert des armes qu'il reproche à l'adversaire. Et tous les chefs, au fond du cœur, ont le mépris de leurs troupes.

— Je vous assure, dit Florence, qui devenait agressive dans l'irritation croissante que lui causaient les propos de son mari, faites volte-face, mettez le cap sur l'extrême droite; vous retrouverez là quelques-unes de vos anciennes idées, auxquelles vous restez secrètement attaché...

— Non, les combattans politiques de l'autre côté choqueraient aussi ce que vous appelez mes anciennes idées. Je suppose que vous désignez ainsi les scrupules de mon éducation religieuse; j'aurais une répugnance à voir certains hommes rabaisser les choses éternelles au profit des affaires temporelles, comme j'aurais dit au sortir du catéchisme de persévérance, ajouta-t-il avec un sourire... Mais, pourquoi, Florence, me parlez-vous avec je ne sais quoi d'hostile dans le ton? Ce n'est pas la première fois que nous discutons sur ces sujets qui nous intéressent.

— Intéressent!... Le mot ne convient qu'à vous. Mais ne vous êtes-vous pas aperçu qu'elles sont ma vie, à moi, ces idées? Je ne discute plus, je ne raisonne plus; je me laisse entraîner par quelque chose de supérieur...

Vivien regarda sa femme avec étonnement. Il remarqua

alors le feu sombre de ses prunelles et ses gestes saccadés.

— Je vois, je sens, je crois... Et c'est la parole de l'apôtre qui vous a ainsi transformée? demanda-t-il, appuyant ironiquement sur le mot apôtre.

— C'est sa parole. Oui, c'est lui qui m'a convertie. Avant de le connaître, j'étais comme vous; j'allais de-ci, de-là, cherchant mon plaisir, rien ne me prenait vraiment. A présent, je comprends le bonheur de dévouer sa vie...

— Florence, dit plus âprement Vivien, qui soudain se souvenait des regards de sa femme croisant ceux de Claude, vous aimez cet homme?

Elle tressaillit, resta un instant sans répondre, puis résolument, la voix sourde, les yeux vers le sol :

— Oui, je l'aime.

Vivien s'était élancé vers elle, il lui avait saisi le bras.

— Florence! vous devenez folle!

Elle se dégagea.

— Non. Je ne parle pas dans une exaltation subite. Je vous dis ce soir ce que je vous aurais dit demain. Je ne vous aime plus, j'aime Claude, rendez-moi ma liberté.

Il était devenu d'une pâleur livide; il se laissa tomber dans un fauteuil, le front dans ses mains : il n'arrivait pas à comprendre.

Florence était tremblante d'émotion.

— Je vous jure que je ne suis pas sa maîtresse, dit-elle.

— Ah! que m'importe! s'écria-t-il avec violence. Je ne vous sais aucun gré de cette fidélité conjugale. Imbécile, que j'étais d'accueillir à mon foyer ce beau parleur!... Imbécile et naïf... C'était cependant dans l'ordre. On se sert du mari, on lui vole sa femme... Ce prophète de réunions publiques avait de trop beaux yeux et une voix trop caressante.

— Taisez-vous, dit Florence, vous parlez dans la colère. Les choses que vous me dites sont injustes. Claude n'est pas venu ici en séducteur. Nous sommes allés l'un vers l'autre, irrésistiblement, l'amour a été le plus fort. Nous reparlerons demain, voulez-vous. Quittons-nous à présent, avant d'échanger de mortelles offenses.

Elle gagnait la porte du cabinet de travail; il se leva et lui barra la route.

— Florence, s'écria-t-il, cela n'est pas possible! Tu m'aimes

encore... Tu sais bien que tu me fais une peine affreuse. Tu as été surprise, tu vas te reprendre, c'est une ivresse passagère. Je t'aime assez pour te pardonner.

— Laissez-moi passer, dit-elle, doucement. Je ne puis vous répondre ce soir. Laissez-moi, je vous en prie !...

Il restait immobile, comme assommé. Elle atteignit la porte, sans qu'il fît un geste pour la retenir ; mais quand il entendit la porte se refermer, il comprit soudain, et se laissant retomber dans son fauteuil il se mit à sangloter longuement, désespérément, sans formuler ses griefs, avec seulement la certitude atroce qu'elle avait tout ruiné dans sa vie.

XI

Ils ont parlé le lendemain, sans colère, sans mots violens ; ils sont sortis meurtris de cet entretien : elle a l'impression d'un mal nécessaire qui a amené la guérison, lui, d'une blessure cruelle dont rien ne peut atténuer les élancemens.

« Elle a ruiné ma vie ! » c'est ce qu'il se répète lorsqu'il est seul, après leur entretien, et un mot monte à ses lèvres, de sa conscience, et de le prononcer dans sa douloureuse amertume le soulage pourtant :

« C'est ma faute !... »

Ces paroles, semble-t-il, expient certaines lâchetés de son passé, auxquelles il n'avait jamais voulu repenser. Mais ce qui le torture, c'est la cruelle duperie de ce qu'il appelait leur union. Unis? ils ne l'ont jamais été. Elle n'a jamais été sa femme, en réalité. Il n'y a pas eu entre eux de mariage au sens que Vivien donnait à ce mot par atavisme chrétien. Il est vaincu; il l'a été dès le premier jour, et, douloureusement, il se méprise. Ils vont s'en aller l'un de l'autre, il en éprouve presque du soulagement. Vivien souffre trop dans son cœur pour sentir les regrets de sa chair. Il déteste vraiment Florence comme il déteste « l'autre. » Il ne croit plus à ce nouvel évangile vers lequel il est allé par intelligente curiosité, mais surtout (il le comprend à cette heure), parce qu'il s'imaginait qu'une foi commune le rapprocherait de Florence, et parce qu'il pensait, par ses succès oratoires, lui inspirer de l'orgueil. Il a appelé cela une foi ! En réalité, il n'a éprouvé qu'un élan, et cette bonne volonté qui se trouve au début de toutes ses évo-

lutions, cette ardeur qui fait taire sa raison, tant quelle aiguillonne son plaisir. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il se détache : plus d'une fois déjà son sens critique a protesté, il a dû faire effort pour le réduire au silence.

Un orgueilleux, par bravade, resterait à son poste pour ne pas avoir l'air de céder à un ressentiment, pour ne pas se faire traiter d'inconsistant par ses coreligionnaires. Vivien n'a jamais su dominer sa souffrance. Il a toujours devant elle le geste de fuir, et comme il ne fuit vers aucun havre, c'est la déroute dans la nuit glacée, celle qui précipite les passionnés vers le suicide.

Florence est partie le jour même. La vie n'était plus possible sous le même toit. Elle ne s'est pas retirée chez ses parens dont elle craint les récriminations, mais chez une amie, à Saint-Germain. C'est là que Claude vient la voir. Il n'a pas eu, lui, le courage de porter directement le coup mortel à sa femme ; il souffrirait de la voir souffrir, et c'est ce qu'il ne veut pas, dans l'égoïsme de son nouveau bonheur. Il a quitté le logis commun et il a chargé un de ses amis de porter une lettre à Mathilde, de la lui remettre après qu'on l'aura préparée à ce qu'elle contient.

Le cri de l'abandonnée fut celui d'une bête blessée, et une malédiction populaire monta à ses lèvres.

— Ah! la gueuse! c'est elle qui me l'a pris :

Sous une autre forme, sa protestation est la même que celle de Vivien. Mais elle crispe désespérément les mains sur l'objet qui échappe à leur prise.

— J'ai des droits sur lui, je suis sa femme. Et ses enfans?

Elle invoque le secours de la loi dont elle ne s'est jamais souciée jusqu'alors ; puis elle se rend compte que cette barrière fragile, créée par des hommes, les hommes l'ouvriront devant celui qui veut s'évader de ce qu'il considère désormais comme une prison. Elle le comprend et ne s'oppose pas plus longtemps au divorce, sachant que Claude trouvera toujours moyen de l'obtenir ; mais âprement elle dispute ses enfans à son mari, elle a en eux la seule arme qui pourra le blesser. Elle ne consent à divorcer que s'il prend par écrit l'engagement de ne plus les voir. Il se révolte, puis il signe. Il aime bien ses enfans, mais il est à une de ces heures de la vie où le sentiment du devoir seul peut nous retenir auprès des êtres que la veille nous chérissions par-dessus tout. Claude ne se croit pas d'autre devoir

envers ses enfans que celui de les nourrir. Il ne reconnaît pas les liens supérieurs de la race et de la famille. Ni Mathilde, ni ses enfans, ne manqueront jamais de rien matériellement. Qu'ont-ils de plus à lui réclamer? Et il s'absout par un argument d'individualiste : « Je suis jeune; j'ai besoin, pour donner ma mesure, de cette force merveilleuse qu'est l'amour de Florence. »

Et c'est vrai : l'enthousiasme, que lui communique son amour triomphant, le rend plus éloquent, plus entraînant.

Elle s'est donnée à lui, un soir qu'il le lui a passionnément demandé. A quoi bon cette comédie d'attendre le règlement d'intérêts qui se nommera leur mariage? Ils ne trahissent pas, c'est tout ce que réclame la loyauté de Florence; ils sont libres.

Ce soir-là, il lui avait dit :

— Vous êtes celle que j'attendais, celle dont tout mon être avait le besoin. Avec vous à mes côtés, la vie m'apparaît comme une perpétuelle victoire. Je suis un orgueilleux.

— Et moi, une orgueilleuse, dit-elle en souriant, tandis qu'il l'attire sur son cœur. Il me faut de la fierté dans l'amour, et à vous je suis fière de me donner.

Et ce sont leurs deux orgueils confondus qui chantent l'épithalame.

XII

Fragmens du journal de Vivien.

15 mars 1913.

Deux mois qu'elle est sortie de ma demeure pour ne plus y rentrer jamais. Moi aussi, j'ai quitté ces lieux que, l'espace de quelques jours, j'ai appelés « mon foyer. »

Je me décide à écrire mon journal. Je ne l'avais jamais fait jusqu'à présent; mes idées, je les mettais dans mes livres; mes sentimens, j'en animais certains de mes héros. Mais aujourd'hui j'ai besoin de dire ma souffrance, et je n'ai pas de meilleur confident que moi-même. Les autres ne me comprendraient pas; chacun de nous ne s'intéresse qu'à sa propre histoire, nous sommes toujours seuls avec notre douleur.

Le journal intime d'un littérateur, remarquerais-je, s'il

s'agissait d'un de mes confrères, c'est encore de la littérature. Nous savons bien qu'après notre mort, du moment que nous aurons fait de notre vivant quelque bruit dans le monde, ces notes intimes seront livrées à un public avide de commérages et de scandales... (Vous me direz : mettez dans vos dernières volontés que ce journal doit être brûlé; mais nous répugnons à la destruction de ce qui sortit de notre plume.) Je sais cela : qu'importe ! Il me semble que je souffrirai moins d'y voir plus clair en moi. Et qu'importe aussi que ce soit de la littérature ! Et en vérité, non, cela n'en est pas. Suis-je moins sincère, est-ce que je souffre moins parce que ma phrase rend ma pensée d'une façon plus saisissante ou qu'elle la traduit en mots plus harmonieux, mieux choisis que ne le fait le commun des hommes? Mais c'est bien comme les camarades que nous souffrons; la douleur, nous la ressentons dans la mesure où notre cœur est capable de souffrir. On dit que nous nous consolons en chantant notre mal; d'autres se consolent par la débauche, d'autres par l'oubli; tous, nous nous consolons par égoïsme; nous ne sommes pas les seuls lâches ou frivoles.

Hélas ! je n'en suis pas encore à l'oubli.

18 mars.

Je suis affreusement malheureux. Je n'ai pas eu le courage de reprendre ma plume depuis l'autre jour; tout d'un coup, j'avais évoqué si nettement son image que je n'ai plus connu que cette souffrance physique qui vous anéantit dans un fauteil, les yeux clos.

Aujourd'hui, je me plains pour me plaindre. Je n'ai pas l'amer dédain de Vigny :

Gémir, pleurer, prier est également lâche...

Je gémis : je ne sais pas prier, je le regrette, je ne me révolte que par un mouvement physique. La révolte est stupide, car, si vous croyez à la Providence, vous savez qu'elle ne permet rien que pour votre bien final; si vous la niez... si vous la niez... on ne se révolte pas contre le néant !

Est-ce bien *elle* que je regrette? Je ne sais plus. J'ai, par momens, trop de colère contre elle : la rage de l'humiliation, non la haine qui n'est que de la jalousie exaspérée. Je lui en

veux d'avoir fait de ma vie un désert qui n'est pas même jonché de ruines. Où sont les souvenirs de tendresse que je puis évoquer pour y adoucir parfois la sèche amertume de mon chagrin? Quelle ivresse partagée dont mon cœur puisse tressaillir encore?

Ah! certes, dans les premiers temps de notre union (notre union!) elle a eu des paroles, des attitudes qui m'ont semblé traduire ses sentimens véritables... Mais a-t-elle jamais connu près de moi cette joie tour à tour inquiète ou ravie qui est en nous quand nous aimons? A-t-elle connu les secondes d'abandon parfait où nous ne demandons même pas à être payés de retour? Non; je lui ai inspiré de la curiosité et, quelque temps, mon esprit l'a séduite. Peut-elle aimer?... Oh! souvenir déchirant de Majorque! Ce chant qu'exhalait ses lèvres et qui révélait le secret de son cœur où je n'étais pas! L'angoisse de cette minute, je la retrouve. Oui, elle peut aimer.

26 mars.

Non, mille fois non, je ne me mêlerai plus de leur socialisme! Lassagne et Roubille sont venus me trouver hier. Ils m'ont demandé si ma retraite était définitive. Ils pensaient que je ne m'étais retiré sous ma tente que sous le coup de mon désastre conjugal. Une aventure pareille à la mienne est de peu d'importance pour ces apôtres... Ces gens d'action ne me regretteront pas longtemps, car je ne suis pas un homme d'action. J'ai voulu, moi, psychologue, moi, moraliste, moi, artiste, me lancer dans l'arène sociale, je m'y suis fourvoyé; ajouterai-je que je ne m'y suis jamais plu? Je ne saurais l'avouer en ce moment, on dirait que je parle par dépit. Mais ce que j'avoue aussi, — toujours à moi-même, — c'est que ces emballés sincères, que je trouve un peu ridicules, valent peut-être mieux que moi, parce qu'ils sont moins intelligens. Soyons francs : si j'ai été vers eux, tout d'abord, ce fut à cause d'elle; je croyais que la foi commune créerait un lien nouveau entre nous. Par la suite, je sais bien que j'ai été réellement pris à mes propres paroles. Et aujourd'hui, comme hier, je serais heureux et fier, sans aucune préoccupation personnelle, de contribuer à l'amélioration du sort de mes semblables. L'affreuse injustice de certaines destinées crie vers le ciel... Mais les moyens préconisés par les apôtres comme Lassagne, comme ce misérable Herpin,

répugnent trop à ma nature. Je ne les condamne pas; je ne puis m'en servir. Puis-je signer leur engagement de faire triompher la révolution sociale par tous les moyens? Quelles visions de bête humaine déchaînée cela fait passer devant nos yeux! Le « sang impur, » chaque parti, à un moment donné, se réjouit de le faire couler. L'aventure passera fatalement par la boue et le sang; ma conscience m'interdit de pousser des hommes à des actions que je ne voudrais pas commettre. On n'a le droit de jeter les autres dans la rue, qu'en y descendant avec eux... Et leurs intransigeances! l'imperturbable assurance de leur doctrine! Comme si, tour à tour, telle doctrine n'était pas bienfaisante ou néfaste, suivant le temps et les individus! Et leurs façons brutales avec l'adversaire! Cette mauvaise foi presque féroce dans la discussion! Non, tout cela choque autre chose en moi que mon intelligence, mon sens critique, ma modération d'esprit; c'est un instinct plus profond qui est blessé. Je ne crois pas plus à la solution chrétienne du problème de notre destinée qu'à une autre, mais il est demeuré en moi, tout au fond de moi-même, des « plis » de morale chrétienne; c'est au nom de cette morale, instinctivement, que je condamne certains actes et réprouve telles conceptions humaines. Je crois que le christianisme, intégralement pratiqué, donnerait seul le bonheur aux hommes, mais je ne crois pas que l'humanité soit digne de cette totale conversion. Les seuls réformateurs qui me soient sympathiques, ce sont les apôtres du renoncement et du sacrifice. On ne peut abolir la pauvreté qu'en l'aimant. Ah! combien je comprends la sueur de sang du Christ au mont des Oliviers, s'il a vu, dans l'ensemble des siècles, tous ces baptisés, rués les uns contre les autres en invoquant son nom, s'il a vu les bûchers, les guerres impies!... Quelle agonie pour lui de songer que tant de mauvais appétits se couvriraient du masque hypocrite de la religion! Aussi quel rafraîchissement, quelle sécurité, dirais-je, lorsque nous rencontrons de place en place, semées dans l'humanité, des âmes exceptionnelles qui brûlent du pur amour du Christ, aussi brillantes, aussi ardentes qu'aux jours de Néron ou de Décie. Elles semblent de bien humbles lumières, et cependant aucune ruée de ténèbres n'arrive à en obscurcir l'éclat... Je m'ennuie...

9 avril.

Je m'ennuie... Ce cri l'autre jour m'a fait sortir de ma solitude. Parlons avec élégance : j'ai cherché à distraire mon chagrin, j'ai trouvé des consolations faciles. Parlons brutalement : j'ai couru les filles de théâtre et j'ai traîné dans les cabarets de nuit. Des périphrases pour désigner ces nobles exercices, à quoi bon?... Et je m'ennuie. Voyager?... Le Nord, c'est trop froid; le Midi? ses couleurs, sa joie, me feraient mal, et il raviverait des souvenirs que je veux oublier. Je croyais que son fantôme ne viendrait pas errer autour de moi, dans cette demeure qu'elle n'a pas habitée. Je la retrouve, car c'est sa présence que je cherche quand je rentre, le son de sa voix ou l'espoir de sa venue très prochaine. — « Madame n'est pas rentrée? — Non, Monsieur. » Et alors, son arrivée, le bruit de ses pas, de ses étoffes : sa vie communiquant aussitôt aux choses endormies je ne sais quelle mystérieuse vibration...

Certes, mon foyer n'était pas tel que je l'avais rêvé; j'y ai souvent souffert de ma solitude à ses côtés, mais elle était là, et je l'aimais. Maintenant, autour de moi, c'est l'indifférence des choses qui ne sont plus que des choses; le silence glacé du soir descend en moi. Alors je fuis, je m'en vais vers de l'agitation humaine... et je m'ennuie.

10 avril.

Il y a des gens qui disent : « Je ne m'ennuie jamais. » Je les regarde avec curiosité, ou je ne les regarde pas du tout suivant qu'ils m'intéressent ou non. Ne pas s'ennuyer!... Est-ce la preuve d'une extraordinaire vitalité, est-ce celle du plus grand néant intellectuel?... Je connais toutes les formes de l'ennui : celui que vous donnent les choses, celui que vous donnent les hommes, celui qui vient de la vie, celui qui me vient de moi-même. L'ennui qu'amène avec soi la satiété, l'ennui qu'on éprouve si vite après l'envolée du rêve qui, dans son essor, avait embrassé toutes les faces du plaisir et les dépasse d'un coup d'aile, l'ennui qui succède au « Ce n'est que ça! » Dans tous les domaines, l'ennui de toucher si vite à toutes les barrières. Et l'ennui (ayant le dégoût des hommes) de les rechercher eux, qui nous ennuient, parce qu'on n'a pas le courage

de rester en face de soi-même. Enfin, l'ennui de soi, l'incurable ennui qui vient de l'impossibilité de nous intéresser à ce qui n'excite plus notre curiosité. L'ennui, qui n'est pas le chagrin, qui est pire, puisqu'il est le vide, et qu'on ne le fuit qu'en l'emportant avec soi, sans l'espoir de jamais pouvoir s'en débarrasser. Les ennuis partiels, l'ennui total, je les ai tous éprouvés... Mais jamais je ne m'étais ennuyé comme depuis deux mois. Il me semble que jamais plus rien ne pourra me distraire, que je n'ai plus d'avenir. Et le passé le meilleur ne réussit pas à m'attendrir quand je l'évoque. Dois-je le dire? Toutes les images, même celle de ma mère, passent devant mon cœur sans le toucher. Quel néant que nos sentimens les plus purs!... Les méchans ne doivent pas s'ennuyer, mais cela ne m'amuserait pas d'être méchant. Suis-je un homme fini?... On me répète sous les formes les plus flatteuses : « Écrivez. » Je ne peux pas : je n'aime pas le travail quand il ne m'aime pas... J'ai du talent, je le sais : j'ai de l'orgueil sous mon apparente modestie. « Je sais ce que je vaux, » mais enfin que j'écrive un roman de plus ou de moins, cela ne changera rien à la marche de l'univers. Et je n'éprouve aucun plaisir à écrire.

2 mai.

Un charmant article de mon charmant confrère Bonmartin qui analyse mes derniers discours socialistes et fait ressortir la faiblesse du fond sous la vaine élégance de la forme. Pour terminer, cette constatation : que je me suis gâté la main et que je suis vidé... Voilà!... Cela vient de me donner l'idée d'une nouvelle.

. . . .

Le journal de Vivien Lemire s'interrompit là.

Le coup d'aiguillon avait porté dans ses fibres littéraires, restées sensibles, quoi qu'il en dît. Une idée de nouvelle surgit dans son esprit, mordante, ironique, dans le genre d'un conte de Voltaire, assaisonné de l'amère révolte d'un Anatole France. Le travail fécond le faisait rentrer dans la vie littéraire; c'était, comme en un domaine longtemps fermé, le printemps fleurissant les gazons incultes.

Vivien parvenait à vaincre la répulsion que lui inspiraient les commencemens d'une œuvre, la mise en train. Il forçait son esprit à s'appliquer à la tâche : l'enchaînement des phrases,

leur subordination à l'ensemble, le choix des mots, leur valeur, la beauté du style qui doit être le vêtement de la pensée, la faire ressortir, la parer, mais sans détourner l'attention sur la richesse des ornemens... Et il arrivait enfin à ce moment où l'écrivain sent qu'il crée et où, regardant son œuvre, il la trouve bonne et l'aime.

Il revécut ces minutes où la joie est si vive parce qu'elle est désintéressée, car, au moment où l'écrivain l'éprouve, il s'oublie totalement dans l'amour de son œuvre qu'il aime sans songer qu'il en est l'auteur.

La vie littéraire de Vivien s'était ranimée ; l'autre se réveillerait bientôt. Il en était à cette phase de la maladie où les médecins disent du patient : « Il est sauvé ! » Vivien était sauvé, en ce sens que le mal ne serait pas mortel, que si la convalescence commençait, avec des hauts et des bas, de nouveaux ravages de la maladie n'étaient plus à craindre. On dit que, dans notre organisme physique, chaque maladie laisse des traces, que nous les constations ou non. Ce sont les jalons de la route que la mort un jour parcourra à toute allure. Les maladies morales laissent, elles aussi, des cicatrices. Elles semblent insensibles. Les autres disent : « Il est guéri ! » Mais nous savons qu'à certaines heures, sous l'épaississement du tissu, il se produit des élancemens subits, comme si la blessure ancienne allait se rouvrir, et ils nous rappellent qu'un germe morbide est en nous que rien désormais ne saurait détruire.

Tandis que Vivien écrivait, le désir de pétrir de la matière littéraire s'aviva. Il accueillait avec une sorte de reconnaissance attendrie cette joie inattendue. La nouvelle se fit roman Il ne sentait plus cette invincible répugnance qu'il avait à remuer les souvenirs de sa vie récente, sachant la souffrance qui allait en résulter pour lui. Il put évoquer ces jours douloureux avec son esprit, sans que son cœur se révoltât. Et comme il sentait cependant, à un frémissement, tantôt douloureux, tantôt ironique, que l'obscur besoin d'une vengeance était tapi dans le fond de son âme, il écrivit un roman autobiographique.

Il avait trop de délicatesse morale et littéraire pour ne pas arranger les faits, pour ne pas déguiser suffisamment son infortune conjugale ; mais c'étaient ses sentimens qui animaient le héros de son roman, ses idées qu'il lui faisait exprimer. Souvent, il lui semblait, tandis qu'il écrivait, qu'elle

était là, et l'écoutait ; cela lui donnait de l'éloquence. Elle pouvait le voir tel qu'il était. Et lorsqu'il analysait son âme, à elle, il le faisait d'un ton âpre et douloureux, et il goûtait le plaisir de la démasquer comme une ennemie.

L'œuvre qui sortit de sa pensée frémissante fut la plus belle qu'il eût écrite jusqu'alors. Jamais son succès littéraire ne fut plus vif. On discuta autour de son roman, on polémiqua, on s'enflamma pour ou contre ses idées ; mais tous ceux au jugement desquels il tenait s'accordèrent pour louer l'œuvre nouvelle ; ils exaltèrent la beauté nerveuse de la forme, ils admirèrent la pénétration profonde de la pensée.

Vivien vécut, durant les quinze jours qui suivirent la mise en vente, dans une fièvre heureuse. Il retrouvait à lire certaines lettres le plaisir excitant des applaudissemens que lui valaient jadis ses discours, avec quelque chose de moins capiteux, de moins secouant, mais qui durait aux fibres de son être.

Peu à peu la rumeur d'admiration s'apaisa : l'excitation joyeuse de Vivien tomba de même. Il faut être un débutant pour que la griserie du succès allume dans l'âme une flamme nouvelle, génératrice d'œuvres futures.

Et dans un coin secret de son âme se cachait le désir de savoir si elle avait lu son roman et ce qu'elle en pensait...

JULES-PHILIPPE HEUZEY.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LES CONDITIONS

DE

L'OFFENSIVE GÉNÉRALE

A mesure que s'effondrait le plan d'attaque de Verdun, la presse allemande variait ses commentaires et passait de l'hyperbole du début à des considérations de plus en plus modérées et explicatives sur les péripéties d'une affaire désormais manquée. Tantôt c'était le siège de la forteresse que poursuivait, suivant les méthodes régulières, avec une lenteur voulue, un État-major soucieux de réduire les pertes (!), tantôt c'était une simple rectification des positions pour dégager les communications allemandes gênées par le saillant Nord de Verdun. Aujourd'hui, la note dominante est celle-ci : l'attaque de Verdun n'est qu'une attaque préventive, destinée à devancer et à enrayer l'offensive générale des Alliés, et dirigée particulièrement contre l'armée française, dont elle devait user prématurément les réserves disponibles. Nous ne demandons qu'à admettre cette thèse, car elle serait la confirmation incontestable de l'échec allemand. Les Neutres ne s'y sont pas trompés d'ailleurs.

Si l'offensive montée contre Verdun n'a été qu'une opération de précaution, c'est donc que le haut commandement croit aux possibilités d'une offensive générale des Alliés, à une date rapprochée. Et alors, pourquoi a-t-il limité son offensive préventive à un seul secteur du front, quelle que soit l'importance qu'il lui ait attribuée? Serait-ce donc qu'il considère la capacité d'offensive des armées impériales comme inférieure à celle des

Alliés, et que la crainte d'une offensive générale le laisse incertain sur sa propre résistance ? Quelles raisons stratégiques ou morales ont prévalu pour choisir le point d'attaque sur le front occidental, et prendre pour objectif Verdun? Et l'on sait avec quelle puissance, avec quel acharnement l'entreprise de Verdun a été poursuivie !

Il a été répondu à toutes ces questions dans la *Revue* du 1er mai par l'éminent critique militaire qu'est M. Bidou. Nous ne retenons, pour le développement de cette étude, qu'une seule de ces interrogations : les possibilités de l'offensive générale des Alliés. Et tout de suite nous constatons qu'à vouloir les déjouer à l'avance, si tel a été l'objet des dernières opérations, les Allemands n'ont pas hésité à prendre à partie, dans un effort qu'ils ont poussé à l'extrême limite, non pas les Anglais si détestés pourtant, non pas les Russes, mais nous, Français. Nous les en remercions. Ils ont montré ainsi une fois de plus le cas qu'ils font de la France. Une défaite, même partielle, de nos armées, et entre autres la prise de Verdun dont le nom a gardé un singulier prestige en Allemagne, aurait eu un retentissement considérable. Leur courte psychologie, toujours préoccupée de l'effet immédiat, en eût abusé aussitôt sur l'esprit des Neutres. On ne peut vraiment croire que l'État-major de Berlin ait été assez naïf pour s'imaginer qu'il aurait brisé le front français, et ouvert par Verdun une brèche assez large à une nouvelle ruée de ses troupes sur la route... de Paris. Il est douloureux de penser qu'en France quelques esprits timorés s'en soient émus jusqu'à l'angoisse. Mais passons !

La bataille de Verdun est donc à la fois un échec d'une portée considérable pour l'Allemagne et un nouvel hommage éclatant rendu par ses chefs militaires au rôle que joue la France. Ils sentent de plus en plus quelle est la grande force morale de la coalition et que les vainqueurs de la Marne restent toujours les garans de la victoire européenne.

La bataille de Verdun, par sa durée, par les sacrifices qu'elle a coûté de part et d'autre, par le trouble qu'elle a pu apporter dans les projets et les prévisions des Alliés, serait-elle de nature, comme veulent le faire croire les Allemands, à affaiblir la force offensive des Alliés et à éloigner les probabilités de l'offensive générale qui doit décider de l'issue de la lutte ?

De cette offensive générale, en effet, personne ne doute, et l'aveu des Allemands est significatif. On se rend compte qu'il y aura un moment où se manifestera la rupture d'équilibre, où les Alliés, ayant enfin acquis la supériorité de toutes manières, se résoudront à donner d'un cœur égal l'assaut suprême.

Mais il semble qu'on ne s'entende pas encore complètement sur les conditions et sur l'époque de cette offensive générale; et cette incertitude pèse sur les esprits et obsède l'opinion publique. Il est difficile et même délicat de préciser ces conditions et surtout la date où elles seront réalisées. Les gouvernemens et les chefs militaires possèdent seuls tous les élémens du problème et de sa solution. Mais certaines données sont à la portée de tous et peuvent être discutées avec la réserve qui convient. La *Revue* nous a demandé de les présenter à ses lecteurs. Nous allons l'essayer, aussi modérément que possible.

En somme, la condition essentielle de l'offensive générale est d'avoir la supériorité sur l'adversaire, mais une supériorité telle que le résultat, c'est-à-dire la victoire, ne laisse aucun doute et amène la fin de cette effroyable guerre au gré des Alliés. Or, les facteurs militaires de cette supériorité restent toujours : le nombre, le matériel, la méthode stratégique, l'ascendant moral.

***

Cette quadruple supériorité, l'Allemagne l'avait, ou croyait l'avoir en 1914, quand la politique impériale a déchaîné la tourmente; l'événement n'a pas répondu à son orgueilleuse confiance. La victoire de la Marne a fait passer les chances de vaincre d'un camp dans l'autre. La guerre s'est prolongée très au delà des prévisions de l'État-major de Berlin. Après vingt et un mois de lutte sans répit, l'usure réciproque des forces en présence a produit ses effets, en particulier sur le nombre; mais elle atteint aussi les autres sources d'énergie : la production du matériel, les réserves d'argent et de vivres de la nation, la qualité des combattans et la résistance morale des peuples. Il n'y a pas de doute que l'Allemagne et ses alliés et complices souffrent de la prolongation des hostilités plus que les Alliés. Et on a pu émettre cette sorte de paradoxe qu'à la longue les forces alliées

croissent pendant que celles des Impériaux décroissent. C'est exact et cela mérite l'attention.

On a cherché souvent à estimer, dans des articles de presse et de revues, les effectifs globaux des belligérans et les disponibilités restantes à telle et telle date. Comme il s'agit de millions d'hommes, les calculs et les chiffres présentent des écarts considérables. Le système de la nation armée mobilise tous les hommes valides, de l'âge adulte au terme de l'âge viril, de vingt à quarante-cinq ans. Mais les nécessités de guerre font entrer en ligne de plus jeunes et plus vieilles classes, et la contribution humaine s'élargit ainsi de dix-sept à cinquante ans.

Pour l'Allemagne, par exemple, les estimations ont varié de 13 millions à 8 millions environ d'hommes mobilisés. Une erreur commise fréquemment a été de prendre pour base des calculs le chiffre de la population en 1914, plus de 65 millions. Or, les plus jeunes classes appelées : 1916-1917, remontent pour la naissance aux statistiques de 1896-1897, qui donnaient une population de 53 millions environ. On s'accorde à peu près aujourd'hui à fixer le rendement de la mobilisation allemande entre 9 et 10 millions d'hommes.

La même proportion appliquée à la France fournirait plus de 6 millions d'hommes, puisque en 1896 la population de la France était de 38 millions, à peu près égale, on le sait, hélas! à celle de 1914. Et il est facile de remarquer à ce sujet combien le fort accroissement régulier de la population allemande aurait fait dans moins de vingt ans pencher le plateau de la balance des forces ; les naissances de 1914 auraient donné à l'Allemagne en 1934 plus de 12 millions de soldats. Cette simple observation montre combien il importe d'abattre le militarisme allemand pour éviter qu'il reprenne l'œuvre de domination manquée, quand ses forces numériques se seront rétablies.

On peut établir des évaluations du même ordre pour toutes les armées belligérantes et on arrive ainsi à des totaux qui font frémir. Cette guerre met aux prises plus de 50 millions d'hommes !

Ne nous laissons pas cependant abuser par ces miroitemens de chiffres colossaux. Le nombre des combattans importe, mais ce sont leurs qualités guerrières qui décident de la victoire. Or, il a été toujours acquis que, dans toutes les armées, la valeur des combattans diminue avec l'âge. Les jeunes gens forment

l'armée de choc, avec l'armée active et ses réserves immédiates, puis la masse des réservistes de vingt-sept à quarante ans sert de renfort aux premières lignes éprouvées ; enfin, les classes anciennes constituent une sorte de levée en masse, dont la mission semblait être plutôt de défendre le territoire national ou d'occuper et garder les territoires ennemis conquis, en arrière du front de bataille. Tous ces élémens, de qualité différente, finissent à la longue par se confondre dans la tragique mêlée, mais il arrive un moment, quand la lutte se prolonge et que les sacrifices s'aggravent, où les plus jeunes, les premiers et les plus exposés, disparaissent dans la tourmente et laissent à découvert leurs aînés, qui sont obligés de faire face avec des forces moindres à des dangers croissans.

Il est encore plus difficile de calculer et d'évaluer cette usure que le total des disponibilités du début. Les nations peuvent la dissimuler longtemps et voiler sous une attitude énergique les défaillances intérieures et les signes de faiblesse. C'est ainsi qu'à première vue, l'Allemagne se défend de paraître épuisée, aussi bien par la voix des porte-parole de l'opinion nationale que par les manifestations offensives de ses armées. Elle se targue d'avoir livré à la publicité les listes de ses pertes, montrant ainsi qu'elle ne craint pas que l'on fasse les soustractions, que sa force restante demeure supérieure à celle des Puissances, qui font le secret sur leur déficit.

En effet, on peut établir, d'après les documens allemands, le compte approximatif des pertes subies par les armées allemandes, mais ces chiffres sont sujets à caution, car il est permis de croire que les listes dressées par les Allemands sont aussi inexactes que leurs communiqués. Ainsi les chiffres les plus récens donnent, fin mars, un peu plus de 700 000 morts, 1 700 000 blessés, 350 000 disparus. Ils sont manifestement audessous de la vérité, surtout en ce qui concerne les morts. Les Allemands combattent sur deux grands fronts, ils ont presque toujours été les assaillans, ils ont poursuivi de terribles et opiniâtres attaques avec une tactique impitoyable, et sans doute nécessaire, de formations denses et massives. Sur l'Yser, devant Ypres, en Pologne, et actuellement à Verdun, leurs pertes ont été extrêmement cruelles. Dans l'hiver 1914-1915, les batailles de Pologne ont été particulièrement dures ; beaucoup de blessés n'ont pu être secourus et ont dû succomber dans la neige et sous

les rigueurs du froid. Des moyennes ont été établies, d'après divers renseignemens recueillis et contrôlés dans les quartiers généraux et chez les Neutres. Elles varient par périodes et par théâtre d'opérations. Au 1er janvier, après dix-sept mois de guerre, nous avions nous-même estimé, d'après des données semi-officielles (1), le déficit global de l'armée allemande à près de trois millions d'hommes. Et à ce compte, il serait aujourd'hui de quelques centaines de mille au-dessus. Il y aurait de la témérité à s'aventurer dans de telles évaluations, et à donner des indications bien fondées sur la valeur numérique des effectifs restans après déduction des pertes : l'indécision est trop grande. Mais on ne peut douter que l'usure des hommes soit très forte en Allemagne et en Autriche-Hongrie, peut-être encore plus chez cette dernière Puissance. Actuellement, toutes les classes de dix-sept à quarante-cinq ans sont en ligne ou appelées ; il y a quelques mois, le recensement discret des hommes au-dessus de quarante-cinq ans était commencé en Allemagne. En Autriche, les levées touchent jusqu'aux hommes de cinquante ans.

Les jeunes classes allemandes 1916, 1917 et 1918 ont fourni ou fourniront des renforts assez considérables, car elles atteignent 500 000 jeunes gens par classe, soit 1 500 000 hommes. C'est la réserve suprême pour deux années de guerre. L'appoint des vieux *landsturmer* a peu de valeur. On a constaté parmi les prisonniers faits à Verdun la présence de soldats de la classe 1916. C'est normal. Nous-mêmes avons dû commencer à en user. Sur le front russe, les unités allemandes comprennent une forte proportion de *landsturm*.

A combien s'élèvent les effectifs des armées aux fronts ? Il serait évidemment intéressant de le savoir, pour estimer, après décompte approximatif des pertes et des non-combattans indispensables (2), les disponibilités des dépôts, qui constituent le réservoir des renforts. Tout récemment, le *Times* a publié les ordres de bataille des armées allemandes sur les différens fronts. Le colonel Repington et le colonel Feyler, les éminens critiques militaires du *Times* et du *Journal de Genève*, les ont commentés à des points de vue très différens. Nous ne pouvons, dans cet

(1) *Lettres à tous les Français*, de la Ligue française. *Lettre n° 3.*

(2) Dans ces non-combattans entrent les mobilisés employés à l'usine de guerre, les garnisons indispensables à l'intérieur, les hommes restés à l'étranger. Ils sont à déduire du chiffre total de la mobilisation.

exposé d'ensemble, reproduire et discuter les énumérations des armées et des divisions réparties entre les théâtres d'opérations d'Occident et d'Orient. Il paraît certain cependant que la plus grande partie de l'armée allemande est sur le front de France, que les armées opposées aux Russes comprennent un tiers d'Allemands et deux tiers d'Austro-Hongrois, et qu'il y aurait fort peu d'Austro-Allemands dans les Balkans. Les Italiens retiennent devant eux peut-être la moitié de l'armée autrichienne.

A défaut de chiffres précis, nous avons pour apprécier la réduction des effectifs un élément important dans la constatation, absolument démontrée, que les Allemands ne peuvent plus former et organiser des unités de guerre complémentaires comme ils l'avaient fait dans le début.

C'est ainsi qu'après avoir mis en ligne en août 1914 plus de 50 corps d'armée, doublant par là l'armée de première ligne, l'état-major constitua, en octobre 1914, 6 corps d'armée nouveaux à 8 régimens ; ce sont ces corps, formés avec l'*Ersatz-Reserve* et les jeunes engagés du début de la guerre qui ont fourni les hécatombes de la bataille de l'Yser et des Flandres. En janvier 1915, 4 nouveaux corps à 6 régimens apparaissent, surtout en Pologne. En avril 1915, la matière neuve commence à manquer ; on forme des divisions à trois régimens, en ramenant à trois le nombre des régimens de la plupart des anciennes divisions ; c'est un simple remaniement de forces. En juin 1915, on est réduit à se contenter de 10 régimens nouveaux constitués avec des compagnies prises sur le front ou venant des dépôts. En juillet-août 1915, c'est le *landsturm* qui fournit quelques régimens.

L'armée allemande a donc atteint en 1915 son maximum de formations tactiques encadrées : elles sont encore alimentées par les blessés guéris, par les plus jeunes et plus anciennes classes, jusqu'à épuisement. Par conséquent, les Allemands doivent suffire au développement énorme de leurs opérations avec les armées actuellement en ligne.

Toutes les offensives qu'ils ont conduites, depuis le mois de mai 1915, avec une maîtrise qu'on doit reconnaître, tant sur le front russe qu'en Serbie et en dernier lieu contre Verdun, n'ont pu être réalisées que par prélèvemens d'effectifs sur d'autres fronts. En particulier, l'armée des Balkans, pompeusement appelée armée d'Égypte, a été organisée avec une dizaine de

divisions dont la plus grande partie provenait du front russe. Et on peut remarquer que si l'offensive contre les Russes a pu embrasser, grâce au concours des Autrichiens, le vaste ensemble du front oriental, l'offensive récente contre le front occidental a dû se restreindre au secteur de Verdun et n'a pu être soutenue, comme le commandait la doctrine courante, par des attaques dans les autres secteurs.

Nous pourrions ajouter d'autres considérations, non moins valables, sur le déchet de la valeur combative produit par l'usure des cadres, particulièrement sensible dans l'armée allemande, où les officiers constituent une caste aristocratique recrutée sur elle-même, fermée aux sous-officiers en temps de paix. Mais ce serait dépasser le cadre de cette étude, et le sujet vaudrait à lui seul un article, car cette guerre a donné, sur la formation et la valeur des cadres, les démentis les plus imprévus aux idées reçues et aux vieilles routines dans tous les États belligérans.

Il résulte de ces considérations forcément sommaires que la suprématie numérique des Austro-Allemands, qui paraissait indiscutable en août 1914, plus encore par suite de leur longue préparation et de la surprise de la Triple-Entente que par la comparaison des chiffres totaux des mobilisés de part et d'autre, a été profondément et irrémédiablement abaissée.

Les mêmes considérations, en ce qui concerne les pertes et déchets, s'appliquent naturellement aux Alliés, mais avec cette différence, très étrange, que les Alliés n'ont pas mis en ligne, au début de la guerre, comme les Allemands, tous leurs effectifs mobilisables, pour diverses raisons dont la principale fut cette surprise dont ils faillirent être victimes, en pleine illusion pacifiste. Seule la France, mieux préparée, malgré les imprévoyances de certaine politique, mobilisa toutes ses forces. La Russie, gênée par sa vaste étendue et par une réorganisation inachevée à la suite des revers d'Extrême-Orient, ne pouvait mobiliser et armer que successivement, avec de grands écarts de temps, ses masses énormes. L'Angleterre, qui avait mis toute sa confiance dans sa flotte et dans son splendide isolement, n'avait qu'une armée coloniale, dont quelques divisions seulement étaient disponibles pour aller sur le continent. Ainsi les trois grandes Puissances alliées, dont la population dépassait 200 millions, sans compter les colonies,

disposaient fatalement de moins de soldats mobilisés et prêts à entrer en campagne que les Empires du Centre, avec leurs 120 millions d'habitans.

Mais l'échec du plan initial allemand et la transformation de la guerre en guerre de tranchées sur le front occidental a renversé les proportions. Les Alliés ont gagné le temps nécessaire pour réparer les fautes et les erreurs et faire l'effort magnifique, inouï, qui a mis la nation tout entière à l'usine de guerre comme au front de bataille.

Malgré ses pertes cruelles, la France oppose à la masse allemande, qui pèse encore sur elle, une barrière infranchissable. Nos admirables soldats, réduits jusqu'ici à une défensive presque passive, frémissent d'impatience dans l'attente de l'irrésistible *furia* qui expulsera l'envahisseur. La Russie si éprouvée, mais dont le peuple et l'armée restent étroitement unis pour la lutte contre l'Allemand spoliateur et corrupteur de consciences, a fourni une nouvelle et puissante armée avec ses innombrables réserves; elle nous envoie, pour preuve de sa fécondité et de sa solidarité indéfectible, de superbes troupes qui vont combattre à côté des nôtres. Et l'Angleterre, s'arrachant lentement à ses vieilles institutions, consciente à la fois du danger et de sa force qu'elle ne soupçonnait pas, après avoir transformé, avec deux millions de volontaires, la « misérable petite armée, » dont parlait avec dédain le Kaiser, en une nombreuse et solide armée, vient d'accepter le service obligatoire qui mobilise 5 millions d'hommes. Elle affirme ainsi, à côté de ses alliées, sa volonté implacable d'abattre à nouveau « l'ennemi du genre humain (1). »

Le compte est facile à faire maintenant. Les millions d'hommes s'ajoutent aux millions ; Français, Russes, Anglais, Italiens, sans oublier les Belges, les Serbes, les Monténégrins et les Portugais, peuvent réunir en Europe 20 millions de combattans résolus contre 10 millions à peine d'Impériaux. Et c'est à regret que nous ne comptons pas encore les Japonais, alliés qui ne sont pas inactifs, loin de là, mais dont il serait à

(1) Nous ne comparons pas le Kaiser à Napoléon. A travers l'épopée sanglante de la Révolution et de l'Empire, Napoléon reste éblouissant, sa gloire est pure et son œuvre fondamentale a duré. Mais on comprend que l'Europe coalisée de 1814 ait voulu en finir avec des guerres épuisantes, et qu'elle ait âprement lutté contre celui qu'elle appelait l'ennemi du genre humain : aujourd'hui, c'est contre le fléau de l'humanité, le nouvel Attila, que l'Europe et le monde sont alliés.

désirer que la belle valeur guerrière fût utilisée sur les chemins de Constantinople.

Le nombre est donc aujourd'hui du côté des Alliés, et non pas le nombre brut, un total humain, mais le nombre organisé, armé, outillé pour la lutte décisive. Car il ne s'agit pas seulement dans cette formidable guerre de la supériorité numérique. L'arithmétique ne perd jamais ses droits, mais elle ne suffit pas. Toutes les sciences collaborent à l'œuvre guerrière par les forces incomparables de destruction qu'elles ont fournies à l'art de la guerre.

La supériorité numérique doit être soutenue par la supériorité du matériel. Elle serait impuissante contre un adversaire disposant d'un outillage plus meurtrier. Et cette guerre nous a donné encore de ce côté des surprises extraordinaires.

***

Les Allemands avaient cru aussi s'être assuré la supériorité du matériel perfectionné. De même que le vieux de Moltke avait transformé les méthodes de guerre en 1866 et en 1870, en adaptant les chemins de fer, la télégraphie et les canons Krupp à la stratégie des grandes armées de plusieurs centaines de mille hommes, de même l'État-major de Berlin, qu'il avait dirigé jusqu'à sa mort, avait appliqué aux millions d'hommes, qu'il comptait mettre en ligne, les sensationnels progrès du machinisme scientifique qui avaient marqué la fin du XIXe siècle et le commencement du XXe. Toute l'industrie allemande était mobilisée et organisée en vue de la guerre, et l'on sait à quelle puissance de recherche et d'organisation était arrivée cette industrie dans toutes les branches : métallurgie, physique, chimie, transports, etc. L'Allemagne, prenant son bien partout où elle le trouvait, démarquait et exploitait les idées et les inventions des autres pays, les réalisant au double profit de sa richesse économique et de la conception pangermaniste.

Nous n'avons rien à apprendre aux lecteurs de la *Revue* sur tout ce travail d'avant-guerre préparatoire à la victoire qui a caractérisé dans le monde entier l'action allemande à partir de l'avènement de Guillaume II. Il y a même encore aujourd'hui quelque chose d'incompréhensible dans le fait que cette Allemagne, qui semblait conquérir le monde commercialement et économiquement par le seul jeu de ses forces d'organisation et d'expansion,

se soit jetée dans une guerre en apparence inutile, dont elle ne pouvait attendre aucun profit supérieur à ce qu'elle tenait déjà! Le voile se lève peu à peu sur cette mystérieuse et effroyable démence, sur ce mal de l'esprit qui a frappé le cerveau allemand... pour le salut de l'Europe et de l'humanité!

Nous ne pouvons rappeler que sommairement les élémens de cette supériorité matérielle qui renforçait au plus haut degré la supériorité du nombre et de l'organisation militaire : l'artillerie lourde de tous calibres, les mitrailleuses, l'aviation, les automobiles, les sous-marins, les gaz asphyxians, etc.

Tout le monde sait aujourd'hui la disproportion d'artillerie lourde qui existait entre l'Allemagne et ses adversaires. L'efficacité et la mobilité de ces pièces à grande portée et à gros projectiles avaient été l'objet de nombreuses polémiques et controverses. Nous venions cependant d'adopter en France un programme de réfection de notre matériel. Les Allemands avaient déjà réalisé le leur, et ce fut sans doute une des raisons pour lesquelles, ayant l'avance certaine sur ce point, ils ne voulurent pas attendre plus longtemps l'occasion. Les premières batailles parurent confirmer la puissance de cette artillerie nouvelle, jusque là réservée aux places fortes et aux sièges. Les obusiers légers de 105, les obusiers lourds de 150, les mortiers de 210, accompagnaient les corps d'armée, grâce à la traction automobile. Et les avalanches de projectiles de tous calibres qui précédaient comme des avant-gardes de fer et de feu les colonnes allemandes, firent fléchir au début nos troupes surprises et notre admirable 75. A cette artillerie, copieusement approvisionnée, prodigue de ses obus, s'ajoutaient des engins plus petits, mais encore plus meurtriers et impressionnans, les mitrailleuses, véritables canons d'infanterie, transformant en zone de mort impénétrable tout le terrain battu par leurs rafales précipitées. Les Allemands les avaient multipliées et en avaient pour ainsi dire fait la base de leur tactique d'infanterie. Nous avions aussi des mitrailleuses, supérieures même techniquement aux mitrailleuses allemandes, mais dans le rapport d'une contre trois, et il régnait encore dans notre armée une certaine indécision, presque du scepticisme, sur leur emploi. Les théories très entraînantes de l'offensive à outrance, de l'assaut à la baïonnette, seuls déterminans de la victoire, avaient illusionné notre belle et ardente infanterie sur les difficultés de l'attaque

à découvert, sur les effets meurtriers des armes de toute nature, et sur les leçons que nous avaient données pourtant les guerres récentes au point de vue de l'emploi de la fortification du champ de bataille et de la nécessité des cheminemens lents, mesurés, progressifs, à travers les couverts naturels et artificiels.

Les premiers revers eurent tôt fait de nous ouvrir les yeux. Notre tactique s'adapta rapidement à la dure expérience des faits. Et il se passa ceci, que l'artillerie lourde allemande, si efficace au début contre notre offensive qu'elle contribua à briser encore plus que le choc de ses masses de fantassins, ne put suivre et se réapprovisionner aussi rapidement que le comportait la marche accélérée des armées allemandes. A mesure que notre habile reploiement stratégique ramenait nos armées sur leurs renforts et sur leurs ressources, les lignes de communications allemandes s'allongeaient et se distendaient outre mesure; la rupture des ponts de la Meuse, de l'Aisne, de l'Oise, ralentissait le passage des trains de combat, et le retour offensif de la Marne surprit certainement les Allemands en pleine crise de munitions, particulièrement leur aile droite, épuisée par sa colossale conversion.

Notre 75 reprit le dessus, qu'il n'a plus perdu, et seconda magnifiquement l'élan de nos soldats dans les journées inoubliables du 5 au 13 septembre 1914. Et s'ils ne purent dépasser l'Aisne et reconduire, la baïonnette haute, les envahisseurs jusqu'aux Ardennes, c'est que ceux-ci retrouvèrent à leur tour leur artillerie lourde et leurs munitions, et qu'il nous fut impossible, faute d'artillerie lourde et de munitions, de forcer les positions déjà retranchées du Soissonnais et de la Champagne.

Mais la victoire de la Marne avait produit ce double effet d'arrêter un ennemi triomphant et de nous éclairer sur les insuffisances de notre matériel. La guerre va se transformer en guerre de tranchées. Le sublime effort que nous et nos alliés belges et anglais fournissons encore jusqu'au 13 novembre 1914, de l'Aisne à l'Yser par Arras et par les Flandres, et qui est encore plus digne d'admiration peut-être que le redressement de la Marne, fixe définitivement l'invasion sur ce front immuable dont les deux adversaires poursuivent depuis vingt mois sans relâche la rupture. Alors la France improvise dans les conditions les plus difficiles, séparée qu'elle est de ses plus impor-

tantes régions industrielles, l'usine de guerre qui doit lui fournir les forces de destruction, dont un ennemi formidablement outillé et préparé a cru accabler son imprévoyance. Toute notre métallurgie se modifie, s'élargit, s'adapte à l'œuvre de salut public. *Des canons, des munitions!* le mot d'ordre est donné à l'atelier national. Il faut des canons de tous calibres, des mitrailleuses, des grenades, des engins de tranchées, des projecteurs, des explosifs, des armes, des munitions, en quantités de plus en plus extraordinaires. Car l'usine de guerre allemande prend des proportions formidables. Le plan de l'Allemagne a été déçu, enrayé, mais elle le poursuit avec une âpreté croissante, elle entraîne dans la lutte d'autres États, pour ou contre elle. Ses offensives répétées sur le front oriental donnent la mesure de la puissance de sa production matérielle et du sens impitoyable qu'elle veut donner à la lutte.

A l'exemple de la France, l'Angleterre adapte lentement aux nécessités impérieuses de la guerre la plus grande partie de sa supériorité industrielle. Il lui faut du temps, elle a tout à apprendre et à changer dans ses institutions et dans ses méthodes pour faire face à la plus imprévue et à la plus tragique des vicissitudes de son histoire. Et la France et l'Angleterre doivent tout d'un coup fournir le matériel à la Russie. Il faut aussi pourvoir à la détresse de la Serbie. Avec l'aide de l'iudustrie japonaise, tout est réparé en Russie, malgré qu'il y reste encore des traces de la funeste corruption allemande. A l'heure actuelle, on peut enfin affirmer que les Alliés ont résolu le problème, si chargé d'inconnues il y a encore quelque temps, de s'assurer la supériorité du matériel en quantité et en qualité. Les lecteurs de la *Revue* nous pardonneront de ne pas insister davantage sur cette question et de ne pas leur parler des gaz asphyxians et délétères, des jets de pétrole enflammé, et de tous ces procédés d'une barbarie atroce introduits par les Allemands dans le combat. Nous y répondons peut-être avec trop de ménagemens! Nous avons l'âme trop éprise d'humanité, trop chevaleresque, trop sensible. Il faudra bien pourtant rendre coup pour coup.

A la guerre terrestre s'est superposée la guerre aérienne. Là encore, les Allemands avaient pris, dès le début, une certaine supériorité, plutôt tactique que technique. Si l'aviation, après les sensationnelles expériences de Wilbur Wright, au camp

d'Auvours, était devenue pour ainsi dire une marque française, grâce à la souplesse de nos hardis pilotes et à la science pratique de nos constructeurs, elle était cependant restée plus sportive que militaire. Beaucoup d'officiers et de sous-officiers, impatiens d'aventures et lassés de la vie de garnison, s'étaient jetés dans cette passionnante lutte avec l'air, mais l'entente ne s'était pas faite sur l'utilisation de l'aéronautique, de la cinquième arme, comme on l'appelait, en vue de la guerre. Comme pour l'artillerie lourde, on tâtonnait, on hésitait, on disputait, et nous entrâmes en campagne avant qu'une méthode de guerre aérienne eût été adoptée. Nos appareils, de modèles assez variés, monoplans et biplans, assez solides, mais d'une vitesse modérée, servirent surtout d'abord à l'exploration et aux reconnaissances. Au contraire, les Allemands, nous empruntant d'ailleurs comme toujours nos brevets, ne s'étaient pas contentés de perfectionner les systèmes, ils avaient réglé le jeu de leurs avions comme une arme liée aux autres, en stratégie et en tactique. En particulier, ils se servirent des avions pour repérer le tir de leur artillerie. Et ceux qui furent témoins des premières batailles se rappellent la rapidité avec laquelle les obus arrivaient sur les emplacemens vulnérables après que le vol tournoyant des avions les avait désignés aux observateurs des batteries. Mais, en août 1914, l'aviation militaire n'était pas assez avancée pour qu'on pût faire à la guerre aérienne la part que certains romanciers des temps futurs lui avaient assignée.

Les Allemands eux-mêmes, qui avaient prévu et préparé tout le modernisme scientifique de la guerre brutale et destructive, ne pouvaient attendre que la navigation aérienne eût fait les progrès qui devaient certainement, dans un avenir assez éloigné, la rendre très redoutable et en faire même l'instrument décisif de la bataille. Il en a été de même d'ailleurs des sous-marins. La marine allemande s'en était suffisamment précautionnée, mais le type de croiseur submersible à très grand rayon, capable de tenir pendant plusieurs semaines la haute mer et de semer les torpilles et les mines sur un vaste champ de naufrage, était encore dans les cartons des ingénieurs. Il est probable que si l'amiral von Tirpitz ne s'était pas fait illusion sur l'attitude de l'Angleterre et sur les possibilités du blocus de l'Allemagne, il aurait conseillé au Kaiser de retarder de quelques mois le geste du glaive, et que la guerre sous-marine

aurait été autrement préjudiciable aux flottes alliées, surtout dès les premières semaines de la lutte.

La guerre aérienne, comme la guerre sous-marine, s'est développée et s'est accrue avec la prolongation de la guerre. Les combats aériens sont devenus de plus en plus fréquens, et les adversaires ont rivalisé d'ingéniosité et de hardiesse. Les Allemands semblent s'être attachés à confier à l'aviation proprement dite la tactique de reconnaissances et de combats sur le front, et à pratiquer les bombardemens avec les grands dirigeables. Les Zeppelins ont fini par se substituer aux fameux Taubes pour lancer les bombes sur les villes ouvertes et les campagnes, dans ce parti pris de terreur et d'extermination qui est au fond des méthodes de guerre germaniques. Mais leur vulnérabilité les oblige à marcher et agir de nuit, leur action est incertaine, et les résultats obtenus sont tout à fait hors de proportion avec le coût de ces monstres de l'air et les pertes qui les éprouvent.

Nous et nos alliés, nous avons au contraire forcé notre production en avions spécialisés pour le but qu'ils poursuivent : bombardement, chasse, reconnaissances d'artillerie, exploration. Et on ne peut nier qu'actuellement nous n'ayons acquis un réel ascendant sur les pilotes allemands. Nos escadrilles aident puissamment le commandement et les troupes. Quoique la guerre aérienne soit encore limitée par les difficultés techniques de l'aéronautique, elle peut et doit devenir un des élémens de cette supériorité nécessaire à l'offensive générale, et il est à souhaiter que nous voyions des appareils nouveaux et très nombreux accompagner et précéder nos lignes, quand elles refouleront les Barbares.



Nous en arrivons maintenant à la partie la plus délicate de cette étude. De ce que nous venons de dire bien succinctement, nos lecteurs auront compris que l'offensive générale est rigoureusement subordonnée à la certitude de cette supériorité du nombre et du matériel indispensables. C'est parce qu'ils étaient aveuglément convaincus de la posséder que les Allemands ont lancé en 1914 cette formidable offensive qui a failli submerger le théâtre de guerre occidental, et c'est quand nous, alliés, nous serons persuadés à notre tour que nous la tenons, qu'alors nous

pourrons fixer l'heure de l'abordage décisif. Et la question vient naturellement aux lèvres de tous : *Quand serons-nous prêts?*

Il est impossible d'y répondre, et je doute même que les gouvernemens et les généralissimes soient en état de fixer une date plus ou moins prochaine. Ils peuvent prévoir et calculer ; leurs résolutions et leurs décisions dépendent non seulement de leur certitude et de la connaissance de leurs forces, mais aussi de l'évaluation de la résistance qu'opposera l'adversaire et du choix du moment opportun où ils sentiront que son affaiblissement provoquera la défaillance sous le choc irrésistible. Et c'est la grande inconnue, même à l'heure qu'il est.

L'usure de l'Allemagne est manifeste : elle se révèle par l'acharnement même que son haut commandement continue à mettre contre Verdun. Les assaillans ont été exaltés par la parole impériale : Verdun pris, c'est la fin de la guerre! Il est possible que l'État-major essaie encore d'exploiter l'attitude, en apparence passive, des Alliés, par de nouvelles manifestations offensives. L'Allemagne, il faut le reconnaître, n'est pas au bout de ses forces. Elle n'est pas encore sur les genoux! Mais elle souffle et elle souffre. L'hémorragie vide ses veines, l'anémie que cause le blocus épuise les nerfs de son peuple. Qu'on s'imagine l'état d'âme de ce peuple allemand, grisé de conquêtes et de victoires, abusé sur son rôle prédestiné, et qui voit bien que la guerre dure, que ses adversaires ne se reconnaissent pas vaincus, que les listes funèbres font pénétrer les deuils et les angoisses dans tous les foyers, que les vivres sont rationnés, que la vie facile d'avant la guerre fait place à la disette et à la misère, que la richesse promise sur les dépouilles des nations vaincues est un mirage qui s'enfuit, que les ports si débordans naguère d'activité mondiale sont déserts, que l'industrie et le commerce sont réduits aux fournitures de guerre! Certes il est discipliné, formé à cet automatisme intellectuel et moral qui l'a mis dans les mains du militarisme et de la féodalité prussiennes et qui a engendré dans la nation et dans l'armée, étroitement solidarisées, de grands efforts collectifs. Mais il est incapable encore de comprendre ce qui s'est passé dans ces vingt mois de guerre, et comment se sont renversés les destins.

Cependant, déjà des voix s'élèvent et des manifestations populaires se produisent. La faim est mauvaise conseillère. Il est de plus en plus certain que l'Allemagne désire la paix, non

pas certes la paix du vaincu, mais la paix de celui qui n'a pu être victorieux et qui, conscient encore de sa force, propose la trêve et l'accommodement à l'adversaire qu'il croit assez affaibli lui-même pour céder par lassitude et épuisement. C'est le moment où à la volonté de vaincre, facteur essentiel de l'offensive et de la victoire, succède la volonté, puis le désir de ne pas être vaincu, prélude de la défensive et de la défaite.

C'est ce que comprennent les Alliés au fur et à mesure qu'ils sentent leurs forces associées croître et devenir supérieures à celles de l'Allemagne. Et ils doivent n'en être que plus implacables dans leur volonté de vaincre, mais aussi plus prudens dans les décisions capitales qui lanceront leurs armées à la suprême bataille. Jamais le proverbe familier : « Avoir tous les atouts dans son jeu » n'aura eu plus solennelle application. Les Alliés tiennent la paix de l'Europe et du monde dans leurs mains, et comme on l'a dit maintes fois, le temps travaille désormais pour eux.

Les Neutres le comprennent aussi aujourd'hui. Le respect ou la terreur que leur inspirait l'Allemagne, et même les sentimens et les relations d'amitié qui illusionnaient certains chefs d'État et hommes politiques sur les véritables intentions de l'Empereur et de ses conseillers et sur la mentalité du peuple allemand, les empêchèrent de faire l'acte de protestation unanime, le jour où les armées allemandes pénétrèrent sur le territoire de la Belgique. Protestation d'ordre platonique sans doute, mais qui désolidarisait leur conscience du crime commis contre un petit peuple confiant dans la foi jurée ! Il est probable qu'ils se seraient inclinés devant le fait accompli de la victoire de l'Allemagne et qu'ils auraient accepté de gré ou de force la vassalité plus ou moins déguisée qui en aurait été la conséquence. L'échec initial du plan pangermanique les a sauvés, eux aussi, de l'absorption et de la honte. Il leur a fallu cependant la longue épreuve de près de deux ans de guerre pour voir clair dans ce conflit qui mettait aux prises deux civilisations, deux conceptions du droit et de la force. Le président Wilson, après de longs atermoiemens, a enfin donné la note qui doit guider désormais les politiques neutres. En acceptant de se conformer pour la guerre sous-marine aux conventions internationales, l'Allemagne a implicitement avoué, non seulement la défaite morale qu'elle a subie à Verdun, mais aussi l'impuissance où

elle se trouve à imposer ses méthodes et ses volontés aux Neutres comme aux Alliés. Il en résulte que l'ascendant moral, complément de la supériorité guerrière, passe tout entier dans le camp des Alliés : les conséquences s'en font certainement déjà sentir chez nos ennemis et ne peuvent que s'aggraver de jour en jour. Cet ascendant moral s'est maintenu chez nos ennemis jusqu'aux derniers événemens par ce fait que les Impériaux semblaient avoir toujours le monopole et l'initiative des attaques et de l'offensive. Et l'on comprend qu'ils cherchent toujours à en imposer par des manifestations réitérées de leur force offensive. Mais elle s'épuise, et les temps sont proches où ils subiront à leur tour la volonté de l'offensive alliée.

*
* *

Il nous reste maintenant à examiner comment l'offensive générale peut être exécutée et dans quelles conditions stratégiques et tactiques elle aboutira d'abord au recul, puis à la dislocation des armées impériales.

On ne peut comparer stratégiquement cette offensive générale, tout au moins dans son mouvement initial, à l'offensive allemande de 1914 et à la contre-offensive française de la Marne, pas plus qu'aux premières batailles de Galicie et de Pologne. En août et septembre 1914, les armées firent ce que les doctrinaires militaires appelaient la guerre en rase campagne et la guerre de mouvement. Les plans stratégiques s'y déployaient dans toute l'ampleur des marches et des manœuvres sur de vastes espaces, et les batailles gardaient leur caractère ancien, à cela près qu'elles mettaient aux prises des millions d'hommes et se prolongeaient pendant plusieurs jours, au lieu de se dérouler entre un lever et un coucher de soleil. Puis la guerre se mua en guerre de positions, et le sol fouillé à des profondeurs de plus en plus grandes, raviné de tranchées et de boyaux, hérissé de fils de fer barbelés, bouleversé et chaotique sous le labourage des obus et l'explosion des mines, devint l'obstacle infranchissable devant lequel les lignes de fusils et de mitrailleuses se guettent à quelques mètres de distance. Le siège commença de part et d'autre et imposa la transformation des méthodes tactiques. Il fut reconnu que l'infanterie ne pouvait aborder et enlever ces boursouflures perfides et meurtrières, qui constituent les lignes successives de tranchées,

qu'après qu'elles auraient été aplanies, nivelées, broyées, comblées, et que les défenseurs en auraient été exterminés ou expulsés par d'effroyables et longs bombardemens. Et après vingt-deux mois de cette guerre sans précédent, le front occidental, de la Belgique à l'Alsace, est resté à peu près immuable dans sa forme générale, sous cette réserve cependant, que nos héroïques soldats ont occupé peu à peu, au prix de durs sacrifices, la première bordure des lignes allemandes. Mais toutes les grandes attaques qui ont été tentées pour le briser et le rompre, pour faire ce qu'on appelle des trouées et des percées, n'ont pu arriver qu'à gagner quelques centaines de mètres, quelques kilomètres, âprement disputés. Elles ont presque toujours brillamment débuté après la préparation des bombardemens, puis elles se sont butées contre d'autres lignes que l'artillerie n'avait pas pu atteindre. Il en a été ainsi pour nous et nos alliés à Ypres, en Artois, en Champagne, en Alsace, et pour les Allemands sur l'Yser, en dépit des gaz asphyxians, et enfin à Verdun, où a échoué l'attaque la plus formidable, la mieux préparée qui ait été faite sur le front occidental.

On pourrait donc en conclure que les fronts ainsi organisés sont inviolables, que leur forcement exige des sacrifices d'hommes démesurés et révoltans, et qu'alors il faut attendre la fin de la lutte, soit de l'action sur d'autres théâtres d'opérations plus favorables, soit du lent épuisement d'un adversaire bloqué et affamé! Il faut se garder d'une telle interprétation d'actes de guerre qui n'ont en rien réalisé les conditions indispensables à l'offensive générale, seule capable de rompre les fronts et les tranchées qui les protègent. C'est à tort qu'on s'est imaginé qu'il suffirait d'y pratiquer des brèches plus ou moins larges, trouées ou percées, peu importe le mot, pour ouvrir le passage aux masses tenues en réserve.

Outre que la brèche doit se continuer en profondeur contre les obstacles nouveaux qui ralentissent et usent l'attaque, et qu'on ne peut ainsi déployer en largeur au delà des lignes fortifiées, aussi rapidement qu'il conviendrait, les troupes victorieuses au premier assaut, afin de gagner l'espace nécessaire aux opérations décisives, il arrive fatalement que l'adversaire, un moment ébranlé, a le temps de se ressaisir, d'amener des réserves de l'arrière ou des secteurs voisins, et peut, par enveloppement et rabattement, mettre en danger les assaillans

épuisés. C'est ce qui s'est passé par exemple en Pologne, en décembre 1914, quand deux corps d'armée allemands, qui avaient forcé les lignes russes à l'Est de Lodz, furent enveloppés par les réserves russes et faillirent être complètement anéantis.

Sur des fronts aussi formidablement fortifiés, la rupture ne peut être valable que si elle se produit à la fois sur plusieurs secteurs, ou si elle renverse d'un seul coup 100 à 150 kilomètres de tranchées. L'effort ne doit pas être localisé, mais généralisé. C'est-à-dire qu'on ne peut comprendre une tentative de forcement que comme une bataille engagée sur tout le front, affectant dès le début une violence égale partout, maîtrisant l'ennemi, l'empêchant de faire les navettes de ses réserves, jusqu'au moment où, sous des pressions progressives, de larges pans de la muraille s'effondreront, laissant aux armées de manœuvre, prêtes à s'élancer, les possibilités de prendre le large au delà des barrières renversées et de chercher alors la guerre de mouvement qui achèvera la dislocation des armées en retraite. La bataille reprendra alors le caractère stratégique et tactique d'autrefois.

Auparavant, on le voit, cette bataille doit se plier aux conditions nouvelles de la guerre de tranchées. Elle doit être généralisée et frapper uniformément le front entier, mais elle n'est tout d'abord qu'une attaque frontale, sans manœuvre possible avant l'éclatement des lignes fortifiées. Il n'y a qu'à considérer les fronts actuels pour se rendre compte qu'ils ne peuvent être ni tournés, ni débordés suivant les principes de guerre enseignés et pratiqués jusqu'ici. En effet ils n'ont pas d'ailes. Ce ne sont pas seulement leurs vastes dimensions et leur organisation défensive qui en rendent l'attaque si difficile, c'est l'impossibilité de les manœuvrer. Les batailles fameuses de Cha-ho et de Moukden, dans la guerre russo-japonaise, nous avaient laissé un exemple des batailles modernisées sur des positions fortifiées, se prolongeant pendant plusieurs journées. Mais leurs ailes n'étaient pas appuyées à des obstacles infranchissables : elles ont été tournées. C'est ainsi qu'à Moukden l'armée de Nogui, après la prise de Port-Arthur, procéda à l'enveloppement de l'aile droite russe, attira sur elle les réserves qui s'étaient portées d'abord à la gauche, et permit au centre japonais de forcer le centre russe. Or le front occidental se termine d'un côté sur la Manche et de l'autre sur le Rhin et la Suisse. Il ne pourrait être tourné que par un débarquement des Alliés

sur la côte belge ou hollandaise. Mais une telle opération, que la maîtrise de la mer favoriserait sans doute, n'aurait de chances de réussite que si les Alliés avaient déjà fortement avancé en Belgique et si la Hollande se joignait aux Alliés. L'offensive générale sur le front occidental doit donc prendre la forme que nous indiquions : attaque frontale, d'abord uniforme, attaques plus violentes et sans trêve sur des secteurs déterminés, où se feront les poussées décisives.

On peut en dire autant du front russe. Il est également limité par la Baltique au Nord et par la Roumanie au Sud. Mais il est beaucoup plus étendu que le front occidental, par conséquent plus facile à rompre. Comme nous l'avons dit au cours de cet exposé, les effectifs austro-allemands sur ce front sont certainement inférieurs à ceux du front français. Les plaines molles et ondulées de la Lithuanie et de la Pologne sont favorables à la guerre de mouvement. Les armées russes reconstituées auront moins de peine que nous, semble-t-il, à ramener les Impériaux hors du territoire russe.

Le front italien est spécial : c'est la guerre des Alpes. Les Italiens ont essayé de le tourner par leur droite en attaquans Gorizia et le Carso, qui ouvrent à la fois les chemins de Trieste et de Laybach. On s'est étonné qu'ils n'aient pas, avec l'aide de leur flotte, enlevé Trieste et coupé l'Istrie de l'Autriche. On s'est étonné aussi qu'ils n'aient pas secouru à temps les Serbes et prolongé ainsi leur action sur le Danube. L'histoire fera plus tard la lumière sur ce point comme sur tout le reste. Le résultat de l'intervention italienne, en dehors du noble sentiment qui l'a amenée, a été de retenir la moitié de l'armée autrichienne sur un front nouveau. Il n'y a pas de doute que l'offensive générale n'arrive, sur le front italien, à faire reculer les Autrichiens (1), mais elle sera singulièrement aidée par l'offensive générale dans les Balkans.

De tous les fronts, celui des Balkans, réduit actuellement aux camps retranchés de Valona et de Salonique, paraît le plus propice à une offensive, sinon immédiate, du moins préparatoire à l'offensive générale des Alliés. L'armée bulgare de Macédoine et les corps turcs qui tiennent à sa gauche la Thrace

(1) Au moment où paraît cet article, une offensive autrichienne se dessine avec violence sur le front italien, en particulier du côté du Trentin. L'État-major de Berlin veut que les Autrichiens aient à leur tour leur Verdun !

n'ont pu organiser ces régions avec la même puissance que les grands fronts français et russes. Le pays, quoique montagneux, se prête à la guerre de mouvement pendant tout l'été. L'armée serbe, ressuscitée et animée de l'âpre exaltation de la vengeance saura bien retrouver les chemins qu'elle a parcourus, victorieuse, en 1912 et 1913. Les routes qui conduisent à Sofia et à Constantinople, sont moins longues que celles qui vont au Rhin et à l'Oder. Nous avons déjà exposé nos idées à ce sujet dans un précédent article (1). Nous n'y revenons que pour insister à nouveau sur l'importance capitale d'une décision et d'une offensive prochaines en Orient. La capitulation de Kout-el-Amara a été un événement fâcheux, au point de vue moral, mais c'est un incident militaire très réparable. Et il ne doit nullement arrêter la marche convergente des Russes et des Anglais sur Bagdad et Alexandrette.

On pourrait sans doute examiner de plus près les modalités de l'offensive relatives à chaque front, et rechercher les objectifs sur lesquels seraient dirigées les attaques principales. Mais nous entrerions ainsi dans un domaine où l'on risquerait de s'égarer et de donner prise à la censure. Nous en avons dit assez, croyons-nous, pour cette fois.

* * *

Pour résumer ces réflexions sur les conditions de l'offensive générale, nous espérons avoir éclairé l'esprit de nos lecteurs sur deux points :

1° L'offensive générale des Alliés ne peut être décidée que lorsque leur supériorité numérique et matérielle ne fera plus aucun doute. Il serait téméraire d'en conjecturer la date. Les gouvernemens et le haut commandement en sont seuls juges. Elle se produira, elle sera victorieuse. C'est affaire de patience et de constance des nations comme des armées.

2° Cette offensive doit être *simultanée* et poussée à fond sur tous les théâtres d'opérations. Cela ne veut pas dire que tout le monde bondira hors des tranchées à la minute réglée sur toutes les montres. Mais il faut que tous les fronts soient attaqués à la fois et dans toute leur étendue, que ni trêve ni répit ne soient laissés aux Impériaux jusqu'à ce que, d'abord, les terri-

(1) Voyez dans la *Revue* du 1er mai : *La Guerre dans le Levant.*

toires envahis soient libérés, et que par suite leurs armées soient refoulées au delà des frontières que l'expansion germanique n'aurait pas dû dépasser.

Il y aura sans nul doute échelonnement dans les attaques et les efforts. L'habileté du commandement consistera à saisir au moment opportun les faiblesses et les défaillances de l'ennemi sur chaque front.

Nous sommes convaincus que dans un avenir, que tous voudraient prochain, mais qui dépassera la deuxième année de guerre, la victoire couronnera enfin l'union indissoluble des Alliés et donnera au monde la paix qu'il faut. Mais ce sera à une condition essentielle, celle qui résume toutes les autres : *L'entente absolue entre les Alliés*. L'union, l'alliance, ne seront ni relâchées ni rompues, malgré les perfides machinations de l'Allemagne et de quelques pacifistes irréductibles et aveuglés. Les Alliés sentent qu'ils sont désormais les maîtres de l'heure : les Neutres n'en doutent plus. Il importe que chacun reconnaisse les erreurs et les fautes passées et accepte la leçon des faits, et que les stratégies militaire et diplomatique obéissent à un mot d'ordre commun et impérieux. Ce mot d'ordre, nous le disons hautement, doit partir de la France. C'est elle qui a tenu le coup, — l'expression est vulgaire, mais elle est juste! — et brisé à la fois le plan et l'orgueil allemands. Elle a donné l'exemple d'un effort national inouï dans l'histoire. Elle constitue par sa situation européenne, par sa modération, par son désintéressement, nous le répétons, et qui en douterait? la grande force morale de la coalition. Elle reste la grande génératrice de foi, de lumière, de justice. Autour d'elle, les nationalités opprimées, et les Puissances alliées qui la soutiennent dans le combat pour l'humanité, attendent avec confiance les conséquences de la victoire, c'est-à-dire la paix européenne et mondiale fondée sur la ruine du militarisme et du féodalisme germaniques qui ont jeté à la mort des millions d'êtres laborieux et innocens.

Général MALLETERRE.

LE TROISIÈME CENTENAIRE

DE

CERVANTES

L'Espagne vient de célébrer le troisième centenaire de la mort de Miguel de Cervantes, décédé à Madrid le 23 avril 1616, le jour même où s'éteignait à Stratford-sur-Avon son émule William Shakspeare. Est-ce cette curieuse coïncidence qui a décidé les Espagnols à se livrer à une nouvelle apothéose de leur plus grand écrivain, qu'ils avaient déjà fêté très copieusement en 1905, lors du troisième centenaire du *Don Quichotte?* Cela semble peu probable. D'autres motifs malaisés à discerner nous ont donc valu la fête de cette année, qui, à un intervalle si rapproché, ne pouvait guère offrir qu'une copie atténuée de la première : onze ans ne suffisent pas pour renouveler un sujet. En 1905, écrivains notoires, érudits de toute taille, hommes politiques, militaires, marins, médecins et criminalistes avaient abondamment parlé et écrit; plusieurs avaient même, comme on dit, vidé leur sac jusqu'au fond. L'Espagne, pendant quelques mois, fut comme submergée par une inondation de papier noirci, au profit de Cervantes ou à son détriment. A côté de travaux fort recommandables et d'heureuses trouvailles de nature à éclairer l'homme et l'œuvre, on vit surgir un trop grand nombre d'improvisations ou de fantaisies sans portée, qui ont inutilement grossi la liste déjà imposante des écrits antérieurs sur le grand Miguel, dressée dès 1895 par

un très méritant cervantiste catalan, Leopoldo Rius. Depuis, le calme s'est rétabli dans la république des lettres espagnoles : les manifestans ont passé à d'autres exercices, et il n'est resté de la fête que les quelques travaux de détail qui méritaient de lui survivre ou quelques entreprises de longue haleine qu'elle avait suscitées et qui se continuent sous nos yeux. En ces dernières années, un seul incident a remis en ébullition le petit monde des cervantistes. Il s'agit de la découverte d'un portrait à l'huile de Cervantes, daté de l'an 1600, et que son propriétaire a généreusement cédé à l'Académie espagnole. Comme on pouvait s'y attendre, l'authenticité de l'œuvre a provoqué de nombreuses controverses qui n'ont pas abouti à la rendre certaine. Ne le regrettons pas, car ce portrait est fort laid, peu expressif, et aucun trait n'y répond indiscutablement à la jolie esquisse tracée de son physique par Cervantes lui-même dans le prologue des *Nouvelles*.

Des commémorations de grands écrivains fournissent volontiers le prétexte à une étude rétrospective de leur renommée et remettent sur le tapis des questions débattues, que chaque époque résout à sa façon et qui demeurent néanmoins éternellement ouvertes. Comment Cervantes a-t-il été compris et jugé d'abord par les siens, puis par les étrangers qu'a séduits son génie, et quelle intention profonde, — si intention et profondeur il y a, — doit-on reconnaître à son œuvre principale, celle qui seule a rendu son nom immortel? A ces deux questions il serait difficile en ce temps-ci de n'en pas joindre une troisième : en quelle mesure le livre si représentatif de l'âme espagnole à un moment de plein épanouissement, répond-il aux sentimens et aux aspirations de la même âme quelque peu troublée et hésitante aujourd'hui ?

I

Lorsque parut en 1605, à Madrid, la première partie de l'*Ingénieux hidalgo Don Quichotte de la Manche*, Cervantes n'était que l'auteur de la *Galatée* et d'une trentaine de pièces de théâtre, dont il avoue lui-même le médiocre succès, en disant simplement qu'elles échappèrent aux sifflets des habitués du parterre comme aux projectiles variés, concombres ou autres

légumes, que ces juges aussi sévères que brutaux avaient coutume de lancer sur la scène pour marquer leur mécontentement : en somme, déjà admis dans la confrérie des gens de lettres, écrivain *(ingenio)* connu et estimé, mais non pas célèbre. Pour s'y faire agréer, il avait pris ses précautions et, suivant un usage très répandu en Espagne, il avait inséré dans sa pastorale un morceau assez obséquieux à l'adresse de ses émules *(Le Chant de Calliope)*, où il distribua à chacun plus que son compte d'éloges outrés, espérant capter ainsi leurs bonnes grâces et obtenir d'eux, en retour, de sérieux coups d'encensoir. L'une des strophes de ce panégyrique visait Lope de Vega, alors, en 1585, un débutant, mais en passe déjà, grâce à une forme de drame bien adaptée au goût du jour qu'il fit sienne, de devenir l'auteur préféré des Madrilènes, amateurs passionnés de théâtre. Les deux hommes, que leur nation choya et glorifia de leur vivant presque au même degré, auraient pu se contenter de régner l'un sur le roman, l'autre sur la *comedia;* mais comme le violon d'Ingres est de tous les pays et de tous les temps, Cervantes ne pardonna pas à Lope de lui avoir ravi la première place au théâtre où il comptait réussir, et celui-ci enragea de n'avoir jamais pu écrire une nouvelle du genre italien capable de soutenir la comparaison avec celles de son rival. Ils devinrent ennemis et se firent une guerre assez vive à coups d'épingles; seulement Lope, ayant eu l'avantage de survivre à Cervantes une vingtaine d'années, resta maître du terrain et contribua, soit par un silence dédaigneux, soit par d'autres manœuvres, à rabaisser l'auteur du *Don Quichotte.* Et qu'on ne dise pas qu'il se radoucit vers la fin de sa vie, dans ce *Laurier d'Apollon,* long poème qui forme le pendant du *Chant de Calliope,* et où Cervantes est en apparence bien traité. En fait, de quoi Lope le loue-t-il? De sa blessure de Lépante, qui n'a rien à voir avec la littérature, et de ses vers « tendres, sonores et élégans, » alors que chacun savait en Espagne que le grand écrivain en prose n'eut jamais que l'étoffe d'un piètre versificateur. Prôner le côté faible du talent d'un ennemi et se taire sur le reste, n'est-ce pas d'une assez jolie perfidie?

Le succès de la première partie du *Don Quichotte* fut éclatant : quatre éditions dans la seule année 1605, dont deux à Madrid, une à Valence et une à Lisbonne, ce qui, pour l'époque et pour un pays où on lit peu, atteste une vogue extraordinaire.

Très vite aussi, le livre se répandit dans les pays étrangers soumis à la domination espagnole, à Milan, aux Pays-Bas. Ailleurs, les traducteurs se mirent sans plus tarder à l'œuvre : la traduction de l'Anglais Thomas Shelton date de 1612, celle de notre César Oudin de 1614. Sauf quelques esprits chagrins et malintentionnés dont nous aurons à définir l'attitude, toute l'Espagne, et à sa suite toute l'Europe, se mit à rire de bon cœur et s'engoua des parades héroï-comiques du bon chevalier de la Manche tout autant que des malices et des « simplicités » de Sancho Panza. Les neuf dixièmes des Espagnols ne goûtèrent dans le roman que le côté bouffon, la fantaisie des inventions et le persiflage de ridicules que ceux-là mêmes qui en étaient atteints furent amenés par la bonne grâce de l'auteur à trouver réussi. Si l'on voulait, par comparaison, se former une idée exacte de l'accueil fait au *Don Quichotte* en Espagne, il faudrait se remémorer celui que reçut chez nous le premier *Tartarin*, en tenant compte, bien entendu, de la différence des milieux et de la distance qui séparera toujours le vrai inventeur de l'imitateur de grand talent. Donc œuvre drolatique, divertissante et satirique sans trop d'âpreté, œuvre « de délassement, » comme on disait alors : voilà sous quelle rubrique l'Espagne classa ce roman, qui avec le temps devait devenir son plus grand livre et même, d'après certains étrangers médisans, son seul livre, puisqu'il dispensait de lire tous les autres.

Ce qui, en outre, laissa au *Don Quichotte* son étiquette de livre simplement amusant, ce fut le verdict des critiques patentés, non pas seulement de ceux qui avaient des raisons personnelles d'en vouloir à l'auteur, tels que Lope de Vega, mais du groupe très nombreux et très influent des mandarins de lettres, des licenciés et des docteurs, de ce que nous nommerions maintenant « le monde universitaire. » Pour cette coterie présomptueuse d'écrivains imprégnés ou seulement barbouillés d'humanités, Cervantes n'était qu'un philistin, un *lego (laicus)*, sans études classiques, nous dirions un produit de l'enseignement moderne, et les Espagnols disaient, eux aussi, un *romancista*, pour désigner celui qui ne possédait que sa langue maternelle, son *romance*, et ne savait pas de latin. Il faut voir quel ton de supériorité et de pédanterie prend Lope de Vega en parlant des nouvelles de Cervantes, auxquelles il veut bien concéder de l'esprit et du style, mais qui, dit-il, ne sauraient

être *exemplaires*, c'est-à-dire nourries de pensées morales, car il faudrait pour cela qu'elles fussent l'œuvre d' « hommes scientifiques. » Déjà ce mot de scientifique, dont on a fait un si grand abus depuis ! Cervantes, qui dans le prologue du premier *Don Quichotte* bafoue très impitoyablement ces pédans et ces « scientifiques, » sentait, il ne le cache pas, les lacunes de sa culture intellectuelle et il en souffrait. Ce n'est pas par fausse humilité qu'il y parle de son roman « dépourvu d'érudition et de doctrine » ou qu'il confesse le « peu de lettres » que d'autres plus heureux et fortunés pouvaient lui reprocher. Avouons-le, les « scientifiques » n'avaient pas tout à fait tort. Cervantes passe à juste titre et partout, même sous les trahisons des traducteurs, pour un très grand, un charmant et un spirituel écrivain; mais pour les Espagnols, vrais connaisseurs de leur idiome, il n'est pas toujours un bon écrivain. Certains de ses défauts, il les partage à vrai dire avec beaucoup de ses compatriotes, en ce sens qu'il improvise et ne compose pas, qu'il écrit trop souvent au hasard de la plume, sans savoir jusqu'où il ira ni par quoi il finira. A lui, du moins à plusieurs de ses écrits, aux longs plutôt qu'aux courts, s'applique cette pensée du pénétrant moraliste Balthazar Gracian : « Il y a des gens pour qui tout consiste à commencer et qui ne finissent jamais; ils inventent et ne continuent pas... Cela tient à une certaine impatience d'esprit, *qui est le défaut des Espagnols.* » Formé par l'enseignement universitaire et surtout nourri de lectures classiques, il eût sans doute mieux combiné le plan de plus d'un de ses ouvrages et il eût mieux surveillé sa syntaxe, parfois assez incorrecte ou molle. Cette question du style de Cervantes vaut qu'on s'y arrête un peu, quoiqu'elle ne serve pas à expliquer la fortune de son grand roman. Entre les puristes qui effaceraient des éclairs de génie pour redresser une phrase à leur avis boiteuse et les cervantistes qui admirent tout aveuglément, traitant le texte de Cervantes comme un texte sacré dont les plus évidentes aberrations doivent être respectées, il semble qu'il y ait une opinion moyenne à défendre et qui consisterait à tenir Cervantes pour un écrivain hors de pair, quoique parfois sommeillant. Par exemple, en aucun cas on ne doit accueillir celle de quelques critiques allemands qui, du haut de leur incompétence, proclament Cervantes le créateur de la prose castillane. Vingt auteurs pris dans tous les compartimens de

la littérature démentent une telle exagération, et quand le *Don Quichotte* parut en 1605, tous les genres presque pouvaient montrer des chefs-d'œuvre. En matière de style, Cervantes n'a pas été un initiateur. Il a su tirer parti à la fois des modèles dont il disposait et des ressources infinies de la langue populaire, puis il s'est appliqué à assouplir la prose narrative castillane encore un peu raide et empesée en y introduisant la dose voulue de grâce et d'ironie qu'il emprunta à son maître Arioste. En cela consiste, semble-t-il, son mérite essentiel et le moins contestable.

Quoi qu'il en soit et quelque jugement que les arbitres du goût aient porté et portent sur la qualité de son style, le déclarant les uns inimitable, les autres plus ou moins défectueux, une chose est certaine, c'est qu'à partir du *Don Quichotte*, le XVIIe et la première moitié du XVIIIe siècle en Espagne ne voulurent voir en Cervantes qu'un amuseur indigne d'avoir accès au sanctuaire de la haute littérature. Chez aucun des auteurs espagnols de cette période qui se vouèrent un peu à la critique littéraire, on ne trouve appréciées ou même mentionnées ses œuvres. Ni Quevedo, un ami cependant et curieux de réhabilitations littéraires, ni Saavedra Fajardo, dans sa *République des lettres*, assez pauvre aperçu de la littérature nationale, ni aucun autre critique que l'on sache, n'ont seulement cité le nom de Miguel de Cervantes. Ce silence ne nuisit pas d'abord, autant qu'on serait porté à le croire, à la réputation du romancier. Pourtant, à la longue, le *Don Quichotte* finit par ne plus plaire également à toutes les catégories de lecteurs. Dès la fin du XVIIe siècle, ce sont plutôt les humbles et les simples qui se délectent des aventures du roman : aussi le réimprime-t-on sur un papier de plus en plus mauvais et avec des illustrations qui rappellent beaucoup notre imagerie d'Épinal. Le *Don Quichotte* entre dans la composition de toute « Bibliothèque bleue, » à côté des contes orientaux, des prouesses des paladins de Charlemagne ou de quelques grosses facéties. Les raffinés n'en ont plus cure, d'autant mieux que la farce populaire s'est emparée du chevalier et de l'écuyer et en a fait des caricatures grotesques, que les compagnies de comédiens ambulans exposent au rire épais des foules. A ce contact, l'hidalgo de la Manche se dégrade, perd ses délicats traits de caractère et finit par tomber dans le plus fâcheux discrédit.

Il est à remarquer aussi que les milieux doctes comme les autres ignorent tout de la personne de l'auteur; nul ne connaît plus son lieu de naissance ni aucune des circonstances de sa vie. Nicolas Antonio, le grand bibliographe de la fin du XVII[e] siècle, consacre à Cervantes une notice insignifiante et le fait naître à Séville!

Avant de montrer ce qu'on pourrait appeler la réhabilitation du *Don Quichotte* en Espagne, à l'instigation de quelques Anglais, il est intéressant pour nous de suivre la fortune du livre en France dès son apparition.

Lorsqu'en 1614 César Oudin, interprète du Roi « ez langues germanique, italienne et espagnole, » traduisit à la demande du jeune Louis XIII la première partie du *Don Quichotte* en français, les relations entre la France et l'Espagne étaient encore un peu tendues. On s'acheminait toutefois à une entente, que devaient sceller en 1615 les « mariages espagnols, » celui de Louis XIII avec Anne d'Autriche et celui du prince Philippe, le futur Philippe IV, avec Élisabeth de Bourbon. La langue castillane, que certains patriotes, par haine du nom espagnol et à cause des souvenirs de la Ligue, se refusaient à apprendre, jouissait dans notre société polie d'un grand prestige. On peut suivre chez Oudin la marche ascendante de cette faveur. En 1597, dans la préface de sa grammaire espagnole, il s'excuse d'enseigner aux Français « la langue de nos ennemis. » Quatorze ans plus tard, il accompagne le texte espagnol d'une édition de la *Galatée* de Cervantes d'une jolie lettre, en un castillan fort bien tourné, où la Galatée espagnole menace gentiment les dames de France, si elles ne lui font pas bon accueil, de s'adresser à leurs galans et de les caresser de façon qu'elles aient à se repentir de lui avoir manqué de courtoisie. Ce morceau, prélude d'une réconciliation entre les gens de lettres des deux pays, montre que César Oudin avait acquis une connaissance appréciable de la langue de Cervantes, suffisante en tout cas pour rendre en français, sinon toutes les finesses de son grand roman et le goût du terroir, du moins avec assez d'exactitude la suite des aventures des deux héros et l'essentiel de leurs conversations. Le *Don Quichotte* d'Oudin ne saurait passer à coup sûr pour un modèle, par la raison que l'interprète du Roi n'était pas en son propre idiome un très grand clerc; or, comme dit l'autre, pour traduire il faut au

moins posséder bien l'une des deux langues. Mais ni son style raboteux et empêtré, ni ses contresens ne nuisirent beaucoup à cette version, venue à son heure et qui répondit amplement à ce que nos Français en attendaient. Pendant cinquante ans environ et jusqu'à l'apparition de la belle infidèle, ou de l'infidèle tout court, de Filleau de Saint-Martin, c'est le *Don Quichotte* de César Oudin et de son continuateur François de Rosset qui popularise en France le chef-d'œuvre de Cervantes, lequel, est-il besoin de le dire? n'y fut pas compris et jugé autrement qu'il ne l'avait été par le gros de la nation espagnole. Nous aussi nous le traitâmes de livre plaisant et de passe-temps, et en particulier de parodie burlesque de ces livres de chevaleries dont s'était tant inspirée notre littérature sentimentale du XVIIe siècle. Nul n'y chercha un sens caché ou une intention dissimulée, et ce que le roman contenait d'exclusivement espagnol, mœurs ou institutions, nous échappa entièrement.

Le rapprochement des deux nations sous les auspices de Cervantes, qu'atteste la traduction d'Oudin, fut complété par un incident tout à l'honneur de nos compatriotes et digne de mémoire, puisque Cervantes y fut directement mêlé. Les mariages royaux décidés, Marie de Médicis jugea bon d'envoyer à Madrid un ambassadeur extraordinaire pour porter à l'infante les présens d'usage; elle choisit pour cette mission de courtoisie le chevalier de Sillery, Noël Brulart, frère du chancelier Nicolas Brulart, qui arriva à Madrid le 16 février 1615. Au cours d'une visite que lui rendit, le 25 du même mois, Don Bernardo de Sandoval, archevêque de Tolède et protecteur assez décidé de Cervantes, plusieurs gentilshommes de la suite de l'ambassadeur s'informèrent auprès des chapelains du prélat des livres nouveaux et les plus réputés à Madrid. L'un des chapelains, chargé précisément de censurer la seconde partie du *Don Quichotte*, ayant prononcé le nom de Cervantes, nos gentilshommes attestèrent par des paroles enthousiastes la grande estime dont jouissaient les œuvres de l'écrivain espagnol en France et dans les pays circonvoisins, citant la *Galatée*, que l'un d'eux savait presque par cœur, la première partie du *Don Quichotte* et les *Nouvelles*. Agréablement surpris de cet hommage rendu à son compatriote, le chapelain offrit aux gentilshommes de les conduire auprès de Cervantes, ce qu'ils acceptèrent avec empressement, demandant qu'on les renseignât sur son âge, sa profes-

sion, sa qualité et sa situation de fortune. « Je fus contraint, écrit alors le chapelain, de leur avouer qu'il était vieux, soldat, hidalgo et pauvre. A quoi l'un des gentilshommes répondit : Et cet homme, l'Espagne ne l'a pas comblé de richesses et ne le nourrit pas aux frais du trésor public? Mais un autre ajouta finement : « Si le besoin l'oblige à écrire, plaise à Dieu qu'il ne connaisse jamais l'abondance, afin qu'en restant pauvre il enrichisse le monde avec ses œuvres. » Le chapelain, rapporteur de cette conversation, se nommait le licencié Marquez Torres; il l'a consignée dans sa censure du deuxième *Don Quichotte* et avec tant de tact et d'aimable simplicité qu'on a supposé non sans raison que Cervantes avait lui-même tenu la plume. On ne nous a pas appris si les gentilshommes visitèrent vraiment le pauvre grand homme, déjà bien fourbu et prêt à réciter ces vers qu'il inscrivit l'an d'après, quatre jours avant de mourir, dans la dédicace du *Persiles :* « Un pied passé dans l'étrier et en proie à des transes mortelles... » Qu'ils l'aient vu ou non, nos Français ont en tout cas approché de bien près l'immortel écrivain et se sont apitoyés sur les infortunes de ses dernières années qui ne touchèrent pas beaucoup ses propres compatriotes.

L'Angleterre a précédé la France dans la connaissance du *Don Quichotte,* puisque la traduction de Thomas Shelton devança de deux ans celle de César Oudin. A bien des égards, l'Angleterre peut être considérée comme la seconde patrie de Cervantes. En aucun pays, il n'a compté autant d'admirateurs, autant de disciples. Tous les humouristes anglais, depuis les plus grands, tels que Fielding et Sterne, doivent quelque chose à l'Espagnol : leur humour dérive en bonne partie du sien. Mais si Cervantes a rendu aux Anglais le service d'inspirer quelques-uns de leurs meilleurs conteurs et de façonner leur talent, les Anglais en revanche ont rendu ce service à Cervantes qu'ils ont obligé les Espagnols à le relire plus attentivement, à le prendre au sérieux et à s'enquérir des vicissitudes de son existence, ce que pendant longtemps ils avaient tout à fait négligé de faire. Il arriva en effet que la reine Caroline, femme de George II, désireuse de compléter une collection d'auteurs choisis qu'elle avait formée en y introduisant le *Don Quichotte,* s'adressa au baron de Carteret, qui, ne trouvant aucune édition du roman digne de la Reine, s'occupa d'en faire exécuter une nouvelle à Londres, avec ce luxe typographique si commun en Angleterre,

et d'y joindre une vie de l'auteur qu'il demanda à un érudit espagnol très qualifié, Don Gregorio Mayans y Siscar. Quoique sans doute un peu ému de cette prétention anglaise d'exhumer un auteur espagnol trop oublié, Mayans s'acquitta fort convenablement de sa besogne ; il composa une biographie de Cervantes, surtout d'après ses œuvres, très méritoire et que personne alors n'eût mieux exécutée que lui. Grâce à cette belle édition de lord Carteret, les Anglais purent s'octroyer ce plaisir incomparable, dira Byron plus tard, de lire commodément le *Don Quichotte* dans le texte :

To read Don Quixote in the original,
A pleasure before which all others vanish.

Lire c'était déjà bien; comprendre vaut encore mieux. Or, le *Don Quichotte* offrait aux Anglais comme à tous les étrangers bon nombre de difficultés de fond et de forme, sur lesquelles la plupart des traducteurs sautent d'habitude à pieds joints, mais que les fervens anglais de Cervantes avaient à cœur d'élucider. L'un d'eux, le Révérend John Bowle, se mit à l'œuvre avec un zèle admirable et aboutit en 1781 à gratifier ses compatriotes studieux d'un commentaire très nourri du *Don Quichotte*, premier essai d'interprétation du célèbre roman, aujourd'hui vieilli, mais encore utilisable, surtout pour ce qui concerne les *chevaleries*, auxquelles Bowle prit la peine de s'initier. Entre temps, le romancier Smollett, auteur d'une nouvelle traduction du *Don Quichotte*, eut le premier le mérite d'identifier avec le nôtre le Cervantes dont il est beaucoup parlé dans la *Topographie et histoire d'Alger* du moine bénédictin Diego de Haedo, ouvrage inappréciable pour la connaissance des bagnes, ce qui lui permit d'asseoir sur un fondement solide l'histoire de la captivité de l'écrivain et de déterminer enfin son vrai lieu de naissance.

Aussitôt que les Espagnols, selon l'expression de Mérimée, se furent aperçus que Cervantes était le meilleur de leurs écrivains parce que toute l'Europe l'avait proclamé tel, ils se décidèrent à entrer dans la voie ouverte par les Anglais et à traiter le *Don Quichotte* avec les honneurs dus à un ouvrage classique : de là des éditions annotées comme celle de Pellicer, dont les curiosités érudites et certaines conjectures ou corrections ingénieuses piquent encore l'attention ; de là surtout la *Vie de*

Miguel de Cervantes Saavedra, de Don Martin Fernandez de Navarrete, publiée en 1819, livre excellent, aussi remarquable par l'étendue des recherches que par un esprit critique toujours en éveil et un jugement très sain. A ce livre, qui n'a presque rien perdu de sa valeur, se rattachent tous les travaux biographiques publiés depuis ; c'est toujours à Navarrete qu'il faut recourir pour s'orienter et avant de s'engager dans de nouvelles investigations. Le premier âge des études cervantesques en Espagne se termine par le commentaire du *Don Quichotte* de Don Diego Clemencin, qui se substitua avantageusement aux commentaires antérieurs de Bowle et de Pellicer. Le nouvel interprète entoura, et parfois jusqu'à l'étouffer un peu, le texte du roman d'une glose continue où il condensa le fruit d'immenses lectures. Histoire, usages, allusions aux choses du jour, emprunts aux livres de chevaleries, tout ce qui reste lettre morte pour le commun des lecteurs est ici soigneusement relevé et en bien des cas élucidé avec bonheur. La partie faible ce sont les notes grammaticales : Clemencin, plus historien que grammairien, ne connaissait pas assez la langue du XVIe siècle pour se permettre d'en remontrer à Cervantes.

Après le commentaire de Clemencin, l'Espagne érudite se reposa un peu et crut avoir suffisamment rattrapé l'avance prise sur elle par les étrangers. Aussi bien, les années 1830 à 1880 environ ne furent pas chez nos voisins très favorables au travail littéraire. L'édifice, d'ailleurs assez vermoulu, des vieilles universités espagnoles s'était écroulé pendant la guerre de l'Indépendance et n'avait été remplacé que par des constructions hâtivement échafaudées ; des centres doctes, créés par diverses congrégations religieuses au XVIIIe siècle, disparurent également, et les guerres civiles qui ensanglantèrent le pays pendant si longtemps détournèrent la jeunesse des études d'érudition qui exigent le calme et la méthode. En outre, l'effervescence romantique exerça une action néfaste sur les milieux intellectuels en surexcitant beaucoup d'esprits déjà trop enclins de leur nature à l'improvisation et à la recherche de succès bruyans et faciles. Ce fut alors qu'on vit naître le *cervantisme*, fâcheuse manie de dilettantes qui prétendirent accaparer Cervantes, lui vouèrent un culte exclusif et excessif, frisant le ridicule, et gâchèrent beaucoup de papier en élucubrations fantasques, dépourvues de tout intérêt. Un tel dévergondage littéraire eut

les conséquences qu'on pouvait prévoir : il dégoûta les gens raisonnables d'un écrivain si maladroitement prôné par ses adorateurs et les cervantistes devinrent la risée de la foule. L'anecdote suivante, qui a beaucoup circulé en Espagne, dénonce assez plaisamment les excès du cervantisme. Dans quelque bourg perdu de la Vieille-Castille, dit-on, un vieillard, sentant sa fin prochaine, convoqua ses parens les plus proches pour leur faire une grave révélation. Groupés autour du moribond, tous attendaient avec anxiété qui l'aveu d'une faute, qui la désignation précise de quelque trésor caché. L'homme alors, s'étant péniblement levé sur son séant, prononça d'une voix caverneuse ces paroles mémorables : « Le *Don Quichotte* m'ennuie » *(me fastidia el Quijote)*, puis il retomba et rendit son dernier soupir.

Dès 1880 environ, et sous l'influence bienfaisante de Menéndez y Pelayo, le grand historien de la littérature espagnole et le restaurateur des bonnes études en son pays, il y eut par delà les monts, en faveur de Cervantes, une reprise d'activité de bon aloi. Après tant de niaiseries et de puérilités, quelques esprits rassis recommencèrent le travail utile interrompu depuis Clemencin et s'efforcèrent de remplir les lacunes laissées par les érudits du XVIIIe siècle. Ces nouveaux efforts, couronnés par les publications du centenaire de 1905, ont produit d'importans résultats. Il serait long et hors de propos de recenser ces travaux, qui se composent ou de recueils de documens, — les plus recommandables sont ceux d'un ecclésiastique grand fureteur d'archives de notaires, feu Perez Pastor, — ou de lexiques de la langue de Cervantes, ou de fac-similés d'anciennes impressions, ou enfin d'éditions annotées du *Don Quichotte* et de quelques nouvelles. Les Espagnols ne possèdent pas encore la dextérité ni la méthode rigoureuse des éditeurs de Dante et de Shakespeare ou des collaborateurs à la collection de nos *Grands écrivains*. L'art d'éditer un texte, de le tourner et de le retourner, pour en extraire tout le suc, exige une patience et une minutie qui ne leur sourient pas beaucoup; ils y arriveront sans doute, surtout s'ils se sentent contrôlés et stimulés par la concurrence étrangère. Celle-ci ne chôme pas, et ce sont, une fois de plus, les Anglais qui marchent à l'avant-garde. Parmi leurs travaux, rien de mieux conçu, par exemple, que cette traduction anglaise des œuvres complètes de Cer-

vantes, publiée par un libraire de Glasgow et munie de fort bonnes introductions d'un vrai connaisseur, M. Fitzmaurice-Kelly.

II

Avec le secours d'un pareil outillage, il semble que l'interprétation du grand roman de Cervantes ne devrait plus offrir de difficultés sérieuses et que les desseins avoués ou cachés de l'auteur devraient apparaître très nettement à tout lecteur quelque peu réfléchi. On ne saurait dire qu'il en soit ainsi. Rien que sur la pensée fondamentale du livre, commentateurs et critiques ne tombent pas d'accord et continuent de discuter. Le *Don Quichotte*, comme Cervantes l'a donné à entendre, parlant en son nom ou par la bouche de ses personnages, est-il une machine de guerre destinée simplement à ruiner ces fameuses chevaleries, qui avaient comme intoxiqué la nation, ou bien, sous le couvert d'une satire littéraire, ne viserait-il pas plutôt la société espagnole tout entière, et en particulier certaines institutions remontant au Moyen Age, dont le principe se trouvait en contradiction avec les nouvelles destinées de l'Espagne et causait son grand malaise ? Avant de répondre à cette question, il importe d'examiner les motifs de la mauvaise humeur qui se serait manifestée chez quelques Espagnols, lors de l'apparition du *Don Quichotte*. Quels étaient donc ces esprits chagrins dont il a été parlé et que trouvèrent-ils à objecter au roman? Peut-être de leurs critiques verrons-nous jaillir quelque lumière.

Un Espagnol, rencontré à Bruxelles vers 1665 par Sir William Temple, fit au diplomate anglais cette confidence que l'histoire de Don Quichotte avait, à son avis, détruit jusque dans ses fondemens la monarchie espagnole par le discrédit qu'elle jeta sur le sentiment de l'honneur et de l'amour désintéressé. Grâce à son inimitable humour, Cervantes serait arrivé à ce résultat que les Espagnols, pour échapper au ridicule, n'auraient plus combattu et aimé que poussés par le plus vil intérêt et pour satisfaire de bas instincts. Le récit de Temple aurait peut-être passé inaperçu; mais il tomba sous les yeux de Byron, qui en prit prétexte pour invectiver Cervantes au trei-

zième chant du *Don Juan*, donnant ainsi aux plaintes de l'Espagnol de Bruxelles une notoriété mondiale. Cervantes, dit-il, en raillant la chevalerie espagnole, l'a complètement anéantie, et à partir de ce jour, l'Espagne n'a plus guère enfanté de héros. La gloire de l'écrivain a été chèrement payée par la ruine de sa patrie.

And therefore have his volumes done such harm,
That all their glory, as a composition,
Was dearly purchased by his land's perdition.

En Espagne aussi, l'opposition continua. Vers le milieu du XVIIIe siècle, un nationaliste renforcé du nom de Marujan attaqua Cervantes et lui reprocha en termes très amers d'avoir mis en si mauvaise posture son chevalier. Les coups, dit-il, dont il laisse accabler Don Quichotte, tous les Espagnols les ont reçus, et cependant, par une sotte inadvertance, ils n'ont pas reconnu dans l'auteur le bourreau de l'honneur castillan. « Dès qu'il eut franchi nos frontières, le livre fournit aux étrangers un bon prétexte pour se gausser de nous. Ils nous le renvoyèrent réimprimé et traduit, illustré de leurs dessins, tissé dans leurs tapis, sculpté dans leurs marbres, et, en nous le rendant, ils nous dirent : Petits niais, regardez-vous en ce miroir, vous y verrez ce que vous étiez jadis et ce que vous êtes maintenant. » Faut-il encore citer cette phrase de Capmany, auteur du *Théâtre historico-critique de l'éloquence espagnole*, ouvrage qui fit autorité à la fin du XVIIIe siècle, et où on lit que le *Don Quichotte* « fut d'abord peu apprécié par les contemporains et détesté du vulgaire? » Quel vulgaire? Quoique Capmany ne l'explique pas, il semble qu'il ait voulu ici se ranger à l'opinion des deux autres Espagnols. Ces témoignages, même si on ne leur accorde pas une très grande valeur, permettent d'entrevoir qu'une partie au moins de la nation ne se laissa pas tromper par le comique des aventures, qu'elle n'attacha guère d'importance à la critique des chevaleries, mais que, derrière cette façade, elle aperçut l'intention de peindre un type social où s'incarnait la vieille Espagne et d'en montrer le dangereux anachronisme. Bref, le *Don Quichotte*, aux yeux d'un groupe d'Espagnols clairvoyans et patriotes, passa pour une satire de l'*hidalguisme*.

Toute l'histoire sociale de l'Espagne au XVIe siècle tient dans l'antagonisme entre trois classes : la masse des vilains taillables

et corvéables, qui forme comme partout la première assise de la nation, celle qui tient aux entrailles de la terre; secondement, la gentilhommerie citadine ou campagnarde, c'est-à-dire les *hidalgos*, et, en troisième lieu, la noblesse patentée de tous degrés, depuis le simple *caballero* jusqu'aux comtes, marquis et ducs, qui continuent en une certaine mesure les *riches-hommes* du Moyen Age. Chacune de ces classes observe sa voisine et la hait, les deux privilégiées s'enfermant dans les limites de leur domaine et repoussant impérieusement tout empiétement des inférieurs : elles ont leur étiquette immuable qu'on n'enfreint pas sans danger. Combien d'épées sortirent de leur fourreau en Espagne pour un *Don* omis involontairement ou à dessein, pour une *Grâce* substituée à une *Seigneurie !* Cette hiérarchie de classes existe aussi ailleurs, chez presque toutes les nations de l'Europe chrétienne ; mais ce qui distingue des autres la nation espagnole, c'est l'importance extraordinaire que prit, dès avant le XVIe siècle, la classe intermédiaire du petit gentilhomme, de l'hidalgo. Les étrangers voyageant à travers la Péninsule en étaient frappés et notent cette particularité dans leurs relations. Rappelons seulement le portrait en raccourci, tracé vers 1460 par notre compatriote Robert Gaguin, du pauvre écuyer castillan, qui, satisfait d'avoir vécu misérablement dans la domesticité d'un riche seigneur, ne laisse en mourant à ses héritiers que sa rondache, son épée et sa dague, son épieu et sa lance, son carquois et son arbalète. Ne voilà-t-il pas à peu de choses près le mobilier de Don Quichotte ? Chacun en Castille voulant être noble par point d'honneur et aussi par intérêt, afin de se soustraire à des charges fiscales, à l'avilissante taille que seuls payent les vilains, il fallait avoir recours à toutes sortes de pratiques, souvent peu licites, pour s'assurer la qualité de gentilhomme : acquérir des preuves de vie noble et de pureté de sang, telle était la grande occupation de quiconque cherchait à fuir l'abjection de la vie laborieuse et des métiers mécaniques. L'énorme quantité d'anciens brevets de noblesse, de *cartas de hidalguia*, que recèlent les arrière-boutiques des libraires espagnols, atteste cette fièvre nobiliaire dont furent atteints tant de contemporains de Cervantes. Lui-même en souffrit cruellement, plus qu'il ne l'a avoué ; lui trop pauvre pour s'offrir le luxe d'un brevet et à qui ne fut jamais reconnu le droit de porter le *Don*, il a pu mesurer la profonde ironie de

ce mot d'hidalgo, — proprement : fils de quelque chose, — dont il se parait néanmoins : « Adieu, s'écrie-t-il quelque part, adieu, faim pénétrante de l'hidalgo, pour n'y point succomber, j'aime mieux sortir de mon pays et de moi-même. »

L'hidalguisme, plaie des plus malignes de l'Espagne de la grande époque, contribua cependant en une certaine manière à sa splendeur. L'extraordinaire dépense d'énergie physique et morale, que réclamèrent les grandes entreprises réalisées par la monarchie des Rois catholiques, de Charles-Quint et des premiers Philippe, incomba surtout à cette petite noblesse, à ces hidalgos pauvres qui ne pouvaient trouver que dans la carrière des armes la satisfaction de leur orgueil de caste et de leurs besoins. Ils suivirent Gonsalve de Cordoue en Italie et Fernand Cortés à Mexico, ils chargèrent avec Charles-Quint à Mühlberg, ils combattirent avec Don Juan d'Autriche à Lépante, ils cheminèrent sur les dunes de Hollande avec Albe, Requesens et Farnèse. Cervantes, qui jusqu'à ses derniers momens et longtemps après avoir déposé la pique se réclama de sa qualité de soldat, rappelant à ses envieux et à ses calomniateurs l'honorable blessure qu'il reçut au cours de la bataille que les Espagnols appellent par excellence *la Navale*, Cervantes se rendait compte de la force de résistance que ce noyau de soldats d'élite, recrutés parmi les nobles pauvres, procurait aux armées catholiques ; mais il apercevait aussi les graves dangers de l'accroissement indéfini d'une classe moyenne décidée à vivre noblement, c'est-à-dire sans participer aux charges du commun et en traînant une existence oisive et inutile, attendu que les hidalgos qui ne s'enrôlaient pas sous les étendards du Roi, croupissaient dans des emplois de basse domesticité, ou vivaient chichement, enfermés en leur manoir, du misérable produit de quelques lopins de terre.

Cervantes a donc peint l'hidalgo castillan de son temps tel qu'il le voyait autour de lui et tel qu'il le voyait en lui-même, puisque Don Quichotte en définitive est la chair de sa chair et le sang de son sang. Il a montré ses travers et ses ridicules, mais en grand artiste il s'est arrangé à ne jamais le rendre méprisable. Le mot du vieux Samuel Johnson appliqué au bon chevalier reste toujours vrai : *commonly ridiculous, but never contemptible*. Don Quichotte est un gentilhomme campagnard bien appris, de tenue correcte, sans mesquinerie choquante et,

de plus, judicieux et avisé toutes les fois que sa terrible manie ne lui détraque pas la cervelle ; il n'a donc rien des allures misérables et de la répugnante grossièreté de l'hidalgo du théâtre populaire. Quand Sancho, pour éclairer son maître sur l'opinion qu'on a de lui, raconte que les chevaliers de l'endroit trouvent mauvais que les hidalgos cherchent à se hausser jusqu'à eux, surtout ces hidalgos de l'espèce écuyère qui cirent leurs souliers avec du noir de fumée et reprisent leurs bas avec de la soie verte, Don Quichotte riposte que ces critiques ne l'atteignent pas, car il est toujours bien vêtu, non raccommodé, tout au plus un peu déchiré, mais de déchirures honorables qui tiennent au métier qu'il exerce. La sympathie que Cervantes éprouvait pour son héros, et qui s'est traduite par quelques traits adorables qu'il lui a prêtés, nous la retrouvons souvent à l'adresse des hidalgos en général, même dans les dernières couches de la société. Quelque mal disposés que les vilains fussent à l'égard de ces privilégiés, ils leur gardaient toutefois une certaine estime, ils admiraient secrètement des gens d'une autre essence que la leur, résignés, par esprit de corps et pour ne pas déroger, à s'imposer les plus dures privations. Dans un merveilleux chapitre du *Lazarille de Tormes*, dont Cervantes s'est souvenu, ne voyons-nous pas le jeune garçon, que la misère a rendu haineux et qui ne pardonne ni à l'aveugle ni au curé de village leur dureté ou leur avarice, s'attendrir à la vue de son troisième maître, l'écuyer famélique, victime du « maudit honneur, » jusqu'à partager avec lui le produit de ses mendicités ? « Cet homme, me disais-je, est pauvre, et personne ne donne ce qu'il n'a pas, mais l'avaricieux aveugle et le ladre prêtre de malheur qui vivaient de la grâce de Dieu, l'un en se faisant baiser les mains, l'autre en déliant sa langue, et me tuaient de faim, ceux-là il est juste de les haïr, comme il est juste d'avoir compassion de celui-ci... D'une chose seulement j'étais un peu mécontent : j'aurais voulu qu'il n'eût pas autant de présomption et qu'il abaissât un peu son orgueil à mesure que montait sa nécessité ; mais c'est, à ce qu'il semble, une règle entre eux observée et suivie qu'encore qu'ils étaient vaillant un denier, leur bonnet reste planté à sa place. Le Seigneur y veuille remédier, ou ils mourront de ce mal. »

Cervantes ne s'est pas seulement proposé de décrire l'espèce

sociale à laquelle il appartenait et dont une longue expérience lui avait révélé les tristes servitudes à côté de quelques grandeurs : en promenant Don Quichotte et Sancho sur toutes les routes d'Espagne, son cadre s'est élargi, et il y a mis bien d'autres variétés du monde espagnol, depuis les galériens et les montreurs de marionnettes, les aubergistes et les souillons de cuisine, les muletiers et les soldats réformés jusqu'au paysan cossu, au magistrat, au médecin, au noble titré et au grand d'Espagne, maître souverain en son « état : » sans parler des types provinciaux, Andalous, Castillans et Catalans, et des derniers musulmans espagnols, ces malheureux Morisques, sur lesquels, à la veille presque de leur expulsion définitive d'Espagne, il a répandu tout ce qu'il avait amassé de haine contre le Croissant pendant sa captivité dans les bagnes d'Alger. En somme, on peut appliquer à Cervantes ce que Sancho disait de son maître : « Je croyais bonnement qu'il ne savait que ce qui a trait à ses chevaleries, mais maintenant je crois qu'il n'y a plat où il ne pique et ne laisse de mettre sa cuillère. » Toute l'Espagne s'est mirée dans son miroir, et à ce titre il n'y a aucune exagération à reconnaître dans le *Don Quichotte* le grand roman social du XVI[e] siècle espagnol, de la seconde moitié surtout.

Certains personnages que Cervantes nous montre dans son livre et certains sous-entendus qu'on a prétendu y découvrir ont donné lieu à des hypothèses très risquées et à des interprétations fantaisistes que rien ne justifie. Le *Don Quichotte* n'est pas un roman à clef. Il est possible que Cervantes ait peint d'après nature tel ou tel personnage, possible aussi que le héros lui-même nous représente quelque hidalgo maniaque de son voisinage, aucun nom historique célèbre ne saurait être substitué aux noms imaginés par l'auteur. Don Quichotte n'est ni Charles-Quint ni le duc de Lerme, comme on l'a supposé très inconsidérément. Quoique fort instruit des tares du régime gouvernemental et administratif de son pays, Cervantes ne s'est jamais senti la vocation d'un frondeur politique ni d'un réformateur; jamais il ne se serait permis de satiriser un ministre tout-puissant, ni de projeter une ombre sur la mémoire d'un grand souverain. Charles-Quint, l'homme le moins aventureux du monde, n'offre au moral rien qui permette de le comparer à Don Quichotte; son physique seul, tel qu'il ressort des portraits

du Titien, de celui notamment qui le montre à cheval, la lance à la main et prêt à fondre sur les protestans allemands, pourrait faire penser au Chevalier à la triste figure, et les illustrateurs du *Don Quichotte* n'ont pas été des derniers à noter cette ressemblance et à s'en servir ; mais c'est tout : les noms du roman ne cachent certainement aucune personnalité célèbre. En revanche, d'un bout à l'autre du livre, le système administratif de Philippe II est certainement visé, et si Cervantes ménage la personne du Roi en la passant sous silence, il ne ménage guère les pratiques de son gouvernement ni la conduite de ses agens. On peut croire aussi qu'il a démêlé l'esprit chimérique des entreprises extérieures de Philippe II. Témoin des progrès de la puissance ottomane dans la Méditerranée, malgré Lépante, et de l'insuccès des tentatives faites pour l'enrayer, Cervantes, en sa qualité aussi de pourvoyeur de la grande *Armada*, put mesurer la folie de cette expédition mal préparée et plus mal exécutée, et assista ensuite aux échecs diplomatiques et militaires des dernières années du règne. Les déceptions cruelles qui affligèrent le sombre roi au fond de son Escurial n'ont-elles pas quelque analogie avec celles que Don Quichotte récolta pendant ses chevauchées ? N'y a-t-il pas dans le fanatisme de Philippe II quelque chose qui rappelle la manie de Don Quichotte et la crédulité de Sancho ? Les moulins à vent du Roi, ce sont les hérétiques, il en voit partout et se persuade qu'il les exterminera jusqu'au dernier : seulement, les Flamands résistent, la moitié des Pays-Bas se libère de son joug et fonde une république. Il rêve, comme l'écuyer, de conquérir une île et d'en devenir le maître : ses bateaux sont coulés ou sombrent dans la tempête. Il veut alors, avec l'aide de la maison de Lorraine, s'emparer d'abord de la Bretagne, pour s'assurer une base navale contre l'Angleterre, puis de la couronne de France qu'il réserve à sa fille chérie, Isabelle ; mais il a compté sans le bon sens et le patriotisme de Jacques Bonhomme, nous nous ressaisissons et les derniers Espagnols de la Ligue quittent Paris, salués par Henri IV, qui leur souhaite bon voyage en les priant de ne pas revenir. De ce rapprochement, qu'il ne faudrait pas pousser à l'absurde, résulterait au moins que, si Cervantes n'a pas eu la pensée de s'attaquer au souverain lui-même, il a, au moyen de Don Quichotte, de Sancho et de leurs comparses, indirectement fustigé le régime dont ils sont la vivante image.

Convaincu que l'Espagne, affaiblie par une trop grande déperdition de forces matérielles et humaines aussi bien que par une organisation sociale incompatible avec le rôle qu'elle voulait tenir dans le monde, ne réaliserait pas les rêves de ses gouvernans, il a préféré rire de cette déconvenue pour ne pas être obligé d'en pleurer. Ce rire, quoique tempéré et sans amertume, déplut fort aux défenseurs de l'hidalguisme, à ces vieux Castillans ombrageux qui accusèrent Cervantes d'avoir insulté à leurs convictions intimes en écrivant la satire burlesque de l'héroïsme national. Sans doute on n'admettra pas avec les plus exaltés d'entre eux que Cervantes ait délibérément porté un coup mortel à la grandeur de la monarchie espagnole; on leur concédera cependant que son roman laisse parfois, malgré toute la belle gaîté qui y est répandue, une impression un peu mélancolique et affligeante, parce qu'il nous fait entrevoir le déclin de cette grandeur en en soulignant quelques causes.

L'importance sociale du *Don Quichotte* une fois démontrée et reconnue, la question des livres de chevalerie passe au second plan et il devient facile de déterminer la place que ces livres occupent dans la création de Cervantes. Les *chevaleries* constituent, si l'on peut ainsi dire, le procédé littéraire ; elles permettent à l'auteur d'étendre et d'embellir indéfiniment son sujet, en l'approvisionnant à foison d'incidens et d'aventures. Quand Cervantes se sentait à court, il n'avait qu'à puiser dans le trésor immense du roman chevaleresque : en transposant et en parodiant tel ou tel épisode d'un *Amadis* ou d'un *Palmerin*, il s'épargnait la peine d'inventer et il charmait ses lecteurs, enchantés de retrouver quelque ancienne connaissance sous un nouveau travestissement. Aujourd'hui que nul ne s'intéresse plus à cette littérature médiévale démodée, Cervantes nous semble en avoir un peu abusé, surtout dans la seconde partie du roman; mais les contemporains en jugeaient autrement : des aventures et des personnages qui ne nous disent plus rien leur étaient familiers; aussi les pastiches habilement exécutés qu'on leur en offrait les ravissaient-ils d'aise. Ils souriaient maintenant de ce que leurs pères avaient pris au sérieux. Ce n'est pas tout : le plus grand service peut-être que les chevaleries rendirent à celui qui sut si bien les exploiter fut de lui fournir un jargon spécial, qu'il mit dans la bouche de Don Quichotte et qui, lu ou prononcé, produit un effet comique

irrésistible. Et il ne s'agit pas seulement de mots complètement tombés en désuétude, mais de la prononciation et de formes vieillies de mots de la langue courante. Rien que l'emploi, par exemple, du mot *fermosura* pour *hermosura* ou celui de la seconde personne du pluriel au lieu de la formule usitée du temps de Cervantes de *Votre Grâce*, rien que cette légère teinte d'archaïsme donne au langage du chevalier une saveur et un piquant qu'appréciaient fort les Espagnols du XVIIe siècle et que sentent encore très vivement ceux d'aujourd'hui. Si Cervantes n'avait pas disposé de cette ressource, s'il avait dû faire parler son maniaque comme un hidalgo quelconque, la gravité vieillotte qui émaille ses discours n'aurait pas été rendue, et, de plus, son langage ne se serait pas distingué d'une façon assez tranchée du parler trivial de Sancho.

Mais si les chevaleries ont été pour Cervantes un accessoire très utile, elles n'ont jamais été pour lui l'essentiel. Comme on l'a déjà remarqué, il n'a jamais pu entrer dans sa pensée de tuer, en la parodiant, une littérature à bout de souffle, presque moribonde et dont les adeptes ne comptaient plus. En 1605, il ne pouvait plus être question de protester, comme l'avaient fait soixante ans auparavant les députés aux Cortès, contre les dangers de ces « livres de menteries et de vanité comme sont les *Amadis* et autres de son espèce, » qui exaltaient outre mesure les esprits et causaient de nombreux ravages, surtout chez les femmes ; de tels livres n'avaient plus la vogue, et de même que beaucoup de nos romans ou de nos drames à gros succès du XIXe siècle ne se retrouvent plus que dans les cabinets de lecture de province, il n'y avait plus au XVIIe siècle en Espagne que des attardés ou des monomanes comme Don Quichotte pour se nourrir de chevaleries et les collectionner. La mode était ailleurs, non pas même aux pastorales et aux bergeries, elle était aux romans de mœurs contemporaines, aux nouvelles picaresques ou du genre italien. Pourtant, bien des gens d'âge mûr se souvenaient d'avoir lu dans leur jeunesse les *Amadis*, et c'est ce qui permit à Cervantes de tabler sur une connaissance encore assez répandue de ces livres dont il se servit avec tant de bonheur, à la fois pour motiver la folie de son héros et pour ajouter à sa propre invention quelques grâces de surcroît qui lui impriment vraiment un cachet inimitable.

Comme d'autres livres célèbres, le *Don Quichotte* n'a pas complètement résisté à l'épreuve redoutable de la traduction : bien des passages qui enchantent le plus les Espagnols dans les dialogues des deux protagonistes s'évaporent en passant du castillan en une langue étrangère quelconque ; certains tours, certains idiotismes et, en somme, tout ce qu'embrasse le nom de couleur locale disparaît ou s'atténue beaucoup, même chez les plus habiles traducteurs. Mais à côté de ces « choses d'Espagne » dont la parfaite intelligence n'appartient qu'aux compatriotes de Cervantes, il en reste tant d'autres accessibles à tous que le *Don Quichotte* a été très vite adopté par l'humanité entière et est devenu un de ses romans de prédilection : peut-être ne partage-t-il qu'avec *Robinson Crusoé* l'honneur de n'avoir absolument pas vieilli et, point capital, de s'adresser à tous les âges. Le plus grand signe de vitalité d'un livre d'imagination n'est-il pas en effet qu'on en puisse tirer des abrégés pour l'enfance et la jeunesse, sans le trop affadir ? Il y a donc un *Don Quichotte* essentiellement espagnol pour les initiés et un *Don Quichotte* universel, cosmopolite, pour les profanes ; un premier *Don Quichotte* complet, tel qu'il est sorti de la plume de son auteur et qui exige, pour être bien compris, une connaissance sérieuse de la langue et de l'histoire d'Espagne, puis un second simplifié, d'où l'on a le plus possible exclu les singularités du cru. C'est ce second *Don Quichotte* qui a acquis droit de cité partout et qui s'est répandu sur toute la surface du globe ; aussi Mérimée a-t-il eu raison de dire que c'est en grande partie à ses traducteurs que Cervantes doit sa renommée. Dans ce roman maintenant dénationalisé et universalisé, quelles intentions les etrangers ont-ils prétendu découvrir? La discussion ne porte plus sur le point de savoir si le *Don Quichotte* représente une satire sociale ou une satire littéraire, — la solution de ce problème est laissée aux Espagnols qu'elle intéresse seuls, — elle porte presque uniquement sur la signification à attribuer aux caractères des deux héros.

On a, comme c'était à prévoir, insisté sur le contraste entre l'hidalgo et son écuyer, considérant dans l'un le « symbole de l'âme » et dans l'autre le « symbole du corps; » on a opposé l'idéalisme du premier au réalisme du second, les nobles rêveries de Don Quichotte aux grossières trivialités de Sancho, et ces rapprochemens, où des critiques très prisés ont dépensé

beaucoup d'ingéniosité et de talent, sont devenus à la longue une sorte de lieu commun littéraire. Chaque époque, chaque nation, chaque école a envisagé à sa manière les deux créations de Cervantes. Jusqu'à l'avènement du romantisme, la critique tant anglaise qu'allemande ou française traite le *Don Quichotte* comme un livre amusant, des plus amusans qui soient, et ne le soumet pas à une analyse bien approfondie; elle constate qu'il est une source toujours jaillissante de bonne et franche gaîté et ne prend pas la peine de remonter aux origines de cette source. Plus tard, l'étude comparée des littératures nationales inaugurée en Allemagne, qui eut pour conséquence la réhabilitation du Moyen Age et de la chevalerie, classa le chef-d'œuvre de Cervantes au nombre des grands livres romantiques : le *Don Quichotte* fit alors son entrée dans la haute littérature, et Cervantes fut égalé à Dante, à Shakspeare, à Rabelais et à Molière. Il n'en fallut pas plus pour mettre en campagne tous les symbolistes, les dénicheurs de sens caché et les abstracteurs de quintessence.

Un de nos jeunes germanisans vient de consacrer plus de six cents pages à l'étude de la littérature relative à Cervantes en Allemagne depuis la fin du XVIII[e] siècle jusqu'à nos jours (1), et il s'excuse de n'offrir à ses lecteurs que les « premiers résultats » d'une enquête qu'il souhaite de voir se poursuivre. Combien de volumes non moins compacts faudra-t-il donc pour épuiser la matière ? On est surpris, à la lecture du très consciencieux ouvrage de M. Bertrand, de la banalité et parfois aussi de l'incongruité de beaucoup de jugemens portés par les plus fortes têtes de la pensée allemande sur Cervantes et sur le *Don Quichotte*. Gœthe n'a presque rien écrit qui mérite d'être cité et il paraît d'ailleurs avoir plutôt goûté les *Nouvelles;* Guillaume de Humboldt a mieux compris le grand roman, mais cela tient à ce qu'il voyagea en Espagne où il rencontra des muletiers qui lui donnèrent au moins l'explication de Sancho Panza; Frédéric Schlegel déclare d'un ton doctoral que « de ce créateur immortel (Cervantes) il faut avoir lu et traduit tout ou rien, » devançant ainsi les cervantistes les plus falots de notre temps qui prêchent la théorie du bloc; l'autre Schlegel s'en tire avec le mot *romantique :* « Le poème du divin Cervantes est un peu plus qu'une

(1) J.-J. A. Bertrand, *Cervantes et le romantisme allemand*, Paris, 1914.

bambochade spirituellement imaginée, de dessin hardi et haute en couleur. Il est, en même temps, un chef-d'œuvre accompli de l'art romantique. » Schopenhauer en est encore à considérer le *Don Quichotte* comme « une peinture satirique des effets de mauvaises lectures. » Heine, le romantique désabusé, a écrit quelques très jolies pages en marge du *Don Quichotte*, mais ces pages nous plaisent non pas tant par leur nouveauté ou leur profondeur que parce qu'elles sont de lui et qu'il y a mis sa grâce et son esprit. L'aimable Stella disait de Swift : « Nous savons tous que le doyen peut écrire des choses charmantes même à propos d'un manche à balai, » — le manche à balai était Vanessa, la rivale de Stella, — or, Heine aussi se tirait à son honneur de n'importe quel sujet, et puis Cervantes lui était extrêmement sympathique. Dans ce qu'il a dit du *Don Quichotte*, par rapport à la littérature chevaleresque antérieure, s'est au moins glissé un aperçu intéressant : « Le roman de chevalerie dérive de la poésie du Moyen Age : c'était le roman de la noblesse, et le peuple n'y paraît pas. Ce roman, Cervantes le détrôna par son *Don Quichotte;* mais, par ce même roman, il donna le modèle d'un nouveau genre littéraire ; il créa le roman moderne en y mêlant l'élément populaire. » Malheureusement, quelques lignes plus loin, Heine laisse apercevoir une connaissance un peu trop superficielle de la littérature espagnole : « Un gentilhomme tiré à quatre épingles comme Quevedo, un ministre puissant comme Mendoza écrivirent des romans déguenillés de mendians et de picaros. » Passe encore pour les quatre épingles de Quevedo ; quant à Mendoza, il ne fut ni un ministre puissant, ni même un ministre quelconque, et il est à peu près démontré qu'il ne prit aucune part au *Lazarille de Tormes :* ce père des romans picaresques est sorti du groupe érasmien assez anticlérical, qui jouit d'une certaine notoriété vers la fin du règne de Charles-Quint. La médiocre valeur d'à peu près tout ce que les Allemands romantiques ou autres ont trouvé à dire à l'endroit de Cervantes et de ses œuvres tient à leur ignorance des mœurs espagnoles et de l'histoire d'Espagne. Les mieux préparés avaient lu des récits de voyageurs et pensaient qu'à coups de dictionnaire ils s'assimileraient aisément les œuvres magistrales d'une littérature qui ne livre pas volontiers ses secrets, même aux initiés. Ils s'imaginèrent aussi, vu la flexibilité de leur langue et les succès

remportés par plusieurs de leurs traducteurs, qu'ils réussiraient, sans en rien omettre, à transposer le *Don Quichotte* en allemand. Des discussions très aigres eurent lieu entre interprètes du roman, dont il n'y a maintenant qu'un fort mince profit à tirer : la seule traduction qui, hors d'Allemagne, et malgré ses contresens, se lise encore avec un certain plaisir est celle de Tieck, bon écrivain en sa langue et désigné par la nature de son talent à tenter une entreprise où il réussit dans la mesure du possible.

Aucun de nos candidats au doctorat ès lettres n'a encore écrit six cents pages à propos de Cervantes en France, et il n'est pas à souhaiter qu'une thèse de cette ampleur sur ce sujet soit jamais soutenue dans nos Facultés. Il y aurait, toutefois, quelque intérêt à montrer comment a évolué le culte du grand écrivain chez nous, depuis César Oudin, son premier interprète, jusqu'à nos plus récens traducteurs et à nos essayistes les plus renommés qui ont su rafraîchir l'impérissable duo de Don Quichotte et de Sancho, en évitant d'y mêler des notes fausses et d'y chercher des abstractions ou des symboles. On ne rappellera ici que la seconde étude de Mérimée (1), son dernier ouvrage, qu'il eut à peine le temps de terminer avant de mourir et qui sert de préface à la traduction de Lucien Biart. Cette étude essentiellement biographique n'est plus au point depuis les nombreuses découvertes documentaires de ces cinquante dernières années, mais on y trouve, avec la connaissance précise de l'Espagne, qui a manqué à tant d'autres, les vues les plus justes sur le génie de Cervantes, qu'était mieux à même d'apprécier que personne un si grand prosateur, un prosateur de sa famille. Dans un genre différent, l'essai d'Émile Montégut, écrit à l'occasion du *Don Quichotte* illustré par Gustave Doré, est un voyage d'une fantaisie charmante à travers le roman, semé de réflexions profondes et fines, qui font regretter une fois de plus que ce critique d'une si belle indépendance d'esprit et si instruit des choses de l'étranger n'occupe pas dans notre histoire littéraire la place à laquelle il a droit.

(1) La première, qui remonte à 1826, a été annulée par la seconde.

III

En temps de crise, les nations éprouvent le besoin de s'abriter sous l'aile de leurs grands hommes et cherchent à deviner s'ils auraient approuvé la conduite qu'elles tiennent et les sentimens qui les animent. Il est probable que certains Allemands se sont demandé depuis 1914 ce que l'olympien et cosmopolite Gœthe aurait pensé des méthodes de guerre de leurs dirigeans, de l'asservissement, érigé en principe par leurs « kulturistes, » des petites nationalités et de la fondation d'une plus grande Allemagne sur les décombres de l'Europe par le fer et par le feu. La réponse qu'ils ont reçue de l'ombre de Gœthe n'a pas dû les satisfaire beaucoup. Nous avons sur eux l'avantage d'être plus assurés de l'approbation de nos conducteurs d'âmes. Si Corneille pouvait descendre de son piédestal de la Montagne Sainte-Geneviève et visiter les avancées de Verdun, tout porte à croire qu'il ne se déclarerait pas mécontent de ses Français et qu'il ne regretterait pas les enseignemens d'héroïsme qu'il leur donna il y aura bientôt trois siècles.

Les Espagnols d'aujourd'hui ont-ils aussi interrogé celui qui personnifie leur génie à travers les âges et savent-ils s'il aurait donné son assentiment à la neutralité qu'ils observent dans le terrible conflit qui ébranle notre planète? Questions délicates et qu'il serait peut-être pertinent de les laisser trancher eux-mêmes, d'autant plus qu'ils ne manquent pas d'écrivains « ingénieux, » qui, au moment de l'anniversaire de 1916, ont dû se les poser, se préparant sans doute à y répondre. En attendant de connaître leur réponse, qu'il nous soit permis, par pur dilettantisme et avec toutes les précautions nécessaires pour ne blesser aucune susceptibilité, d'évoquer l'ombre de l'hidalgo Miguel de Cervantes et de la mettre en présence de ce qui se passe actuellement en Europe.

A la question « aliadophile » ou « germanophile, » pour parler la langue espagnole du jour, Cervantes serait bien empêché de répondre, car le monde a marché depuis Philippe III et le groupement des Puissances n'y est plus le même qu'alors. Grande serait sa surprise de voir toute l'Europe en feu, y compris le petit Portugal, qu'il a appelé une fois « le lambeau arraché à la robe de l'illustre Castille, » et de consta-

ter l'abstention de la monarchie espagnole. Des grandes nations en ce moment aux prises, il ne connaissait de ses yeux que l'Italie, une Italie divisée en beaucoup d'États, dont plusieurs dépendans de la couronne d'Espagne et gouvernés par ses vice-rois. Quelle stupéfaction pour lui qu'une Italie unie, délivrée du joug espagnol et gardienne d'une Rome purement spirituelle, isolée et impuissante! Des Allemands il ne savait rien, sauf qu'au cours de ses voyages en Espagne, il avait souvent rencontré de ces pèlerins de Compostelle venus d'outre-Rhin, « qui, dit-il, ont coutume de visiter nos sanctuaires, qu'ils appellent leurs Indes, à cause des gros profits qu'ils en tirent; ils parcourent notre pays en tous sens, et il n'y a village dont ils ne sortent *bus et repus*, comme on dit, et avec un réal au moins en monnaie, lequel multiplié leur vaut, au bout de leur voyage, plus de cent ducats en or, qu'ils rapportent chez eux dissimulés dans le creux de leurs bourdons ou dans les coutures de leurs capes pour échapper aux gardes des frontières. » A la place de pèlerins, il rencontrerait aujourd'hui des commis voyageurs tout aussi aptes à échanger des réaux en ducats ; mais ce qui le surprendrait et l'indignerait fort, serait la prétention de ces mendians sordides de jadis, devenus riches et puissans, d'établir la suprématie allemande en Europe et, à cette fin, d'anéantir les nations latines. Un pur latin comme Cervantes, pour qui le bassin de la Méditerranée représentait l'unique foyer de la civilisation européenne, s'incliner devant des barbares du Nord! A aucun prix : une telle abdication le révolterait extraordinairement.

Pour dire vrai, il ne se sentirait peut-être pas très attiré vers nos alliés les Anglais, divers incidens de sa carrière et les affronts subis sous le règne de Philippe II par l'Espagne, du fait de la marine régulière ou des corsaires britanniques, l'ayant assez mal disposé à l'égard de la grande Puissance insulaire; et toutefois, dans sa nouvelle *L'Espagnole anglaise*, il a parlé avec tant de mesure et de courtoisie d'Essex et de la reine Élisabeth elle-même qu'on ne découvre en lui aucune tendance à l'anglophobie. A notre endroit, ses sentimens sont amicaux, comme on l'a déjà vu par le récit du licencié Marquez Torres et comme l'indiquent encore des passages du *Persiles :* nos différends n'ont pas éteint chez lui tout souvenir d'une ancienne amitié franco-castillane remontant au XIVe siècle, que la poli-

tique rompit à un moment donné, mais qui subsistait plus généralement qu'on ne le croit chez beaucoup d'Espagnols bien nés, grands admirateurs de la « noble France » et de ses « *monsiures*. » Un trait bien marqué du caractère de Cervantes-Don Quichotte le range aussi à nos côtés : son humanité. Tandis que la plupart des écrivains espagnols de la grande époque, comme l'a noté Montégut, nous repoussent par ce qu'ils ont de sec, de raide et même de cruel (1), Cervantes ou son sosie nous attire par ses sentimens profondément humains. « Don Quichotte est un des nôtres, c'est un frère en humanité, » dit encore Montégut; ajoutons : un frère en grandeur d'âme et en générosité. Qu'aurait-il pensé d'un empire fondé sur la violence, la haine, les rapines et le mépris des traités; qu'aurait-il pensé surtout d'une armée de géans, — de ces géans comme il en voyait si souvent dans ses rêves, — se ruant sur le faible qui n'a commis d'autre faute que de défendre son sol et ses foyers, les croyant garantis par la parole jurée? Comme il eût trouvé beau ce roi Albert de Belgique et son refus hautain de garder une couronne au prix d'une trahison! Quels beaux coups de lance il eût donnés en Serbie et de quelles invectives n'eût-il pas accablé les malandrins qui, à cent contre un, ont terrassé l'héroïque petite nation! Allons, la cause est entendue : Don Quichotte ou Cervantes, ce qui revient au même, est certainement « aliadophile. »

En revanche, il y a lieu de craindre que Sancho Panza ne soit « germanophile. » On le dit ici à regret, à cause de quelques bonnes qualités qui ornent notre écuyer; mais ses défauts, et ils sont nombreux, le relèguent dans le camp de nos ennemis. Le soin qu'il prend de son outre, quand elle est bien remplie, et des bâts de son âne, quand ils sont bien bourrés de victuailles, son gros appétit et sa soif inextinguible, qui concordent avec le type classique de l'Allemand ivrogne et goinfre, ne seraient pas un argument décisif. Plus graves et convaincans sont son amour du bien d'autrui, quand il sait qu'il pourra s'en emparer sans trop courir de risques, ses ruses sournoises, puis

(1) Le critique va trop loin en refusant aux mystiques et particulièrement à sainte Thérèse tout esprit de charité. La réforme du Carmel tendait à autre chose qu'à distribuer de la soupe à la porte des monastères, — ce soin incombait à d'autres ordres, — mais la sainte a aimé la pauvreté et en a senti la grandeur; elle l'a d'ailleurs aussi secourue.

l'admiration qu'il professe pour la force brutale, devant laquelle il s'incline bien bas, et le peu de souci que lui causent les dénis de justice. Ce sont ces défauts-là qui feraient de lui un admirateur de l'impérialisme germanique, admirateur prudent, bien décidé à ne pas compromettre son repos et à se tenir à bonne distance de la bagarre. En résumé, Sancho répond tout à fait à l'état d'âme du « germanophile » espagnol neutraliste. Et nous voilà ramenés d'une façon assez imprévue à ce symbolisme cher aux romantiques allemands que nous combattions tout à l'heure. Si l'on voulait en effet, à toute force, symboliser les deux hommes, les circonstances présentes inviteraient à chercher en Don Quichotte le symbole de l'individualisme héroïque, qui, dédaignant le triste terre à terre de l'existence pour ne vivre que de sentimens nobles et désintéressés, s'engage seul dans des entreprises souvent folles et périlleuses, où il finit par succomber, mais content d'avoir tout sacrifié à ses principes. Sancho, de son côté, nous offrirait l'image de l'être soumis, domestiqué et *organisé* selon la recette de M. Ostwald, n'agissant que sous l'empire de la crainte ou par l'appât d'une récompense, et résigné à se courber devant n'importe quel pouvoir, pourvu que ce pouvoir lui assure une somme suffisante de jouissances matérielles.

Entre ces deux hommes, il nous plaît de croire que l'Espagne a fait son choix. Malgré certaines apparences évidemment trompeuses, l'Espagne du xxe siècle ne peut pas renier ses traditions héroïques qui remontent très haut dans son histoire et qui lui ont assuré l'estime du monde entier; elle ne sacrifiera pas pour quelques avantages d'ailleurs problématiques tout un passé de désintéressement et d'honneur. L'Espagne, quoi qu'on puisse dire, restera fidèle à Don Quichotte.

A. MOREL-FATIO.

LA QUESTION DES LOYERS

La Chambre vient de voter, à propos de la question des loyers, une loi, on pourrait presque dire un code, tant est longue la série des cinquante-sept articles qui vont être discutés au Sénat. La question est si importante, elle touche un si grand nombre de Français, elle implique la solution de problèmes juridiques si graves, qu'il nous a paru utile de soumettre à un examen immédiat le projet tel qu'il est sorti des délibérations du Palais-Bourbon. Nous serions heureux que la haute Assemblée, aux délibérations de laquelle l'œuvre des députés va être soumise, voulût bien prendre en considération les observations que nous a suggérées l'étude d'un texte dont la portée dangereuse ne saurait d'ailleurs échapper à aucun de ceux qui prendront la peine d'en mesurer les conséquences.

Nous sommes à une époque extraordinaire, nul ne le sait mieux que nous, ni ne le sent plus profondément. Nous sommes pénétrés de cette idée qu'il faut, par tous les moyens possibles, venir en aide aux familles de ceux qui donnent leur vie pour le salut de la patrie. Mais nous sommes aussi persuadés que ce n'est pas au bouleversement d'une législation séculaire et tutélaire, à la destruction de principes admis librement et pratiqués volontairement par tous les Français depuis des générations, que l'on doit avoir recours pour diminuer les difficultés de l'heure présente. Il ne faut pas, sous prétexte de venir en aide à ceux qui souffrent, leur préparer pour demain des souffrances plus grandes encore. Il ne faut pas, en les déliant trop légèrement d'engagemens pris par eux, les exposer à ne plus trouver un jour l'abri qu'on voudrait leur assurer gratuitement aujourd'hui. Il faut avant tout respecter les principes fonda-

mentaux de la propriété privée, sur laquelle repose tout notre état social.

La question des loyers a suivi une évolution qui s'explique par les variations de l'opinion au sujet de la durée de la guerre. Au début, alors que l'idée d'une campagne de quelques mois au maximum était répandue, on crut que le règlement par voie de décrets suffirait à organiser une situation provisoire. Quand, après une série de moratoires reculant la difficulté sans la résoudre, il apparut que d'autres remèdes devaient être cherchés, la Chambre considéra qu'une loi devenait nécessaire. Dès la fin de 1914, des propositions émanées de l'initiative parlementaire virent le jour et se multiplièrent sans répit; au milieu de 1915, le gouvernement se décidait à déposer deux projets concernant la résiliation, par suite de la guerre, des baux à loyer, et les loyers échus pendant la guerre. Ces textes ont servi de base aux études de la commission de législation civile et criminelle; des avis ont été formulés au nom de la commission du budget et de la commission du commerce et de l'industrie : une partie des séances de la Chambre, au cours des quatre premiers mois de 1916, a été consacrée à la discussion du projet, qui avait donné lieu à deux rapports remarquables de M. Édouard Ignace, député de Paris, et qui a été voté finalement le 22 avril 1916, après avoir subi, sous certains rapports, de notables modifications.

Nous rappellerons d'abord les origines de la question, qui remontent aux premiers jours de la guerre, alors que, en présence du bouleversement général des esprits, on eut recours à une série de moratoires, c'est-à-dire d'ajournemens des dettes; nous exposerons ensuite la genèse du projet actuel; puis nous l'analyserons tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre; dans une dernière partie, nous essaierons de le juger.

I

Le 4 août 1914, le gouvernement avait été autorisé par le Parlement à prendre, dans l'intérêt général, par décret en Conseil des ministres, « toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'exécution ou suspendre les effets des obligations commerciales ou civiles, pour suspendre toutes prescriptions ou péremptions en matière civile, commerciale et administrative,

tous délais impartis pour attaquer, signifier ou exécuter les décisions des tribunaux de l'ordre judiciaire ou administratif. » La loi du 5 août ajoutait que, pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la fin des hostilités, aucune instance, sauf l'exercice de l'action publique par le ministère public, ne pourrait être engagée ou poursuivie, aucun acte d'exécution ne pourrait être accompli contre les citoyens présens sous les drapeaux.

Usant de la délégation législative qui lui avait été donnée, le gouvernement rendit une série de décrets prorogeant l'échéance des valeurs négociables souscrites antérieurement au 4 août, de toutes sommes dues pour avances antérieures au 1er août, le paiement de fournitures de marchandises faites entre commerçans, le remboursement des dépôts de banque.

Les loyers furent l'objet de dix-sept décrets successifs.

Le décret du 14 août 1914 accordait un délai de 90 jours pour le paiement des loyers inférieurs à 1 000 francs à Paris, à 600 francs dans les villes de 100 000 habitans, à 300 francs dans les villes ayant plus de 50 000 habitans et moins de 100 000, à 100 francs partout ailleurs. Le décret du 1er septembre accordait un délai de 90 jours pour tous les autres loyers, dans un certain nombre de départemens, à la condition que le locataire se déclarât hors d'état de payer. Le bénéfice de ces décrets a été, le 8 octobre, étendu aux Alsaciens-Lorrains qui ont obtenu un permis de séjour en France; le 14 octobre, aux Algériens; le 16 octobre, aux Polonais et Tchèques autorisés à séjourner en France.

Le décret du 19 octobre 1914 accorde aux fermiers et métayers, que la prorogation du bail d'un mobilisé met dans l'impossibilité de prendre possession des nouveaux domaines par eux loués, la faculté de conserver pendant un an la jouissance de ceux qu'ils devaient quitter. Le décret du 27 octobre 1914 accorde un nouveau délai de trois mois pour le paiement des loyers exigibles à partir du 1er novembre. Le décret du 17 décembre 1914 accorde, dans tous les départemens, aux locataires présens sous les drapeaux, un délai de trois mois pour le paiement des termes de leurs loyers devenant exigibles entre le 1er janvier et le 31 mars 1915. Le même délai est accordé aux locataires non présens sous les drapeaux, dans certains départemens spécifiés, et, dans les autres, aux petits

locataires, suivant une échelle indiquée. Le décret du 7 janvier 1915 étend aux veuves de militaires morts sous les drapeaux le bénéfice des dispositions du décret du 17 décembre 1914, accorde un nouveau délai de trois mois aux locataires de la Seine, de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon, pour le paiement des loyers exigibles du 1er janvier au 31 mars, ne dépassant pas 1 000 francs, ou 2 500 francs, s'il s'agit d'industriels, commerçans ou autres patentés.

Le décret du 20 mars 1915 accorde un nouveau délai de trois mois jusqu'au 30 juin aux locataires sous les drapeaux, aux veuves des militaires tués à l'ennemi, aux femmes de disparus. Le même délai est accordé dans les départemens occupés, aux locataires non présens sous les drapeaux, dans la Seine et dans trois communes de Seine-et-Oise, aux locataires ne payant pas plus de 1 000 francs, ou, s'ils sont patentés, pas plus de 2 500 francs de loyer, avec une échelle décroissante dans les villes selon leur population.

Le décret du 27 juin 1915 accorde une nouvelle prorogation jusqu'au 30 septembre aux personnes spécifiées dans les décrets précédens. Il décide qu'en cas de loyer payable d'avance, le locataire, à défaut de paiement, ne peut être cité qu'après que les termes sont échus. Si le locataire a versé au début de la location les derniers termes à échoir, il ne peut, jusqu'à concurrence des sommes ainsi payées d'avance, être cité à raison des termes échus. Le décret du 14 septembre 1915 proroge les délais jusqu'au 31 décembre 1915, celui du 28 décembre 1915 jusqu'au 31 mars 1916, et celui du 28 mars jusqu'au 30 juin 1916.

En résumé, de trimestre en trimestre, le gouvernement octroyait de nouveaux délais; mais aucune mesure ne s'étendait à toute la durée de la guerre et ne réglait définitivement la question.

II

Le besoin se faisait sentir de mettre de l'ordre dans des dispositions multiples et quelque peu confuses, et surtout de faire cesser l'incertitude dans laquelle on se débattait. Il n'avait pas été déposé moins de dix-neuf propositions de loi sur la matière, depuis le 22 décembre 1914. La multiplicité de ces initiatives parlementaires indique combien la question des

loyers préoccupait les esprits. Aussi, le gouvernement présenta-t-il à la Chambre deux projets de loi dont furent saisies les commissions compétentes. L'un accordait à certains locataires, dans des cas déterminés, la faculté de résilier le bail en cours; l'autre établissait le droit à la réduction du loyer, réduction pouvant aller jusqu'à l'exonération. Le 12 avril 1915, M. Ignace terminait son premier rapport; plus tard, dans un remarquable discours prononcé par lui le 2 février 1916 à la Chambre, il développa les idées fondamentales, sur lesquelles il s'est appuyé pour recommander à ses collègues l'adoption de ses propositions. Nous essaierons de les analyser.

M. Ignace semble chercher d'abord, dans l'énormité apparente de la récente plus-value de la propriété foncière parisienne et dans le grand nombre des intéressés, un argument en faveur de la solution à laquelle il veut arriver. Il fait observer que la guerre a éclaté pendant une période de hausse des loyers qui, dans la capitale, avait pris des proportions considérables. Cette hausse n'avait pas dépassé 2 pour 100 de 1890 à 1900, 4 pour 100 de 1901 à 1910; mais, depuis cette dernière date jusqu'en 1913, elle a atteint 15, 20 pour 100 et même davantage. Pour certains immeubles, elle s'est élevée à plus de 100 pour 100. Au 1er janvier 1915, la valeur locative des propriétés bâties était de 1 091 millions, représentés jusqu'à concurrence de 431 millions par les locaux affectés au commerce et à l'industrie, et de 660 millions par les locaux d'habitation. Or, en 1871, la valeur totale des loyers de Paris n'était que de 490 millions de francs. Sur les 1 032 524 locaux d'habitation, 752 387, au 1er janvier 1915, correspondaient à un loyer inférieur à 500 francs.

Ceci posé, le rapporteur aborde le côté juridique de la question. Il rappelle qu'après 1871 la jurisprudence a eu à déterminer les conditions d'application de l'article 1722 du Code civil en cas de guerre; elle a invariablement posé le principe que la perte de la chose louée ou de son utilité devait être inhérente à l'immeuble même, et non résulter d'une impossibilité personnelle du preneur de jouir de la chose louée. L'atteinte à la jouissance résultant de la force majeure créée par la guerre ne peut être retenue pour donner ouverture à la résiliation ou à la réduction du loyer que si elle porte sur la chose elle-même; le locataire n'a droit à rien, si l'événement de guerre, laissant la chose louée intacte matériellement, n'a fait que le

mettre dans l'impossibilité d'en user et d'en jouir conformément à ses prévisions.

M. Ignace se fonde sur cet état de choses pour justifier l'intervention législative, en déclarant que le droit actuel est insuffisant. Le contrat de louage, dit-il, se distingue des autres contrats : ceux-ci constituent des conventions à effet immédiat et définitif, tandis que l'obligation du bailleur est successive, c'est-à-dire se prolonge pendant toute la durée du bail. « Le bailleur est obligé, » d'après l'article 1719 du Code civil, « de délivrer au preneur la chose louée; d'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée; d'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail. » L'article 1722 ajoute : « Si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut demander ou une diminution de prix, ou la résiliation du bail. » Mais l'obstacle à la jouissance du preneur, né de la position personnelle de celui-ci, et non de l'état de la chose louée, ne donne droit ni à la résiliation ni à la suspension du bail, ni à la réduction du prix du loyer. Le Code civil, dit le savant rapporteur, ne semble pas avoir prévu la guerre telle qu'elle est actuellement conduite.

En 1871, d'ailleurs, une loi promulguée le 9 mai organisa des jurys spéciaux qui étaient autorisés à accorder des délais ou même des réductions sur les prix des baux pour les deux derniers termes de 1870 et le premier terme de 1871. La réduction devait être proportionnelle au temps pendant lequel les locataires auraient été privés matériellement de la jouissance de tout ou partie des lieux loués; ou, pour les locations d'un caractère industriel ou commercial, de la jouissance industrielle ou commerciale prévue par les parties. Le département de la Seine était autorisé à payer aux propriétaires de logemens dont le prix annuel ne dépassait pas 600 francs, une somme représentant le tiers de ce qui restait dû par le locataire pour les trois termes. Mais ce concours n'était accordé qu'au propriétaire qui consentait à son locataire la remise définitive du surplus et promettait de le maintenir en possession jusqu'en juillet 1871. L'État participait pour un tiers dans les paiemens du département, jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 millions de francs.

Le Code civil, disait M. Ignace dans son discours du 3 février,

continué le 2 mars 1916, bien que forgé au son du canon des guerres de la Révolution et de l'Empire, n'a prévu ni la mobilisation générale, ni la nation armée. Les législateurs de 1803 n'ont pu deviner qu'un jour viendrait où tous les hommes valides seraient sous les drapeaux. Notre devoir est de combler cette lacune, de venir au secours des parties et de régler ce qu'elles ont oublié de prévoir. « Lorsqu'on nous parle, dit-il, du respect des contrats, lorsqu'on nous reproche de violer ce principe intangible, ne nous sera-t-il pas permis à notre tour de demander si c'est bien assurer ce respect que de maintenir arbitrairement dans les liens d'une obligation le débiteur qui a cessé de recevoir, par suite de la force majeure, l'équivalent du prix qu'il s'est engagé à payer, c'est-à-dire la jouissance en vue de laquelle il a traité ? N'est-ce pas au contraire se conformer au vœu d'une impérieuse justice que de proclamer la nécessité de répartir équitablement les risques de guerre entre les deux parties contractantes, dès lors qu'elles ont omis de prévoir ce risque et d'en répartir les effets ? »

M. Ignace emprunte un argument à la récente juridiction administrative : le Conseil d'État a admis que certains contrats d'éclairage conclus entre des Compagnies et des municipalités pourraient être revisés, la hausse désordonnée survenue dans les prix du combustible n'ayant pas été envisagée : c'est ce qu'on appelle la thèse de l'imprévision.

Répondant à un député qui se plaignait que la question des baux ruraux ne fût pas réglée, le rapporteur répond que ceux-ci sont soumis à des règles et à des principes de droit tout à fait différens de ceux des baux à loyer. C'est ainsi que le Code civil ouvre au profit du fermier un droit à une réduction correspondant à une diminution dans le rendement des récoltes. Les mêmes solutions ne s'appliquent pas aux deux natures de contrats. D'ailleurs, un projet spécial aux campagnes a été déposé : M. Chavoix en est le rapporteur.

Ces bases une fois posées, la Commission a décidé que les exonérations ou réductions s'appliqueraient non seulement aux loyers restés impayés, mais d'une manière générale à tous les loyers échus pendant la guerre. Elle a rejeté la disposition n'accordant la réduction qu'à ceux des locataires qui justifieraient être, par suite de la guerre, dans l'impossibilité de payer, même avec des délais. C'était, d'après elle, « ne venir

au secours que des locataires dépourvus de toutes ressources; c'était en même temps consommer la ruine de ceux qui, victimes de la guerre, avaient été pour cette cause privés des revenus ordinaires de leur travail : ceux-là étaient exposés ou à perdre un capital nécessaire à la reconstitution de leur situation ou à subir, sur les fruits du travail de l'avenir et souvent pour un temps très long, des prélèvemens onéreux et injustes. »

Le projet, présenté par la Commission au mois d'août 1915, ne vint en discussion à la Chambre qu'au début de l'année 1916. Dans l'intervalle, une interpellation s'était produite au Sénat, où le président du Conseil avait été amené à faire, sur la question des loyers, des déclarations très nettes, qu'il résumait par les mots : « qui peut payer doit payer. » La résolution votée à l'unanimité par la haute Assemblée était ainsi conçue : « Le Sénat, convaincu qu'il est nécessaire de ne pas laisser croire plus longtemps à ceux que l'état de guerre n'a nullement affectés dans leurs intérêts, qu'ils pourront être déliés de leurs obligations et que les mesures qui permettront de se rapprocher progressivement du droit pour l'exécution des contrats sont seules susceptibles de sauvegarder la paix sociale et le crédit public, passe à l'ordre du jour. » La portée de ce texte était encore rehaussée par les paroles suivantes prononcées à la tribune du Sénat par M. Aimond, rapporteur général de la Commission du budget : « Pourquoi ne paye-t-on pas, alors que j'ai démontré d'une manière irréfutable qu'on pourrait payer dans les neuf dixièmes des cas? C'est parce que malheureusement l'idée s'est répandue dans le monde des locataires que le législateur, dans une loi prochaine, que je considère pour ma part comme impossible, déciderait que les contrats de location ne seraient plus pour une partie que des chiffons de papier, et ordonnerait *de plano*, sans examiner les situations particulières, par un texte de loi générale, quelles que soient les facultés de ceux qui ont contracté, que des exemptions ou des remises de loyers fussent accordées par la loi. »

Dans son discours du 2 février suivant, M. Ignace répondit que la Commission de la Chambre n'avait jamais méconnu les principes invoqués par le Sénat, et défendit brillamment le projet déposé par elle depuis le mois d'août.

La discussion des articles se poursuivait au Palais-Bourbon, lorsque, le 3 mars, M. Viviani, garde des Sceaux, monta à la tri-

bune et reprit la question dans toute son ampleur. Il expliqua d'abord pourquoi le gouvernement s'était cru obligé d'édicter des moratoires successifs ; il demanda que les questions de résiliation et de réduction fussent disjointes et que la Chambre votât immédiatement les articles concernant la première. Examinant ensuite le système par lequel le rapporteur entendait rattacher au Code civil les règles nouvelles, M. Viviani disait : « Quand on parle du droit pour le juge d'accorder des délais, le Code civil le permet ; quand vous permettez au juge arbitral d'accorder la résiliation, le droit commun l'aurait permis. Lorsque vous dites que le locataire commerçant pourra demander une réduction de loyer susceptible d'aller jusqu'à l'exonération totale, parce qu'il n'aura pas retiré de la chose louée les avantages essentiels, déjà vous vous écartez du Code civil, auquel vous vous rattachez par les liens ténus et ingénieux d'une certaine jurisprudence... Lorsque vous dites que le tribunal arbitral aura le droit, dans l'intérêt social, d'anéantir totalement ou partiellement une créance, ne me dites pas que vous vous êtes rattaché au Code civil, dites avec nous que vous forgez, à la lueur des événemens qui nous enveloppent, un droit nouveau. »

A la suite de ce discours, le garde des Sceaux déposa, le 7 mars, un projet qui modifiait sur certains points importans celui qui était en discussion depuis le mois de janvier. Cette procédure est fort rare dans les fastes parlementaires. La Commission de législation civile et criminelle et celle du budget décidèrent de choisir, chacune par moitié dans leur sein, douze membres : réunie sous la présidence de M. Cruppi, cette intercommission rédigea le nouveau texte. Nous allons le résumer tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre.

III

Il régit, dit l'article premier, toutes les contestations entre propriétaires et locataires, nées par suite de la guerre et relatives à l'exécution ou à la résiliation des baux à loyer. Le titre Ier traite des résiliations. Lorsque le locataire a été tué à l'ennemi, ou est décédé des suites de ses blessures, le bail est résilié de plein droit, sans indemnité, sur la déclaration de sa veuve ou de ses héritiers directs ou collatéraux, si ceux-ci habitaient ordinai-

rement avec lui les lieux loués. La résiliation peut, dans les mêmes cas, être prononcée sur la demande des autres héritiers, mais alors elle peut donner lieu à indemnité. Le droit à la résiliation sans indemnité est également acquis à la femme, aux enfans ou descendans des disparus. Les héritiers des membres d'une société en nom collectif ou des gérans d'une société en commandite simple, si ces associés ou gérans ont tous été tués à l'ennemi, peuvent obtenir la résiliation, avec ou sans indemnité. Le locataire qui, par suite de blessures reçues ou maladies contractées sous les drapeaux ou à la suite de faits de guerre, justifie d'une diminution notable et permanente de sa capacité professionnelle, peut demander au juge la résiliation sans indemnité de son bail. Il en est de même du locataire, mobilisé ou non, dont la situation aura été bouleversée par la guerre de façon qu'il soit évident que, dans sa situation nouvelle, il n'aurait pas contracté. Lorsqu'un fonds de commerce a été donné en gage à un créancier, celui-ci a la faculté de continuer le bail et d'en assumer les charges à ses risques et périls, la résiliation ayant cependant produit ses effets entre le propriétaire et le locataire.

Le titre II traite des exonérations et des délais. L'article 12 règle cette question capitale. Le juge est autorisé, sur le vu de chaque situation, à prononcer une réduction pouvant aller jusqu'à l'exonération totale pour la durée de la guerre et les six mois suivant la cessation des hostilités. Ce droit est accordé à tout locataire qui justifiera avoir été privé, par suite de la guerre, des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée tels qu'ils avaient été prévus au moment du contrat : ainsi, toute privation ou diminution de la jouissance, soit que la chose louée ait été affectée directement et matériellement, soit que l'obstacle ou la diminution ait résidé seulement dans la personne du locataire, donne droit à la réduction. La seconde hypothèse envisagée constitue l'innovation dont nous avons parlé plus haut. Le droit à la réduction est encore accordé au locataire qui justifiera avoir été privé, par suite de la guerre, d'une notable partie des ressources commerciales, industrielles ou professionnelles, sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au paiement du loyer. Ces deux dispositions combinées résolvent la question au regard des mobilisés. Tous sont privés de la jouissance de la chose louée. Mais les uns sont aussi atteints dans leurs revenus,

tandis que d'autres continuent à les toucher en quantité suffisante pour être en mesure de payer leurs loyers. La juridiction tiendra compte de ces élémens. Le texte s'applique aux locataires qui ont vu, par suite de la guerre, disparaître ou diminuer les revenus de leur travail normalement affectés aux charges du loyer.

L'article 13 permet au juge d'accorder, dans tous les cas, des délais de paiement. Le moratorium légal résultant des décrets se trouve ainsi remplacé par un moratorium judiciaire : chaque espèce donnera lieu à une décision.

L'article 14 établit une présomption d'incapacité de paiement en faveur des locataires occupant : 1° A Paris, dans le département de la Seine, à Meudon, Sèvres et Saint-Cloud, des locaux d'un loyer égal ou inférieur à 400 francs, si le locataire est célibataire; à 500 francs, s'il est marié sans enfans; à 600 francs s'il a une ou plusieurs personnes à sa charge; 2° Dans les communes de 100 001 habitans et plus, des logemens de 300, 350 et 400 francs; 3° Dans les communes de 30 000 à 100 000 habitans, des logemens de 200, 250 et 300 francs; 4° Dans les autres communes, des logemens de 100, 150 et 200 francs dans les mêmes conditions. Des majorations aux chiffres ci-dessus sont admises en raison de personnes à la charge des locataires. Tous ces locataires, sauf la faculté réservée au propriétaire d'administrer la preuve contraire devant la commission arbitrale, sont présumés ne pouvoir payer et totalement exonérés du paiement de leurs loyers échus et à échoir jusqu'au sixième mois qui suivra la fin des hostilités.

L'exonération est de droit, c'est-à-dire sans recours pour le propriétaire, en faveur des locataires spécifiés à l'article 14 qui sont mobilisés, réformés à la suite de blessures ou maladies, attributaires de l'allocation militaire, de l'allocation des réfugiés, de secours de chômage, de secours permanens du bureau de bienfaisance, ou bénéficiaires de la loi de 1905 sur l'assurance obligatoire. Les attributaires de l'allocation militaire sont exonérés, quel que soit le chiffre de leur loyer. Pendant toute la période pour laquelle l'exonération a été accordée, les locataires seront maintenus en possession des lieux loués. Seront également maintenus, sur leur demande, en possession des lieux loués pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront la cessation des hostilités, tous locataires ayant

ou non obtenu une exonération ou une réduction, à charge par eux de se conformer, pour le paiement, aux décisions rendues par les commissions arbitrales.

En tout état de cause, le locataire est autorisé à quitter les lieux loués avant le complet paiement des loyers encore dus, et à enlever les meubles, effets mobiliers, ustensiles et objets nécessaires à son coucher, à son travail, au coucher et au travail des membres de sa famille habitant avec lui, ainsi que ceux composant la salle à manger et la cuisine, le tout sans fournir caution. Les sommes versées à titre de loyer d'avance se compensent de plein droit avec le montant des termes échus pendant la durée de la guerre. Il sera tenu compte des loyers payés par les locataires depuis le 1er avril 1914; ils seront imputés sur les termes à échoir ou sur les termes impayés. Le paiement des indemnités de résiliation effectué depuis le 4 août 1914 pourra donner lieu à répétition.

Le titre III traite de la juridiction et de la procédure à suivre. Dans chaque canton ou arrondissement siégera une commission arbitrale des loyers, composée, outre le président, de quatre membres : savoir, deux propriétaires et deux locataires.

Dans la huitaine de la promulgation de la loi, le premier président de la Cour d'appel déléguera, pour présider chaque commission, soit un des membres de la Cour, soit un des membres des tribunaux du ressort, soit un juge de paix ou un conseiller de préfecture, un inspecteur de l'enregistrement ou un avocat ayant au moins quinze ans d'inscription au tableau. Dans chaque commune, le Conseil municipal dressera trois listes : une des propriétaires d'immeubles à loyer, une des locataires non patentés, une des locataires patentés. Le président de la commission arbitrale tire au sort les noms des propriétaires et des locataires appelés à faire partie de la commission arbitrale. La session est de deux mois au plus.

Il est, dans tous les cas, procédé à un préliminaire de conciliation. Il sera loisible aux parties, lors de la tentative de conciliation, de donner mission au président de prononcer sur leurs difficultés comme amiable compositeur en dernier ressort.

Le président entendra les parties en personne et s'efforcera, après examen des documens produits, d'amener une entente. La procédure est aussi simplifiée que possible : le seul acte prévu est l'assignation qui, à défaut de conciliation, appelle le défen-

deur à comparaître devant le tribunal arbitral. Les décisions sont rendues en dernier ressort. La voie de l'opposition est ouverte contre les décisions rendues par défaut. Le recours en cassation pour excès de pouvoir ou violation de la loi reste seul ouvert contre les décisions contradictoires. Le législateur s'est efforcé de multiplier les chances de faire aboutir les solutions amiables.

Le titre IV comprend les dispositions générales. Les baux en cours au 1er août 1914 sont prorogés, si le locataire le demande, d'une durée égale à celle de la guerre, et aux mêmes conditions, à dater de la cessation des hostilités. Pour les locations verbales, le locataire sera admis à conserver la jouissance du local pendant une durée égale à celle de la guerre.

L'article 55 déclare nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées par des bailleurs ou des locataires envers tous intermédiaires qui se chargeraient de leurs intérêts moyennant des émolumens fixés à l'avance proportionnellement aux conditions et réductions à obtenir. Le but de cette disposition est d'écarter les agens d'affaires qui n'auraient pas manqué de venir compliquer et envenimer les rapports entre locataires et propriétaires. D'après l'article 56, ne sont admis au bénéfice de la loi que les Français et protégés français, les sujets ou ressortissans des pays alliés, les Alsaciens-Lorrains, les Polonais et les Tchèques ressortissans des empires allemand et austro-hongrois, les sujets ottomans qui ont obtenu un permis de séjour en France.

Le projet laisse de côté la question des baux ruraux : pour ces derniers, un texte spécial a été préparé, d'après lequel on distingue deux périodes, celle de guerre et celle qui suivra la cessation des hostilités; au cours de la première, de nombreux cas sont prévus où la résiliation sera de droit, même à l'encontre du propriétaire mobilisé. Durant la seconde, le mobilisé, fermier ou métayer, pourra, au cours des six mois qui suivront son retour, obtenir la résiliation sans indemnité, s'il établit que ses blessures le rendent incapable de continuer l'exploitation. Le non-mobilisé pourra obtenir une réduction des fermages échus pendant la guerre et un an après.

IV

Il nous reste à parler d'un point essentiel, dont le premier projet de loi renvoyait la solution à une loi spéciale, celui des compensations à donner aux propriétaires. Lorsqu'en mai 1916, le garde des Sceaux déposa sur le bureau de la Chambre le nouveau projet, il déclarait qu'il suivrait la Commission dans la voie tracée par elle. « Mais, ajoutait-il, en présence de l'extension donnée au problème des loyers, on ne saurait éluder davantage la question que se pose l'opinion impatiente, qui domine tout le débat et qui, non résolue, risquerait de fausser les décisions des juridictions arbitrales : à qui incombe en droit la charge des exonérations ou des réductions accordées aux locataires? qui, en définitive, en supportera le fardeau? »

Le gouvernement reconnaissait alors les obligations contractées vis-à-vis des propriétaires, et il leur offrait la transaction suivante. Sur la promesse par eux de s'abstenir de toute action du chef des loyers arriérés contre leurs locataires, de leur donner quittance définitive du surplus, et de les maintenir en jouissance pour toute la durée des hostilités et des six mois qui en suivront la cessation, ils devraient être remboursés des deux cinquièmes des loyers dont ils auraient fait remise. Les départemens, avec ou sans le concours des communes, prendraient ces deux cinquièmes à leur charge. L'État participerait pour moitié aux dépenses consenties de ce chef par les départemens.

L'idée de faire contribuer le département pour un cinquième à l'indemnité prévue pour les propriétaires n'a pas été accueillie avec faveur par les Conseils généraux. Celui de la Seine, dans sa séance du 12 avril 1916, a pris la résolution suivante : « Considérant que le Département de la Seine et la Ville de Paris n'ont participé en rien au moratorium des loyers et ne sont aucunement responsables de la situation de fait créée par son maintien prolongé; estimant que le soin de régler cette question et de supporter, le cas échéant, les charges qui peuvent en résulter, doit incomber exclusivement à l'État, invite le préfet de la Seine et le Bureau à faire, auprès des pouvoirs publics et de la Commission de la Chambre des Députés, les démarches les plus pressantes pour qu'aucune contribution concernant une indemnité quelconque à allouer aux proprié-

taires de Paris et du département de la Seine ne soit mise à la charge du département, ou à la charge des communes suburbaines et de la Ville de Paris. »

En présence d'une opposition aussi nette et d'une attitude semblable signalée dans les autres départemens, le gouvernement renonça à l'idée d'indemniser les propriétaires et retira l'offre du cinquième qu'il avait accepté de prendre à sa charge, si un autre cinquième était fourni par les autorités locales. L'indemnité aux propriétaires a donc disparu du projet. La seule compensation qui leur est maintenue est la faculté d'emprunter au Crédit foncier : ce droit à un prêt est réglé par l'article 26 approuvant la convention passée à cet effet entre cet établissement et le ministre des Finances, et qui est annexée à la loi, dont elle fait ainsi partie intégrante.

En vertu de cette convention, le Crédit foncier de France s'est engagé à prêter, sous la garantie de l'État, aux propriétaires qui en feront la demande, des sommes dont le montant, s'ajoutant aux sommes payées, ne pourra dépasser la moitié des loyers échus du 4 avril 1914 à la fin du troisième mois qui suivra la cessation des hostilités, le prêt ne pouvant, en aucun cas, être de plus de 50 000 francs. Ce prêt sera garanti par une hypothèque prise sur l'immeuble en faveur du Crédit foncier et remboursable en 35 annuités commençant à courir à partir de la cinquième année. L'État prend à sa charge l'annuité due par les petits propriétaires, qui ont moins de 3 000 francs de revenu, en y ajoutant les charges de famille prévues par la loi de l'impôt général sur le revenu; pour ceux qui ont un revenu compris entre 3000 et 6000 francs, majoré de la même façon, l'État prend à sa charge la moitié de l'annuité.

Le Crédit foncier émettra à cet effet un emprunt spécial, et fixera le taux des prêts d'après le prix de revient dudit emprunt, majoré de 40 centimes par 100 francs pour frais d'administration.

V

Tel est le projet de loi que la Chambre a voté et qui va être soumis aux délibérations du Sénat. Il a besoin d'être profondément remanié. Ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, que les députés auront compté sur la sagesse des Pères conscrits

pour corriger les erreurs d'un texte qui n'a obtenu les suffrages au Palais-Bourbon que parce que ses rédacteurs savaient qu'une autre assemblée le modifierait.

Nous comprenons l'état d'esprit des représentans du peuple, qui reçoivent directement le contre-coup des émotions de leurs électeurs. En temps de guerre, ces émotions sont explicables et, dans certains cas, infiniment respectables. Il est évident que chaque Français est plein d'une reconnaissance sans bornes envers les soldats qui luttent héroïquement et qui, chaque jour, sauvent la patrie. Aucun sacrifice consenti par ceux qui sont restés à l'arrière n'égalera ceux du front. Mais il ne faut pas que le sentiment le plus généreux vienne apporter un trouble inutile dans le domaine économique.

Or, à côté des nombreuses imperfections que contient le projet que nous venons d'analyser, il présente deux vices capitaux, qui apparaissent d'autant plus nettement qu'ils résultent de dispositions introduites postérieurement au dépôt des textes primitifs. Le premier consiste dans la présomption d'insolvabilité établie en faveur des petits locataires, parmi lesquels beaucoup sont en mesure de payer. Pourquoi ne pas procéder, en cette matière, comme on l'a fait pour les allocations militaires? Avant de les accorder, on exige des demandeurs la preuve qu'ils n'ont pas de ressources suffisantes pour vivre. La simple logique exigerait que, pour dispenser certaines catégories de citoyens de payer leur loyer, on leur demandât de démontrer qu'ils en sont incapables. Dans son premier rapport, M. Ignace insistait sur ce point de vue.

La seconde critique majeure qu'appelle le projet est l'abandon presque total de l'idée que l'État, en procédant à un acte qu'on ne saurait mieux qualifier qu'en l'appelant une réquisition, ne doit pas le prix, au moins partiel, de l'objet réquisitionné. Il y a un intérêt supérieur à ce que la notion de droit ne soit pas obscurcie dans l'esprit du peuple, et à ce qu'il ne s'imagine pas qu'il est au pouvoir de l'État de le délier de ses engagemens en mettant à la charge exclusive de l'une des deux parties tout le dommage résultant de cette rupture. L'organisation des sociétés humaines repose sur cette idée que rien ne s'obtient sans effort et que chacun de nous doit travailler pour lui et les siens. Le produit de ce travail, qui excède les besoins quotidiens, forme ce qu'on appelle le capital, et s'emploie de

façon à donner à son tour un revenu à ceux qui ont eu l'énergie d'épargner. S'ils ne l'avaient pas fait, aucune maison ne se serait construite, et nous coucherions à la belle étoile, comme les peuplades pastorales des premiers âges. Cela vaudrait peut-être mieux pour notre santé que d'être enfermés dans des murailles de pierre, mais nous ne pensons pas que cela serait du goût de nos soldats, même au retour de leur rude vie des tranchées. Si l'idée se généralise que le loyer d'un appartement n'est pas une créance aussi certaine pour le propriétaire que la fourniture du pain et de la viande l'est pour le boulanger et le boucher, il se trouvera de moins en moins des gens disposés à construire des maisons, à courir les risques inhérens à ce genre de placement et à mettre à la disposition de leurs concitoyens l'abri dont ils ont besoin.

La Chambre a entendu à ce sujet, le 3 mars 1916, un discours excellent de M. Louis Dubois, qui lui a rappelé la situation de nombreux petits propriétaires ne touchant pas un centime de leurs loyers, alors que leurs locataires sont souvent dans une situation bien meilleure qu'eux. Beaucoup d'habitans de la banlieue parisienne arrivés, à force de travail et de privations, à économiser quelques sous, les ont consacrés à l'achat d'un terrain, sur lequel ils ont construit une maison, souvent avec des capitaux d'emprunt, dont ils paient les intérêts. L'argent des propriétaires qui ont édifié des habitations est aussi intéressant que celui qui sert à payer les salaires des ouvriers : il a souvent, à l'origine, été prélevé volontairement par le salarié lui-même sur ce qu'il gagnait, et ce n'est que grâce à une longue suite d'efforts persévérans que ce capital immobilier a pu être constitué.

Les étapes qu'ont marquées les mesures prises par le gouvernement et les projets discutés par le Parlement sont instructives à rappeler. Au début, il ne s'agit que de moratoire; on laisse tout en suspens; on donne aux locataires des délais pour payer leurs termes; mais personne ne songe à porter atteinte au principe même des contrats. La guerre se prolonge; on se décide à attaquer le fond de la question. Le gouvernement ne veut d'abord en envisager qu'un seul côté : celui des résiliations de baux à loyer; bientôt il est amené à considérer aussi les réductions. Il se met d'accord avec la Commission de la Chambre : une juridiction est instituée qui aura pouvoir, dans des

conditions déterminées, d'accorder résiliations et exonérations, mais à la condition que les débiteurs prouvent leur insolvabilité. On ajourne le problème des compensations à accorder aux créanciers. Plus tard, au cours même de la discussion, le gouvernement intervient de nouveau. Il considère qu'il n'est pas possible de laisser la porte ouverte à un nombre indéfini de procès qui vont surgir; il exige que, pour la majorité des petits locataires, l'exonération complète soit la règle. En même temps, il veut régler la question du droit des propriétaires et propose de leur payer 40 pour 100 des loyers, dont moitié par l'État et moitié par les départemens. Ceux-ci protestent; le ministère retire son offre, et il ne reste en fin de compte que la convention avec le Crédit foncier. En échange de l'abandon de leurs droits, les propriétaires reçoivent la faculté d'emprunter. Seuls, ceux qui n'ont que des ressources très limitées verront le Trésor se substituer à eux pour payer en totalité, ou jusqu'à concurrence de moitié, les annuités destinés à rembourser les emprunts faits par eux.

Les propriétaires créanciers de petits loyers qui ont un revenu de plus de 6 000 francs seront, comme l'a fait observer M. Paul Leroy-Beaulieu, dans la situation qu'avait créée le décret de la Commune du 29 mars 1871 : ils perdront leurs droits vis-à-vis de leurs locataires pour tous les termes échus et à échoir jusqu'à six mois après la cessation des hostilités. Quant aux propriétaires de logemens qui ne rentrent pas dans la catégorie des « petits, » ils sont exposés à se voir imposer des réductions qui peuvent aller jusqu'à l'exonération totale. Ceux-là, du moins, ne sont pas dépouillés de prime abord : ils peuvent espérer dans l'équité des commissions arbitrales.

Certes, les propriétaires doivent prendre leur part des charges nationales et supporter, comme les autres Français, les conséquences de la guerre. Mais il est inadmissible qu'on les prive, même dans l'intérêt public, de ce qui leur appartient, sans leur donner une indemnité. Ils sont prêts à payer des impôts beaucoup plus élevés que ceux qu'ils payaient avant la guerre; ils s'étonnaient même que la feuille du percepteur ne leur eût pas encore apporté l'avis de cette augmentation inévitable, qu'ils connaissent depuis quelques jours par le projet de loi déposé le 18 mai et contenant un programme de création de taxes nouvelles et d'élévation de droits anciens. Ils seront d'ailleurs dégrevés de la portion de la contribution foncière

proportionnelle à la perte de revenu qu'ils subiront du chef de la loi actuellement en préparation; on est ainsi obligé de diminuer les recettes publiques, parce qu'on a tari la source de recettes particulières. Au demeurant, le dégrèvement est insignifiant par rapport à la perte subie.

Pourquoi ne pas faire cesser au mois de juillet prochain le moratoire des loyers, de façon à rétablir le droit commun, en maintenant bien entendu des exceptions pour les mobilisés qui sont au front? On s'occuperait ensuite de régler la question des termes échus depuis le commencement de la guerre; les sacrifices imposés aux propriétaires leur sembleront moins durs si on leur rend pour l'avenir la libre disposition de ce qui leur appartient. Il nous semble que c'est dans cet ordre d'idées que devrait être recherchée la solution du problème.

Ce qui nous inquiète dans cet essai de législation, c'est à la fois l'atteinte portée aux principes et les répercussions, inattendues pour le législateur, qu'aurait la loi, si le projet voté par la Chambre était ratifié par le Sénat. Il ne faut pas être dupe des mots : ceux de propriétaire et de capitaliste ont le don de faire déraisonner de très braves gens qui ne se rendent pas compte de ce simple fait que toute l'organisation économique de notre société repose sur l'épargne.

Pour ne prendre qu'un exemple, aucune des entreprises qui fournissent en ce moment à la Défense nationale les armes, les munitions, les approvisionnemens dont elle a besoin, n'auraient pu se constituer sans elle. Or, les bâtimens destinés à l'habitation ne peuvent exister que là où le capital qui sert à les édifier est certain d'être protégé. Ces constructions sont beaucoup plus nécessaires aux travailleurs qui y sont logés qu'aux capitalistes qui y consacrent leurs économies, car ceux-ci peuvent trouver d'autres emplois, et ne sont pas nécessairement condamnés à acheter des terrains et à y entasser des moellons.

D'autre part, la propriété immobilière constitue un élément notable de la fortune nationale et, par suite, de la matière imposable. M. Ribot, au cours de la discussion, s'opposait à des combinaisons qui eussent grevé d'une façon excessive les propriétaires fonciers, parce qu'il voulait, disait-il, réserver leurs facultés contributives pour l'établissement de ses futurs budgets. Frapper de stérilité les milliards que représente un pareil do-

maine serait extrêmement dangereux et parfaitement illogique. Au cours de la guerre on a, avec beaucoup de raison, fait de sérieux efforts en faveur de la fortune mobilière : on a affranchi d'impôt les Bons et les obligations de la Défense nationale, la rente 5 pour 100 émise au mois de décembre 1915; on a avancé aux Compagnies de chemins de fer les sommes nécessaires pour payer le coupon de leurs titres. Ce n'est pas dans l'intérêt des rentiers ni des obligataires que l'État a pris ces mesures, mais dans celui de son propre crédit, qui repose sur le maintien de la richesse publique. Or, qu'adviendra-t-il si une partie de cette richesse, celle qui alimente à la fois le budget du pays et celui des communes, est ébranlée dans ses fondemens? Il est impossible que le Sénat méconnaisse la grandeur du problème qui se pose devant lui : il rétablira, dans la loi sur les loyers, l'obligation pour tous les locataires demandant une réduction de prouver leur indigence, et pour l'État d'indemniser les propriétaires, qu'il prive du droit de disposer librement de ce qui leur appartient. C'est là le minimum des corrections qu'il faut apporter au projet de la Chambre. S'il devait être maintenu dans sa teneur actuelle, une atteinte grave serait portée à notre état social; elle aurait des conséquences auxquelles n'ont pas songé ceux qui ont voté l'ensemble des 57 articles de la Loi relative « aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre. »

La petite industrie du bâtiment, par les corps de métier, charpentiers, maçons, peintres, menuisiers, serruriers, qu'elle groupe autour d'elle, retient encore, dans les villes et bourgs de province, toute une population qui constitue un élément essentiel de la vie locale, qu'il est si important de conserver et d'encourager. Le jour où ceux qui donnent du travail à ces nombreux artisans cesseraient de le faire, nous verrions s'accélérer encore le courant d'immigration dans les grandes cités qui est un des dangers du monde moderne. Des considérations de l'ordre politique le plus élevé se joignent donc à celles de l'ordre économique pour engager nos législateurs, pendant qu'il en est temps encore, à éviter l'écueil que nous leur signalons.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

L'ÉCHEC

DE LA

RESTAURATION MONARCHIQUE EN CHINE

Le 22 mars, le chef de l'État chinois, à la fois président et empereur, s'est vu obligé de publier un décret-édit, pour faire savoir qu'il renonçait à ceindre la couronne impériale.

Pourtant ce personnage astucieux et habile semblait devoir réaliser le mot du poète en marchant « vivant dans son rêve étoilé. » Tout semblait conspirer pour le pousser sur le trône rétabli des anciens empereurs.

Les événemens actuels, la rébellion du Yunnan, bientôt étendue à d'autres provinces, l'impuissance du pauvre dictateur à empêcher les scissions de se produire, sont venus démontrer combien fragile est sa position, combien artificiel son pouvoir, et souligner en même temps l'erreur de ceux qui comptaient sur l'heureuse étoile de l'ancien mandarin. Celui-ci se trouve aujourd'hui désemparé en présence des complications intérieures et extérieures dont il ne peut sortir.

Ces complications extérieures affectent la politique mondiale. C'est là ce qui donne tant d'intérêt aux choses de la Chine d'aujourd'hui, et particulièrement à l'évolution du projet de restauration monarchique au profit de Yuen Chekai, brusquement arrêté par la révolte du Sud.

I

Après le coup d'État de 1913, lorsque la dictature eut été établie à Pékin, il devint évident, pour tous ceux qui suivaient

de près les événemens, qu'un effort allait être accompli afin de stabiliser le nouveau pouvoir personnel de Yuen Chekai; influences chinoises, influences étrangères, y poussaient.

Le président s'était entouré d'une foule de gens qu'il attachait à sa personne par les liens puissans de l'intérêt pécuniaire. Un bon nombre d'hommes avaient été nommés *Kouwenn*, c'est-à-dire conseillers. Venus de leurs provinces où ils auraient pu exercer peut-être une action indépendante de celle de la capitale, ils se trouvaient paralysés à Pékin. Pour la plupart, la fonction de conseiller n'était qu'une sinécure, un prétexte à émolumens. Parmi ces *Kouwenn*, on trouvait très peu de gens à principes, réellement partisans d'une dictature en vue du bien public. Le gros de la troupe, fonctionnaires de l'ancien régime, n'attendait du nouveau que le moyen de vivre sans peine. D'autre part, quelques conseillers n'étaient que de faux ralliés qui, avec la profondeur de dissimulation des Asiatiques, se faisaient payer un concours passif, en attendant le moment propice de jeter le masque et de combattre le chef de l'État qu'ils considéraient comme un tyran. Ces derniers étaient peu nombreux.

Avec les conseillers sinécuristes, gravitaient, autour de Yuen Chekai, les fonctionnaires effectifs de la capitale, flanqués de leurs secrétaires et de leur clientèle, ainsi que les membres de quelques corps politiques, débris des institutions des premiers temps de la république, le *Tsan chengyuen*, qui remplaçait l'ancien Sénat de la monarchie déchue, le *Lifayuen* ou Cour législative, les ministres et leurs bureaux, le cabinet présidentiel, avec ses fidèles vivant dans l'atmosphère du dictateur, le tout recruté parmi les gens d'ancien régime, habitués à vivre dans le milieu corrompu de la Cour impériale.

Tout ce personnel n'aimait point et ne pouvait aimer la république, car le parti républicain, composé de réformistes et d'occidentalisés désireux de gouverner et d'administrer la Chine selon les méthodes d'Europe et d'Amérique, se proposait, lors de son avènement, de mettre dans les places des hommes nouveaux, imbus de son esprit. Aussi, lorsque, en mai 1912, l'Assemblée provisoire se fut transportée à Pékin, tout ce monde de fonctionnaires s'employa-t-il à entraver son action autant qu'il put; ce fut bien pis après les élections de 1912-1913, qui nommèrent une Chambre et un Sénat hostiles à Yuen

Chekai. En réalité, ces assemblées ne fonctionnèrent librement pas même un seul jour et jamais leurs décisions ne furent exécutées.

L'avènement du parti républicain devant être, pour tout ce personnel, le signal de la débâcle, il était assez naturel que des conseils et des bureaux montât aux oreilles de Yuen Chekai comme un écho de la parole du devin : « Tu seras roi ! » Un géomancien quelconque lui avait en effet, dans sa jeunesse, prédit son ascension au trône impérial.

Yuen était d'ailleurs de l'étoffe dans laquelle tous les grands ambitieux sont taillés. On l'avait toujours connu avide de commandement et de pouvoir; tous ses actes s'étaient inspirés du désir de la domination. Il prêtait donc une oreille favorable aux conseils intéressés de son entourage chinois, et cela avec d'autant plus de complaisance, que ces avis indigènes se trouvaient appuyés de ceux des Européens qui, également, entourent le dictateur.

Dans les derniers temps de l'empire tartare-mandchou, les diverses grandes Puissances s'étaient efforcées de mettre auprès du débile gouvernement chinois des hommes à elles, chargés, en dehors du monde diplomatique officiel, de suivre les mouvemens de ce vieillard décrépit, de soutenir ses pas chancelans et de les diriger dans le sens des intérêts de chacune de ces Puissances. Ces personnages portaient eux aussi le titre de conseillers.

Non seulement les gouvernemens, mais aussi les Puissances économiques, industrielles, financières, avaient leurs agens, installés dans la capitale, le plus près possible des détenteurs effectifs du pouvoir et entretenant avec eux des rapports suivis.

Yuen Chekai qui avait rempli, sous l'Empire, les fonctions de gouverneur et de ministre, s'était aperçu du parti qu'on pouvait tirer de cette situation pour entretenir des rapports utiles et fructueux avec le monde extérieur sans passer par les intermédiaires officiels ; aussi, dès son avènement, il se garda bien de congédier les anciens conseillers, il en augmenta le nombre au contraire, il en mit quelques-uns tout près de sa personne et se les attacha par d'énormes émolumens. Tandis que les Kouwenn chinois touchaient des soldes modestes de quelques milliers de piastres, les conseillers étrangers avaient, qui, cinquante, qui, soixante-quinze mille francs, ou plus encore.

D'autre part, ces étrangers, vivant dans l'ambiance du prince, pouvaient, s'ils étaient habiles à servir d'intermédiaires dans un tel milieu, édifier de véritables fortunes. Une restauration monarchique au profit de leur patron chinois était évidemment le meilleur moyen d'assurer, avec la stabilité du pouvoir, celle de leur situation et la continuité de leurs profits.

Aussi, était-ce dans ce milieu que Yuen Chekai avait déjà trouvé les plus vifs encouragemens à accomplir son coup d'État, à chasser le Parlement, lorsqu'on s'aperçut que celui-ci voulait remplir sérieusement sa fonction. Certains de ces conseillers étrangers lui mettaient sous les yeux, en l'engageant à le suivre, l'exemple de Bonaparte jetant, avec ses grenadiers, les députés par les fenêtres ; d'autres le secondèrent directement dans la conduite des opérations militaires, lorsqu'il s'agit d'écraser les républicains soulevés contre l'arbitraire du pouvoir.

D'autre part, la diplomatie de la plupart des Puissances fondait les plus grands espoirs sur la restauration de l'Empire. Le consortium qu'elle avait imaginé pour conduire et gouverner indirectement ce peuple immense dans les voies de la civilisation occidentale pensait s'accommoder beaucoup mieux d'une monarchie que d'une république. Un homme seul est toujours plus facile à manier que des assemblées à huit cents têtes, élues et renouvelables.

Les Anglais attendaient, pour la réussite de leurs affaires, pour l'obtention de concessions fructueuses de chemins de fer et de mines, pour le développement de leur commerce et de leur influence, beaucoup plus d'un régime qui, à cet égard, avait fait ses preuves de faiblesse, que d'un système nouveau combiné et mis en jeu par des gens connus comme désireux d'arriver dans l'avenir à assurer l'indépendance économique de leur pays.

Les Allemands, animés d'ailleurs des mêmes sentimens, espéraient de la constitution d'un pouvoir unique la militarisation future de la Chine, ce qui leur aurait fourni l'occasion d'y implanter leurs instructeurs militaires, d'y prendre pied comme en Turquie et de se faire de cet immense réservoir humain un instrument utile à leur ambition de domination mondiale.

La diplomatie russe tenait avant tout à ce qu'une répu-

blique, propagatrice par l'exemple des idées et des sentimens démocratiques, ne se créât pas sur les frontières de l'Empire autocratique, non loin de cette Sibérie où, lors de la révolution de 1905, des républiques locales, nées de la révolte, avaient dû être rapidement écrasées.

Quant aux Français, ces grands prêteurs d'argent, il leur semblait que leurs intérêts financiers seraient mieux garantis par un pouvoir personnel que par tout autre genre de gouvernement. Ils avaient aventuré beaucoup de capitaux en Chine, dans le passé; ils avaient soutenu financièrement l'instauration de la dictature; certains d'entre eux avaient même uni directement leurs intérêts financiers à ceux du dictateur lui-même, s'attachant ainsi étroitement à sa fortune.

Seuls, les États-Unis ne se montraient pas favorables à une restauration par raison de principe. Sur ce point, l'opinion de M. Wilson était bien connue.

Quant au Japon, il observait une attitude expectante, ménageant l'avenir, flattant et protégeant les républicains exilés depuis deux ans et demi.

Avant la guerre, ces deux dernières Puissances se trouvaient entraînées dans l'orbe d'attraction de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France et de la Russie, derrière lesquelles suivaient l'Autriche, l'Italie et les Puissances secondaires. Comment les États-Unis et le Japon, divisés d'ailleurs entre eux par de profonds dissentimens, auraient-ils pu faire bande à part ou rester isolés en dehors du formidable groupe mondial ? C'eût été se condamner à une impuissance fatale dans tout règlement des questions chinoises. C'est manifestement pour cette raison que ces deux Puissances, bien que s'étant montrées hostiles à la dictature de Yuen Chekai, lorsque celle-ci n'était encore qu'en préparation, se joignirent aux autres quand la diplomatie eut décidé de reconnaître la république chinoise, après le coup d'État de novembre 1913, qui faisait de celle-ci une pure illusion verbale.

Enfin, en dehors du monde officiel et des conseillers, les résidens européens en Chine, commerçans, gens d'affaires, courtiers de finance en quête d'emprunts à négocier, représentans de fabriques d'armemens désireux de conclure de gros contrats, attendaient également d'un gouvernement personnel de sérieux profits. Il n'était pas jusqu'aux trafiquans de bas

étage, habitués à évoluer au milieu de la vieille corruption mandarinale, qui ne désirassent voir continuer indéfiniment ce régime.

Telle était la situation avant le mois d'août 1914. Aussi, Yuen Chekai pouvait-il s'avancer d'un pas assuré vers le trône, objet de son ambition, en jetant un regard dédaigneux sur ses adversaires de l'intérieur, redoutables pourtant. Jamais peut-être un tel concours de circonstances favorables ne s'était rencontré dans l'histoire pour soutenir un semblable projet.

***

Les étrangers en Chine, ainsi que les milieux diplomatiques, entraînés par leurs préjugés, semblaient croire que le parti républicain, une première fois abattu, ne pourrait jamais se relever.

La difficulté de la langue chinoise, et surtout celle de l'écriture, le caractère idéographique de la représentation des idées dans les livres et les imprimés rendant impossible à presque tous les Européens de suivre le développement de la politique, des erreurs de ce genre sont ordinaires en Extrême-Orient. Déjà, avant, et même pendant la Révolution, les étrangers résidant en Chine s'étaient lourdement trompés sur le caractère des événemens; il devait en être de même, cette fois encore, au sujet de la restauration monarchique. Cette erreur était d'ailleurs d'autant plus explicable que les républicains, toujours plus nombreux, en Chine même, dissimulaient. Mais ils agissaient dans l'ombre, reconstituaient leurs cadres, attendant le moment propice de combattre de nouveau pour la liberté.

La dictature s'affirmant de plus en plus depuis le coup d'État, quelques impatiens reprenaient, comme dans les derniers temps de l'Empire, la lutte individuelle par les moyens terroristes. De-çà, de-là, des attentats avaient lieu contre les fonctionnaires connus comme les plus dévoués à la cause du dictateur; des traîtres se glissaient même jusque dans les bureaux de la présidence. La compression produisait sur les militans son effet ordinaire. Tout droit de réunion, toute liberté de presse ayant été abolis, les Sociétés secrètes s'étaient reformées; la fameuse *Tongmong houei*, ou *Société de l'Union jurée*, qui avait joué un si grand rôle dans la préparation et dans le succès du mouvement révolutionnaire de 1911, s'était reconstituée

sous d'autres noms; comme au temps de l'Empire, ses chefs, réfugiés à l'étranger, recommençaient la préparation de leurs complots; leurs centres dirigeans étaient le Japon, Hongkong, Singapour, l'Indochine, San-Francisco, où ils trouvaient l'appui moral et pécuniaire des dix millions de leurs compatriotes, dont l'élite fut le soutien le plus précieux de la révolution. Aussi, Yuen Chekai et son entourage s'efforçaient-ils de paralyser leur action; ils cherchaient à conclure des conventions avec les diverses Puissances, afin que ces hommes dangereux fussent expulsés ou mis hors d'état de nuire.

En raison du voisinage de la Chine et du Tonkin, Yuen put signer avec le gouvernement français un accord en vue de réprimer toute action contre sa politique, soit en Indochine même, où résident plusieurs centaines de mille Chinois, soit sur les concessions françaises en Chine, et particulièrement dans l'importante concession de Changhai.

Des démarches analogues furent faites au Japon, lieu d'asile de certains leaders de l'opposition, et particulièrement du docteur Sun Yatsen; mais le gouvernement japonais, fidèle à sa politique, ne voulut jamais entrer en conversation à ce sujet.

A l'intérieur, des mesures particulières furent prises pour réduire à l'impuissance les républicains, dont on prévoyait la colère lorsque la monarchie serait proclamée. Tous les gouverneurs militaires provinciaux, les *tsangkiun*, que Yuen s'était attachés, durent faire la chasse aux opposans et aux suspects; mais l'imperfection de l'administration, la corruption du personnel rendait l'opération difficile et souvent vaine.

A Changhai, l'amiral Tseng, une première fois manqué, succomba enfin à seize coups de revolver. En d'autres provinces, on signala, dans les derniers mois de 1915, des faits analogues.

Mais, Yuen Chekai et ses conseillers, ne voulant pas tenir compte de la force des convictions qui animaient des hommes décidés à sacrifier leur vie à la cause qu'ils avaient embrassée, attachaient peu d'importance à ces prodromes du mécontentement populaire; ils se laissaient aller à l'illusion, si commune chez les gouvernemens despotiques, de croire que la force peut avoir toujours raison de toutes les rébellions et qui ne distingue point entre celles-ci. Eux et les Européens, en Chine, se disaient, ainsi qu'en témoigne la lecture des journaux édités

par les blancs, qu'on vient toujours à bout des minorités, fermant volontairement les yeux à la vérité historique qui enseigne que toutes les révolutions, même les plus considérables, ont toujours été le fait d'un petit nombre d'initiateurs résolus.

L'emploi de la force, de mesures de police, au besoin une action militaire, semblaient des moyens suffisans pour réprimer toute tentative de révolte contre la réalisation d'un projet cher à tant de gens. Ce n'était point de l'intérieur qu'on redoutait les plus grandes difficultés, c'était du dehors.

On pouvait, croyait-on, négliger l'opinion publique chinoise, sans organe pour se manifester; mais il fallait tenir compte de l'étranger. Celui-ci a, depuis déjà de longues années, pris un tel pied en Chine, que le gouvernement de ce pays ne peut plus faire un mouvement sans son assentiment. De plus en plus endettée, la Chine est à la merci de ses créanciers, qui, se prévalant de leurs prêts, réclament des droits d'intervention de plus en plus étendus pour la sauvegarde de leurs intérêts. Il faut, en outre, ménager l'opinion publique étrangère, en vue des emprunts futurs, sur lesquels compte toujours un gouvernement incapable de se créer un système de finances viable. Que le régime nouveau, c'est-à-dire l'impérialat de Yuen Chekai ne fût pas reconnu au dehors, il était pour ainsi dire inexistant, condamné à une mort rapide.

Pour gagner l'opinion de l'extérieur, on imagina donc deux moyens principaux devant permettre aux diplomates de consacrer l'usurpation et de détruire définitivement la république reconnue précédemment comme le gouvernement légitime du pays.

Le premier de ces moyens fut la rédaction, par le docteur Goodnow, conseiller du président, d'un rapport auquel on donna la plus grande publicité. Le Dr Goodnow est de nationalité américaine, et c'est vraisemblablement à cause de cette particularité qu'il fut choisi pour présenter aux diverses chancelleries et au public mondial les raisons pour lesquelles il devenait urgent d'annuler ce qui restait de l'œuvre de la révolution de 1911, au profit de l'ancien ministre de la vieille et despotique impératrice Tseushi.

Ce rapport débute par des considérations générales sur l'existence des diverses républiques à travers l'histoire, les trois quarts du document sont consacrés à des amplifications de

rhétorique, la partie concernant spécialement la Chine s'y trouve réduite à fort peu de chose. Visiblement le rédacteur se trouva assez embarrassé pour soutenir sa thèse. Lors de son élection à la présidence, Yuen Chekai n'avait-il pas fait dire, en effet, qu'il entendait être le Washington de la république chinoise?

L'effet produit par le rapport Goodnow ne répondit pas à l'attente du cabinet présidentiel et il ne convertit personne, surtout dans les cercles américains où l'on remarqua la pauvreté d'argumentation de cet exposé fait par ordre. La situation même de son rédacteur, dépendant étroitement du dictateur, enlevait toute valeur à ses dires; l'expression d'une opinion a besoin d'indépendance pour inspirer confiance. M. Wilson ne fut nullement convaincu, et il le fit savoir; quant aux chancelleries, elles n'avaient pas besoin de l'être. D'autre part, le rapport du conseiller américain passa inaperçu auprès du public mondial, absorbé par la grande guerre.

Afin de gagner la bienveillance de celui-ci, le dictateur chinois employa donc un deuxième moyen : l'organisation d'un semblant d'élection destiné à produire au dehors l'illusion de la voix populaire acclamant l'accession au trône de celui qui avait chassé les représentans du peuple librement élus, avait dispersé leurs assemblées et leurs comités.

Il ne pouvait être question de faire des élections régulières et sincères, car le sentiment de toute la partie de la nation qui s'occupe des choses politiques, c'est-à-dire de la classe moyenne et supérieure : commerçans et lettrés, était bien connu; son hostilité à la dictature et à la personne même du dictateur ne faisait doute pour personne. On reprochait à celui-ci de paralyser toutes les réformes utiles, de faire à l'étranger des concessions humiliantes, de ne penser qu'à satisfaire son ambition et celle de toute la camarilla de dévorans, chinois et étrangers, qui constituent sa clientèle.

On décida donc de faire, selon l'expression des journaux japonais, « une élection d'opéra-comique, » à l'usage du public mondial.

Pour cela, on créa d'abord la *Société pour l'organisation de la paix*, la *Tcheounganhoei*, présidée par le bras droit de Yuen, M. Liang Cheu-y ; on fonda quelques journaux spéciaux; on donna des ordres aux fonctionnaires qui figurèrent, avec

quelques comparses, les électeurs, et finalement, Yuen Chekai fut plébiscité par deux mille voix unanimes. Ainsi se trouvait exprimée l'opinion de quatre cents millions et plus des citoyens en puissance de cet immense pays.

On retrouvait, dans cette simili-élection, le caractère enfantin qui marqua si souvent les finesses et les ruses du monde mandarinal, lorsque celui-ci s'essaya, dans le passé, à lutter contre les Européens.

Les dépêches des agences annoncèrent pourtant avec fracas au monde entier l'élection au trône de Yuen par le peuple chinois, la presse mondiale publia cette importante nouvelle et la diplomatie d'Angleterre, de France, de Russie, d'Italie, qui avait précédemment reconnu, en apparence, la république comme gouvernement légitime, s'apprêta à faire consacrer la destruction de celle-ci au profit du dictateur. La diplomatie américaine se montrait toujours hostile; celle du Japon se réservait.

***

En somme, tout semblait devoir marcher à souhait du côté de l'extérieur, car on pensait que, ainsi qu'il était arrivé une première fois, États-Unis et Japon finiraient par se rallier au groupe des autres Puissances. La proclamation du changement d'étiquette n'était plus qu'une question de jours. Le bureau des rites ressuscitait pour cet événement les vieilles cérémonies de l'ancien empire. On s'efforçait même de rendre la vie à la religion officielle qui, depuis de longues années, avait, avant de s'écrouler lors de la révolution, dégénéré en simple formalisme rituel dont toute foi était absente.

La proclamation de la restauration était fixée au mois de février 1916; on fit dresser le trône impérial, broder la robe à dragons.

Le premier ministre du Japon, le comte Okuma, venait de faire des déclarations publiques favorables à la monarchie. Cela sembla singulier et inquiétant à ces Asiatiques défians si facilement portés à croire le contraire de ce que l'on dit; seuls peut-être, les diplomates de race blanche crurent que le Japon allait enfin entrer dans leurs vues.

De son côté, l'Allemagne, en la personne de M. von Hintze, ministre à Pékin, manifestait bruyamment son approbation. Le Kaiser faisait dire à Yuen Chekai qu'il pouvait compter

sur tout son concours moral et sur tout l'appui possible pour le présent et pour l'avenir.

Avoir pour soi, unis dans le même dessein, les deux groupes de Puissances alors en guerre en Europe, était vraiment une bonne fortune diplomatique autorisant tous les espoirs. L'ancien mandarin étendait donc la main pour saisir cette couronne objet de son ambition, lorsque soudain un coup de théâtre se produisit.

Le 28 octobre, le gouvernement japonais faisait remettre une note au gouvenement chinois dans laquelle il lui exposait le danger pouvant résulter de la restauration de l'empire, dans les circonstances actuelles. Il était demandé au dictateur s'il se croyait assez fort pour pouvoir résister à une révolte qu'on prévoyait, ou mieux, s'il pouvait empêcher celle-ci de se produire et de compromettre, par les troubles qu'elle occasionnerait, les intérêts étrangers en Chine. Le Japon a, en effet, pendant la Grande Guerre, assumé leur défense. La note concluait en disant qu'il fallait « renvoyer sagement le projet de changer la forme du gouvernement pour éviter que des troubles n'éclatent et pour consolider la paix en Extrême-Orient. »

Les ministres de Russie et d'Angleterre se joignaient au représentant du Japon pour appuyer ses observations, et, quelques jours plus tard, on apprenait que la France elle-même, toujours si favorable à la restauration monarchique, ne restait plus à l'écart; son représentant s'unissait lui aussi au groupe; l'Italie en fit autant.

De puissantes considérations avaient évidemment milité aux yeux des diplomates pour qu'ils pussent abandonner ainsi soudain, ou tout au moins différer, un projet qui était, en somme, le leur, et à la réalisation duquel ils travaillaient depuis la fondation de la République.

En effet, au Japon, l'opinion s'était montée et la nouvelle en arrivait en Chine; le ministère Okuma était accusé, au dedans et au dehors du Parlement japonais, de sacrifier les intérêts nationaux et ceux de la race jaune à la politique des Puissances. Déjà, celles-ci avaient obligé le Japon à retirer, en mai 1915, le cinquième groupe de ses réclamations au sujet des Affaires chinoises; le ministère Okuma avait cédé et renoncé à prendre en mains Yuen Chekai; celui-ci passait aux Européens. Est-ce que tout l'avenir de l'indépendance de l'Asie orientale, de sa libération politique, n'était pas par là compromis?

Au Japon, les questions diplomatiques sont âprement discutées, même dans le peuple; il y a des associations populaires exclusivement consacrées à leur étude.

Dans les conciliabules de celles-ci, l'opinion se montait.

D'autre part, l'élément opposé à l'immixtion des blancs dans la politique de l'Extrême-Orient estimait que le moment était propice pour que le gouvernement affirmât par des actes la volonté de la race jaune de s'occuper elle-même de régler ses différends et ses compétitions; cette opinion était soutenue avec d'autant plus de complaisance qu'elle donne au Japon un rôle prépondérant, puisqu'il est, au point de vue de la puissance, le premier peuple de la race.

Les dirigeants de Pékin, ainsi que leurs partenaires européens, ne surent pas comprendre cet état d'esprit japonais, et le cabinet présidentiel continua ses préparatifs, se figurant que l'adhésion donnée par les Puissances de l'Entente à la note japonaise était de pure forme; qu'au fond le dictateur pouvait toujours compter sur leur concours.

Aussi, le langage de la presse du Nippon s'éleva-t-il peu à peu, laissant percer un grand mécontentement. On attaquait le ministère qui, par sa note impuissante, causait une humiliation au pays.

Le ton monta encore, lorsque la nouvelle parvint, dans les Iles, de l'entrée possible de la Chine dans le bloc de l'Entente, il alla même jusqu'à la menace. On recherchait et on exposait la cause de l'obstination de Yuen Chekaï, dont la force réelle n'était qu'un mythe, à tenir pour nulle la volonté du puissant Japon et l'on attaquait directement ses protecteurs. On reprochait à la Grande-Bretagne, qui, en réalité, menait le concert de l'Entente en faveur de la restauration impérialiste, d'avoir voulu conclure une alliance avec la Chine, afin de tenir plus étroitement en mains le personnage qui la gouverne ostensiblement, et cela, en dehors du Japon lui-même et à son détriment!

Voici sur ce point le langage que tenait le *Yamato*, journal qui s'occupe beaucoup de politique étrangère et qui, bien que n'étant pas officieux, sert à lancer les idées hardies et à exprimer les choses un peu dures que le gouvernement japonais veut exprimer sans s'avancer lui-même.

Après avoir fait quelques variations sur la diplomatie tradi-

tionnelle de la « perfide Albion » en des termes que nous ne reproduirons pas, il poursuit :

« Sir John, désireux de se faire un nom, avait envie de pousser la Chine à se joindre au groupe de l'Entente. Les autorités du gouvernement de Yuen, prenant avantage de cette situation, essayèrent d'abord de pousser l'Angleterre, la Russie et la France à reconnaître la monarchie en Chine, en second lieu à s'assurer un emprunt nécessaire à la réalisation du plan monarchique, et en troisième lieu à obtenir des Puissances qu'elles fissent une pression sur le Japon afin de contenir celui-ci.

« Les autorités chinoises pensaient que si elles donnaient quelques commodités à la Russie et à l'Angleterre pour éloigner l'influence des Allemands, ces deux Puissances pourraient consentir à agréer la requête chinoise au sujet d'un appui. Aussitôt que les trois Puissances feraient un mouvement, le Japon, pensaient-elles, se retiendrait sans faire le moindre effort. »

Ce passage expose bien la situation, car c'est, en effet, vers cette époque que les organes russes, anglais et français parlèrent pendant quelques jours avec une bienveillance marquée de l'entrée de la Chine dans le groupe de l'Entente et qu'ils envisagèrent la possibilité d'expulser les Allemands des concessions étrangères en Chine. Cette question fut discutée, en Angleterre, en d'importans articles.

Le Japon, dont l'intérêt est également d'évincer l'Allemagne d'Extrême-Orient, ne vit là qu'un prétexte, qu'un moyen, pour l'Angleterre et la France, pour les groupes financiers de ces deux pays, de mettre la main sur le dictateur afin d'en faire un instrument utile; il prétendit que la Chine n'est capable d'apporter à l'Entente ni forces militaires, ni munitions de guerre, ni argent, ce qui est évident. Aussi, le *Yamato* concluait-il en disant que le Japon repoussait nécessairement un tel plan.

Fin novembre également, le *Hochi*, organe officieux, faisait, dans un langage plus diplomatique, écho au *Yamato*, pour bien faire savoir à qui de droit que le gouvernement n'abandonnerait pas son point de vue général.

Bref, l'opinion publique japonaise s'exprimait avec une grande vigueur, et la diplomatie européenne, habituée à traiter librement les questions de l'Extrême-Orient, dans le secret des

chancelleries, hors de tout contrôle d'une opinion publique quelconque, en raison de l'ignorance pour ainsi dire absolue de ces questions par les Européens, se trouva là devant un obstacle qu'elle ne put surmonter; elle continua donc à différer son projet de restauration monarchique au profit de Yuen Chekai et à ne pas contrarier le Japon.

D'ailleurs, l'opposition de celui-ci n'était que provisoire; la diplomatie japonaise ne s'était pas engagée à fond : elle se réservait évidemment de pouvoir changer d'avis suivant la tournure des événemens.

Cette attitude parut encore trop molle aux patriotes exaltés, et le comte Okuma, premier ministre, fut l'objet d'un attentat; le 12 janvier, à onze heures du soir, une bombe fut lancée sur sa voiture par un fanatique, Shimonoura Outamaro, ami intime du meurtrier qui avait, il y a trois ans, à cause des affaires de Chine, poignardé le diplomate M. Abé, et s'était ensuite suicidé. Après cet attentat, on arrêta plusieurs personnes, dont M. Foukouda, un journaliste connu et membre dirigeant de l'*Association diplomatique populaire*.

De vives attaques eurent lieu à la Chambre des représentans contre le ministère afin que celui-ci ne faiblît pas dans ses négociations et maintînt, le point de vue japonais dans la question chinoise.

Aussi, les bruits de l'entrée de la Chine dans l'Entente s'éteignirent-ils peu à peu; bientôt, la bonne harmonie se rétablit, l'on put entendre des paroles officielles proclamant la solidité de l'alliance anglo-japonaise et la couronne impériale sembla s'éloigner un peu plus de la main de Yuen Chekai, déjà prête à la saisir.

***

Cette opposition du Japon paraissait être, aux yeux des étrangers en Chine, le seul obstacle sérieux aux projets du dictateur. Pour eux, l'opposition intérieure n'avait pas de portée. Les rapports n'annonçaient-ils pas l'adhésion tacite du pays et l'impossibilité pour les républicains de le soulever de nouveau avec quelques chances de succès?

Les étrangers étaient ainsi victimes des mêmes illusions et des mêmes préjugés qui leur faisaient croire, en 1911, quelques jours avant la Révolution, à la solidité du régime qu'ils consi-

déraient comme si profitable à leurs intérêts. On admet facilement ce que l'on désire.

Mais tout le monde ne partageait pas l'optimisme de commande au sujet de la situation intérieure de la Chine; certains prévoyaient que le projet de Yuen allait se heurter à une vive opposition dans le pays et s'attendaient à une révolte républicaine. Ceux-là voyaient juste.

Le parti républicain était loin d'avoir disparu, au contraire. La force n'a jamais tué les idées, bien qu'elle puisse les comprimer pour un temps. Les hommes qui avaient fait la révolution et fondé la république se préparaient dans le silence, profitant de l'expérience acquise en 1913. Ils savaient maintenant, pour l'avoir appris à leurs dépens, qu'il ne s'agissait pas seulement pour eux de chasser du pouvoir un usurpateur, mais bien de lutter en réalité contre la diplomatie de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France et de la Russie, entreprise autrement difficile.

Au moment du coup d'État, les républicains le plus en vue avaient fui à l'étranger la mort certaine qui les attendait dans leur pays; ils préparaient l'avenir, attendant l'occasion propice, c'est-à-dire un changement dans la situation internationale, afin de reprendre leur action.

Le gros de leurs troupes, anciens membres des Assemblées dissoutes, des comités dispersés, militans des combats de la première heure, étudians exaltés pour la cause, se retrouvaient en Chine dans les sociétés secrètes.

Au début du nouveau régime, les républicains se divisaient en plusieurs groupes dont l'ensemble possédait la majorité dans tous les corps élus; les Assemblées provinciales constituaient leurs forteresses parce que, là, l'action du gouvernement pouvait plus difficilement s'exercer dans les élections. Le groupe *Kouominntang*, ou *Parti du peuple*, correspondait à notre extrême gauche; ses membres avaient appartenu à l'ancien parti révolutionnaire ; il dépassait tous les autres groupes en importance numérique ; le *minntchoutang* ou *démocratique* bien moins nombreux pouvait se comparer à nos radicaux modérés; le troisième groupe qui le disputait en nombre au premier, s'appelait *Tsinnpoutang* ou *parti progressiste*, et jouait le rôle du parti du même nom en France; enfin, le groupe *Konghouotang*, ou simplement républicain, constituait la droite avec quelques

dictatoriaux en quantité infime; ce parti, dit républicain, se composait d'anciens fonctionnaires, de mandarins inquiets pour leur situation personnelle compromise par le changement brusque du régime politique; la plupart de ces hommes n'avaient de républicain que le nom.

Lorsque la politique des Puissances s'affirma, quelques mois avant que la dictature ne fût officiellement consacrée, les progressistes, constatant l'impossibilité de toute action républicaine sérieuse en présence de l'hostilité de la diplomatie étrangère à l'égard du nouveau régime, décidèrent de se rallier au pouvoir personnel de Yuen. Quelle était la sincérité de ce ralliement chez la plupart? Probablement fort douteuse.

Toutefois, un homme d'une grande valeur intellectuelle, reconnue par tous les Chinois, le fameux lettré Liang Kitchao, animé d'un vif amour pour son pays et qui fut exilé pendant de longues années à la suite de la tentative de réformes de 1898, mit avec ardeur son caractère et son talent au service du gouvernement. Il prit, en fait, la direction du parti progressiste. Mais, après avoir apporté au Président un loyal concours qui se manifesta par ses écrits, il dut, sous la poussée des événemens, revenir de son illusion, et constater, comme il arrive presque toujours en pareil cas, que l'accord entre des modes si différens de concevoir la défense des intérêts publics est finalement impossible. Déçu par le caractère archaïque, par l'impuissance, par l'incapacité administrative du gouvernement de Yuen, il prodigua articles et discours afin de montrer l'impossibilité pour un seul homme de diriger un pays grand comme l'Europe, dont la population représente le quart de l'humanité, et pour faire voir l'abîme où ce système, si contraire à la nature des choses, devait fatalement entraîner le pays. Bien entendu, ces avertissemens furent inutiles. En Chine, comme partout, les gens férus des vieilles méthodes et surtout les bénéficiaires de privilèges ferment obstinément les oreilles aux plus sages avertissemens, ils cèdent à la force, jamais à la raison.

Les républicains modérés, dont Liang Kitchao était le plus éminent et qui, eux aussi, avaient collaboré au renversement de la dynastie mandchoue, parce que celle-ci faisait à l'étranger trop de concessions, devinrent donc peu à peu hostiles au régime nouveau, obligés qu'ils étaient de constater que seul le parti

extrême avait été clairvoyant en refusant toujours d'accepter la dictature de Yuen et de son entourage.

Ainsi, petit à petit, l'unité se refaisait contre le chef de l'État, les forces qui avaient renversé le précédent gouvernement s'aggloméraient de nouveau sous l'influence des sentimens qui leur avaient donné naissance dans les dernières années de l'ancien régime. La restauration symbolique de l'Empire, la consolidation, sous un autre nom, de la dictature de Yuen, devait fatalement les rejeter dans le camp de ses adversaires avérés et irréconciliables.

C'est ce qui arriva, en effet, ainsi qu'on put le constater en décembre 1915.

Une autre raison poussait les républicains modérés, dits progressistes, à s'éloigner de Yuen Chekai, raison très puissante pour des Chinois, lettrés et commerçans ; ils s'apercevaient également que l'Empire, avec le Président actuel comme empereur, devait fatalement entraîner la militarisation de la Chine. Ce n'était un mystère pour personne que le chef du gouvernement voulait créer une grande armée qui soutiendrait sa fortune politique, maintiendrait le peuple dans l'obéissance ; pour cela, le concours des étrangers lui était assuré, les uns fourniraient, à grosses commissions, l'argent pour l'armement, les autres, les instructeurs. Plusieurs centaines d'officiers allemands se tenaient prêts à former une grande armée chinoise, et au besoin à en prendre la direction occulte. Seules, les rivalités étrangères avaient jusqu'ici empêché le projet de se réaliser.

Malgré les préjugés antimilitaristes répandus en Chine pendant des siècles, depuis plusieurs années, la constitution d'une armée puissante avait séduit bien des gens ; il leur semblait que celle-ci pourrait être un utile instrument pour se débarrasser de la domination politique des étrangers ; les élémens chinois sous l'influence de l'Allemagne, étudians militaires, élevés à Berlin, ainsi que les officiers retour du Japon, répandaient cette idée séduisante, tandis que les élémens d'extrême gauche demeuraient fidèles aux vieilles idées chinoises sur ce point et s'opposaient à la militarisation du pays par des Européens ou des Japonais.

Les républicains avancés prétendaient que l'énormité de la masse chinoise était, à elle seule, un obstacle à toute conquête

étrangère définitive par les armes, que le développement futur de la nation ne devait se faire que dans les voies pacifiques du progrès économique, du développement de l'instruction scientifique occidentale ; que toute tentative de militarisation de la Chine n'aurait d'autre effet que d'enfoncer celle-ci dans les dettes au profit de l'étranger qui s'appuierait sur ses créances pour la dominer plus encore. La grande guerre d'Europe apporta à ces adversaires de la militarisation un argument puissant; elle leur permit de montrer, par l'exemple de la Turquie, le sort qui attendait la Chine, si celle-ci s'engageait dans la voie où la poussait Yuen Chekai.

Déjà on annonçait que le premier acte du nouvel empire, était l'établissement de la conscription dans les provinces du Nord. Les mesures préparatoires se déroulaient. En octobre, quatre grandes zones militaires étaient créées comprenant toutes les provinces; la première se composait du Tchéli, du Chantong, du Honan, la deuxième, de la Mandchourie, du Chens-et du Kansou, la troisième, de la Chine du centre et du Sud, la quatrième, du Yunnan et des provinces frontières du Tonkin.

D'autre part, le dictateur s'efforçait de créer une caste militaire à l'imitation de l'Allemagne. Il conférait des titres de noblesse héréditaire aux maréchaux et aux généraux, qu'il nommait ou qu'il reconnaissait, dans les provinces; ceux-ci devaient obligatoirement envoyer leurs enfans à l'armée pour en faire de futurs officiers. Évidemment, l'ancien ministre de Tseushi, conseillé par son entourage étranger, voulait se transformer dans l'avenir en un Kaiser d'Extrême-Orient.

Cette perspective ne souriait nullement aux républicains progressistes qui avaient apporté leur concours au dictateur pour de tout autres motifs; ils reculaient, et finalement rejoignaient les autres républicains qui ne s'étaient jamais laissé aller à l'illusion et qui avaient préféré la persécution et l'exil à l'abandon de leurs idées et de leurs espérances.

*
* *

Quelque temps avant que la révolte ouverte n'éclatât, les républicains avaient formé, sous le nom de *Minnshientang*, ou parti constitutionnaliste, un groupe rassemblant tous leurs élémens, depuis les plus avancés jusqu'aux progressistes.

Des concours arrivaient de tous côtés à ce groupe; à Pékin

même, les démissions de fonctionnaires abandonnant le vaisseau portant la fortune de Yuen furent si nombreuses en décembre 1915 que celui-ci dut retenir les fugitifs par la force. Le ministre de la Guerre lui-même, le général Toan Kijoei, devint suspect. On sentait venir l'orage au fur et à mesure que se précisait le plan monarchique.

Les Chinois à l'étranger se rassemblaient, ramassaient des fonds pour subventionner la révolte future; ceux d'Amérique, plus libres de leurs mouvemens que leurs compatriotes résidant en territoire anglais et français, s'agitaient beaucoup, poussaient à la lutte et s'efforçaient d'amener les citoyens des États-Unis à s'intéresser à une cause dont les principes devaient leur plaire.

Un commencement de révolte éclata d'abord à Changhai le 6 décembre; environ huit mille tireurs de pousse-pousse s'étaient mis en grève, la ville était agitée. Des conjurés essayèrent de s'emparer, avec la complicité d'officiers et de marins du bord, du vaisseau le *Tchaoho* ancré dans le fleuve. Ce coup de main échoua.

C'était de la région lointaine, montagneuse, d'accès difficile du Yunnan que devait partir le mouvement. Un des meneurs de l'action fut le général Tsaingo qui, en 1911, s'était emparé de la province pour le compte de la révolution (1); il appartenait au parti républicain modéré; Yuen Chekai l'avait appelé à Pékin et immobilisé dans une sinécure : la direction de la Revision Cadastrale, où le jeune général rongeait son frein. En novembre, la police le surveillait et perquisitionnait chez lui; il réussit à échapper à cette surveillance, alla au Japon, se rendit secrètement au Yunnan, où ses soldats fidèles l'acclamèrent.

Les autorités du Yunnan étaient gagnées à la conjuration. Avec la dissimulation habituelle aux Asiatiques, le gouverneur même de la province, Tang Kiyao, et les autres fonctionnaires, feignirent d'abord d'être favorables à la restauration; puis, le moment venu, ils levèrent le masque. Tang, soutenu par Jenn Koteng, l'inspecteur provincial, commença par sommer télégraphiquement Yuen de renoncer à son projet et d'en châtier les promoteurs dans son entourage. Tsai prit le commandement des troupes; un autre général, Li Liékiun, celui-là même qui, le premier, avait levé l'étendard de la révolte, en 1913, contre la

(1) Dans notre ouvrage, *A travers la Révolution chinoise* (Plon, Paris), nous donnons le récit des entrevues où il nous exposa ses idées.

tyrannie présidentielle, était, lui aussi, accouru au Yunnan. Tous proclamèrent l'indépendance de la province, divisèrent les troupes en trois colonnes, enrôlèrent des soldats, pour grossir l'armée, qui était d'une soixantaine de mille hommes environ, et se dirigèrent vers le Nord et l'Est, au-devant de l'armée dictatoriale que Pékin devait nécessairement envoyer.

En même temps, les autorités civiles et militaires, les généraux à la tête des troupes lançaient des manifestes, les adressaient à tous les fonctionnaires des autres provinces; d'anciens gouverneurs des premiers temps de la République les imitèrent, tels que l'ancien *toutou* de Canton, Tchenn Kiongming. Le langage de ces proclamations exprime sous des formes peu différentes les mêmes idées. Le manifeste de Tang Kiyao débute ainsi :

« Depuis qu'un seul ambitieux et quelques complices ont soulevé la question de la forme du gouvernement, le peuple est dans l'agitation. L'attitude de Yuen lui a valu les avertissemens réitérés de cinq Puissances étrangères. Le gouvernement fait perdre à la Chine son prestige et ses droits souverains. C'est pourquoi tout le peuple demande maintenant la suppression du projet monarchique. »

Les révoltés ne se contentèrent pas d'appeler leurs compatriotes aux armes contre le dictateur, ils s'adressèrent également aux diverses Puissances, qui eurent aussi leur manifeste, envoyé au nom du *Gouvernement militaire de l'armée de châtiment du Yunnan, représentant l'armée chinoise.* »

« Yuen Chekai, dit ce document, a adhéré au nouveau régime, afin d'arriver à la présidence. Deux fois, avant d'être nommé président, il fit serment, devant la nation et les Puissances étrangères, de rester fidèle à la république et de gouverner selon la Constitution. Malgré ses sermens, il a, pendant son gouvernement, et à plusieurs reprises, gouverné comme si la Constitution n'existait pas... Pendant ces quatre dernières années, il a exercé ses pouvoirs de la façon la plus arbitraire, et il a eu recours aux intrigues..., il a muselé l'opinion, causé la mort de bons citoyens... Il a pressuré le peuple, il l'a sacrifié pour satisfaire son ambition de tyrannie... Sa politique à l'égard des Puissances étrangères a été faite de déceptions et de tromperies, et notre pays a perdu son prestige dans le concert des nations...

« Maintenant, nous sommes forcés de prendre les armes

pour sauver la République reconnue par toutes les Puissances amies, nous espérons que toutes ces Puissances tiendront compte de notre situation, qu'elles reconnaîtront la justice de notre cause et de notre conduite...

« Nous déclarons ici que tous les traités et conventions conclus avec les Puissances amies avant la date de la présente proclamation de notre juste cause contre une haute trahison, à savoir, le mois de décembre de la quatrième année de la République chinoise, continueront à avoir plein effet, et que, dans les limites de la juridiction de notre armée, nous assumons toute responsabilité pour la protection de la vie des étrangers, de leur commerce et de leurs missions, et pour l'exécution de toutes les obligations des traités. Toutes les relations avec les Puissances étrangères seront conduites par les représentans autorisés du gouvernement militaire... »

Des déclarations du même genre furent faites au gouverneur général de l'Indochine, à la date du 6 janvier 1916 :

« Yuen Chekai, dit la lettre des autorités du Yunnan, a la prétention de traiter les républicains chinois en rebelles, alors que c'est lui qui est le rebelle, que c'est lui qui se met hors la loi en violant la Constitution et en faisant fi du serment que, lors de son élection, il avait prêté, à l'effet de maintenir la République pendant toute la durée de sa présidence. »

Elles ajoutent l'engagement de protéger les biens des Français au Yunnan et de respecter les traités.

Enfin, les députés de l'ancien Parlement dissous, représentans de onze provinces, adressèrent une lettre collective au corps diplomatique de Pékin, pour dire des choses analogues, et proclamer, au nom du droit, la déchéance de l'usurpateur.

Ces déclarations posent la question sur le terrain des obligations morales et juridiques résultant d'engagemens solennels, dont l'inviolabilité doit être un dogme pour les diplomates qui ne sont pas Allemands.

*
* *

La rébellion du Yunnan s'est étendue à d'autres régions; depuis la fin de 1915, une à une, la plupart des provinces situées au-dessous du Fleuve Bleu ont proclamé leur indépendance du gouvernement de Pékin. Il est aujourd'hui manifeste que le mouvement actuel a été soigneusement préparé et que

les républicains ennemis du dictateur ont profité de l'expérience acquise depuis quatre ans. Il est vrai que la guerre d'Europe qui absorbe les forces des Puissances constituant l'ancien consortium, et qui même a divisé celles-ci, a singulièrement facilité leur tâche.

L'habileté des républicains chinois a été de choisir le moment propice pour partir en guerre contre leur adversaire dont les étais étrangers s'écroulaient sous la poussée des événemens mondiaux, et ainsi la situation actuelle de l'immense Chine est une conséquence directe de la Grande Guerre.

A l'heure actuelle, il est impossible de prévoir le dénouement de cette situation ; mais ce qui paraît certain, c'est que l'opposition entre les intérêts japonais et ceux des groupes d'affaires anglo-français, qui exercent une influence prépondérante dans la politique d'Extrême-Orient, rend des plus difficiles la position du personnage qui n'était qu'un instrument, qu'un écran, derrière lequel agissaient certains diplomates. L'instrument défaut, l'écran s'écroule sous le souffle de la révolte actuelle, tandis que la diplomatie japonaise empêche les mains européennes de le relever.

D'un tel état de choses peut sortir une nouvelle disposition des pièces sur l'échiquier diplomatique : une division de la Chine en deux grandes sphères d'influence : le Nord, c'est-à-dire la région située au-dessus du Fleuve Bleu, appartenant à un nouveau groupement russo-japonais qui s'efforcerait de faire prédominer ses vues à Pékin, soit en conservant le dictateur actuel, soit en le remplaçant d'une manière quelconque ; le Sud, comprenant les provinces qui avoisinent notre Indochine et bordent le Pacifique jusqu'au Yangtsé, laissé à l'action des Anglais et des Français. Ce n'est là qu'une hypothèse, mais cette hypothèse n'est pas invraisemblable. Dans tous les cas, sa réalisation ne semble pas devoir contrarier les intérêts politiques français, bien que l'abandon de Pékin à d'autres influences soit susceptible de décevoir les personnalités qui avaient mis leur confiance en Yuen Chekai ou qui avaient associé étroitement leurs intérêts à sa fortune.

Mais si les étrangers peuvent ainsi faire des plans suivant les vieilles méthodes et sans tenir compte d'une évolution historique rapide qui les gêne, ces plans de partage d'influence et de profits pourront-ils s'imposer aux Chinois qui

entendent être maîtres chez eux? Là est la vraie question.

En effet, malgré les apparences actuelles, il serait inexact de parler de tendances séparatistes chez les Chinois; toutes les provinces entendent constituer un seul État, mais elles veulent posséder leur autonomie administrative; la république qu'elles conçoivent est fédérative et non pas centralisée. L'effet de la dictature et de ses abus de pouvoir a été, depuis quatre ans, de préciser et de fortifier cette tendance, cet éloignement de la prédominance absolue du gouvernement central que le besoin d'unité avait fait envisager un moment dès le début de la révolution, et les hommes politiques chinois du parti constitutionnaliste en sont venus aujourd'hui à faire un système politique du provincialisme qui fut pendant tant de siècles un état de fait inconscient, produit de l'évolution historique du pays.

Il est très important, si l'on veut bien comprendre les événemens actuels, de tenir compte de ce fait.

C'est ce sentiment provincialiste des Chinois, aujourd'hui renforcé par une conception politique théorique, que les hommes d'affaires et les diplomates étrangers ont méconnu lorsqu'ils ont imaginé la création d'un pouvoir fort à Pékin qui gouvernerait à son gré toute la Chine, et servirait à la fois les intérêts étrangers et chinois en faisant entrer, par des actes d'autorité venus d'en haut, tout le pays dans les voies de la civilisation occidentale.

Une telle conception était vouée d'avance à l'insuccès. Certes, les échecs répétés des Puissances, dans leur politique en Chine, ont aussi pour cause leurs rivalités d'intérêts, leurs divergences de vues, mais le provincialisme des Chinois est le principal obstacle contre lequel sont venus se buter tous les efforts. Quelles que soient les Puissances qui voudront, le cas échéant, prendre en mains, d'une façon ouverte ou occulte, la direction de cet immense pays, soit que les groupes financiers anglo-français l'emportent, soit qu'une union russo-japonaise prévale, les uns ou les autres se trouveront en face du même obstacle dont la révolte actuelle fait apparaître toute la hauteur.

FERNAND FARJENEL.

UNE AMBULANCE
DE GARE

I

Une ville de France, et même d'Ile-de-France, toute grise, inégale, serrée dans sa large ceinture de boulevards nobles et déserts comme un coin du parc de Versailles, serrée autour de la place montante d'où jaillit, toute grise aussi, silencieuse et la face hautaine, la cathédrale à l'unique tour. La cathédrale, allongée comme un sphinx ou ramassée en fixité farouche; surveillant un horizon de collines bleuâtres que longe, paresseusement attardée à contourner les prés et les avoines, la rivière luisante et lente sous les fins peupliers des rives.

Une ville de chez nous, gardée par une église de chez nous... Églises de chez nous, réserves et sources de lumière, revêtues de rayons et d'ombres, et toujours si singulièrement colorées sur les fonds de ciel, qu'elles paraissent elles-mêmes des foyers de nuit ou d'aurore... Églises de chez nous! ô fleurs de notre race épanouie, si puissamment enracinées au sol et si hardiment élancées, si sobrement tragiques au-devant de l'orage et si follement chantantes dans l'azur, ô cathédrales de chez nous, symboles de notre âme, de notre âme d'autrefois et de maintenant, en ces heures de calmes volontés, de douleurs surhumaines et d'espoirs infinis! Telle était cette église, pareille à toutes ses sœurs de France, qui veillait sur la petite ville parée de gentillesse, de quiétude et de douce raison...

Une lourde chaleur. L'air danse en réseaux blancs. Un silence solennel d'avant l'orage, chargé d'angoisse à en mourir.

L'attenté aiguë où les heures sont éternelles, où chaque bruit, chaque herbe qui bouge prend une importance dans le souvenir, une attente à la fois exaspérante et recueillie : chacun seul devant son destin, prêt à crier, sentant la douleur vive d'un doigt pénétrant jusqu'au cœur... Attente.

Et tout à coup l'étrange glas que sonne la cloche la plus grave de la tour... Voix de cauchemar, voix d'agonie, délire ou hallucination ; coups martelés implacablement ; bourdonnement qui va s'élargissant, et qui s'impose, et qui remplit la ville, la vallée, auquel répond en chaque village une autre voix ; appel qui monte du fond des siècles et que chacun, sans l'avoir jamais entendu, reconnaît... Tocsin, voix du tocsin, tragique et lente, la même qu'en ce temps où les guetteurs de l'antique cité voyaient du haut de leur beffroi les flots de l'inondation gagner la plaine, les flammes de l'incendie dévorer les poutres des toits, les froids éclairs d'acier d'une forêt de piques, surgie à l'horizon et grossissante, scander la marche de l'ennemi.

1er-2 août 1914. — Pour ceux qui partaient, c'était bien simple. Ils s'élançaient, sans regarder derrière, les yeux brillans et la bouche gamine. Même enthousiasme, même insouciance, même héroïsme inconscient. Sur les douces collines de France, *la Marseillaise* s'était dressée, les cheveux dénoués par le vent des Victoires, glaive tiré, criant : Aux armes ! Et tous, au-dessous d'elle voyant flotter les trois couleurs, choisissaient celle de leurs rêves, rouge des batailles, blanc mystique et bleu des poètes... la choisissaient et couraient au tournoi.

Mais ceux qui restaient... oh ! ceux qui restent ! La vie qui s'arrête de battre en plein cours et dans les décors où tout à l'heure elle débordait de puissance ! Tristes maisons changées en châteaux de la Belle au bois dormant, où régnera la mort jusqu'au « Retour, » chambres closes qui gardent le parfum de l'absent, jardins lugubres où fleurit une cruelle moisson de roses, route blanche, qui ne résonne plus d'un cher pas familier, allée tournante où s'encadrait la silhouette disparue. Repas silencieux autour de la table trop grande, les regards se fuyant, et le pain salé par les larmes. Longueur insoutenable des heures et des jours. Vision du bonheur qui s'écroule, et d'une ombre, au-devant de soi, que l'on voit naître, grandir et s'allonger jusqu'à tout ensevelir. Maisons désolées, tristes demeures, désertées même par « ceux qui restent, » avides de fuir la hantise de leur

douleur... Tristes habitans des tristes demeures, jetés dans la rue afin de s'enivrer dans les remous qui poussent la foule vers le même pôle : la voie de l'Est, la voie chantante et délirante où passent, hurlant *la Marseillaise*, les beaux trains fleuris des premiers jours de mobilisation...

Ceux qui restent! Ah! la stupidité, l'infériorité, l'inutilité de n'être qu'un « civil » dans l'élan des premiers jours de guerre! La soif de dévouement, le besoin de s'étourdir dans le travail, le désir d'approcher, quand ce ne serait qu'à genoux, en leur lavant les pieds, tous nos soldats de France, l'orgueil de se sentir « militaire » un peu! Pauvres civils, en quête d'un brassard, d'un insigne, d'un chef ou d'un drapeau! Les Croix-Rouge les recueilleront comme des soldats dispersés.

DANS L'ATTENTE

Comment on s'enrôlait. — Pluie fine sur la place. Le buffet de la gare où flotte désormais le drapeau blanc à la croix rouge. Des messieurs importans font des gestes affairés derrière les vitres dépolies. Une dame sévère préside à l'aménagement des lits et du matériel.

Intimidée, l'aspirante infirmière se promène un quart d'heure devant la porte et, sous la pluie, fait plusieurs fausses entrées inaperçues, enfin, sollicitée d'un « Que voulez-vous, madame? » assez sec, par des gens qui veulent signifier qu'ils n'ont pas de temps à perdre, entre bravement, la bouche sèche et les membres froids. Humblement et ardemment, cachant ses larmes, elle prie qu'on l'accueille, solitaire et abandonnée, qu'on la sauve de l'horreur de son oisiveté.

Un peu brusques, ils la sondent : « Si jeune! que savez-vous? A quoi prétendez-vous servir? » Narquois, ils la toisent : « Ah! la petite, peut-être que l'on s'imagine venir jouer à la poupée? panser un bras articulé? des mannequins de bois? Une infirmière qui s'évanouirait à la vue de la première vraie blessure! » La dame sévère lance, d'un air de ne pas y toucher, et comme si elle parlait au mur : « Nous pouvons choisir. Nous avons dix fois plus de demandes qu'il ne nous en faudrait. » Un monsieur intervient, plus conciliant : « Inscrivez tout de même : nous verrons après. »

Alors la jeune femme se raffermit, bien mieux elle s'exalte,

la voix changée, dans sa résolution. Elle sent que la partie se joue, qu'il s'agit d'un seul mot. Un peu de colère lui vient de n'être pas comprise. C'est le fond de son cœur qu'elle voudrait leur montrer. « Servir, oh ! servir! se donner toute ! » Et des mots éloquens lui montent aux lèvres, vibrans de douleur et d'emportement.

. Un courant sympathique s'établit... Elle a trouvé le chemin des âmes, elle reconnaît sur les visages, tout à l'heure froids et ironiques, même douleur et même exaltation. Chacun pressent le déchirant secret de l'autre. Les mains se tendent. Le grand registre s'ouvre et la nouvelle enrôlée donne son adresse et son nom.

Réunion générale. — Encore de la pluie, mais par averses. Une énorme tente à plusieurs compartimens, près de baraquemens de fortune dans la cour de la gare des marchandises. On croirait une installation de cirque forain.

Sous la tente, assemblée plénière : quelques femmes du peuple et quelques isolées, puis toute une société. Les plus jolies dames, les plus riches ou les mieux considérées, des commerçans, des industriels, des magistrats, des professeurs, des docteurs, des prêtres. Tous se reconnaissent, se saluent, jacassent comme dans un des salons de la ville... si fort, même, que le *Bureau* se voit forcé d'intervenir plusieurs fois et très énergiquement pour établir un relatif silence.

Le *Bureau :* une dame et trois messieurs assis sur de mauvaises chaises devant une table de bois blanc. L'assistance est debout. A quelques dames vacillantes on désigne les uniques sièges vacans : des piles de sacs de grosse toile. Par les jointures de la tente, l'averse pénètre et l'on ouvre des parapluies.

On expose le but de l'œuvre, et c'est très simple : soigner, panser, ravitailler, réconforter les blessés des trains sanitaires qui, bientôt malheureusement, ramèneront de la frontière une partie de cette belle jeunesse dont les chants et les cris, parvenant au passage, évoquent par sursauts la terrible réalité, alimentent les larmes.

Pour assurer le service, trois dames, nuit et jour, veillent à l'infirmerie, à la lingerie, aux cuisines, avec trois hommes de garde, pour les protéger et les aider. Une heure avant le passage des trains sanitaires, de petits cyclistes de bonne volonté préviennent, dans leur demeure, les membres auxiliaires. Le

remplacement s'assure par un roulement régulier du personnel.

Exactitude militaire demandée. Obéissance scrupuleuse. Fidélité au poste, — même sous le feu des ennemis. (Ici la voix de l'orateur devient tonnante, son geste pathétique confirme les plus héroïques résolutions, et l'on applaudit chaleureusement, tout en se rappelant avec une secrète complaisance que 400 kilomètres de bonne terre libre séparent la ville de l'ennemi.)

Comme péroraison, la voix de l'orateur (une femme) se brise dans un sanglot... D'enthousiasme, les statuts sont approuvés, la liste des engagés se grossit d'adhésions nouvelles, les mains se serrent, le brouhaha recommence, puis un piétinement dans la boue, un moutonnement de parapluies reluisans d'eau, coulant par toutes leurs gouttières, et les assistans rentrent chez eux.

...On avait dit : « Le costume est de rigueur ! » Et c'était la préoccupation de chacune. Celles dont la garde commençait le lendemain, enfiévrées, soucieuses de bien faire leur entrée, couraient les magasins, mobilisant les couturières et les toiles avec cet enfantin plaisir que toute femme ressent à s'habiller de neuf, et qui fait que les veuves, les plus tristes veuves, savent encore draper coquettement les voiles noirs et les bandeaux sur leurs cheveux.

Costume d'infirmière : jolie vision, banalisée maintenant, mais douce quand même. Blancheurs d'anges, religieuses auxquelles on permettrait un brin de fantaisie sous la coiffe, fronts marqués comme d'une étoile par la petite croix de sang, fiancées, sœurs, épouses, mères, perdant, de par cet uniforme, le droit de n'appartenir qu'à un seul, et devenant toutes, sans âge, beauté, ni rang, les servantes de la Pitié.

Première nuit de veille. — Elles sont deux petites infirmières. La prise de service est à 18 heures (exactitude militaire). Par crainte d'arriver à 18 h. 02, ou à 18 h. 04, elles ont dîné hâtivement à l'heure où généralement on goûte, et les voilà, doublant le pas sur la route, un peu mal à l'aise dans leur toile blanche et leur voile, que tire le vent; intimidées surtout par les regards surpris, curieux toujours et parfois railleurs : elles sont les « premières » rencontrées... Elles se pressent, elles se pressent, ayant vu leur chef de service tourner la rue à quelques mètres en avant d'elles, entendent sonner des heures imaginaires à toutes les pendules du quartier, et

font leur entrée un quart d'heure trop tôt, ce dont on les félicite : « C'est si rare, chez les dames, » paraît-il,

L'infirmerie est pleine d'infirmières. Elles sont trois dames de garde, mais on ne s'en douterait pas. C'est un remue-ménage indescriptible. Des boîtes, des bocaux, des flacons, des cuvettes remplacent les sandwiches et les liqueurs fines sur le comptoir de marbre blanc. Des mains rangent, d'autres bousculent ce qui vient d'être rangé, des couvercles sont ouverts et fermés dix fois successivement, pour rien, pour le plaisir. Ces jeunes femmes éprouvent une griserie de nouvelles locataires.

Les visiteurs affluent : administrateurs, médecins, infirmières des hôpitaux de la ville, parens et amis. L'infirmière-major fait les honneurs de la maison : c'est une inauguration, un vernissage ; il y a tout le monde dans l'infirmerie... sauf les trois dames de garde qui se sont réfugiées sagement dans leur salle de veille.

Aux approches de la nuit, l'infirmerie se vide et les trois dames se trouvent seules. Au-dessus des vitres dépolies, des têtes de curieux se hissent, depuis la place. Du côté des quais, la porte grande ouverte laisse entrer une chaude vapeur de nuit d'été. L'éclairage est parcimonieux : la ville craint de manquer de gaz.

Elles sont toutes trois à se regarder, comme trois ombres évoquées, entre une rangée de cinq lits vides et le comptoir. Les bocaux ont des lueurs perverses ; ils attendent le magicien pour une scène d'incantation. L'atmosphère est étrange. Est-ce un conte ou un rêve? De quel culte sont-elles les célébrantes, en ce costume et dans ce décor? Chaque geste, en ces lieux, prend la valeur d'un rite. De peur de rompre le charme, les voix s'assourdissent et les pas glissent. Tout ne va-t-il pas s'évanouir?

Une torpeur douce les envahit. Pourquoi sont-elles là? Qu'y feront-elles? Cela n'est plus très clair. Elles jouent leur rôle dans le mystère muet des dames blanches, des lits vides, des lampes à demi mortes et de la profonde nuit d'été. Leurs idées se troublent : elles vivent une heure qui ne peut se situer, ni dans l'espace, ni dans le temps. Sont-elles des religieuses ou des pensionnaires au dortoir?

Un train passe. D'un grand frisson elles recouvrent conscience. Et chacune, en secret, sent la présence d'un qua-

trième personnage, un redoutable Inconnu qui vient prendre son rôle à côté d'elles, invisible, muet, aveugle et sourd. Chacune se sent guettée par son destin.

Pour cesser l'enchantement et maintenir la hiérarchie, l'infirmière en chef se croit obligée de commander quelques manœuvres inutiles : ouvrir et refermer les couvercles, tapoter les oreillers des lits; enfin, lasse d'imaginer, elle donne le signal de la retraite. Et les trois ombres s'assurent de toutes les serrures et se glissent à petits pas, sans bruit, sans bruit, jusqu'à leur salle de garde contiguë.

Là, trois fauteuils les attendent, et une table, où des mains bien intentionnées ont déjà déposé le manuel des infirmières et des exercices de piété. Des demi-cloisons de planches séparent leur cellule de toutes ses pareilles qui ont été aménagées dans la vaste salle d'attente.

Trois dames blanches... trois fauteuils... trois couvertures... Les heures s'étirent démesurément.

Les yeux à demi clos, elles suivent les bruits qui meublent le silence : les trois messieurs de garde, leurs voisins, discutent inlassablement; chez les officiers, leurs autres voisins, une porte claque; des ronflemens de territoriaux se succèdent en mesure; des trains passent, sans trêve, mais tellement apaisés que les cris d'un soldat : « A Berlin! A bas Guillaume! » restent sans écho. Et la demi-somnolence vient, le sommeil enfin sur les trois voiles qui penchent...

Lorsqu'elles dorment tout à fait, un grand bruit à la porte, un réveil en sursaut, l'estomac chaviré, les paupières piquantes, et la bouche sèche. Les trois remplaçantes viennent prendre leur garde. Il est minuit. Avec elles entre un air glacé qui vivifie la petite salle, chaude et viciée comme un compartiment de train. Elles laissent pénétrer la fraîcheur avec délices. Une voix rageuse, sortie de la salle des officiers, les rappelle crûment à l'ordre :

« Fermez donc la porte, nom d'un chien! Voilà qu'elles m'ont fait prendre un rhume! »

Des accompagnateurs. — En moyenne, ils ont cinquante ans. Il leur faut presque un âge de tout repos... et puis les jeunes ne sont plus là.

Ils ont salué ces dames à la sortie de leur salle de garde, se sont enquis de leurs demeures, se les sont partagées, et les voilà

dans la nuit noire, chevaliers servans ou paternels gardiens, escortant à travers les rues, voire les faubourgs et même les routes, la respectable bonne vieille dame, la petite jeune femme fringante, bavarde et sautillante comme trois merles, ou la mélancolique forme noire, muette et rigide sous sa grande mante à capuchon.

Il y a de charmans vieux cavaliers qui s'offrent à porter le sac, le réticule ou les menus paquets. Ils s'ingénient à fleurir le temps de délicieuses banalités et jugent leur devoir accompli seulement lorsque le verrou est tiré, à leur nez, derrière leur protégée.

D'autres se prétendent ravis. Leur promenade forcée, ils la qualifient d'hygiénique, de sportive... ou de romantique, et s'extasient sur la fraîcheur de l'air, la pureté de la lune, le chant des crapauds et la sonorité des routes.

Il y en a qui marchent à grands pas, tirant à la remorque la grosse dame essoufflée qui roule comme un petit tonneau. Il est pressé de retrouver sa tasse de camomille et son lit chaud, et n'a que faire de paroles inutiles. A celui-là, justement, échoit la dame qui demeure à l'autre bout de la ville, presque aux champs. Minuit : deux kilomètres... la camomille sera froide... Brr!... Quel brouillard!... Il lève le col de son pardessus et met son mouchoir devant sa bouche. N'arrivera-t-on jamais? Il ne sera pas couché avant deux heures du matin! Enfin, voilà! « Bonsoir! — Bonsoir! » Il salue sans s'arrêter, semant la dame plus qu'il ne la dépose au seuil de sa maison, et fait demi-tour avant qu'elle ait eu le temps de remercier.

Nuits de garde. — Les premières sont vides, désespérément vaines. Les équipes de trois remplacent régulièrement les équipes de trois. Et chacune a déjà son allure et ses habitudes vite nées.

Il y a l'équipe où l'on dort, vautré de tout son long, tout bonnement, sans élégance, sur les lits qui sont venus s'adjoindre aux trois fauteuils... et tout à fait sans élégance, puisqu'un beau jour on lit sur la muraille : « Prière d'ôter ses bottines avant de s'allonger. »

Il y a l'équipe joyeuse où l'on bavarde entre deux tasses de thé, grignotant les premiers potins de l'assemblée, riant si fort que du compartiment des officiers monte un : « Tonnerre! Pourrons-nous dormir? »

Pour compenser, une équipe de bonnes âmes pourvoit maternellement de café chaud ces messieurs de la gare, et ces messieurs les officiers, vers les minuit.

Ici les nuits se passent confortablement et dignement. On apporte ses pantoufles et des bas à tricoter pour les soldats.

Ici, les nuits sont tristes et muettes, chacune ayant au cœur assez d'ennui. Les plumes grincent sur d'interminables lettres; les fronts, sous prétexte de mauvais éclairage, restent penchés obstinément sur les feuillets où de grosses larmes font déteindre l'encre.

L'équipe-béguinage : atmosphère de presbytère ou de pensionnaires au couvent. Ces dames n'ont pas d'âge sous leur voile, avec leur front lisse et leur face sans sourire. Les gestes sont menus, les pas glissés. C'est l'équipe méticuleuse et précieuse entre toutes, qui range, époussète et classe inlassablement jusqu'à l'heure fixée pour le sommeil : neuf heures... Toutes les portes fermées soigneusement et silencieusement... Les voix s'assourdissent, au point que les trois voiles doivent, pour s'entendre, se pencher l'un vers l'autre comme des cornettes de sœurs... (Il ne faut pas gêner ces messieurs de la gare.) — Interminables dévotions, par demandes et par réponses, chapelet, litanies, invocations, les trois dames agenouillées devant les trois fauteuils, en triangle, les dos tournés. Et puis, installation correcte sur les trois fauteuils, les mains croisées sur les genoux et la tête bien droite, jusqu'au réveil...

LA PREMIÈRE ALERTE. — La salle d'attente est divisée en alvéoles par des demi-cloisons de planches. Sommeil de « nuit de veille, » à demi conscient, dans la petite cellule des infirmières; sourd bourdonnement de ruches des autres compartimens en travail; torpeur, déchirée soudain par un appel sonnant, comme un clairon, l'alarme : « Croix-Rouge! »

D'un bond, sans réfléchir, les deux jeunes femmes courent aux portes de l'infirmerie, le cœur battant, dans l'angoisse du premier contact avec un premier blessé de guerre... Chez les messieurs, leurs voisins, c'est une bruyante bousculade. Une voix crie : « Aux brancards! Surtout, pas d'affolement! »

L'infirmière en chef étudie son visage et se compose des gestes de maîtresse femme, à la hauteur des circonstances. Des ordres, d'abord, il s'agit de donner des ordres... A quoi servirait une infirmière en chef, si elle ne donnait pas d'ordres?

Donc, elle arrête l'élan des deux novices pleines d'un zèle qu'elle juge intempestif :

— N'ouvrez pas la porte avant que ces messieurs aient le temps de passer leur pantalon... Monsieur l'aumônier, surtout!

Monsieur l'aumônier, un vénérable prêtre, dort à un bout de l'infirmerie ; à l'autre bout, c'est l'important M. S..., pharmacien-infirmier. La vieille dame écarte pudiquement les deux jeunes imprudentes, risque un œil : M. l'aumônier est déjà en soutane. Quant à l'honorable S..., il ronfle béatement. Que faire? Des brancardiers, au dehors, heurtent déjà la porte... Tant pis! Les deux jeunes révoltées font irruption dans la salle aux lits blancs... La grande porte des quais s'ouvre... Voilà le Blessé.

Le Blessé, et sa suite... toute une « quadrille, » les officiers à manchon blanc, les messieurs de garde, les brancardiers, vexés de leurs inutiles brancards : le Blessé marche seul. Du moins, six bras le soutiennent ; c'est tout juste s'il n'est pas porté en triomphe : un blessé, enfin!

C'est un grand diable d'artilleur, abandonné par un train montant. Pas le moindre pansement. Pas une trace de sang. Il a tous ses membres! Les trois infirmières sont désappointées.

Il est assis au milieu de la salle. Les hommes font cercle. Les deux jeunes femmes agenouillées travaillent avec ardeur à extraire ses pieds des énormes bottes. L'infirmière en chef procède à l'interrogatoire.

Le pauvre bougre répond d'une voix pâteuse, l'air abruti et dégoûté : « Il a mal au ventre... Il vient de Chartres... » C'est tout ce que l'on peut en tirer. S..., enfin réveillé et habillé, prépare du bismuth, la tête hirsute et les yeux clignotans.

On décide qu'*Il* passera la nuit sur un des lits blancs. Pour une simple colique, Madame l'infirmière en chef déclare qu'*Il* a bien de la chance. — « Encore un qui voudrait arriver lorsque tout serait fini... »

En attendant, le malheureux dort d'un sommeil de plomb, vautré, anéanti. Il sent le cuir et la sueur. Les deux petites sont grondées parce qu'elles ont négligé d'étendre une toile cirée entre le drap et lui.

Avec attendrissement, elles le contemplent : Frère soldat! Quel sommeil! C'est un sommeil de guerre, déjà. Harassés, vaincus, ils dormiront n'importe où, tout équipés, sur le bord d'un fossé, dans la neige, dans l'eau... Frère soldat!

Soudain, un gémissement sourd, des cris, des convulsions : le malheureux se tord. — « Il est bien douillet, pour des coliques, » constate dédaigneusement la maîtresse infirmière. Les deux jeunes femmes sont indignées. Elles se mettraient à genoux devant ce grand paysan malheureux. Elles s'ingénient : « Si nous lui appliquions des serviettes chaudes sur le ventre? » — S... secoué, réveillé, consulté, approuve d'un grognement sans tourner son visage obstinément dirigé vers le mur, en homme décidé à ne pas interrompre son sommeil pour si peu.

La vieille dame organise : l'une des aides chauffera la serviette, l'autre la portera — et se détournera pendant l'application. Car on ne pourra jamais accuser son service de manquer aux convenances. Ce n'est pas elle qui confierait à des jeunes filles un office dangereux pour la pudeur!

La nuit passe en tisanes, en compresses, en tapotages d'oreillers. O gloire! le lendemain elles apprenaient qu'elles avaient soigné une crise d'appendicite... Comme cela aurait été vexant d'inaugurer par une colique, une vulgaire colique, leur beau cahier-journal! Et de sa plus belle écriture, l'infirmière en chef couchera sur le registre tout neuf : « Étant de garde, nous, Mme P. de V... assistée de Mmes L... et C... avons recueilli cette nuit un artilleur du 4e corps atteint d'appendicite aiguë... Lui avons administré une potion au bismuth et des compresses chaudes... »

Quelques mesures pour rien. — Monotonie, monotonie, coupée de quelques rares alertes : un coup de pied de cheval, une crise d'épilepsie, une chute de coltineur, un pied ébouillanté, contusions, entorses, bobos insignifians, prétextes à pansemens modèles.

Le pansement au rite sacré! L'opérateur lave et brosse interminablement ses mains qu'il tient écartées du corps, le pouce et l'index en l'air, tout humides, en attendant le moment d'intervenir... Une aide flambe la cuvette, et les ciseaux, l'autre prépare le membre malade... Eau bouillie, teinture d'iode... « Mademoiselle! ce n'est pas la peine de flamber votre cuvette si vous en infectez le bord avec vos pouces! » Vite! vite! les pièces de pansement... Les petites aides s'empressent, tenant les bandes, les compresses et le coton, comme un enfant de chœur les burettes. Religieusement, elles contemplent l'épanouissement d'un superbe spica, d'un beau huit de toile, autour

d'une entorse, ou d'un bandage de tête en « côte de melon. » O triomphe du pansement ! beau pansement élégant, moulé suivant les règles de l'art, pansement de dispensaire ! Gloire des beaux pansemens exécutés avec tout le calme, tout le loisir voulu !

Les équipes luttaient et comparaient malignement entre elles la méthode de leur chef. On discutait le nombre de tours de bande qu'il fallait donner pour base à certains pansemens. O bavardage des premiers jours ! Rien à faire. Rite de l'eau bouillie, rite des compresses, rites des bandes de toile et des carrés de tarlatane, pliage en deux, pliage en trois. Gestes toujours les mêmes dans la chaleur et l'odeur du formol !

Monotonie, monotonie — chaleur, formol ; formol, chaleur — entrecoupée de tasses de thé, de bavardages dans l'attente énervée d'un coup de téléphone qui ne retentit jamais :

« Allô !... de Reims... on vous signale un train de grands blessés pour 17 h. 02. »

L'APPRENTISSAGE

Le premier train. — Le premier train ne fut pas signalé. Il arriva dans la nuit du 15 août. Froid, pluie fine. Une demi-heure d'arrêt.

Aux cuisines on s'était lassé d'attendre vainement depuis quinze jours. Personne ne veillait. Pendant qu'une des dames se faisait forcer la porte afin de réchauffer bouillon et café, les deux autres prenaient contact.

Oh ! ce premier contact ! Nuit noire, wagons à bestiaux, lourde porte dure à ouvrir qui grince en roulant sur ses gonds. C'est très haut, on se hisse comme on peut avec les coudes et les genoux. Des territoriaux de bonne volonté suivent avec des lanternes.

Deux étages de civières, comme des hamacs de matelots ; une tête ou un pied dépasse, des mains pendent : cela sent l'étable, le renfermé, le sang chaud, odeur fade qui fait tourner le cœur. Dorment-ils ? On dirait des morts... Sur chacun, le brave homme dirige son falot ; la jeune femme se penche, et doucement interroge. « Du bouillon ? Du café ? » — « C'est cela ! » Réveillés un peu, ils tendent la main libre vers le quart brûlant où le bouillon fume ; à petites gorgées, comme rêvant encore, ils boivent jusqu'à la dernière goutte... Ils ont si froid !

« Madame! Il y en a un, là, blessé aux deux bras... » Elle le découvre en marchant à quatre pattes sous les civières. Il est par terre, sur la paille. Agenouillée, elle soulève le pauvre visage pâle qu'elle appuie sur sa hanche, et doucement, soulevant sa tête, elle le fait boire d'un geste maternel et joli, tandis qu'il avance ses lèvres avec une grosse moue, comme un enfant.

Ils sont transis de froid. Celui-là, blessé aux jambes, a ses culottes fendues de bas en haut par les ciseaux pressés de l'ambulancier du front. Il est tout nu, glacé, rigide. Est-il mort? Un autre, là, gémit, le pansement défait. Celui-là crie que « ça coule. » Un autre tend un bras tuméfié : de chaque côté du pansement trop serré un gros bourrelet de chair tendue se gonfle. Les bords de la tarlatane séchée entaillent douloureusesent la peau luisante et rouge.

Il y a tant à faire, et elles ne sont que trois! Alors, toute la gare les aide : soldats, employés, officiers. De l'infirmerie au train, du train aux cuisines, courses, trots, ordres, appels. Il n'y a plus d'âge, plus de sexe, plus de grades, tout le monde *sert*. Un commandant s'ébouillante avec un quart de grog brûlant. Deux territoriaux assistent sur la voie un pauvre éclopé que tourmentent d'affreuses coliques. On entortille les pieds nus dans tout ce que l'on peut trouver à la lingerie. Avec des épingles de sûreté l'on façonne deux bonnets de coton blanc en savates. Et pour celui qui n'avait plus de pantalon, le voilà plié dans un maillot de coton cardé, ligoté de bandes de toile. En trois quarts d'heure, tout est fini. Ils sont mieux, ils sourient.. Le train peut partir.

Les trois femmes haletantes se retrouvent à l'infirmerie, enfin close et calme. Un gros soupir dans le lit du fond, un bâillement de fauve, une face hérissée surgissant des mollesses d'un blanc oreiller : c'est M. S..., pharmacien, qui s'éveille après la bataille.

16 août. — Deuxième train. Il est annoncé deux heures à l'avance. Les petits cyclistes ont le loisir de parcourir la ville : tout le personnel est prévenu.

L'infirmerie est toute blanche d'infirmières. Répétition générale. L'infirmière-major, la grande maîtresse, est là. Point n'est besoin de son brassard rouge pour la reconnaître : les sourcils hauts, le bonnet en diadème, la voix tranchante et le geste sec... tout tremble. Point d'initiative privée, chacune à son poste!

Dans l'hilarité générale on amène le petit chariot à pansement : on n'a pas trouvé mieux qu'un landau d'enfant, sans capote, déguisé sous de la peinture grise et deux croix rouges. L'équipe de service y entasse bouteilles, boîtes, bandes, coton, cuvettes et plateaux. Cela ressemble à la petite voiture d'un buffetier de gare : « Brioches... croissans... petits pains? » On s'extasie, mais au fond de soi chacun trouve l'objet un peu ridicule, et lorsqu'il s'agit d'une bonne âme pour la pousser, toutes invoquent d'excellentes raisons pour décliner l'honneur... D'office, on désigne la plus jeune.

De même, il y a peu d'empressement autour de la marmite aux compresses. Mais on se dispute l'honneur du plateau chirurgical. L'une s'empare triomphalement du pinceau à teinture d'iode, l'autre d'une carafe d'eau bouillie. L'on s'assure des dames interprètes. (Il y aura des prisonniers.)

— Le train, mesdames!

La procession s'ébranle : l'infirmière-major, le docteur, tout de lin blanc, les manches relevées comme un sacrificateur, les bras humides et les mains hautes, afin d'éviter les contacts impurs. — « Brioches, croissans, petits pains, » la voiture où les bocaux dansent, encadrée de jolies dames aux bras nus qui se sont assurées de la belle ordonnance de leur coiffure avant d'affronter les quais. L'officiante au plateau le tient, ce cher plateau, comme s'il devait recevoir la tête de Jean-Baptiste. Suit : la marmite d'eau bouillie, balancée entre deux autres dames; suivent : les mannes aux cuvettes; enfin, les femmes de service avec des seaux hygiéniques.

Il y a foule sur les quais : tout le personnel de la gare : officiers, G. V. C., chapelet de braves territoriaux. Tous les majors des hôpitaux auxiliaires, l'air goguenard. Tout le comité de la Croix-Rouge : directeurs, administrateurs, secrétaires. Tout le personnel des cuisines : les dames auxiliaires avec leurs mannes à provisions établies sur des tréteaux de bois, par petits postes, le long des quais. Les messieurs affiliés... et c'est tout. Le quai regorge. Il n'y aura plus de place pour les blessés.

Le train. Le premier train « officiel, » moitié wagons de troisième, moitié wagons à bestiaux.

Blessés, tous? oh! si peu! Aux bras, aux jambes, et si légèrement! A peine sales, poussiéreux, noirs du train, rouges du hâle... et si joyeux! « Ça marche! On les a! Ils filent comme

des lapins! Ah! nos 75! Quel bon travail! Les obus n'éclatent pas. Ils visent trop bas ou trop haut. C'est pour ça qu'on est touché aux jambes. »

Ils sont tous sur les quais, pas sages du tout, dévalisant presque les corbeilles de vivres. Et *rigolant* : « Ah! si ce n'est que ça, la guerre, pas vrai! »

A peine trouve-t-on quelques pansemens à consolider. Trop d'infirmières. C'est une foire de rouge et de blanc. La confusion est extrême. On bavarde! on se bouscule! C'est un bel après-midi très chaud. Un aéroplane survole la voie comme un épervier, très haut, dans l'air qui danse. Le ciel est poudré d'or. La joie est délirante. Ils en reviennent, ceux-là... ils ont vu... ils sont contens... On *les* aura! Noël! Noël! — Vive la France! — Les taches rouges et blanches des costumes grouillent indescriptiblement. Les beaux majors pérorent. Les territoriaux et les blessés se tapent de grands coups sur les cuisses... Il fait bon vivre!

Le lendemain, désagréable constatation : pour six cents blessés on a prodigué deux mille tablettes de chocolat...

Le service modèle. — A la fin d'une journée de la troisième semaine de guerre, un grand train de douze cents blessés fut annoncé. Il devait rester deux heures garé sur la voie des marchandises.

Tout le long des rails, des postes avaient été aménagés, un pour quatre wagons. Un grand baquet d'eau près d'une potence de bois où pendaient les essuie-mains ; des tréteaux supportant les mannettes pleines de vivres, tartines, chocolat, gruyère, biscuit, jambons, poires et sucre cassé; mannettes pleines de quarts et de cuillers à soupe; bidons énormes fumant de bouillon chaud et de café, bidons à grog, à lait, à vin. A chaque secteur, deux messieurs et deux dames auxiliaires.

Deux postes de dames infirmières accompagnant les docteurs à chaque bout du train, munies de leur voiture d'enfant et de leurs bocaux. Un poste central de dames lingères, chargées de serviettes de toilette, de mouchoirs, de chemises, de caleçons, de chaussettes de rechange que l'on avait ordre de distribuer parcimonieusement. Membres du Conseil d'administration circulant d'un bout à l'autre. *Boy-scouts*, en message continuel de l'infirmerie ou des cuisines aux petits postes. Des prêtres, des aumôniers, des dames visiteuses. Un cordon de territoriaux tout le long de la voie et des grilles d'entrée où la foule pal-

pitante s'écrasait, avide de contempler ceux des leurs qui revenaient de là-bas. Le crépuscule d'été. Les taches blanches des groupes de femmes échelonnées de poste en poste. De l'impatience. De l'anxiété. De la surexcitation. Et l'allégresse de sentir dans la nuit tombante palpiter au vent léger la légèreté du voile blanc, dans un rêve de gloire, de pitié et d'héroïsme... Douloureuse et fervente petite ambulancière, ô femme de France, mûre pour le dévouement suprême et le sacrifice total !

Le train se gare, — oh ! lent, si lent ! — à reculons comme une bête malade et précautionneuse ; silencieusement, comme las déjà de tant de misère ; un train long, long, long, qui n'en finit plus ; si long que l'on doit le sectionner en deux tronçons sur deux voies ; et dont l'arrêt, le plus amorti qu'il soit possible, propage de wagons en wagons un soubresaut pénible et gémissant, où l'on croit percevoir une recrudescence de souffrance dans les pauvres chairs torturées,

Quelques wagons de première pour les officiers (mais la plupart gisent parmi leurs hommes), quelques troisièmes pour les moins atteints, et les énormes wagons à bestiaux, les wagons à civière où déjà quelques-uns s'immobilisent dans la rigidité de la mort.

Engourdis encore dans l'habitude de leur faim et de leur douleur, « ils » restent moroses, répondant à peine aux invites des assistantes. Et puis, ils finissent par comprendre, gagnés par l'entrain communicatif de ceux qui les sollicitent avec des gestes vifs et de bons sourires tendres. Et les valides sautent à terre, courant au baquet d'eau. Ah ! l'ivresse de l'eau, enfin ! Le premier frais contact contre leur peau brûlante, leurs joues noires, leurs fronts où la sueur et le sang collent les cheveux, leurs pauvres mains gonflées sous la crasse et le cal, durcies comme du cuir, déjà, par quelques jours de vie errante !

Ceux qui portent un bras en écharpe (ou dont la manche vide et flasque révèle le membre coupé) regardent d'un œil d'envie les autres... qui ont deux bras. Timidement, d'abord, une jeune femme s'approche : « Si vous voulez que je lave votre main valide ? » Il balbutie, intimidé aussi : « C'est bien trop sale ! Ce n'est pas la peine ! » Mais les deux petites mains se sont déjà emparées de la grosse main noire et barbotent de compagnie dans le baquet. Maintenant ils rient tous deux, et la jeune femme s'enhardit : « Allons ! que je vous

débarbouille, maintenant! » Un peu rouge, il lui livre son bon visage qu'elle éponge tendrement, fraternellement, avec d'infinies précautions : « Au moins, je ne vous fais pas de mal? » Lui, se prend d'un gros rire : « Ah! vous pouvez racler, allez! » Il trouve qu'elle ne frotte jamais assez fort.

Enfin, la soupe, la bonne soupe, le bouillon, dans les quarts, brûlant... Ceux qui n'ont qu'un bras droit, on les installe sur le marchepied du wagon, une cuiller dans la main, leur soupe à côté d'eux. Les invalides, on les aide, à la becquée, comme de tout petits, en soufflant la cuillerée fumante.

Pain, chocolat, grog, café, lait, vin, le petit poste se vide. Les quatre wagons du secteur ne contiennent plus que ceux que leur mal immobilise. Les visages se détendent, les langues se délient. Réchauffés, restaurés, soulagés, ils se mêlent aux infirmières maintenant; c'est de nouveau la foule rouge, bleue et blanche, le bourdonnement et l'animation d'une foire.

Pendant ce temps, les docteurs passent, traçant le travail de leurs infirmières. Il y a toujours des pansemens défaits, des plaies à vif, des pansemens trop serrés, des hémorragies, des cas pressans. Ceux qui ne peuvent aller plus loin attendent sur des brancards leur transport aux hôpitaux de la ville. On panse dans les wagons, on panse sur les quais, des bras, des jambes, des torses, des têtes. Des lambeaux de toile maculée traînent partout, on piétine des tampons d'ouate, l'eau des cuvettes est rouge, les tabliers et les blouses blanches se tachent de sang, les doigts s'enfièvrent, les ordres s'exaspèrent, les aides ont à répondre à quatre demandes à la fois... Il y a tant à faire, et le temps est si court!

N'importe! En deux heures, tout le train est visité, et lorsque, de nouveau, s'ébranle le long convoi, ce n'est plus le pauvre train mort, le train accablé et silencieux de l'arrière. Toutes les têtes sont aux portières, des faces heureuses et consolées, des yeux brillans, de bons sourires. Un déluge de merci, un délire de cris, mouchoirs, bras, mains, képis, s'évertuant à témoigner une gratitude véhémente.

Et quand l'immense clameur partie d'un bout à l'autre du train les salue au passage : « Vive la Croix-Rouge! » la gorge contractée en un profond sanglot, elles se tiennent toutes là, près de leurs compagnons, debout, comme au port d'armes, tandis que les wagons défilent devant elles, *leur* train et *leurs* soldats!

QUELQUES SILHOUETTES

L'Évêque. — Haute figure énergique. Aurait été chef de cité, au Moyen Age, debout sur les remparts, la mitre en tête, et la crosse à la main. Hôte assidu de l'ambulance. La tache violette que fait sa soutane devient populaire, sur les quais. Il ne manque le passage d'aucun train. Inépuisable source de médailles et de bénédictions, il soulève un enthousiasme indescriptible. Intrépide, volontaire, généreux, il encourage, électrise, vivifie. C'est l'*Évêque*. Le premier, à l'ambulance comme dans sa ville, comme devant l'invasion allemande... l'évêque de la bataille de la Marne!

Ne dédaigne pas, aux heures de grande presse, de mettre la main à la pâte, s'échaude plus d'une fois en passant des gamelles de bouillon brûlant, et se laisse bousculer avec bonheur par de petites infirmières courant en écervelées, un lourd bidon à chaque bras...

L'un des chefs. — Cheveux blancs, pâleur, politesse exquise et grande distinction. Donnant à chacune, par un simple salut, l'illusion d'avoir été remarquée et particulièrement appréciée.

L'âme, la tête, le bras. Le don de la présence simultanée aux cuisines, au conseil, sur le quai et dans les wagons. Le *Patron* avec une majuscule. L'homme sûr de lui-même, des autres, de sa tâche, de la guerre, de la France et de Dieu. Tranche immédiatement toute difficulté. Vous envoie promener en un tour de bras, et vous rappelle dix secondes après, avec un sourire éclatant...

Le docteur. — Long, maigre, affairé, si pressé toujours! Le corps un peu courbé, par habitude; les grands bras écartés en quête d'opérations. On ne peut se le représenter autrement que dépeçant, coupant, cousant, extirpant, grand sacrificateur, d'ailleurs parfaitement dévoué.

... Parfaitement dévoué, aussi, mais soucieux de ne pas se laisser déborder. Aime le travail propre et fini. Prudent, prudent, ne décidera rien qu'à propos. Le médecin des familles par excellence, le docteur « qui a fait ses humanités, » disert, modeste, un médecin comme on n'en trouve plus. Ennemi juré des microbes. Un peu distrait aussi : met dans la doublure de

son chapeau sa pince et ses ciseaux qu'il vient de flamber soigneusement.

Infirmières. — Courte, rougeaude, très bonne âme, le cœur sur la main, et si maternelle! On la croirait descendue du tableau de la « femme hydropique » de Gérard Dow. On ne peut se l'imaginer autrement qu'armée de bols de tisane, ou de gros oreillers ventrus plein les bras. Luisante, suante de graisse, d'application, de bonne volonté, décidée à soigner à tout prix, fût-ce sans eau, ni coton, ni toile. Sourde, de bonne foi, à tout principe d'hygiène trop rigoureux et pansant pour panser, aveuglément, sans envisager les conséquences, comme une bonne chienne lèche la patte coupée de ses petits.

... Svelte, blondie au henné, la lèvre rouge et le tour des yeux bistre. Coiffe savamment adaptée, quoique négligemment posée, fin tablier travaillé de jours, blouse assez longue pour ne point ridiculiser la silhouette, assez courte pour découvrir un modèle de jambe tendrement nuancée par une illusion de bas de soie, talons immanquablement Louis XV, enfin, l'infirmière gravure de mode ou réclame pharmaceutique. Se contente de suivre le docteur, un pinceau à teinture d'iode délicatement tenu par une main effilée, le petit doigt élégamment écarté. Ou bien distribue des cartes à écrire, ou des cigarettes, ou fait simplement l'aumône de sa jolie présence, n'oubliant pas, entre chaque train, de rentrer chez elle s'enduire à nouveau de rouge, de noir et de blanc.

... La coiffe en bataille, les poings aux hanches, le verbe haut, hardie, sans respect, sans pitié, sans peur ni reproche, apostrophant un général comme un simple tourlourou, pirouettant au nez de l'évêque; à toute heure partout, l'indispensable, l'enfant terrible. Bonne fille, au fond, dévouée, enragée de dévouement. Un peu de la cantinière vieux style, ou de la fille du régiment.

... Diplômée, oh! très diplômée, très suffisante, très digne. Accueille vos demandes d'explication d'un air de grande douceur méprisante, persuadée que vous êtes à jamais incapable de saisir les fins secrets de l'art. Possède des principes très arrêtés sur la façon de plier les compresses. Fignolera, pendant un quart d'heure, de beaux « épis » de toile bien réguliers autour d'un bras.

... Diplômée aussi, un long passé d'hôpital, de charité, de

dispensaire, mais bonne, simple et vraie. Votre sœur plutôt que votre maître. Une femme avec toute la douceur, toute l'intelligence, toute la vivacité, tout le dévouement. Suppléerait un médecin, mais ne rougit pas des plus humbles besognes. Noble visage. D'ailleurs fort jalousée.

DES BLESSÉS

L'Alsace, le Luxembourg, Dinant..., les trains descendaient, de plus en plus serrés, de plus en plus nombreux. On commençait à se rendre compte de ce que c'est que la guerre et de ce que c'est que *servir*.

Tout chauds, tout fumans de la bataille, ils arrivaient là, tels qu'on les avait ramassés sur la terre, ou tels qu'ils s'étaient jetés dans les wagons, dans la hâte et la terreur d'être oubliés. Il y en avait d'exubérans, de hâbleurs, de joyeux, gavroches parisiens ou loustics du Midi. Ceux-là riaient de tout, de leur mal, de leur accoutrement, de leur faim, de leur fatigue, du canon, des mitrailleuses, de la bataille et de la mort. Du beau rire français, de ce rire qui *les* exaspère, ce rire que nul étranger, même le plus bienveillant, ne peut comprendre... et qui nous vaudra éternellement cette épithète : « Le Français est léger. » O noble légèreté en face de *leur* lourdeur! Rire français qui monte aux lèvres comme aux joues d'une jeune fille le rouge de la pudeur! Rire français, qui pourra jamais comprendre tout ce que tu caches d'héroïsme, d'abnégation, de sérieux profond et de grande bonté? Rire français derrière lequel se retranche notre race, raffinement de coquetterie suprême, élégante humilité de celle qui sait sa puissance, mais, — voulant plaire, — cherche à se la faire pardonner, à la faire oublier en l'oubliant elle-même de la meilleure grâce du monde, et d'une entière bonne foi! Insouciance jolie, qui cache un froid courage et le souverain mépris du danger; inaltérable bonne humeur ; acte de foi magnifique dans les destinées de la race, race des croisés, des chevaliers sans peur et sans reproche, race des poètes, race des saints et des héros! Rire français, triomphe de la spiritualité sur la matière, affirmation souveraine de l'être indépendant et libre qui traverse la vie comme un voyage et n'a de comptes à rendre qu'à Dieu!

Ainsi le rire monte-t-il, impalpable, cristallin, ailé, des

tranchées de la mer aux Vosges, comme l'odeur et le fumet de la bonne terre où gitent les louveteaux de France en attendant l'heure de la grande chasse. Ainsi palpite-t-il, grésille-t-il dans l'air léger, au-dessus du sillon des tranchées, comme le chant de l'alouette de Gaule, bien haut dans l'azur, hors de l'atteinte de leurs mitrailleuses, de leurs 420, de leurs bombes asphyxiantes, de leurs aéroplanes et de leurs zeppelins... haut, si haut, que toujours, — inventeraient-ils des appareils d'optique perfectionnés, — il resterait dans l'Invisible et le Mystère, pour leurs yeux de Teutons...

Ainsi riaient les premiers blessés dans leur grande misère. Et certes, elle était grande. Et jamais plus au cours de cette longue guerre ne se reverront de telles scènes qu'une organisation de fortune rendait quotidiennes, alors.

On avait vu passer les trains montans, trains de gloire, d'espérance, d'allégresse, trains de la Revanche, trains enguirlandés et fleuris, magnifiques trains hurlant *la Marseillaise*, charriant à flot notre belle jeunesse que nous t'avons offerte en holocauste, ô France, et que tu nous as prise pour l'offrir à Dieu... Trains de la voie montante, ceux qui vous avaient vus disparaître vers le redoutable Inconnu guettaient maintenant sur la voie descendante la première rançon de la gloire, les premiers déchets, les premiers vaincus... Et voilà qu'ils vous voyaient poindre, ô trains reconnus au passage, où lamentablement pendaient les fleurs fanées, où les branches de peuplier séchées encadraient, — comme un triste lendemain de fête, — les pâles visages et les corps abattus de ceux que vous aviez menés vers le divin Rêve...

. . . .

Mère, voici vos fils qui se sont tant battus...
. . . .
Et voici le gibier, traqué dans les battues,
Les aigles abattus et les lièvres levés,
Que Dieu ménage un peu ces cœurs tant éprouvés,
Ces torses déviés, ces nuques rebattues (1)...

Oh! le premier contact avec la triste réalité! Vaincus? Étaient-ils des vaincus? Dans leur dénuement, leur pauvreté,

(1) Ch. Péguy, *Prière pour nous autres, charnels.*

leur faim, leur soif et leur souffrance; étagés sur leurs civières, ou vautrés comme des moutons à l'étable sur la paille en litière, ou grelottans et ruisselans de pluie sur les wagons à bagage, les *trucs* découverts; déchirés, déguenillés, les uns sans veste, les uns sans chemise, les uns sans culotte; les pansemens maculés de boue, collés à leur peau, collés au drap de leurs capotes raidies par l'empois sanglant; mutilés, sans bras les uns, les autres sans jambe; entassés par vingt, par trente, sans médecins, sans infirmiers, au plus vite, confiés aux organisations des gares insuffisantes ou mal entretenues, ils parvenaient à cette ambulance, après deux ou trois jours d'un suppliciant voyage dont chacun gardait un hébétement dans la douleur.

Ceux qui les recevaient se sentaient le cœur crevé, l'âme ébranlée.

Eux, ne doutaient pas. En des sursauts de lucidité, les moribonds se redressaient : « Les vaches! on les a eus... la belle charge! » De merveilleux récits couraient de portière en portière, de la tête à la queue du train. Les yeux éteints s'avivaient de lueurs noires. Les masques de souffrance se virilisaient, et le vent des batailles enfiévrait comme hier les soi-disant vaincus, demain fiers à nouveau, debout, l'arme terrible! La colère et la soif de vaincre les altéraient plus que la brûlure de leurs plaies.

Ils réconfortaient l'âme de ceux qui venaient soulager leur corps. Le même refrain, partout, corrigeait toujours la fâcheuse impression que laissait un récit de lutte sans merci : *On les aura!...* Ceux-là n'étaient pas des vaincus.

... Seulement dans certains yeux tristes et doux, aux regards lointains, appartenant déjà aux visions d'outre-tombe, se lisaient d'infinies détresses et l'épouvante d'indicibles scènes d'horreur. Lents, sans une plainte, tristes et doux comme leurs yeux, ils exhalaient en des lassitudes suprêmes :

« Ne plus revoir ce que nous avons vu! »

JOSÉ ROUSSEL-LÉPINE.

(A suivre.)

REVUE LITTÉRAIRE

UN NOUVEAU LIVRE DE M. JOERGENSEN (1)

Il y a des pays où l'infernale propagande allemande est parvenue à nous représenter, nous Français, comme les suppôts du Diable; de sorte que la religieuse Allemagne accomplirait une mission quasiment céleste en détruisant ce repaire de l'impiété, la France. Or, il est manifeste que l'hypocrite Allemagne a déclaré la guerre à la France et à la Russie pour satisfaire sa cupidité ancienne et son vieil instinct de convoitise : la race de proie n'a guère changé, depuis le temps où Grégoire de Tours la maudissait. Toutefois, ses ruses ne lui réussissent pas mal si, dans plusieurs nations chrétiennes, certains milieux qu'elle a su tromper souhaitent encore le triomphe de la Germanie pour assurer le triomphe de la morale évangélique. Monstrueuse comédie, et qui trouve ses dupes!

Mais voici, du moins, un témoignage, et dont l'autorité ne sera pas contestée facilement. Un neutre, et dont la neutralité première n'est pas douteuse, M. Johannes Joergensen, dénonce l'imposture des Allemands : il la dénonce avec une éloquence indignée.

Si l'on dit, pour diminuer la valeur de son plaidoyer, que M. Johannes Joergensen est Danois et que le Danemark a été la première victime du pangermanisme, j'avoue que je connais peu le Danemark et ne saurais évaluer ses rancunes. Mais, quant à M. Johannes

(1) *La Cloche Roland*, par M. Johannes Joergensen, traduction de Jacques de Coussanges (Bloud et Gay, éditeurs). Du même auteur, *Le Néant et la Vie*, traduction Pierre d'Armailhacq; *Le livre de la route*, *Pèlerinages franciscains* et *Saint François d'Assise*, traduction T. de Wyzewa (chez Perrin); *Paraboles*, traduction de Mme Husson (chez Sansot).

Joergensen, je n'aperçois, dans aucun de ses ouvrages qu'une traduction française ait mis à ma portée, aucune trace de telle rancune à l'égard de l'Allemagne. Il me semble même que, jusqu'à ces derniers temps, M. Johannes Joergensen aimait l'Allemagne et l'aimait assez tendrement. Avant de venir au catholicisme, il a subi l'influence de Gœthe, celle de Heine, celle de ce Nietzsche, qui est Allemand, bien Allemand, quoiqu'on essaye maintenant de le dégermaniser, et qui est l'un des bons représentans de la mégalomanie allemande. M. Johannes Joergensen a été longtemps à l'école de la pensée allemande; et M. André Hallays n'a pas tort, quand il voit, dans le *Livre de la route*, de charmans « *Reisebilder* évangéliques. » A la veille de sa conversion, le jeune écrivain scandinave, délaissant la Scandinavie et M. Georges Brandes, part pour l'Italie; et c'est en Ombrie que la grâce le touchera. Mais il ne va pas en Italie tout de go : il flâne longtemps et avec plaisir en Allemagne. A Nuremberg, la Fontaine des Vertus lui montre l'Espérance et le Courage, la Foi et la Douceur, l'Amour et la Vérité, vertus admirables et toutes dominées par la plus haute des vertus, qui est la Justice. Un tel symbole lui paraît si important qu'il le médite et n'ouvre pas son parapluie, malgré l'averse; puis il s'en va, mouillé, mais content d'avoir reçu l'enseignement de Nuremberg. Il se promène à Anspach, à Rothenbourg-sur-la-Tauber. Les petites villes bavaroises lui donnent l'idée d'une vie douce et quiète, que l'humilité sanctifie. Il est au cœur de l'Allemagne ; « l'âme de la profonde et sentimentale Germanie » l'enchante. Au monastère de Beuron, dans la principauté de Hohenzollern-Sigmaringen, il passe un jour ou deux. Il fait ainsi connaissance avec la règle des communautés catholiques ; et il devine la force qui naît de la solitude. Or, ce n'est point au catholicisme qu'il attribue cette découverte et la révélation de cette vérité; mais il a cru entendre « une parole jaillie du cœur même de la race germanique. » Au moment de quitter l'Allemagne et de passer en Italie, le voyageur célèbre « l'Allemagne, la vaste et vénérable Allemagne qui va de Passau à Nassau, de Ratisbonne à Strasbourg, de Brême à Constance, l'Allemagne toute pleine de bière et de vin, de parfum de tilleul et de chants populaires, et de saucisses et de tavernes, mais aussi d'art et de foi, et de beaux lacs et de villes merveilleuses. » Le voyageur s'attendrit, quand ses « jours allemands » s'effacent derrière lui. D'ailleurs, ce qu'il a visité, ce n'est pas l'Allemagne nouvelle, industrielle et militaire; il a recherché les petites villes où se confine la vieille Allemagne : et, cette vieille Allemagne, il l'a vue à peu près

comme autrefois nos romantiques la voyaient, simple et honorable, et chaste buveuse de bière, si rêveuse ! Il l'a vue avec une espèce de naïveté complaisante et comme si son maître Henri Heine ne l'avait point averti de chercher, sous les benoîtes apparences, les velléités de barbarie. Jacques de Coussanges, qui a traduit le dernier ouvrage de M. Joergensen, *La Cloche Roland*, dit que M. Joergensen fréquenta surtout le clergé rhénan et qu'il avait ses meilleurs souvenirs d'Allemagne dans les couvens et les églises. Ce voyageur était un pèlerin, même avant sa conversion décisive; et il était « en route. » L'Allemagne catholique le conduisait au pays du Poverello.

En somme, il avait de la gratitude à l'égard de l'Allemagne; et, quand la guerre a éclaté, il ne songeait pas du tout à renier sa gratitude.

Quand la guerre a éclaté, il songeait principalement à sainte Catherine de Sienne. Il songeait doublement à elle, en dévot sincère et en homme de lettres. Il préparait une *Vie de sainte Catherine*, qui a paru l'année dernière à Copenhague. Et il demeurait à Sienne, copiait des documens, des paysages, travaillait de son mieux. Sa *Vie de saint François d'Assise* révèle sa méthode. Il réunit avec beaucoup de soin tous les textes et il en fait judicieusement la critique. Il examine l'œuvre des érudits et il y démêle très bien la conjecture et la réalité. C'est un hagiographe malin. Puis il ne se contente pas de rédiger ce qu'il a finalement appris de plus authentique : l'érudit devient un poète, et qui « reconstitue » les scènes les plus émouvantes, les plus jolies... « Un matin, il y a de cela sept cents ans, dans la ville d'Assise un jeune homme qui commençait à renaître d'une longue maladie, s'éveilla de son sommeil de la nuit. Les volets de sa chambre étaient encore fermés. Un puissant rayon de soleil pénétrait dans la chambre close, par la fente des volets... » Probablement! Et l'auteur du *Saint François* invente, avec une délicate justesse, les probabilités menues de l'histoire. Il n'est pas de méthode plus gracieuse, ni plus imprudente. S'il faut l'avouer, je préfère l'histoire un peu plus modestement bornée à de moindres certitudes. Mais enfin, l'auteur du *Saint François* et de la *Sainte Catherine* essaie de limiter son imprudence ou de la bien diriger; il tâche de maintenir son imagination toute proche de la réalité que la critique lui procure. Il a, pour cela, besoin d'un silence parfait, d'une tranquillité parfaite; il a besoin de se recueillir, avec la seule pensée de saint François ou de sainte Catherine, loin, très loin des nouveaux tumultes et du divertissement moderne. Aussi la guerre qui a éclaté pendant qu'il était tout à

sa belle hantise de sainte Catherine, cette guerre l'importuna. Il souhaita de l'éconduire : « Je me cachai bien loin, je me cachai derrière toutes les montagnes bleues, je me réfugiai dans les siècles lointains... »

N'avait-il pas prévu la guerre? Ce n'était pas son affaire, au bout du compte!... Cependant, la guerre éclate; et il se souvient des deux dernières soirées qu'il a passées en Danemark, l'année 1913. L'une de ces soirées, une séance où l'on traita de la sécurité danoise. A la tribune, « un poète » prononça des paroles d'inquiétude : il sentait venir les mauvais jours. Un jeune homme lui succéda qui démontra, et par des chiffres, l'impossibilité d'une guerre en Europe : quoi! c'est l'argent qui mène tout; et, pour la guerre qu'on redoute, il faudrait plus d'argent qu'il n'y en a dans l'univers! Le jeune homme positif se moqua du poète : « Mais de pareils raisonnemens ne font pas impression sur un esprit si élevé! Vous vivez dans le monde de l'imagination... N'est-ce pas, honoré monsieur, la guerre mondiale éclatera vers Pâques?... » L'assistance, rassurée, applaudit; et elle but : c'était la paix, il n'y avait pas de danger. A l'autre soirée, quelques étudians bavardaient. Et une femme, une « illustre comédienne, » soudain se mit à parler. Elle dit des choses variées, raconta son existence; et puis la confession s'épanouit en prophétie : elle annonça de grands bouleversemens et affirma qu'on n'aurait pas à les attendre plus tard que l'année 1915. M. Joergensen compare cette prophétie d'une illustre comédienne à la première encyclique du « blanc vieillard » pontifical, où il est dit que « l'homme de péché, » l'ennemi de Dieu, le « sans loi » qui doit se manifester à la fin, vit déjà sous le soleil. Autant d'avertissemens : la guerre éclate; et M. Joergensen se demande si « les derniers temps » ne sont pas venus.

« *Celui qui veut vivre avec cette pensée mourra d'horreur...* C'est ce que j'avais écrit, peu de jours avant que la guerre eût éclaté. Et je ne voulais pas mourir!... » Alors, il se cache derrière les montagnes bleues; il se réfugie dans les siècles lointains. « Je m'asseyais dans la tranquille et fraîche bibliothèque et je copiais, commodément et à loisir, un vieux manuscrit. Je faisais des promenades sentimentales dans les sentiers, où autrefois j'avais été heureux et où je rêvais de l'être encore une fois, encore une dernière fois, de jouir encore un peu du soleil d'octobre avant la pluie de novembre et les ténèbres de décembre... » Éluder, quant à lui, la guerre : ce fut le projet de M. Johannes Joergensen, l'automne 1914.

Éluder la guerre, si neutre qu'on soit!... Mais, un jour il reçut

deux lettres, deux lettres qui tombèrent sur sa table comme des bombes. Une lettre d'un ami belge : oui, la Belgique a été ravagée, la Belgique sans reproche, et ravagée par les hordes d'une nation qui devait protéger la Belgique, hordes bestiales et qui ont, de toutes parts, fait de la mort et des ruines. Sous l'autre enveloppe, il y avait l'*Appel au monde civilisé*, par les quatre-vingt-treize savans, artistes et littérateurs dont l'Allemagne était le plus fière. *L'Appel*, à première vue, M. Joergensen le prit pour une réclame de négocians ; et il le jeta dans sa corbeille à papiers. C'est là qu'ensuite il le repêcha. Et il le lut, avec émoi.

Il lut aussi pas mal de volumes qu'on a publiés pendant les premiers mois de la guerre, *le Rapport sur la violation du droit des gens en Belgique, les Atrocités allemandes en Belgique*, les récits des témoins, les documens officiels : et il eut l'effroi, l'horreur, le dégoût de ce qu'il apprenait ainsi. D'autre part, une brochure allemande lui apporta ce pathétique propos de M. Stipberger, chapelain de la cour munichoise : « C'est un chemin dur et abrupt que suit le peuple allemand, le grand bienfaiteur du monde civilisé et le libérateur sublime. Dans les ténèbres du Vendredi-Saint, on entrevoit la clarté du matin de Pâques ; dans les heures sombres de la guerre, les oriflammes du triomphe. A présent encore, la croix pèse sur ses épaules ; il souffre encore le plus cruel des Golgotha. » Diable ! si l'on ose ainsi parler ; voilà le peuple allemand comparé à Jésus-Christ, et par un prêtre catholique, lequel ne doute pas que Jésus de Nazareth fût le Dieu vivant, lequel ne doute pas que Jésus de Nazareth ait porté la croix, sur le chemin du Calvaire, pour le salut de tous les hommes ! Le peuple allemand serait donc le nouveau Christ, à moins que l'on ne veuille considérer comme un blasphème l'analogie trouvée par le chapelain de Munich. Et l'on hésite, avant de condamner si durement le saint homme.

Ou bien faut-il considérer comme des impostures les affirmations si nettes et terribles des gouvernemens belge et français?

M. Joergensen avoue son embarras. Et l'embarras de M. Joergensen prouve l'habileté, la subtile rouerie de la propagande allemande. Ces fameux organisateurs de duperie avaient mobilisé tous leurs apôtres, catholiques, protestans et libres penseurs, un Stipberger, un Ehrhard, un Haeckel. Un catholique tel que M. Joergensen était sensible tout particulièrement au sermon du chapelain Stipberger et déjà murmurait : « O peuple allemand, peuple patient, peuple souffrant, peuple crucifié, libérateur du monde, nous penchons la tête, silen-

cieusement recueillis, remplis de vénération pour la croix sur laquelle tu as voulu souffrir!... » Mais, dans l'incertitude, M. Joergensen recourut à la méthode la meilleure : il étudia les documens du procès. Car, en définiitve, c'est un procès, le procès d'un peuple. Et M. Joergensen, comme Pilate, avait à juger le nouveau Christ : il n'allait pas laisser calomnier ce juste et se laver les mains.

Il entendit avec patience les avocats du peuple allemand, les illustres Quatre-vingt-treize. Et les Quatre-vingt-treize, tout d'une voix et par six fois, s'écrièrent : « Il n'est pas vrai... ! »

Premièrement, *il n'est pas vrai* que l'Allemagne ait provoqué la guerre. L'Allemagne était pacifique; l'Empereur apparaissait comme l'aménité, la mansuétude même. Mais il a bien fallu que le peuple allemand se levât, quand de grandes Puissances, guettant aux frontières, attaquèrent de trois côtés le territoire de la Germanie!... De grandes Puissances ; de trois côtés : M. Joergensen prend une carte. La Russie ? Non; c'est un fait : le 1er août 1914, l'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie. L'Autriche ? Alliée de l'Allemagne. La Suisse ? Neutre. La France ? Eh ! l'Allemagne lui a déclaré la guerre le 3 août 1914. Donc, les grandes Puissances qui guettaient l'Allemagne aux frontières, c'est la Belgique ! « C'est la Belgique qui a franchi les frontières allemandes ; c'est la grande, forte Belgique qui a fait irruption dans la petite Allemagne neutre et dont elle avait, en son temps, garanti la neutralité. La Belgique, de son poing ganté de fer, repoussa l'armée allemande héroïque, mais moins nombreuse. Elle entra victorieusement à Aix-la-Chapelle. Ensuite, l'armée belge marcha sur Cologne, bombarda la ville et sa cathédrale gothique, que nous aimons tous ; ils la réduisirent en cendres, ainsi que Saint-Gédéon, les Saints Apôtres et Sainte-Marie-au-Capitole. C'est ainsi que les choses se passèrent! Ou ne se passèrent-elles pas ainsi? Et, s'il en fut autrement, où sont les trois brigands qui attaquèrent l'Allemagne ? Les Quatre-vingt-treize les ont vus ; mais où ? » Cette manière d'ironie n'est pas l'usage habituel de M. Joergensen. Il y a, dans tous ses livres, une douceur exquise, et qui serait un peu fade peut-être si elle ne s'embellissait de poésie. Du temps qu'il était radical, auprès de M. Georges Brandes, je ne sais s'il avait la violence d'un polémiste; mais, aujourd'hui, le disciple du Petit pauvre d'Assise est un homme qui, sans effort et tout simplement, pratique les vertus de bienveillance et d'amitié. Ses ouvrages ressemblent aux *Fioretti*. Soudain, le voici fort en colère. C'est qu'on a prétendu le tromper. On l'a pris pour un sot ; et il se fâche : le premier *il n'est pas vrai* n'est pas vrai !...

Deuxièmement, *il n'est pas vrai* que l'Allemagne ait violé la neutralité de la Belgique. Cependant?... Non : la France et l'Angleterre avaient résolu de la violer ; et la Belgique le voulait bien !... Aussitôt, M. Joergensen se souvient de son pays natal : « Nous aussi, en Danemark, nous nous sommes fiés à un paragraphe. Le nôtre était le paragraphe V ; celui des Belges était le paragraphe VII : ils ont une égale valeur pour les Allemands ! » Et il cite les conventions qui ont garanti la neutralité de la Belgique : textes parfaitement précis et qui ne laissent aucune incertitude, aucune occasion de chicane... « Oui, répliquent les Quatre-vingt-treize, nous pouvons aussi étaler notre science ; nous avons toute une bibliothèque où la trouver, soit dans Rivier, soit dans Holtzendorff. Mais, pour citer Méphistophélès, grises, chers amis, sont toutes les théories. Nous savons, messieurs, que la France et l'Angleterre étaient décidées à violer la Belgique et nous savons que la Belgique ne s'opposait pas à la violation. Il en est comme de certaines filles vertueuses qui crient qu'elles ont été outragées ; oui, par celui qu'il ne fallait pas : c'est pourquoi elles sont si scandalisées. Ah ! ah ! ah ! Là-dessus, deux bocks ! Buvons toujours un coup, monsieur le conseiller intime : avec la bière, tout s'explique !... » Et, il n'y a pas longtemps, M. Joergensen avait une autre façon de traiter l'Allemagne, toute pleine, disait-il, de bière et de rêverie. Ces faux rêveurs l'ont déçu ; ces buveurs de bière l'ont offensé. Il a reçu avec indifférence l'Appel des Quatre-vingt-treize ; il a commencé de le lire avec sérénité. Maintenant, il renonce à toute patience : il a vu la fourberie. La fourberie et le sacrilège, quand les orateurs du mensonge intitulé *La vérité sur la guerre* adressent aux peuples de la terre ce discours : « Écoutez, peuples de la terre. Nous croyons en un Dieu éternel et nous nous fions au jugement des hommes justes et sages !... » Il leur répond : « Malheur à vous, hypocrites et sépulcres blanchis ! Vous jouez la mascarade la plus osée que le monde ait jamais vue. » Il a peine à contenir sa fureur honnête : « Mais tais-toi, mon cœur ; la mesure de leur péché n'est pas encore remplie : les quatre-vingt-treize anges du mensonge n'ont pas encore répandu sur la terre les six coupes de leurs démentis ! »

Troisièmement, *il n'est pas vrai* que les soldats allemands aient tué des Belges, hors le cas de légitime défense : qui a tiré sur les soldats allemands, qui a mutilé les blessés allemands, qui a tourmenté, massacré les médecins allemands ? la population belge !... M. Joergensen refuse d'admettre la « légitime défense » des envahisseurs. Les documens qu'il a entre les mains l'autorisent à nier les

« atrocités » que les Allemands reprochent à leurs victimes. Certes! Mais il admire le sincère étonnement des envahisseurs qui s'attendaient qu'on les reçût à bras ouverts ; et il se demande quel droit ont les Allemands à exiger de n'être ni détestés ni méprisés. L'orgueil allemand tourne ici à la fatuité ridicule. M. Joergensen se moque de ces drôles. Puis : « Je ne peux continuer à parler de ces choses avec ironie ! C'est par trop incroyable, ce que les écrivains qui tiennent la plume au nom de l'Allemagne se sont permis de calomnies à l'égard d'un peuple qui, au pire, a combattu pour son pays, pour son foyer, contre un agresseur plus fort. Qu'était-ce donc qu'André Hofer et ses Tyroliens, sinon des francs-tireurs, un peuple en armes pour se défendre à la vie et à la mort? Leur nom est en honneur; Hofer est un héros : mais, si les Belges font ce que les Tyroliens ont fait, ce sont des assassins !... » Or, qu'ont-ils fait, ces francs-tireurs et assassins de Belgique ? M. Joergensen examine les racontars connus sous le nom de « preuves allemandes : » il observe que, dans tous les récits allemands, ni les lieux ni les gens ne sont expressément désignés. Dans un village..., un soldat... Quel village ? et quel était le nom du soldat?... Un monsieur d'Aix-la-Chapelle a été tué... Le nom du monsieur? sa profession? son âge ?... « On ne témoigne pas ainsi de la vérité; on n'apporte même pas ainsi un faux témoignage : il faut un peu plus !... » Les documens belges sont d'une autre qualité: leur exactitude contrôlée est incontestable. Eh bien ! le 3 octobre de l'avant-dernière année, après Surice et Andenne, après Dinant, Tamines, Termonde et Louvain, les Quatre-vingt-treize ont affirmé, sur leur honneur et leur nom, que la Belgique n'avait pas été livrée au meurtre, à l'incendie, à l'indignité : « que sont maintenant leur nom et leur honneur ? »

Quatrièmement, *il n'est pas vrai* que la rage allemande ait détruit Louvain. Sans doute, nous avons dû, « le cœur navré, » bombarder un quartier de la ville ; mais le célèbre hôtel de ville, nos soldats, « au péril de leur vie, » l'ont préservé des flammes : et, en définitive, si artistes que nous soyons, nous préférons à toute œuvre d'art la victoire allemande ! Et enfin, ces gens de Louvain sont des furieux!... M. Joergensen a passé des mois à Louvain, jadis. Il a connu, très bien connu, ces gens de Louvain, tranquilles comme leur antique cité. Parfois, le soir, des étudians parcouraient les rues, chantant *la Brabançonne :* et c'était là tout le vacarme de Louvain. Mais, au mois d'août, les étudians sont en vacances ; au mois d'août, lorsque les Allemands arrivèrent, il n'y avait plus à Louvain qu'une population

de fonctionnaires, de rentiers, de retraités et de prêtres, de religieux de nonnes. Les gens de Louvain, des furieux ? « On ne peut s'empêcher de rire, en lisant cela. Seulement, c'est un rire qui devient un sanglot, si l'on pense à tout ce que la plus innocente des cités a dû souffrir; et c'est un rire qui devient une haine frémissante. Mais, mais, il y a un Dieu et le sang versé à Louvain crie vengeance au ciel plus haut que le sang d'Abel ! »

Cinquièmement, *il n'est pas vrai* que les Allemands, à la guerre, méprisent le droit des nations civilisées; les soldats allemands n'ont point à se reprocher un crime de « cruauté indisciplinée. » Allons ! ceci est pire : la cruauté disciplinée; et quel aveu !

Sixièmement, *il n'est pas vrai* que notre militarisme se distingue de notre « culture; » l'armée allemande et le peuple allemand ne font qu'un. — Tant pis pour le peuple allemand ! — Mais les Quatre-vingt-treize, en concluant, se réclament de leur Gœthe, et de leur Beethoven, et de leur Kant... « Qu'est-ce qu'un Beethoven et un Gœthe peuvent avoir à faire avec ceux qui brûlèrent Louvain et bombardèrent Reims? » Kant ? « Mais un Eucken et un Wundt doivent pourtant savoir que, le testament de Kant, sa pensée pour l'avenir, c'était les États-Unis d'Europe et la paix perpétuelle ! Pourquoi alors rappellent-ils sa grande ombre du royaume des morts? »

Les six démentis allemands, M. Joergensen les a réfutés avec entrain. Six fois, il a surpris l'astuce des avocats frauduleux et il leur a vivement rabaissé leur caquet. Sa critique est fine, adroite. Elle est passionnée; mais passionnée, après la découverte des mensonges : équitable, d'abord. L'auteur de *la Cloche Roland* ne désirait pas de trouver les Allemands coupables. Il n'avait contre eux aucune haine; et peut-être n'avait-il pas, pour notre pays, une amitié particulière. Je n'en sais rien; je crois pourtant que cette amitié particulière, s'il l'avait éprouvée, on la sentirait dans ce livre qu'il a écrit pendant la guerre, pendant la douleur et pendant l'héroïsme de la France. « Cette noble France, cette chevaleresque France, dont l'art... » etc. Et : « ce peuple de fine culture... » Oui, nous lisons ces mots aimables, dans *la Cloche Roland*; mais l'auteur de *la Cloche Roland* les attribue à son interlocuteur allemand : c'est un Allemand qui affecte de prononcer ces mots aimables, pour donner à entendre que l'Angleterre a fait tout le mal. M. Joergensen plaint amèrement le martyre de la Belgique; et, le martyre de la France, il ne l'ignore pas, mais il le néglige, ou il a l'air de le négliger. Peu importe; et, en quelque façon, cela vaut mieux, si l'impartialité de ses jugemens est ainsi plus

manifeste. L'année qui a précédé la guerre, M. Joergensen assistait, à Metz, au congrès du Centre allemand. Donc, il était l'ami des catholiques allemands. Par exemple, il était l'ami de l'éminent M. Erzberger, député, l'un des personnages du Centre allemand; l'ami de ce surprenant bonhomme qui, dans les premiers mois de la guerre, appelait éperdument les chimistes à la rescousse et les suppliait d'inventer une drogue « pour anéantir Londres tout entier. » Londres? Cela ne suffisait point aux vaillans désirs du très pieux bonhomme : il demandait qu'on eût le moyen de « déverser une pluie de feu sur le sol anglais. » Il ajoutait : « Tous les moyens sont bons ! » Et il s'écriait : « Pas de sentimentalité ! » M. Joergensen semble n'avoir pas lu cet Appel aux chimistes, de son vieil ami le député catholique Erzberger : il n'en fait pas état. Mais, à défaut de l'Appel aux chimistes, qui réconciliait le catholique Erzberger avec l'athée Ostwald, l'Appel au monde civilisé permettait à M. Joergensen de s'instruire. Ce n'est pas un ami de la France et des Alliés qui juge l'Allemagne : c'est un ancien admirateur de l'Allemagne qui revient de son erreur. Et, plutôt encore, c'est un chrétien, que des hypocrites ont déçu.

Il croyait l'Allemagne sincèrement et profondément religieuse. Il approuvait que les catholiques fussent « en bonne situation » dans ce pays protestant; que le gouvernement montrât de la clémence à leur égard, et beaucoup plus que de la clémence, de la sympathie; et il appréciait, en Guillaume II, le bienfaiteur des bénédictins, hélas! « tandis que la France persécute le catholicisme, chasse les religieux et les religieuses, enlève la religion des écoles. » Avant de s'être informé, sans doute aurait-il admis volontiers cette parole qu'il prête à l'un de ces Tartufes : « En vérité, il faut être aveugle pour ne pas voir où l'on combat au nom du Christ, et où l'on ne combat pas en son nom ! » Et l'archevêque de Fribourg a dit : « Nombreux sont les ennemis qui nous environnent. Mais nous nous fions à la justice de notre cause et à l'aide de Dieu. » L'évêque d'Osnabrück a dit : « De notre côté est le droit. C'est pourquoi Dieu est aussi de notre côté. Quand Dieu est pour nous, qui peut être contre nous ? » L'évêque de Rottenburg a dit : « Dieu est avec nous, comme il est écrit sur le heaume de notre pieuse armée; et nos soldats sont les lutteurs de Dieu qui, au nom de Dieu et avec la grâce de Dieu, ont accepté la lourde tâche de la guerre. » Solennelles affirmations de prélats catholiques, et bien dignes d'être colportées : la propagande impériale les a publiées dans tout l'univers catholique; il est certain qu'elles ont eu de l'influence. Et M. Joergensen réfute, catholique fervent qui

s'adresse à des catholiques, les deux évêques et l'archevêque de Germanie : « Je réponds à cela : le royaume de Dieu ne consiste pas en paroles, mais en vertus. Je réponds à cela par la plainte du prophète au nom de l'Éternel : ce peuple m'honore des lèvres, mais son cœur est loin de moi. Je réponds que le disciple de Jésus n'est pas celui qui crie : Seigneur ! Seigneur ! mais celui qui fait la volonté du Père céleste. Il y a dans l'Évangile une parabole où il est question d'un homme qui avait deux fils. L'un disait à son père : je veux faire ta volonté. Il alla, et ne la fit pas. L'autre refusait d'obéir ; mais il alla et fit ce que le père lui avait ordonné. Lequel des deux était le vrai fils ? demande Jésus. » Et peut-être ai-je tort de supposer que M. Joergensen n'a pas beaucoup d'attention pour la France...

Il a réfuté l'archevêque de Fribourg, les évêques de Rottenburg et d'Osnabrück ; et, pour se garantir, il a les paroles de l'Évangile. Mais enfin, l'autorité des deux évêques et de l'archevêque ne lui eût-elle aucunement imposé ? Il ne les accuse pas de fraude volontaire. Ces prélats allemands demeurent dans leurs tranquilles et agréables palais épiscopaux, loin de la guerre et, aux heures de repas, « rompent le pain que leur procure un gouvernement protestant : » bref, il ne s'agit pas de les mépriser, ni seulement d'être, à leur égard, trop sévère. Ils ne savent pas ; ou ils ne savent guère. Et, quoi qu'il en soit de l'erreur où leur discernement succombe, il y a un autre prince de l'Église catholique, un évêque, primat du pays des martyrs, qui a vu sa cathédrale tomber sous les obus des Barbares et qui, du milieu des ruines, élève sa voix incontestable. Pour la Noël de l'année 1914, le cardinal archevêque de Malines écrivait : « Lorsque, le 2 août, une Puissance étrangère, confiante dans sa force et oublieuse de la foi des traités, osa menacer notre indépendance, tous les Belges, sans distinction ni de parti, ni de condition, ni d'origine se levèrent comme un seul homme, serrés contre leur Roi et leur gouvernement, pour dire à l'envahisseur : tu ne passeras pas ! Du coup, nous voici résolument consciens de notre patriotisme : c'est qu'il y a en chacun de nous un sentiment plus profond que l'intérêt personnel, que les liens du sang et la poussée des partis ; c'est le besoin et, par suite, la volonté de se dévouer à l'intérêt général, à ce que Rome appelait la Chose publique, *res publica!* » Il est impossible de concilier les déclarations de l'archevêque de Malines et les déclarations des prélats allemands. Il faut choisir. Et M. Joergensen a choisi.

Le mandement du cardinal Mercier le mène à des conclusions que voici. La Belgique s'est dressée contre l'envahisseur au nom du droit,

que la mention de Rome certifie : Rome antique et Rome nouvelle ; la notion du droit que Rome antique a élaborée se confond avec le précepte de justice que représente Rome chrétienne. Or, l'Angleterre n'est pas entrée dans le conflit pour un autre motif que sa volonté de maintenir le droit. Si l'on en doute, qu'on relise la conversation terrible du 4 août 1914, dont les interlocuteurs furent l'ambassadeur de la Grande-Bretagne et le chancelier de l'Empire allemand. L'ambassadeur de la Grande-Bretagne refusait toute incertitude relative aux engagemens pris ; le chancelier de l'Empire allemand plaçait bien au-dessus de la fidélité aux engagemens pris l'intérêt de l'Allemagne. Les nations qui se sont réunies contre la déloyauté allemande forment la coalition du droit contre la force impertinente. Les Alliés s'appellent Rome et s'appellent le Droit ; et l'Allemagne, qui était la force, est aujourd'hui la force prête à chanceler devant le Droit. « La Germanie contre Rome : c'est une formule qui contient l'essence de la guerre mondiale. Une culture (la culture allemande) fondée sur le sentiment, sur la passion, sur l'arbitraire et l'égoïsme contre une culture fondée sur la raison, sur la réflexion, sur la volonté réfléchie et sur l'altruisme. Une culture païenne, pour dire le mot suprême, contre une culture chrétienne ! »

Au bout de son enquête impartiale, M. Joergensen arrive à l'authentique vérité. Il a écarté les nuées que la propagande et la subtile manigance des Germains avaient accumulées autour de la vérité. Il a débrouillé cette vérité : la Germanie continue la sauvagerie ancienne ; le christianisme ne l'a pas civilisée. Elle est, pour ainsi parler, antérieure à la civilisation chrétienne ; et elle dure, en son état de barbarie que les siècles n'ont pas disciplinée. Elle est païenne et l'ennemie de ;a religion qu'elle fait semblant de venger. Les soldats allemands, en Belgique, se sont acharnés contre les églises, les prêtres ; ils ont souillé les sanctuaires, profané les objets du culte. Et ils criaient : « A bas le catholicisme ! » L'archevêque de Fribourg n'y peut rien, ni l'évêque de Rottenburg, ni l'évêque d'Osnabrück. L'imposture allemande se dévoile ainsi. Et l'auteur de *la Cloche Roland*, c'est un homme que l'Allemagne avait séduit, que le sacrilège soudain scandalise. Il a crié au scandale ; et on l'entendra.

ANDRÉ BEAUNIER.

REVUE SCIENTIFIQUE

PHYSIOLOGIE DE L'AÉROPLANE

Avant la guerre déjà, il n'était personne dans le public qui ne fût enthousiasmé des progrès stupéfians de l'aviation, étonné de ses promesses, rêveur devant son avenir. Dans ces sentimens il y avait quelque chose d'un peu mystique ; l'avion avait réappris aux foules à lever leurs regards vers le ciel, vers cette petite bulle d'air qu'est l'aérosphère, vers cet azur qui, parce qu'on n'en voit pas la limite pourtant bien proche, a évoqué de tout temps l'idée de l'infini. On l'avait désappris, ce geste, qui n'est, quoi qu'en pense Ovide, nullement spontané chez l'homme ni conforme à sa conformation vertébrale ; il faut en effet que le tendre poète latin ait été curieusement réfractaire au torticolis pour croire que l'*os sublime* est réellement et naturellement humain.

Les merveilles accomplies par l'aéroplane, ses « performances, » comme on dit dans un certain argot, que la guerre a amplifiées et fait rebondir sur son dur tremplin, les vitesses et les altitudes atteintes par l'aviateur, les poids qu'il emporte, les trajets immenses qu'il parcourt, les culbutes même qu'il est capable de faire impunément et qui défient audacieusement la pesanteur, tout cela a dépassé beaucoup ce qu'on avait rêvé. Dans l'espace millénaire et pourtant bien bref qui s'étend du rêve puéril d'Icare aux exploits de nos modernes pilotes de l'air, il y a tout ce qui sépare le mythe du réel, l'espoir de la possession, la fiction de l'être. Et, comme chaque fois qu'on aborde dans un de ces havres superbes que la science a creusés, l'antithèse ici n'est nullement en faveur de la légende, et la réalité monte à des hauteurs où n'avaient point atteint les ailes dorées de la fantaisie.

Rien à mon sens ne montre mieux l'infirmité du pauvre cerveau humain, que son incapacité de concevoir, même lorsqu'il ouvre toutes écluses à l'imagination, des choses qui ne se trouvent quelque jour pauvres et puériles à côté de ce que la réalité enferme dans son flanc insondable. D'un autre côté rien ne montre mieux la puissante grandeur de ce cerveau que son pouvoir de réaliser toujours plus qu'il n'avait rêvé... Ainsi, selon l'angle visuel et selon l'humeur du moment, on peut humilier ou glorifier le bipède humain! C'est un double soin dont les moralistes se sont à l'envi très prolixement acquittés depuis toujours. Aussi bien s'agit-il ici de physique et non de morale.

* * *

A propos de l'étourdissante progression de la navigation aérienne, on a écrit maintes fois qu'elle avait pris la science au dépourvu, qu'elle n'était que le fruit de l'empirisme et que les savans n'étaient arrivés à la rescousse avec leurs x qu'après la bataille, comme les carabiniers d'Offenbach. Rien n'est plus faux. La théorie complète de l'aéroplane a été mise sur pied par les Cayley, les Pénaud, les Chanute, les Langley, les Ader, — noms dignes de plus de célébrité qu'ils n'en possèdent, — bien avant la réalisation qui ne dépendait que d'un progrès pratique lié lui-même à de hautes questions de théorie : le moteur léger.

Uniquement sportive avant la guerre, c'est-à-dire sans application pratique réalisée, l'aviation a pris, au cours de celle-ci, une importance sans cesse grandissante, dont nous expliquerons les causes et les effets. L'avion s'est révélé comme un engin de guerre sans égal par la multiplicité des rôles militaires qu'on peut lui assigner, et les changemens qu'il a introduits dans les anciens modes de combat. Enfin de tous les moyens de locomotion connus, traction animale, traction mécanique, terrestre, aérienne, ou marine, il se trouve être le seul qui ait été jusqu'ici utilisé uniquement dans l'art de la guerre.

Le moment nous paraît donc venu d'examiner en y mettant toute la concision compatible avec une nécessaire clarté les questions suivantes : Qu'est-ce qu'un avion? Pourquoi et comment fonctionne-t-il? Quelles sont en conséquence les diverses modalités réalisables et déjà réalisées de son emploi à la guerre.

J'aborderai d'abord la première de ces questions. Mais, au lieu de commencer par l'étude scientifique du problème, par l'étude de cette science de l'aérodynamique à laquelle la France a contribué, comme nous verrons, par de si beaux travaux, je crois préférable d'entrer

immédiatement dans le vif du sujet et d'examiner comment est fait un aéroplane, et comment il fonctionne, supposant connus certains résultats expérimentaux. Quant à la façon dont ceux-ci ont été obtenus, quant à l'aérodynamique, aux méthodes délicates et variées dont elle a enrichi la science du vol et qui sont tout imprégnées de l'ingénieux génie français, j'en ferai l'objet d'une prochaine chronique, avant d'aborder, pour finir, l'étude militaire de l'aéroplane.

Je le ferai en m'inspirant quelque peu de la marche suivie dans leurs récentes publications par M. de Guiche et par M. Maurain qui sont parmi nos meilleurs aérotechniciens, et en évitant néanmoins toutes les formes trop techniques, bien qu'il soit difficile de faire sur l'aviation, sans le secours de quelque mathématique, un exposé d'une diaphanéité vraiment aérienne.

*
* *

On peut distinguer dans un avion quelconque deux parties essentielles : celle qui lui sert à se soutenir dans l'air, à s'appuyer sur lui, et celle qui lui sert à avancer. La première comprend les ailes et les gouvernails, qui servent, comme nous verrons, à porter l'appareil, et à maintenir son équilibre et sa direction; elle comprend aussi des organes passifs, la nacelle où se placent les aviateurs, le combustible, les instrumens et armes et le train d'atterrissage qui facilite le départ et l'arrivée de l'appareil. La partie motrice de l'avion comprend le moteur et l'hélice, organes de son avancement dans l'air, de sa traction.

Examinons d'abord pourquoi et comment fonctionne la partie sustentatrice de l'avion : les ailes sont constituées, comme chacun sait, par des surfaces minces à peu près planes et à peu près rectangulaires, légèrement inclinées vers le haut (de l'arrière à l'avant) et dont l'envergure, de même que pour les ailes d'un oiseau, est très supérieure à leur largeur. L'hélice mue par le moteur fait avancer ces surfaces dans l'air, de même qu'une hélice marine propulse dans l'eau le navire auquel elle est fixée. L'aile en avançant heurte vivement par sa surface inférieure l'air dans lequel elle avance ; cet air se comprime contre elle et a tendance à résister à son mouvement ; et comme cette compression s'exerce sous l'aile, elle tend à la soulever, tout en s'opposant à sa marche. D'autre part et au contraire, il se produit, pour les mêmes causes, une sorte de vide, de dépression sur la face supérieure de l'aile parce que cette face est dirigée vers l'arrière et que l'air ne remplit pas instantanément l'espace vide laissé par l'aile der-

rière elle dans son mouvement. Ces dépressions ne sont jamais d'ailleurs très considérables, et elles sont au plus, dans les avions existans, d'environ cinquante grammes par centimètre carré de l'aile (elles seraient vingt fois plus fortes, si ces dépressions correspondaient à un vide parfait).

Quoi qu'il en soit, la pression exercée par l'air sur la partie inférieure de l'aile légèrement inclinée, est, l'expérience le prouve, et, comme il est naturel, d'autant plus forte que l'aile se déplace (sous une inclinaison supposée invariable) avec une vitesse plus grande. Il arrive donc, lorsqu'on augmente la vitesse de translation de l'aile, un moment où la résistance de l'air est assez forte pour la soulever; à ce moment la poussée de l'air est égale au poids soulevé.

Chacun de nous a vu, dans les *music-halls*, ces jongleurs qui lancent d'une main adroite des cartes à jouer d'un bout à l'autre de la salle. La seule précaution prise par le lanceur est d'incliner légèrement la partie antérieure de ces cartes vers le haut. Elles se comportent alors exactement comme une aile d'aéroplane. Il faut que l'aile soit inclinée dans ce sens-là et non dans l'autre pour la même raison qui fait, si j'ose employer cette analogie simpliste, que, lorsqu'on caresse un chat à rebrousse-poil on soulève ses poils, tandis qu'on les aplatit au contraire dans l'autre sens : une partie de la vitesse de la main s'applique aux poils comme si elle leur était perpendiculaire dans un sens ou dans l'autre, de même que la poussée de l'air a une composante dirigée normalement à l'aile et qui s'oppose à son poids, et une autre dirigée parallèlement à celle-ci et sans effet sur ce poids.

Considérons maintenant une surface mince, plate et rectangulaire comme une aile d'avion ou une très grande carte à jouer se déplaçant dans l'air, légèrement inclinée vers le haut d'un angle constant, l'expérience prouve que la pression de l'air sur les deux faces dépend de trois facteurs : 1° la vitesse du déplacement; 2° les dimensions de la surface; 3° l'inclinaison de la surface par rapport à la direction de sa translation, et qu'on appelle l'angle d'attaque.

1° La pression de l'air qui s'exerce sur la face inférieure de l'aile et la dépression qui s'exerce de l'autre côté, et desquelles dépend exclusivement la force qui soulève l'aile augmentent très vite avec la vitesse; elles augmentent comme le carré de cette vitesse; c'est-à-dire que, si la vitesse double, la poussée de l'air quadruple. Supposons pour prendre un exemple qu'une vitesse de 50 kilomètres à l'heure allège de 300 kilos le poids apparent d'un avion; pour une

vitesse de 100 kilomètres à l'heure, ce poids sera allégé de 1 200 kilos. Dès que le poids de l'appareil sera inférieur à celui dont il est allégé par la poussée, il se soulèvera du sol et s'envolera; l'appareil volera horizontalement lorsque sa vitesse sera telle que la poussée de l'air soit inférieure à son poids; il montera pour une vitesse supérieure, il descendra pour une vitesse moindre. Il va sans dire que le poids à considérer ici est non seulement le poids des ailes elles-mêmes, mais le poids de tout l'avion (moteur, fuselage, etc.).

2° Si on prend deux ailes de même profondeur ou largeur, mais d'envergures différentes, l'expérience prouve que la poussée de l'air est proportionnelle à cette envergure. Par exemple, sur une aile de 2 mètres de large et de 20 mètres d'envergure, à une vitesse donnée, la poussée de l'air est quatre fois plus grande que sur une aile de même largeur et de 5 mètres seulement d'envergure.

Si au contraire on compare entre elles deux ailes de même envergure et de profondeurs inégales, les mesures faites (par les méthodes que nous décrirons) montrent que la force portante de l'air ne croît pas indéfiniment lorsqu'on augmente la profondeur de l'aile. Il existe une profondeur d'environ 1 mètre qu'il y a intérêt à ne pas dépasser sous peine de voir *diminuer* ensuite la force portante de l'air. Ce fait, paradoxal en apparence, est dû aux remous que le bord d'attaque de l'aile produit à une certaine distance en arrière. C'est par suite de ce phénomène dûment constaté que presque tous les avions, quelle que soit leur envergure, ont à peu près la même profondeur d'ailes.

3° La force portante de l'air dépend évidemment de l'angle d'attaque, c'est-à-dire de l'inclinaison de l'aile par rapport à l'horizontale, si on suppose le cas simple où l'avion se déplace parallèlement au sol. Si en effet l'angle d'attaque était nul, c'est-à-dire si l'aile supposée plane se déplaçait exactement dans le sens de sa tranche, il n'y aurait aucune différence entre les pressions exercées sur le dessus et le dessous de l'aile, mais, d'autre part, la résistance à l'avancement de l'aile serait infiniment faible ; aucune force ne la soutiendrait, mais une force faible suffirait à la déplacer très vite. Si donc on l'incline très légèrement sur l'horizon, la poussée de l'air la soulèvera un peu, et cette poussée sera multipliée par le carré de la grande vitesse, à laquelle la faible résistance à l'avancement permettra d'amener l'appareil. Si au contraire, l'angle d'attaque était le plus grand possible et égal à un angle droit, c'est-à-dire si l'aile était perpendiculaire à son déplacement, la résistance à l'avancement sera énorme, puisque l'aile résiste de toute sa surface à son déplacement dans l'air ; d'autre

part, la force portante de l'air sera nulle comme dans le premier cas. De tout ceci il résulte évidemment qu'on obtiendra les conditions les plus favorables à une bonne sustentation en se rapprochant le plus possible du premier des deux cas extrêmes précédens, c'est-à-dire en donnant aux ailes un très petit angle d'attaque, dont l'*expérience* montre d'ailleurs dans chaque cas particulier, mieux que toute théorie, la valeur la plus favorable. En fait, les angles d'attaque utilisés pratiquement en aviation sont toujours inférieurs à 20 degrés. On conçoit d'ailleurs *a priori* qu'il y ait au moins une valeur pour laquelle cet angle est le plus favorable possible, puisque lorsqu'il est égal à zéro ou à un angle droit, la sustentation est nulle, et qu'elle est toujours positive pour des valeurs intermédiaires.

Nos lecteurs voudront bien me pardonner ce que ces considérations ont d'un peu abstrait; ils le feront, j'espère, avec d'autant plus d'indulgence que je dois avouer que j'ai dû en sacrifier un peu la rigueur aux dépens de la simplicité.

Ainsi qu'on vient de le voir, la résistance à l'avancement de l'avion dont dépend pour un moteur donné sa vitesse, est fonction pour une grande part de ses parties passives et en particulier de la nacelle. On a trouvé que la forme qui convient le mieux à celle-ci pour réduire au minimum la résistance à l'avancement est une forme arrondie à l'avant et effilée à l'arrière. L'expérience a prouvé en effet qu'il se forme à l'arrière des mobiles en mouvement dans l'air une zone vide d'air qui provoque une sorte d'aspiration retardatrice, qu'on n'atténue qu'en donnant à l'arrière des corps en mouvement une forme effilée. Pour bien faire, c'est donc à l'arrière des trains qu'il faudrait mettre le coupe-vent effilé des locomotives. On a appliqué cette curieuse constatation dans les plus récens dirigeables qui sont plus pointus et fins à l'arrière qu'à l'avant; et aussi dans certaines automobiles et dans certains types de navires récens. Chose curieuse, les poissons qui pourtant n'ont, à ce qu'on croit, jamais étudié la dynamique des fluides, s'étaient depuis longtemps, à l'usine ingénieuse de l'adaptation, fabriqué des formes analogues.

Tout ce que nous venons de dire s'applique aux ailes planes. Cela s'applique à peu près aussi aux ailes légèrement incurvées vers le bas, — comme celles des oiseaux, — que l'on a peu à peu substituées aux ailes planes dans les avions. Ces ailes un peu concaves se sont en effet, à l'expérience, montrées un peu supérieures aux planes. La principale raison, — ou du moins la seule que sa faible complexité nous permette d'indiquer ici, — en est qu'avec une aile légèrement

incurvée vers le bas, les pressions de l'air sous l'aile sont plus considérables, de même que les dépressions sur sa partie supérieure. C'est l'expérience qui a prouvé tout cela, l'expérience « source unique de la vérité, » suivant la parole d'Henri Poincaré, qu'il se faut jamais se lasser de répéter.

* * *

Un avion étant donné, que meuvent une ou plusieurs hélices commandées par un ou plusieurs moteurs, et que portent deux ailes, il faut pouvoir à volonté le faire monter ou descendre, le diriger à droite ou à gauche, c'est-à-dire le faire virer. Ces mouvemens doivent pouvoir être imprimés à l'avion dans un air calme, ou plutôt dans un vent régulier, lorsqu'on veut modifier sa route; ils doivent aussi pouvoir lui être imprimés, lorsque, sans changer sa route, on subit l'effet d'irrégularités atmosphériques qui modifient, indépendamment de la volonté du pilote, l'orientation et l'inclinaison de l'avion.

Tout cela, qui constitue en somme le pilotage de l'aéroplane, est obtenu au moyen des gouvernails de direction et de profondeur, et au moyen des ailerons ou des organes de gauchissement. Nous allons très brièvement indiquer comment fonctionnent ces diverses gouvernes. Celles-ci sont commandées généralement à la main ou au pied par des leviers et des fils de fer et des mécanismes simples qu'il n'est pas utile de décrire ici.

Supposons qu'un pilote volant en ligne droite horizontalement veuille obliquer à droite ou à gauche. Il n'a qu'à déplacer pour cela son gouvernail de direction, qui est constitué par un ou plusieurs petits plans verticaux mobiles autour d'un axe vertical, et semblables à la queue de la plupart des poissons ou au gouvernail des petits canots chers aux habitués de Bougival. Ce gouvernail est généralement placé à l'arrière de l'avion à l'extrémité du fuselage; il agit en vertu du même phénomène qui actionne le gouvernail des navires : en inclinant le gouvernail de direction vers la droite, l'avion tourne à droite : la résistance à l'avancement se trouve en effet augmentée de ce côté, l'avion a donc moins de vitesse du côté de son aile droite que de son aile gauche, et il tourne forcément vers la droite, de même qu'un chariot tiré par deux chevaux, dont l'un va beaucoup plus vite que l'autre tourne du côté de ce dernier.

Le gouvernail de profondeur qui permet au pilote de monter ou de descendre est fondé sur un principe semblable. Il consiste en un ou plusieurs petits plans mobiles autour d'un axe horizontal. Supposons,

pour simplifier, que l'avion, volant horizontalement, ce gouvernail soit lui-même horizontal : si on le baisse légèrement, de telle sorte que son angle d'attaque soit positif, l'air exercera sur lui une pression qui relève l'arrière de l'avion; par conséquent, celui-ci, dans son ensemble, pique du nez vers le sol. Au contraire, en relevant le gouvernail de profondeur, on fait cabrer l'avion. On peut aussi, sans toucher aux gouvernes, faire monter ou descendre l'avion en modifiant simplement la vitesse de l'hélice, c'est-à-dire l'admission des gaz du moteur. Si on augmente cette vitesse, la force portante de l'air diminue d'après ce que nous avons vu et l'avion descend, et réciproquement. L'avion est pareil à un cheval bien rassemblé, comme lui en équilibre instable et qu'on peut modifier à volonté par l'une ou l'autre des aides du cavalier.

Pour achever cette rapide revue des gouvernes de l'aéroplane, il nous faut parler du gauchissement : le gouvernail de profondeur sert à assurer la stabilité longitudinale, à amortir le tangage aérien ; le gouvernail de direction assure la route ; reste à assurer la stabilité transversale de l'appareil, c'est-à-dire à maintenir la direction à peu près horizontale des ailes qui, pour des raisons variées, peut être perturbée, à corriger le roulis de l'océan atmosphérique, à relever l'aéroplane qui s'incline de façon dangereuse sur une aile ou, au contraire, à l'incliner convenablement sur le côté dans les virages. Tout cela a été réalisé d'abord au moyen du *gauchissement* entrevu par Pénaud et Mouillard, utilisé pratiquement par les Wright, et qui a rendu l'aviation possible. Le gauchissement, imité d'un phénomène qu'on constate dans le vol des oiseaux, consiste, comme son nom l'indique, à donner aux ailes des formes de surfaces gauches, de telle sorte que les deux ailes étant légèrement tordues en sens inverse, l'angle d'attaque de l'une d'elles soit augmenté, celui de l'autre diminué. Il est clair que l'une des ailes aura ainsi tendance à monter, l'autre à descendre. Cette sorte de torsion des ailes n'est plus guère réalisée aujourd'hui; elle imposait une fatigue et une déformation dangereuses aux matériaux de construction des avions. On préfère aujourd'hui, au gauchissement, l'emploi, identique au point de vue des résultats, de deux ailerons fixés à l'arrière des ailes, oscillant autour d'un axe horizontal, et dont la commande est telle que l'une s'élève, tandis que l'autre s'abaisse. Ainsi est réalisée la dissymétrie qui permit de rétablir ou de modifier l'équilibre latéral des avions.

Nous sommes maintenant en état de comprendre les manœuvres diverses, qu'accomplit le pilote pour se détacher du sol, s'élever ou

s'abaisser, se diriger à son gré, suivant les trois dimensions de l'espace.

Mais ce qu'on ne peut imaginer lorsqu'on ne les a point partagées ce sont les impressions exquises que procure une croisière aérienne faite à toute la vitesse d'un rapide avion de chasse. A celui qui ne les a pas éprouvées, il manque quelque chose d'aigu et d'inimaginable dans la gamme des sensations permises à l'homme moderne.

C'est d'abord le départ, la rapide montée du passager dans le capot le long de la coque brillante et légère, où on s'encastre dans un siège étroit, devant le pilote, escalade qui me rappelle je ne sais pourquoi celle des antiques et périlleuses impériales des petits omnibus d'il y a vingt-cinq ans. Ainsi parfois s'établissent des analogies imprévues entre les choses les plus extrêmement différentes. Puis l'hélice est mise en marche et vous martèle les tympans de son impérieux bourdonnement, si brutal et si fort qu'il rend muet tout ce qui n'est pas lui, vous enveloppe d'un écran sonore imperméable aux autres bruits, si bien que vous ne pourrez pas échanger dans le vol un seul mot avec votre compagnon qui est là à 50 centimètres derrière vous, et que seuls des gestes ou le secours d'un papier hâtivement griffonné laisseront votre pensée communiquer avec la sienne. — Vent debout, — car il faut le plus vite possible « décoller, » et plus le vent relatif est fort, plus le soulèvement de l'avion est rapide, l'oiseau aux ailes géométriques s'est mis à rouler sur le sol d'une allure légère et souple.

« Même quand l'avion roule, on sent qu'il a des ailes, » puis c'est l'envol, sans à-coup, sans brutalité, sensible seulement à ce que soudain toutes les vibrations, tous les petits cahots qui vous donnaient un peu la sensation d'être en automobile, ont cessé, comme fondus tout à coup dans une sorte de glissade fluide et douce. Puis ce sont les sensations indicibles de la montée rapide en spirale, de l'espace qui défile si vite qu'on croirait n'en pas faire partie plus que de toutes ces maisons, de tous ces arbres, de ces routes, de ces petits bipèdes qu'on voit là-dessous, collés au sol par cette chose, la pesanteur, qu'on vient de jeter par-dessus bord. Mais tout cela a été décrit et chanté mille fois déjà par les poètes et même les prosateurs, qui ce jour-là se sentent tous poètes. Aucune description, aucune richesse verbale qui ne soit mesquine et inadéquate à la subtile douceur de toutes les sensations qu'on éprouve alors et qu'on déformerait à les vouloir trop précisément formuler !

Nous avons vu quel est le mécanisme du vol ascendant, du vol descendant, des changemens de direction et des virages. Il est une forme de vol que nous voulons expliquer d'un mot, c'est le vol plané qui sert

surtout pendant la difficile et périlleuse manœuvre de l'atterrissage.

Quant l'hélice est arrêtée, ou tourne assez lentement pour ne plus donner de traction, l'avion descend en vol plané et son équilibre est alors tel que la poussée totale de l'air soit exactement égale et opposée au poids de l'appareil. Le pilote peut d'ailleurs, dans une certaine mesure, diminuer la pente de descente, ce qui peut être utile pour lui lorsque le vol plané lui est imposé par un arrêt, une panne, — mon Dieu ! que voilà donc des mots peu orthodoxes ! — du moteur et qu'il y a intérêt à atteindre un point le plus éloigné possible de celui où on se trouve. Il existe, en effet, une certaine incidence, qui dépend des appareils et qui est telle que la descente en vol plané se fasse avec la pente la plus faible possible. Avec les avions les plus parfaits à cet égard, cette incidence est de 12 centièmes (ou 1/8 environ). Cela veut dire qu'un pilote commençant alors le vol plané à 1 500 mètres d'altitude par exemple, atterrira, après avoir parcouru au plus 12 kilomètres en distance horizontale.

Ces chiffres se rapportent naturellement à un temps calme. S'il y a du vent, le phénomène de la dérive intervient, comme pour un bateau en mouvement dans le courant d'un fleuve, et modifie la trajectoire de l'avion. Cette modification est d'ailleurs très simple en cas de vent régulier. Elle est définie exactement par le principe de relativité. Celui-ci indique que la seule chose à considérer, c'est la *vitesse relative* de l'air par rapport à l'avion. Quant à l'atterrissage, il doit s'exécuter comme le départ par vent debout, car il y a tout intérêt à diminuer la vitesse de l'avion par rapport au sol lorsqu'ils entreront en contact, et cette vitesse est évidemment réduite par un vent contraire.

* * *

Nous avons supposé jusqu'ici que la marche de l'avion a lieu dans un air calme ou dans un vent régulier, c'est-à-dire de vitesse et de direction constantes. Ce cas idéal n'est que rarement réalisé. En fait, les aviateurs évoluent au milieu d'une atmosphère constamment troublée et où la pression atmosphérique, ni la température ne sont régulières et où le relief du sol suffirait à lui seul, à défaut de toute autre cause perturbatrice, à produire des plissemens d'air.

Dans un vent régulier, l'appareil est déporté régulièrement et une dissymétrie donnée, constamment maintenue dans les gouvernes, assure la marche de l'appareil à la volonté du pilote. Celui-ci a toujours la sensation d'un vent debout qui ne dépend que de la vitesse relative.

Ce sont donc uniquement les *variations* de la vitesse ou de la direction du vent, — et une variation de direction, la vitesse restant constante, se traduit par une variation de vitesse dans le sens de la marche, — qui peuvent troubler l'équilibre de l'appareil et sa route.

L'avion peut rencontrer des courans d'air ascendans ou descendans produits dans l'air par des différences anormales de température, au-dessus de certains endroits surchauffés (remous de chaleur) ou au contraire frais, comme les bois et les vallées qui refroidissent l'atmosphère sus-jacente. — De pareils courans d'air peuvent être produits aussi par les plis accentués du terrain qui engendrent au-dessus d'eux des sortes de vagues aériennes.

Un courant d'air ascendant soudainement rencontré a pour effet d'augmenter l'angle d'attaque, donc de faire monter l'avion. Un courant d'air descendant le fait au contraire baisser. Cette sensation brusque de descente est, — en avion comme en ascenseur, — beaucoup plus vivement ressentie physiologiquement que la montée. D'autre part, une descente rapide et imprévue est toujours beaucoup plus dangereuse auprès du sol qu'une montée équivalente. De là vient que les aviateurs ont donné au premier de ces phénomènes le nom de « trou d'air, » sans penser qu'à côté des trous d'air, il y a des « pics d'air. » — Il n'est pas douteux que les courans d'air descendans, les trous d'air ont été cause d'un grand nombre de chutes soudaines et d'écrasemens inexpliqués d'avions sur le sol. Tant il est vrai, les pilotes le savent bien, qu'à l'encontre de ce qu'on pourrait croire *a priori*, il est, — même à l'abri des balles et des obus, — beaucoup plus dangereux de voler près du sol qu'à une grande hauteur.

Les variations horizontales de la vitesse du vent ont pareillement pour effet, lorsqu'elles se produisent dans le sens de la marche de l'avion, de faire monter ou descendre soudain celui-ci. Lorsqu'elles ont lieu obliquement, par rapport à la marche, elles se traduisent par une variation brusque dans l'orientation de l'avion.

Toutes ces causes perturbatrices ont des effets encore plus graves lorsque les filets d'air perturbateurs sont suffisamment étroits pour n'agir que sur une partie de l'appareil, une seule aile, par exemple, ou la queue. Le déséquilibre produit est alors beaucoup plus profond.

L'essentiel de l'art du pilote consiste précisément à savoir constamment, et par une manœuvre rapide et proportionnée des gouvernes et du gauchissement, rectifier volontairement, ou, mieux encore, d'une manière réflexe, toutes les causes de déséquilibre, et éviter tous ces écueils fluides et ces gouffres, diaphanes et perfides,

que l'océan aérien sème sous son envol. — Quant aux divers stabilisateurs, par lesquels on a voulu réaliser automatiquement ce redressement continuel de l'avion, il n'en est point encore de parfaits et qui dispensent l'aviateur d'avoir bien en main son oiseau.

***

Avion, aéroplane, aviation, aviateurs, gauchissement, tous ces mots que j'ai dû employer dans ce bref rappel de la constitution anatomique de nos modernes machines volantes, on les chercherait vainement, non point seulement dans les auteurs classiques, mais même dans les bréviaires modernes les plus complets de la langue française, dans Littré par exemple. C'est que, si *verba volant*, les choses volent plus vite encore que les mots et que les pensées même dont ils sont le balbutiant écho.

On s'est élevé naguère avec raison contre l'antagonisme factice que certains ont voulu créer entre les lettres et les sciences, entre les humanités et l'étude phénoménale de la nature. Peu avant la guerre, cette question fit couler beaucoup d'encre très docte, et chacun fut d'accord pour convenir que ces deux formes du perfectionnement humain étaient faites pour se compléter et marcher fraternellement unies, la main dans la main, fortifiées l'une par l'autre. Pourtant, en y réfléchissant, il me semble qu'à un petit point de vue au moins, les zélateurs d'une religion littéraire exclusive de toute hérésie scientifique auraient eu quelque raison de justifier leur attitude : n'est-ce pas la science en effet qui, par toutes les choses nouvelles qu'elle invente, par les phénomènes imprévus qu'elle découvre, inflige à la langue tous ces néologismes qui, comme ceux que nous venons de citer, en changent la physionomie et l'usage? N'est-ce pas elle qui, dans une certaine mesure, contribue le plus à archaïser la belle langue fixée par les classiques, à en périmer la valeur et la vitalité? A moins qu'on ne considère, au contraire, qu'une langue est d'autant plus admirable qu'elle est plus vivante, comme l'eau qui est plus belle lorsqu'elle coule ; et alors, en accélérant l'évolution du parler, en y provoquant les changemens qui, là comme ailleurs, sont ce qui caractérise la vie, la science serait, au contraire, le viatique le plus précieux de la langue. J'avoue qu'entre ces deux points de vue je ne sais quel est le bon... Peut-être est-ce un troisième.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La réponse allemande à la note du Président Wilson (20 avril) étant du 4 mai, et la réplique américaine du 8, nous n'avons pu, au jour où nous écrivions notre dernière chronique, en avoir et en donner qu'une impression hâtive. Il vaut la peine d'y revenir, ou plutôt, si l'on en a assez dit sur le texte des documens eux-mêmes, de voir quelles réactions ils ont provoquées sur ce qu'il faut bien appeler l'âme allemande. Encore n'avons-nous d'autre moyen de les connaître que de lire les journaux, et l'on sait que la presse allemande est de toutes la plus disciplinée, la plus « inspirée, » la plus « orchestrée, » — c'est décidément le mot, — partant la moins sincère, en tout cas la moins spontanée. Même en temps de paix, la situation de « rédacteur » n'offre là-bas guère d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs de tout ordre et de tout degré; à plus forte raison, en temps de guerre. Il y est aussi difficile, plus difficile peut-être de se défendre des invitations que des interdictions; les gazettes les plus hardies ne parlent qu'après que les autorités ont pensé, et naturellement d'après ce qu'elles ont pensé. L'opinion publique est donc toujours, par reflet, — sauf deux ou trois exceptions sans crédit à cause de cette indépendance même qui passe pour de l'originalité, ou pis que cela, — l'opinion du gouvernement. Et donc, pour ce que nous y cherchons, le vrai dessein du gouvernement impérial, découvrant l'état au vrai de l'Allemagne au vingt-deuxième mois de la crise, ces témoignages indirects, émis sous le masque, soufflés en d'autres bouches, n'en auront que plus de valeur.

Ce n'est que le mercredi 10 mai, après midi, que la deuxième note de M. Woodrow Wilson, — la deuxième de cette dernière série, celle qui, en une quarantaine de lignes, se borne à prendre acte et à réserver la suite, — a été remise officiellement à M. de Jagow, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, par M. Gérard, ambas-

sadeur des États-Unis à Berlin. Immédiatement, simultanément, ou même un peu auparavant, dès qu'il avait été mis par ses informations en mesure de supposer à quel parti s'arrêterait, entre les quatre résolutions qui lui étaient offertes, le Président de la République américaine, le gouvernement impérial s'était empressé d'avouer sans réticence ni restriction que c'était bien un sous-marin allemand qui avait torpillé le *Sussex*. Les termes, sinon le sens, de la réplique de M. Wilson n'étaient pas encore définitivement fixés que quelques journaux officieux annonçaient, de la part de la Chancellerie, et que des radiotélégrammes d'agences répandaient dans le monde la nouvelle que l'ordre avait été déjà donné de conformer, à l'égard des neutres, la guerre sous-marine aux règles du droit international. Par là, l'on n'avait pas l'air de céder, on devançait; selon l'expression vulgaire, « on fendait avant le coin, » ou, à la chinoise, livrant tout le reste, « on sauvait la face. » En même temps encore, on essayait de rattraper une phrase imprudente des *Münchener neueste Nachrichten* qui avaient imprimé : « Ce que l'Allemagne *exige* des États-Unis, ce n'est pas qu'ils entament ou feignent d'entamer une conversation diplomatique avec l'Angleterre pour qu'elle desserre le blocus, c'est *qu'ils y réussissent.* » *Exiger*, peste! le mot était vif, alors que l'Allemagne embarrassée avait devant elle une Amérique en colère. Maintenant, il ne s'agit plus pour l'Empire allemand d'exiger, ni pour les États-Unis de réussir, mais seulement de montrer, ceux-ci de la bonne volonté, et celui-là un bon esprit. Plus tard même, quand le refus de mêler les questions aura été, par le Président, signifié d'un ton péremptoire, on soutiendra, comme si l'on pouvait supprimer les textes, que l'on n'avait rien demandé, rien du tout, fût-ce simplement non de réussir, mais de tenter. Peut-être, de son point de vue, M. Wilson avait-il raison, et valait-il mieux qu'il procédât distinctement, séparément, d'une part envers l'Allemagne, d'autre part envers l'Angleterre, que les choses et les causes ne fussent pas liées, que l'atténuation du blocus ne fût pas présentée par les États-Unis à l'Angleterre comme la condition ou la contre-partie de l'atténuation de la guerre sous-marine par l'Allemagne. Satisfait et reconnaissant, charmé de la générosité allemande, M. Woodrow Wilson ne pourrait pas manquer de se tourner ensuite du côté de la Grande-Bretagne, pour lui dire : « Et vous, qu'est-ce que vous donnez ? » En attendant, le plan est de paraître aussi modéré, aussi doux que possible, de s'humaniser autant que s'y prête le caractère national, et de faire sonner ce renoncement très haut. Sans doute, il n'est pas fort aisé de contenter

à la fois et les États-Unis et cette portion, militairement hystérique, du peuple allemand qui croit dur comme fer, parce qu'on s'est pendant un an acharné à le lui faire croire, que le sous-marin est la meilleure arme de l'Empire et que par conséquent il en doit faire un usage incessant et intensif, suivant l'idée géniale de M. de Tirpitz, victime d'intrigues débilitantes. Aussi l'Allemagne torpille-t-elle toujours, puisqu'elle ne saurait s'en passer ; mais elle appelle l'attention de l'univers, et de l'Amérique d'abord, sur les précautions qu'elle prend, et qu'elle aurait le droit de qualifier d'oratoires, car elle consent à « arraisonner » les navires de commerce avant de les couler; avant d'envoyer au fond de l'eau les voyageurs, elle pousse la complaisance jusqu'à leur expliquer pourquoi elle les noie; par exemple, dans le cas du *Pestalozzi :* affaire d'éducation. Notons pourtant que, dans le cas, tout voisin, du *Cymric*, l'équipage entier, 107 officiers et matelots, échappés par miracle, déclare qu'aucune de ces précautions n'a été prise. L'erreur, l'accident ou le malheur du *Sussex* a fait l'objet d'une confession tardive, mais formelle ; cependant, le lieutenant J. S. Otto Steinbrick, qui commandait le sous-marin torpilleur, l'U 18, a reçu de l'avancement, outre la croix de l'Ordre pour le Mérite : c'est ce qui constitue jusqu'ici tout son châtiment. Tandis que l'Empire allemand s'inclinait devant la République américaine, l'ancien attaché naval Boy-Ed, expulsé des États-Unis pour l'incorrection de sa conduite, était décoré de l'Aigle-Rouge de 3e classe avec cravate : à Washington, il eût fini par en avoir une de bon chanvre. Le jeu, le double jeu continue : deux visages, deux attitudes, deux morales, deux politiques : une pour le dedans, une pour le dehors ; dans la face féroce, le sourire patelin; les yeux hors de la tête, et, sur les lèvres, suivant la pente des événemens, le chant, aux strophes alternées, de la superbe et de l'humilité.

Cette duplicité est si évidente que certaines personnes, particulièrement méfiantes par tempérament ou par profession, se sont un instant imaginé que, comme il y a deux visages, il y avait eu, en réalité, deux réponses : la longue note d'un style rogue, arrogant et grognon, du 4 mai, et une autre, ayant toute la souplesse d'une déclaration purement orale, transmise, à l'issue des réunions tenues au grand quartier général, soit par M. Gérard, soit par le comte Bernstorff ; en somme, un document public et une assurance secrète. Quoi qu'il en soit de ce point d'histoire, qui sera un jour éclairci, il y a eu en effet deux répliques américaines, la deuxième signée de M. Robert Lansing, secrétaire d'État des États-Unis, confirmant, pré-

cisant encore celle du 8 mai, arrivée le 10 à Berlin, et fermant la porte à la folle espérance de voir, par un renversement soudain des positions, qu'aurait savamment machiné l'astuce de la Wilhelmstrasse, l'Amérique conduite à un conflit armé avec la Grande-Bretagne. Dans cette note complémentaire, M. Lansing rappelait qu'il existe entre l'Angleterre, la France, presque tous leurs Alliés, une vingtaine de Puissances, sauf l'Allemagne, d'une part, et les États-Unis de l'autre, un traité général d'arbitrage, aux termes duquel, s'il vient à surgir quelque différend, le litige doit être aussitôt déféré à un jury, composé d'un membre appartenant à chaque nation et présidé par un neutre; même si le désaccord ne peut être aplani, et si, pour le trancher, la guerre devient inévitable, les hautes parties s'obligent à ne recourir aux armes que lorsqu'il se sera écoulé un délai de toute une année. Que reste-t-il de cet avertissement? Que l'Angleterre a, dans un tel engagement, une garantie que l'Empire allemand n'a pas, si d'ailleurs elle n'était parfaitement superflue, les États-Unis étant parfaitement décidés à ne jamais traiter de même, comme actes équivalens, le blocus et l'assassinat. Pour prolonger l'illusion allemande, on se dit vainqueur du Président des États-Unis comme de la Quadruple-Entente; n'est-ce pas l'avoir battu que de l'avoir empêché de rompre sur l'heure? Pour endormir l'indignation américaine, on pince, en M. Wilson, la corde sensible : « Le Président est le défenseur naturel et le champion de tous les neutres. C'est à lui qu'il appartient de protéger l'Europe contre elle-même. » En l'amusant de la sorte, on gagne du temps, on se donne de l'air, on se ménage des occasions. Et qui sait? cette proposition, incidente et comme innocente, que l'Allemagne a négligemment jetée dans sa réponse du 8 mai, et où elle déclare que par deux fois elle a, vainement magnanime, ouvert des perspectives de paix, qui sait si elle sera perdue? M. Woodrow Wilson, flatté, séduit, la ramassera peut-être : mais le moins qu'elle puisse faire, c'est de paralyser aux États-Unis mêmes les interventionnistes, de dérouter et de retenir les neutres, de détendre l'énergie des ennemis, de calmer les angoisses et de bercer les souffrances du peuple allemand. Le gouvernement impérial l'assure, la presse allemande le répand, l'Allemagne le voit, c'est un succès : « Nous avons obtenu ce que nous voulions, sans compter ce que nous obtiendrons encore. » Mais de mauvaises langues racontent que, dans une dispute, un homme, furieux, en agaçait, harcelait, bousculait un autre : « Donne-moi un soufflet ! Mais donne-le-moi donc ! » « Voilà ! » fit tout à coup l'adversaire, à bout de patience. Et l'homme, soudain

apaisé : « Grand merci ! » puis, noblement, pour la galerie : « J'ai obtenu ce que je voulais. »

Depuis quinze jours, nous regardions le dynamomètre, ses indications sont certaines. La dégradation des nuances dans les articles des journaux, — articles commandés, insistons-y, presque dictés, — à l'égard des États-Unis et de M. Woodrow Wilson, marque le fléchissement des forces de l'Allemagne. Trois périodes : avant le 20 avril, pendant que le Président des États-Unis prépare et rédige sa note ; entre le 20 avril et le 8 mai, pendant que le gouvernement impérial lit, relit, épluche, et, tous ses flambeaux allumés, sous l'œil jadis étincelant de l'Empereur, diplomates, militaires, marins assemblés, ratiocine, ergote, fignole sa réponse, l'envoie, en attend l'effet ; après le 8 mai, lorsque rapide, directe, foudroyante, par une « rentrée d'autorité, » est arrivée la riposte américaine. Jusqu'au 20 avril, il faut voir de quelle encre M. Wilson est barbouillé. Dans un pays où les professeurs, même s'ils ne sont pas « Excellence, » règnent souvent avec indiscrétion, honorés d'un culte puéril, « le professeur Wilson » est vilipendé par le moindre scribe comme ne le fut jamais par Bismarck lui-même « le professeur Gladstone. » Les États-Unis, en tant que Puissance, sont ravalés au niveau le plus bas : leur marine est démodée ; leur armée n'existe point : ce qu'ils en ont est ridicule. Visiblement, on se propose d'intimider le Président. Après le 20 avril, quand il a bien fallu se rendre compte que sa main n'a pas tremblé, la presse allemande se partage. On se distribue les rôles. Les uns sont enragés ou font les enragés ; les autres font les calculateurs, les politiques, les raisonnables. Il s'agit de peser, si on le peut, sur la décision qui s'élabore péniblement dans le mystère bourdonnant du grand quartier général ; et, si on ne l'a pas pu, de colorer de feinte ou d'adresse, de « camoufler » en habileté la reculade, tout comme dans les bulletins de l'État-major où les retraites précipitées ne sont que des « redressemens stratégiques » voulus dès le commencement de l'action par la suprême sagesse. Entre le 4 mai et le 8 mai, sa réponse partie, l'Allemagne rit, ainsi qu'elle sait rire, du bon tour qu'elle vient de jouer aux États-Unis : elle se réjouit de la malice allemande, qui de nouveau s'affirme proprement *über alles*, et elle épie, avec une ironie dont on mesure toute la finesse, la tête que, pris dans les ficelles qu'elle lui a artificieusement tendues, va faire le pauvre Président Wilson. Après le 8 mai, quand cet homme juste et craignant Dieu est sorti du traquenard par la voie sacrée, par la ligne droite, quand il n'a eu, pour marcher dans

les pas d'Hercule, qu'à choisir la vertu, qui lui a paru plus simple, le gouvernement allemand, la presse allemande, le peuple allemand ont courbé la barre d'acier de leur échine; ils ont compris; ils ont accepté; ils ont salué. C'est un grand signe. Mais voici une curieuse coïncidence : le changement est devenu sensible à partir du 25 avril. Or, l'échec de la révolution d'Irlande est de la veille, lundi 24. Bien que ce fût le lundi de Pâques, il n'est pas impie de soupçonner que cette disgrâce fit, pour la conversion de l'Allemagne, autant, probablement, que put faire la grâce.

Nous sommes à présent renseignés ; nous savons, sinon où en est l'Allemagne, du moins où elle n'en est plus. Elle n'en est plus à la saison pleine de sève où, défiant la terre habitée par toutes les races, collectionnant les déclarations de guerre, elle s'écriait, comme il y a un an, lors de l'entrée en scène de l'Italie : « Encore un! Nous pouvons encore nous charger de celui-là ! » En avouant que l'hostilité des États-Unis l'eût gênée, et par elle-même, et parce qu'elle eût pu entraîner à leur suite d'autres neutres, elle accuse sa lassitude. En plaidant : « Nous avons consenti un sacrifice nécessaire à notre unique objet, qui doit être la victoire ; nous nous sommes réglés sur le seul principe qui doive nous guider : garde-toi par-dessus tout de faire ce que souhaite ton ennemi, » l'Empire allemand reconnaît que sa victoire, maintenant, dépend de certaines conditions, qui seront ou ne seront pas réalisées, mais n'est pas assurée en tout état de cause. Il ne se croit plus infaillible et ne se montre plus inflexible, parce qu'il ne se sent plus invincible.

C'est tout ce que nous-mêmes voulons dire. Pour être prudens en nos inductions, nous ne nous avancerons point au delà. Mais nous avons conscience, en allant jusque-là, de ne porter le pied que sur le terrain le plus solide. Osons ici écrire : « certitude. » Nous savons, et il est excellent que l'Allemagne sache que nous savons. C'était hier une machine de guerre formidable, montée et mise au point durant un demi-siècle, la plus formidable de tous les temps, et dont la puissance, à l'essai, a dépassé tous les calculs; elle n'est pas encore usée aujourd'hui, mais nous savons qu'elle s'use. Hier, c'était un immense réservoir qui durant un demi-siècle avait été rempli jusqu'à ce qu'il débordât : aujourd'hui, il n'est pas encore à sec, mais nous savons qu'il baisse. Durant un demi-siècle, chaque famille allemande en pleine fécondité avait peuplé de ses cinq fils l'énorme caserne et l'usine colossale qu'était l'Empire, mais nous savons où sont les cinq fils de la famille allemande, et où sont les millions de recrues

de l'Allemagne. Nous savons qu'elle n'a plus sur le front russe qu'un paravent et dans les Balkans qu'un rideau; que si, sur notre front, dans quelques secteurs, elle a encore des lignes très garnies, bourrées d'hommes, et de vastes dépôts en Belgique, néanmoins, à l'arrière, pour en combler les vides, à mesure que le feu les dévore, elle n'a plus que de maigres fonds de tiroir. Tant de divisions sur le front russe, tant sur le front serbe, tant sur le front belge, britannique, français, tant au repos derrière le front occidental, nous savons combien. Celles qu'elle nous envoie, nous savons d'où elle les retire, qu'elle ne les ajoute pas, mais seulement les transporte, qu'elle ne les remplace pas, mais seulement les déplace, et que, comme autrefois la petite armée de Frédéric sur les routes, ses bataillons d'élite sont sur les chemins de fer, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, en un transit perpétuel. Mais nous savons que ces voyages ininterrompus se paient par une déperdition considérable, et que de cette chair à canon ballottée sans merci il n'arrive que le squelette. Les unités dont l'Allemagne peut disposer encore, nous en savons la qualité comme la quantité. Nous savons que, parmi les corps qui sont sur le front russe, il y a beaucoup de *landwehr;* que les rares, très rares divisions maintenues sur le front serbe sont mauvaises; que, sur le front français, tout ce que les Allemands peuvent avoir encore de monde un peu frais passe tour à tour à Verdun, qu'ils ne peuvent plus prendre, — et nous savons qu'il le savent, — pour en revenir, décimé, éreinté, désespéré, et y retourner sans aucun répit. Par les prisonniers que nous faisons, par les morts que nous relevons, nous savons que beaucoup de leurs soldats, dans beaucoup de leurs régimens, sont aujourd'hui des chétifs, des malingres, parfois même des mutilés. La témérité de leur jeu ne nous en impose pas; nous y voyons justement ce qu'ils voudraient cacher, un symptôme de plus de leur épuisement. Nous savons que l'Allemagne chancelle, qu'elle souffre, et même beaucoup plus que nous ne le croyons : quand sa misère n'était pas vraie, elle la criait; elle est vraie, maintenant qu'elle la nie. Nous savons que l'Empire militaire est comme le boxeur exténué qui, ne pouvant plus frapper, ne pouvant plus même parer, et sentant qu'au premier choc il s'écroulera, s'accroche en corps à corps aux bras de l'adversaire pour tâcher de gagner debout le coup de cloche final. Les assauts obstinés, multipliés contre Verdun, la récente offensive autrichienne contre le Trentin, le semblant de réveil allemand sur la Dwina ne contredisent ni n'infirment ces observations et ces conclusions. Dans toute cette guerre, la stratégie de l'Allemagne a été enchaînée à sa

politique. Nous savons donc pourquoi le kronprinz, héritier du trône et confident de l'anxiété de Guillaume II, entasse les monceaux de cadavres. Politique intérieure : d'un bout à l'autre de l'Empire, à la fin de février, alors qu'on se représentait la chute prochaine de « la principale forteresse du principal ennemi, » les élèves des écoles ont fait la même dictée : *Importance de Verdun*; tous les journaux ont publié une sorte de communiqué intitulé : *Verdun cœur de la France*. Politique extérieure : Verdun tombé, on escomptait le désarroi moral chez nous, chez nos alliés et chez les neutres; Verdun pris, l'Allemagne, dit-on, aurait étonné la terre par la modération des conditions de paix qu'elle aurait offertes à la France. Cette modération aussi, que nous nous félicitons de n'avoir pas eu à apprécier, est une indication du dynamomètre. Mais, nous le savons, ce n'est pas de son bon naturel qu'était venu à l'Empereur ce souci. La guerre d'usure, en imposant des sacrifices qui sont ou qui semblent être inégaux, n'agirait-elle pas comme un levain de particularisme? Sans nous exagérer l'importance de pareils faits, qui ne se révélera qu'après la guerre, si le germe doit se développer, remarquons que la Saxe, la Bavière et le Wurtemberg se sont associés pour « les cartes de viande, » en dehors des États du Nord de l'Empire. Dans l'Allemagne occidentale se dessine, pour la centralisation des vivres, une organisation qui, par ses contours géographiques, copie ou calque exactement la Confédération du Rhin. M. Delbrück, jugé insuffisant, peut s'en aller, M. Helfferich passer des Finances à l'Intérieur, M. de Batocki être institué « dictateur de l'alimentation. » L'Allemagne n'en aura pas un morceau de pain de plus et pas une terreur de moins. La grasse et docile Allemagne a appris par la faim le mécontentement (nous usons exprès du mot le plus faible). Encore une fois, ce n'est rien ou très peu de chose, pour le moment : pas même un pli, à peine une ride. Cependant il pourrait y avoir là-dessous un très lent et très sourd travail qui, sur cette race grisée d'orgueil, opère peut-être plus profondément que ne l'eût fait un Waterloo en juin 1915. Si l'Allemagne veut gagner le coup de cloche, gagner du temps, c'est que, l'antique proverbe le dit : « qui a temps a vie. » Inversement, qui n'a pas beaucoup de vie n'a pas beaucoup de temps; et il lui faut, en conséquence, se presser, s'agiter, se dépenser en double. Lorsque l'Allemagne n'aura plus que deux obus à tirer, elle les tirera ensemble pour faire plus de bruit, à défaut de plus de mal : après quoi, elle lèvera les bras : « Camarade ! » A l'heure même où elle attaque à Verdun, où l'Autriche attaque sur l'Adige et sur la Brenta, elle vou-

drait déjà nous le faire dire par M. Wilson et tramer par la main des neutres la paix allemande. Ce que l'Allemagne veut forcer, à Douaumont et au Mort-Homme, c'est moins la victoire que la fin, qu'il lui faut prompte pour lui permettre un recommencement. Mais nous ne nous laisserons ni troubler, ni tromper. Nous savons.

Comme si M. Wilson avait une revanche à prendre d'avoir écrit avec sobriété, il a parlé, ces jours-ci, avec abondance. Il a tenu dans un cercle de journalistes des propos que ses interlocuteurs n'ont point, par habitude de métier, entendus en confidence, et dont quelques-uns, s'ils ont été fidèlement rapportés, ne laissent pas d'être un peu acerbes. Le thème principal de l'interview est l'éloge de la neutralité, mais quel éloge! un dithyrambe, avec, à l'adresse de tous les belligérans, sans exception ni distinction, une diatribe. Le Président des États-Unis professe, au sujet de la guerre européenne, l'opinion de l'empereur François II d'Autriche au sujet des Constitutions : *Totus mundus stultizat*, disait l'Empereur à la Diète hongroise. Et M. Wilson dit de même : « Tout le monde devient fou. » Ce sont ses propres paroles. Les peuples et leurs chefs ont perdu la tête. « Cette querelle a entraîné si loin ceux qui s'y sont engagés qu'ils ne peuvent se maintenir dans les limites de la responsabilité. » Et ensuite : « Si le reste du monde est fou, pourquoi ne pas refuser d'avoir rien à faire avec ce reste du monde? » Interrogation qui se change en affirmation : « Nous n'avons rien à voir avec la querelle présente. » — Les autres, ceux qui se battent, fût-ce pour le droit et pour leur droit, fût-ce pour leur terre, fût-ce pour leurs autels et leurs foyers, tout comme ceux qui se sont rués à la conquête, au gain, à la rapine, sont des fous; nous ne faisons pas entre eux de différence, nous les mettons dans le même cabanon. Nous sommes les sages, puisque nous sommes les neutres, et non seulement parce que, tandis qu'ils meurent, nous vivons, mais parce que, devant l'horrible spectacle que donne plus de la moitié du genre humain, nous conservons l'équilibre de notre raison. — Le sang glacé ne coule pas. Le Président Wilson est très sûr que la neutralité est toujours la sagesse, et c'est peut-être d'un bon administrateur, mais ce n'est pas d'un grand politique.

Tous les grands politiques ont vu que la neutralité a ses périls, que c'est souvent le moins honorable et parfois le plus maladroit des partis. Assurément, les argumens de Machiavel, pieusement repris par Cavour, le discours qu'il prête au légat romain répondant, dans l'assemblée des Achéens, à l'ambassadeur d'Antiochus : « Quant au parti qu'on vous dit être le meilleur et le plus utile à votre État

de ne point vous mêler de notre guerre, il n'en est pas qui puisse vous être plus contraire... Il arrivera toujours que celui qui n'est pas votre ami sollicitera votre neutralité, et que celui qui est votre ami vous demandera de vous découvrir avec les armes. Et les Princes mal résolus, pour fuir les périls présens, suivent le plus souvent cette voie neutre, et le plus souvent ils se ruinent; » toutes ces raisons, qui n'ont pas vieilli, portent surtout dans le cas de nations voisines, ayant des frontières communes, ou du moins des points de contact, quelque surface de friction. Les mêmes argumens peuvent paraître s'appliquer moins bien au cas spécial des États-Unis, séparés de l'Europe par toute l'étendue de l'Océan. Mais cette guerre elle-même a prouvé que l'Océan les en sépare beaucoup moins qu'on ne l'aurait cru. Moralement, il faut ajouter qu'autant l'impartialité absolue, portée jusqu'à l'indifférence, de la neutralité quand même, eût pu pourtant s'expliquer chez des réalistes comme les grands Italiens, qui n'ont été et n'ont voulu être que des politiques, pour qui la politique n'a été qu'une géométrie, autant cette attitude est singulière chez un homme qui, non seulement ne dissimule pas, mais aime à montrer un peu des scrupules juridiques et des préoccupations religieuses. Mais il y a dans l'interview de M. Woodrow Wilson quelque chose de plus surprenant encore que la première partie, et c'est la seconde. Là, ce modèle de maîtrise et de possession de soi, qui juge de haut les nations, amasse les images de violence; seulement, il se trouve que les trois paraboles de M. Wilson tombent toutes du même côté. L'homme qu'il a dû « coucher à terre, » l'homme « sur le cou » duquel il a conseillé de « s'asseoir, » le petit garçon dont il se pique d'avoir « impressionné l'épiderme, » ces deux hommes et ce petit garçon ne peuvent être qu'un seul et même homme, l'Empereur allemand. Ainsi les verges mêmes du « professeur Wilson » ne sont pas neutres. Mais alors, que voilà une neutralité fragile, et un étrange état d'esprit chez un *peace-maker!*

Car nous ne nous étions pas mépris en avançant que la phrase capitale de la pseudo-réponse allemande du 4 mai était la phrase sur la paix. C'était le coup destiné à M. Wilson, par enveloppement et liement. Peut-être, plus ou moins, a-t-il été touché. Le fait est que, non content de son interview, il a prononcé une harangue, sibylline autant que biblique, qui ne nous est parvenue que par fragmens, et qui, sans doute pour cette cause, n'est pas très clairement intelligible. Mais l'intention en est assez transparente. « Beaucoup aimeraient à penser, a dit M. Woodrow Wilson, que le sens de la commé-

moration qui nous réunit, — le cent quarante et unième anniversaire de la déclaration d'indépendance, — se manifesterait si nous nous figurions nous-mêmes devant quelque emblème sacré de conseil et de paix, de jugement conciliant et juste envers les nations et leur rappelant ce passage de l'Écriture : « Après le vent, après le tremblement de terre, après le feu, la voix toujours faible de l'humanité. » Et M. Wilson a appuyé : « Quand vous ne pouvez vaincre, il vous faut prendre conseil pour un arrangement. »

Il ne nous appartient pas de rechercher dans quelle mesure un tel langage est du président en fonctions de la République américaine ou du futur candidat à l'élection présidentielle d'octobre. Les cœurs les plus fermes ont leurs faiblesses, et il n'est pas d'ambitions plus tyranniques que celles qu'on avait juré de ne pas avoir. Certaines gens prétendent que la concurrence de M. Roosevelt n'a pas été sans influence sur la résolution que M. Wilson a montrée dans la rédaction de sa note du 20 avril : on prétendra, demain, que la candidature du pacifiste M. Ford, adoptée par deux des États de l'Union, aura contribué à réveiller, à raviver l'instinct qui est au fond de l'âme du Président. Mais il n'importe. De sa seule initiative, ou à la prière de l'Allemagne, pour le bien de l'humanité, par des considérations plus étroites, si M. Wilson n'en est pas encore à proclamer, déjà, en quelque sorte, il murmure, il souffle : la paix! Et c'est son droit. Le nôtre est de n'écouter que lorsque notre heure sera venue. A l'homélie du Président Wilson, M. Raymond Poincaré, M. Aristide Briand, pour la France, M. Asquith et sir Edward Grey pour la Grande-Bretagne, M. Sazonow pour la Russie, ont, par avance, ou tout de suite répondu. La paix seulement quand les réparations nécessaires auront été faites, quand la Belgique et la Serbie auront été relevées et dédommagées, quand les Austro-Allemands auront évacué la Pologne, quand la plaie qui saignait à notre flanc depuis quarante-cinq ans aura été fermée de telle manière que jamais plus elle ne puisse se rouvrir; quand l'assassin aura été puni et quand le voleur aura rendu gorge; quand la force brisée aura confessé à genoux qu'il n'y a de droit que le droit; quand l'Allemagne, enfin, aura été mise hors d'état de nuire ou d'épouvanter, et quand nous aurons sauvé d'elle pour des siècles, dût-il nous en coûter toute une génération, la génération qui grandit et celle qui va naître. Que M. Wilson daigne s'en convaincre : tous les hommes d'État de l'Entente, en parlant ainsi, se tiennent précisément « dans les limites de leur responsabilité, » et ils n'en sortent pas, mais ils les emplissent, et leur faute serait un crime, s'ils

s'arrêtaient à mi-chemin. Quant à lui, vouloir imposer ou insinuer la paix, alors qu'il ne peut y avoir la paix, alors que, pour les peuples martyrisés, « la folie de l'épée » est devenue une espèce de « folie de la croix; » que le devoir, pour nous, n'est plus seulement patriotique, mais mystique, ce ne serait pas servir l'humanité, ce serait servir l'Allemagne, ce serait tenir les bras de l'humanité pendant qu'on l'outrage et qu'on la poignarde.

Nous l'avons dit, nous ne craignons pas de le redire, avec tout le respect qui est dû à la dignité et au caractère du Président des États-Unis : il y a des choses qui dépendent de M. Wilson et des choses qui ne dépendent pas de lui. Au surplus, toutes les manœuvres de l'Empire allemand sont condamnées à échouer. Chaque fois qu'il s'est senti tenu en échec, il s'est ingénié à déclencher une intervention nouvelle, la Turquie au lendemain de la Marne, la Bulgarie après l'Yser. N'ayant pas pu réussir à jeter les États-Unis en travers de la pression maritime de l'Angleterre, il s'est retourné vers la Suède, a agité le spectre de l'invasion russe, a condensé sur les îles Aland les nuages factices de sa chimie diplomatique. Le secours de l'armée et de la marine suédoise lui eussent été bien utiles, si Hindenbourg, maussade et comme envoûté par les clous dont on a percé sa statue, se décide à reprendre sa marche manquée contre Petrograd. Mais le malentendu a été dissipé, la Suède restera neutre; et, la onzième heure étant passée, tous les autres neutres aussi, vraisemblablement, resteront neutres, pour ne pas risquer de s'entendre dire qu'ils se sont décidés trop tard : en quoi M. Wilson, panégyriste de la neutralité, ne saurait manquer de trouver un sujet de consolation. La paix n'est pas encore en vue. Mais la guerre paraît circonscrite, si l'épithète n'est pas absurde pour une guerre qui couvre tout un continent et déborde sur plusieurs autres. Au pis aller, la partie est liée. Elle n'est peut-être pas encore gagnée pour nous. Elle est sûrement déjà perdue par l'Allemagne. Les quatre mille tonnerres de Verdun et les deux mille tonnerres de Rovereto n'y changeront rien.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

la
es
lie
io-
ait
ant

t le
des
des
vres
qu'il
ven-
près
de la
de, a
d les
ée et
ourg,
atue,
is le
zième
ment,
ils se
de la
ation.
scrite,
ut un
tie est
lle est
res de
t rien.